ASE 2525

EXPOSITION
COLONIALE 1931

L'ARMÉE FRANÇAISE EN INDOCHINE

D 5
143

MUSÉE
DES COLONIES
BIBLIOTHÈQUE

ersité Côte d'Azur. Bibliothè

BU LETTRES
D 092 2173588

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

D5 — 148

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ET DE LA FRANCE EXTÉRIEU

EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS 1931

Service de Documentation
Musée de la France d'Outre Mer

LES ARMÉES FRANÇAISES D'OUTRE-MER

L'ARMÉE FRANÇAISE EN INDOCHINE

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXXII

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LES ARMÉES FRANÇAISES D'OUTRE-MER

COLLECTION ÉDITÉE

À L'OCCASION DE L'EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS DE 1931

I. *Histoire militaire des colonies, pays de protectorat et pays sous mandat.*

1. Conquête et pacification de l'Algérie.
2. L'armée française en Tunisie.
3. La pacification du Maroc.
4. Histoire des Troupes du Levant.
5. Histoire militaire de l'Indo-Chine.
6. Histoire militaire de l'Afrique Occidentale française (A. O. F.).
7. Histoire militaire de l'Afrique Équatoriale française (A. E. F.).
8. Histoire militaire de Madagascar.
9. La conquête du Cameroun et du Togo.

II. *Les armes et les services dans la conquête, la pacification et la mise en valeur des colonies.*

1. Les troupes coloniales pendant la guerre de 1914-1918.
2. La cavalerie aux colonies.
3. Le génie aux colonies.
4. L'artillerie aux colonies.
5. Le train des équipages aux colonies.
6. Le service de santé aux colonies.
7. Le service de l'intendance aux colonies.
8. La carte de l'empire colonial français.
9. Le service vétérinaire et le service de la remonte aux colonies.
10. Les uniformes des troupes de la marine, coloniales et nord-africaines.

III. *Artisans de l'œuvre coloniale.*

1. Les grands soldats coloniaux.
2. Les contingents coloniaux.

J. 32796-31.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ASE 2525 C

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

L'ARMÉE FRANÇAISE
EN INDOCHINE

113

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

A la demande de la Direction des Troupes coloniales au Ministère de la Guerre, l'ouvrage

L'ARMÉE FRANÇAISE EN INDOCHINE

a été rédigé, au Service historique de l'État-Major de l'Armée, par le colonel breveté CHARBONNEAU, de l'infanterie coloniale.

Cet ouvrage est destiné à remplacer dans la collection *Les Armées françaises d'outre-mer* le volume en deux tomes *Histoire militaire de l'Indochine*, rédigé et édité à Hanoï, et dont le format et la présentation ne sont pas analogues à ceux des autres volumes de la collection.

Il se borne à donner la physionomie des grandes périodes de la conquête et de la pacification et à souligner quelques enseignements résultant des opérations. Le lecteur désireux d'étudier le détail de ces opérations et notamment des nombreuses colonnes de la période de pacification (1885-1897) se reportera au volume : *Histoire militaire de l'Indochine.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

DV: 143

EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS 1931

LES ARMÉES FRANÇAISES D'OUTRE-MER

L'ARMÉE FRANÇAISE EN INDOCHINE

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VIe Section
ASE 2525 C
BIBLIOTHÈQUE

MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
DOCUMENTATION
693
1947
MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXXII

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Une carte d'ensemble de l'Indochine accompagne cet ouvrage : elle permet de suivre la marche générale des opérations. Toutefois, afin de faciliter l'étude de certaines opérations, on trouvera sur des dépliants :

Page 64. — Des croquis détaillés des opérations devant Saïgon, My Tho et Bien Hoa.

Page 82. — Une carte d'ensemble de la Cochinchine et du Cambodge.

Page 134. — Des croquis détaillés de l'affaire du Pont de Papier, de la prise de Son Tay et de Bac Ninh.

Page 156. — Une carte d'ensemble du Tonkin (opérations de 1873 à 1885).

Page 210. — Une carte d'ensemble du Tonkin (la pacification, de 1885 à 1896).

Page 302. — Une carte d'ensemble du Tonkin et du Nord du Laos (opérations depuis 1897).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

BIBLIOTHÈQUE DU MUSÉE DES COLONIES
ET DE LA FRANCE EXTÉRIEURE

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES OFFICIERS GÉNÉRAUX ET HAUTS FONCTIONNAIRES

REPRÉSENTANTS DE LA FRANCE EN INDOCHINE.

I. — COMMANDANTS EN CHEF, COMMANDANTS ET GOUVERNEURS DE LA COCHINCHINE (jusqu'à l'organisation de l'Union Indochinoise, novembre 1887).

MM.	*Date d'entrée en fonctions.*
RIGAULT DE GENOUILLY, vice-amiral, commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du corps expéditionnaire	1er septembre 1858.
JAUREGUIBERRY, capitaine de frégate, commandant à Saïgon, d'abord sous les ordres du vice-amiral Rigault de Genouilly, puis sous ceux du contre-amiral Page	1er mars 1859.
PAGE, contre-amiral, nommé commandant en chef de la division navale et du corps expéditionnaire dans les mers de Chine	1er novembre 1859.
DARIES, capitaine de vaisseau, commandant supérieur à Saïgon	1er avril 1860.
CHARNER, vice-amiral, commandant en chef des forces navales dans les mers de Chine	7 février 1861.
BONARD, contre-amiral, nommé commandant en chef en Cochinchine	30 novembre 1861.

Intérimaires :

De la Grandière, contre-amiral;
Roze, contre-amiral.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MM.	*Date d'entrée en fonctions.*
DE LA GRANDIÈRE, vice-amiral, gouverneur et commandant en chef	28 novembre 1865.
Intérimaires : Ohier, contre-amiral; Faron, général de brigade d'infanterie de marine ; Cornulier-Lucinière, contre-amiral.	
DUPRÉ, contre-amiral, gouverneur et commandant en chef	1er avril 1871.
Intérimaires : D'Arbaud, général de brigade d'infanterie de marine. Krantz, contre-amiral.	
DUPERRÉ (baron), contre-amiral, gouverneur et commandant en chef	1er décembre 1874.
Intérimaire : Bossant, général de brigade d'infanterie de marine.	
LAFONT, contre-amiral gouverneur, et commandant en chef	16 octobre 1877.
LE MYRE DE VILERS, gouverneur	7 juillet 1879.
Intérimaire : De Trentinian, général de brigade d'infanterie de marine.	
THOMSON (Charles), gouverneur	12 janvier 1883.
Intérimaire : Bégin, général de brigade d'infanterie de marine.	
FILIPPINI, gouverneur	20 juin 1886.
Intérimaires : Pardon, Piquet.	

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

II. — RÉSIDENTS GÉNÉRAUX EN ANNAM-TONKIN (jusqu'à l'organisation de l'Union Indochinoise, novembre 1887).

MM.	*Date d'entrée en fonctions.*
LEMAIRE, ministre plénipotentiaire, résident général...	1er octobre 1884.
ROUSSEL DE COURCY, général commandant en chef le corps expéditionnaire du Tonkin, résident général ..	31 mai 1885.
Intérimaire :	
WARNET, général commandant en chef le corps expéditionnaire du Tonkin.	
BERT (Paul), résident général	8 avril 1886.
Intérimaire :	
VIAL (Paulin).	
BIHOURD, ministre plénipotentiaire, résident général..	29 janvier 1887.
Intérimaire :	
BERGER, secrétaire général.	

III. — GOUVERNEURS GÉNÉRAUX DE L'INDOCHINE.

CONSTANS, gouverneur général à titre provisoire.....	16 novembre 1887.
Intérimaire :	
RICHAUD, résident général en Annam et au Tonkin.	

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MM.	*Date d'entrée en fonctions.*
PIQUET, gouverneur général (décret du 10 mai 1889).	31 mai 1889.
Intérimaire : Bideau.	
DE LANESSAN, gouverneur général (décret du 21 avril 1891)	26 juin 1891.
Intérimaire : Chavassieux, résident supérieur au Tonkin ; Rodier, résident supérieur au Tonkin.	
ROUSSEAU (Armand), gouverneur général	15 mars 1895.
DOUMER, gouverneur général	13 février 1897.
Intérimaires : Foures, résident supérieur au Tonkin ; Broni, directeur des affaires civiles de l'Indochine.	
BEAU, gouverneur général.....	15 octobre 1902.
Intérimaires : Broni, secrétaire général de l'Indochine ; Bonhoure, lieutenant gouverneur de la Cochinchine.	
KLOBUKOWSKI, gouverneur général (décret du 26 juin 1908)..	24 septembre 1908.
Intérimaires : Picquié (Albert), inspecteur général de 1re classe des colonies ; Luce, résident supérieur au Cambodge.	
SARRAUT (Albert), député, gouverneur général (décret du 1er juin 1911)	15 novembre 1911.
Intérimaire : Van Vollenhoven, secrétaire général du gouverneur général de l'Indochine.	

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MM.	*Date d'entrée en fonctions.*
VAN VOLLENHOVEN, délégué dans les fonctions de gouverneur général de l'Indochine (décret du 5 août 1914)	5 août 1914.
ROUME, gouverneur général (décret du 26 janvier 1915)	5 mars 1915.
Intérimaire :	
CHARLES (Jean-Eugène), résident supérieur en Annam.	
SARRAUT (Albert), député, gouverneur général de l'Indochine (décret du 7 novembre 1916)	22 janvier 1917.
Intérimaire :	
MONGUILLOT, secrétaire général du gouverneur général de l'Indochine.	
LONG, député, gouverneur général (décret du 10 décembre 1919)	20 février 1920.
Intérimaire :	
LE GALLEN, gouverneur de la Cochinchine ; BEAUDOIN, résident supérieur du Cambodge.	
MERLIN, gouverneur général de l'Indochine (décret du 20 février 1923)	10 août 1923.
Intérimaire :	
MONGUILLOT, résident supérieur au Tonkin ;	
VARENNE, député, gouverneur général	17 mai 1927.
Intérimaire :	
ROBIN, résident supérieur au Tonkin.	
PASQUIER, gouverneur général de l'Indochine (décret du 23 août 1928)	26 décembre 1928.
Intérimaire :	
ROBIN, résident supérieur au Tonkin.	

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES OFFICIERS GÉNÉRAUX COMMANDANTS EN CHEF OU COMMANDANTS SUPÉRIEURS DES TROUPES EN INDOCHINE A COMPTER DE 1883.

MM. les	*Date d'entrée en fonctions.*
Général BOUET	7 juin 1883.
Vice-amiral COURBET	27 octobre 1883.
Général MILLOT	12 février 1884.
Général BRIÈRE DE L'ISLE	8 septembre 1884.
Général DE COURCY	1er juin 1885.
Général WARNET	5 janvier 1886.
Général JAMONT	22 avril 1886.
Général MUNIER	8 novembre 1886.
Général BEGIN.	3 janvier 1888.
Général BICHOT	24 mars 1889.
Général GODIN	14 décembre 1890.
Général RESTE	1er juillet 1891.
Général DUCHEMIN	8 janvier 1893.
Général DODDS	1er mai 1896.
Général BICHOT	8 octobre 1896.
Général BORGNIS-DESBORDES	25 janvier 1899.
Général DODDS	15 septembre 1900.
Général CORONNAT	12 septembre 1902.
Général CHEVALIER	15 décembre 1904.
Général PIEL	30 décembre 1906.
Général GEIL	24 décembre 1908.
Général PENNEQUIN	12 janvier 1911.
Général LEFÈVRE	5 février 1913.
Général SUCILLON	13 avril 1914.
Général LOMBARD	9 février 1916.
Général LEBLOIS	14 juillet 1918.
Général PUYPÉROUX	7 janvier 1920.
Général BLONDLAT	1er avril 1922.
Général ANDLAUER	30 août 1924.
Général AUBERT	7 mars 1928.
Général BILLOTTE	6 septembre 1930.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES OFFICIERS SUPÉRIEURS AYANT EXERCÉ LES FONCTIONS

DE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES TROUPES DE L'INDOCHINE

A COMPTER DE 1892.

MM. les	*Date d'entrée en fonctions.*
Chef de bataillon breveté CORONAT	7 juin 1883.
Lieutenant-colonel breveté DE BADENS	10 septembre 1883.
Lieutenant-colonel breveté GUERRIER	16 février 1884.
Chef de bataillon breveté CRÉTIN	9 septembre 1884.
Général WARNET	14 juin 1885.
Colonel breveté MOURLAN	5 janvier 1886.
Colonel breveté KESSLER	22 avril 1886.
Lieutenant-colonel breveté GILET	8 décembre 1886.
Colonel breveté CRÉTIN	26 janvier 1888.
Chef de bataillon breveté GRÉGOIRE (intérimaire)	11 mars 1889.
Lieutenant-colonel breveté SEVER	18 juin 1889.
Chef de bataillon de BEYLIÉ (intérimaire)	31 mars 1890.
Lieutenant-colonel breveté DE LORME	23 avril 1890.
Chef de bataillon breveté PERREAUX	18 avril 1892.
Chef de bataillon breveté SUCILLON	5 mai 1893.
Lieutenant-colonel breveté MOUREY	16 avril 1894.
Lieutenant-colonel breveté PERREAUX	27 mars 1895.
Chef d'escadrons breveté LYAUTEY (intérimaire)	27 juillet 1895.
Lieutenant-colonel breveté PERREAUX	3 janvier 1896.
Chef de bataillon breveté LOMBARD (intérimaire)	8 octobre 1896.
Colonel breveté LEFEVRE	5 mars 1897.
Lieutenant-colonel breveté COMTE	11 juillet 1897.
Colonel breveté AMAR	3 février 1899,
Colonel breveté GONARD	30 octobre 1900.
Colonel breveté SEPTANS	24 novembre 1901.
Colonel BATAILLE	19 novembre 1902.
Colonel breveté PRIVÉ	1er janvier 1905.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MM. les	*Date d'entrée en fonctions.*
Lieutenant-colonel STAUP (intérimaire)	20 mai 1906.
Colonel breveté HOCQUARD	17 octobre 1906.
Lieutenant-colonel STAUP (intérimaire)	29 juin 1907.
Colonel breveté HOCQUARD	17 octobre 1908.
Lieutenant-colonel breveté PUYPEROUX	21 janvier 1909.
Lieutenant-colonel breveté GUÉRIN	1er février 1911.
Colonel breveté MILLOT	22 février 1913.
Colonel breveté DESSERT	3 septembre 1914.
Chef d'escadrons COLENO	23 novembre 1914.
Lieutenant-colonel MOREL	10 février 1916.
Colonel breveté JANNOT	1er septembre 1918.
Lieutenant-colonel MAILLES	14 mai 1919.
Chef de bataillon MASSE (intérimaire)	15 décembre 1919.
Colonel breveté PIERLOT	16 janvier 1920.
Colonel breveté DEBAILLEUL	9 août 1922.
Colonel breveté BONNET	15 mars 1925.
Colonel breveté EHRET	15 avril 1927.
Colonel breveté NOEL	26 septembre 1927.
Colonel BARRAUD	15 mai 1932.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

INTRODUCTION.

CHAPITRE 1ER.

LE MILIEU INDOCHINOIS.

L'Indochine est non seulement une des plus vastes possessions françaises, c'est aussi l'une des contrées les plus attrayantes et les plus prospères du monde; son sol et son sous-sol possèdent des ressources variées; sa population est intelligente, laborieuse, relativement abondante [1] ;ses ports sont parmi les plus animés d'Extrême-Orient; ses villes, en dépit des concessions indispensables faites à l'urbanisme moderne pour des raisons d'hygiène, ont conservé leur charme exotique avec leurs foules grouillantes et affairées de lettrés, de petits artisans et de coolies. Tout, dans ce pays ensoleillé, est plaisir pour les yeux comme pour l'esprit.

Ce n'est pas sans peine que ce joyau est devenu la propriété de la France. Certes, aucune grande nation ne le lui a disputé; mais des circonstances particulières tenant à la politique extérieure ou intérieure, et résultant pour la plupart d'événements graves se déroulant en Europe, comme la guerre de 1870, ont empêché que l'on consacrât à la conquête de l'Indochine tous les moyens indispensables pour en finir rapidement. Par ailleurs, les troupes d'opérations, à 12.000 kilomètres de la métropole, se heurtaient à de multiples difficultés provenant de l'hostilité

[1] L'Indochine mesure 740.000 kilomètres carrés, et sa population totale est de 22 millions d'habitants, très inégalement répartis : la densité de la population atteint 60 habitants par kilomètre carré dans les deltas de Cochinchine et du Tonkin (densité comparable à celle de la France, qui est de 71) pour descendre à 4 habitants par kilomètre carré au Laos.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

foncière du climat, des êtres et des choses. Marcher en file indienne le long des talus de rizières ou de rocailleux sentiers de brousse, sous un soleil de plomb, exposés à tout instant à la balle traîtresse venant d'une embuscade; combattre des adversaires qui se dérobent, insaisissables, mais qui ne pardonnent pas, qui ne font pas de quartier, qui mutilent les blessés et les cadavres, tel est le lot de ceux qui pendant près de cinquante ans ont peiné pour constituer l'Indochine française; leur tâche a été rendue particulièrement difficile par la nature du terrain, du climat, l'habileté et la ténacité de leurs adversaires.

*
* *

Le terrain joue un grand rôle dans toutes les opérations qui se déroulent en Indochine. Si la marche des troupes et leur ravitaillement trouvent parfois des commodités dans l'utilisation d'un réseau fluvial très dense, le plus souvent les colonnes se heurtent à des marécages, à des murailles rocheuses infranchissables, à une brousse épaisse. De l'eau, des montagnes, une végétation exubérante, telle est la caractéristique du sol indochinois.

Les femmes annamites qui se rendent au marché voisin portent deux charges de riz suspendues aux extrémités d'un bambou qui lui-même repose en équilibre sur leur épaule. On a souvent représenté l'Indochine par cette image : les charges de riz, principales richesses du pays, sont les Deltas, au sud celui de la Cochinchine et du Cambodge, au nord celui du Tonkin; le bambou qui les supporte, c'est la longue chaîne annamitique, qui s'étend, parallèle à la côte, du nord-est de la Cochinchine jusqu'au Yunnan, englobant par conséquent tout l'Annam et une grande partie du Laos.

Les Deltas sont bien les parties vitales de l'Indochine. Ils constituent les vestibules, les passages obligés qui conduisent aux régions montagneuses de l'intérieur; la fertilité de leur sol alluvionnaire, de cette terre grasse où s'enfoncent pesamment les buffles de labour, assure la subsistance non seulement de tout le pays, mais aussi d'une partie de la Chine; commerce et industrie y sont concentrés, et le long des bras des fleuves qui viennent paresseusement mourir dans les îlots de palétuviers, s'étalent largement, au milieu des rizières s'étendant à perte de vue, des agglomérations importantes, Nam Dinh, Hanoï, Haïphong au Tonkin, Mytho, Saïgon, Cholon, Bien Hoa en Cochinchine. L'une de ces agglomérations, groupant Saïgon et Cholon, atteint plusieurs centaines de mille habitants. Il est d'ailleurs dif-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

BIBLIOTHÈQUE DU MUSÉE DES COLONIES
ET DE LA FRANCE EXTÉRIEURE

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Une rizière dans le Delta de la Cochinchine.

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Une rizière dans la Haute Région du Tonkin.

LA RIZIÈRE.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ficile de faire une estimation approchée de cette population fourmillante des deltas, dont une grande partie vit à longueur d'année à bord de jonques ou de sampans. La navigation fluviale est très intense sur les fleuves et les nombreux canaux, naturels ou artificiels, qui les relient les uns aux autres ou relient leurs différentes branches : on estime que sur les bras du bas Mékong circulent en permanence plus de 200 chaloupes à vapeur et plus de 100.000 jonques.

Cette activité, cette vie intense de la région des deltas décroît dès qu'on s'en éloigne pour aborder les zones montagneuses. Quand on remonte leur cours, les fleuves, si accueillants à la navigation aux approches de la mer, deviennent assez rapidement encaissés, coupés de rapides : le Fleuve Rouge constitue cependant une heureuse exception à cette règle, et des chaloupes atteignent Lao Kay qui est à 800 kilomètres dans l'intérieur et en pleine région de montagnes. Le Mékong, en amont de Vien Tiane, présente aussi quelques biefs navigables séparés par des rapides qu'on parvient tant bien que mal à franchir, mais les cataractes de Khone forment une barrière absolument inaccessible de 7 kilomètres de largeur.

En dehors des fleuves et des rivières, les voies d'accès vers le Haut-Tonkin, l'Annam et le Laos sont rares. Pas de routes et peu de sentiers : c'est la montagne, la haute montagne, qui descend du Tibet vers le golfe du Tonkin en un faisceau divergent de chaînes, dont la principale est la « chaîne annamitique ». Celles-ci constituent généralement de hautes murailles à fortes pentes, ne présentant que des cols rares et très élevés. Parfois cependant les crêtes s'élargissent et forment de vastes plateaux bien découverts comme ceux de Tran Ninh et du Lang Bian : quand ces plateaux sont accessibles, leur existence est une aubaine inespérée pour la population européenne de l'Indochine qui vient chercher sur ces hauteurs, à la saison chaude, un climat plus clément et réparateur. Souvent aussi, les contreforts s'enchevêtrent d'une manière chaotique : dans la région à l'ouest de Lang Son, par exemple, la violence forcenée de l'érosion a constitué un assemblage incohérent de rochers en forme de pains de sucre, limités par des falaises à pic. Ce même aspect se retrouve d'ailleurs dans les milliers d'îles qui parsèment la baie d'Along et qui ne sont que le prolongement vers le sud de ce système montagneux.

Ces chaînes et leurs contreforts sont recouverts de forêts aux essences variées, repaire assuré des fauves et des pirates. La vie ne reprend quelque intensité que le long de la côte d'Annam, en bordure de petits fleuves courts et d'allure rapide, mais dont les embouchures retrouvent toute la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

fertilité des grands deltas du nord et du sud : Vinh, Hué, Tourane, Qui Nhon sont les jalons d'une voie commerciale qui relie la Cochinchine et le Tonkin. Vers l'ouest, c'est le Mékong et ses affluents qui constituent l'artère vitale de l'arrière-pays indochinois, longtemps délaissé, le Laos.

Une région aussi tourmentée et aussi touffue forme un sérieux obstacle naturel à la marche des troupes. C'est en «pitonnant» pendant des journées entières et en se frayant un chemin au coupe-coupe à travers la brousse que les colonnes doivent progresser. D'ailleurs, les deltas eux-mêmes, avec leurs «arroyos» et leurs canaux s'entremêlant dans tous les sens ne sont pas d'un parcours beaucoup plus aisé pour des troupes, et, pendant huit à neuf mois de l'année, il n'est possible de circuler que sur les minces talus qui bordent les rizières inondées.

A ces difficultés naturelles s'ajoutent celles qui proviennent de la main de l'homme. Les populations montagnardes, et particulièrement les Moïs du Sud-Annam, se blottissent dans leurs villages nichés au sommet ou au flanc d'un pic et la plupart du temps entourés de plusieurs rangs de palissades; les abords de ces palissades sont eux-mêmes protégés par des abattis et des pièges qui ne sont pas uniquement destinés aux fauves. Dans le Delta du Tonkin, les villages aussi sont fortifiés : bordés de haies très épaisses de bambous, contre lesquelles l'artillerie reste le plus souvent impuissante, encerclés de larges fossés pleins d'eau, ce sont de petites citadelles, dont l'enlèvement a parfois coûté de grosses pertes aux assaillants. Quant aux villes, comme Saïgon, Nha Trang, Tourane, Hué, Hanoï, Nam Dinh, Bac Ninh, elles ont été mises en état de défense à la fin du XVIII^e^ ou au début du XIX^e^ siècle par des officiers français au service de l'empereur Gia Long ou les élèves de ces derniers, et c'est contre des forteresses à la Vauban que les troupes françaises doivent donner l'assaut au début de la conquête.

*
* *

Dans ce pays, d'autres difficultés, qui résultent du climat tropical, attendent l'Européen. Un tel climat sera d'autant plus meurtrier aux premiers occupants de la Cochinchine que leur expérience en fait d'équipement des troupes en campagne ne s'appuie que sur les opérations effectuées en Algérie depuis 1830. Or, les climats de l'Afrique du Nord et de l'Indochine ne sont pas comparables. La température est loin d'atteindre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

en Indochine les maxima que l'on constate, chaque été, en Algérie : elle ne dépasse guère 39 degrés au Tonkin, 31 degrés en Cochinchine. Par contre, en Cochinchine, cette température est presque constante d'un bout de l'année à l'autre, puisque à la saison la moins chaude, en janvier, elle ne descend pas, la nuit, au-dessous de 21 degrés. Le Tonkin jouit entre novembre et mars d'une saison fraîche, qui avec son « crachin » tenace et froid, son ciel gris, rappelle un peu trop durement l'hiver de certaines régions du nord ou du nord-ouest de la France; mais en été, le thermomètre reste toujours très haut, même la nuit. De plus, une tension hygrométrique élevée ajoute ses effets à ceux de la chaleur : l'Européen se trouve dans un perpétuel état de moiteur, qui l'anémie et l'épuise. Enfin, à la latitude de l'Indochine, l'obliquité des rayons solaires est telle qu'il y a danger de mort pour l'Européen à circuler sans casque, ne fût-ce que quelques instants, entre le lever et le coucher du soleil.

Dans ces conditions, toute opération militaire constitue, avec les longues marches qu'elle occasionne, les stationnements en pleine brousse ou sous des abris précaires, une cause de grosses fatigues, de souffrances et de risques pour des troupes blanches, et nécessite des précautions minutieuses: en principe, on ne tente jamais au Tonkin d'opérations de quelque envergure entre les mois de mai et de septembre. En toute saison, il faut faire stationner les troupes pendant les heures chaudes de la journée, veiller à la désinfection des eaux, presque toujours polluées, créer tant bien que mal une protection, la plupart du temps aléatoire, contre les moustiques ou autres agents d'infection. Mais ces mesures indispensables ne s'effectuent qu'au détriment de la rapidité des opérations de guerre, et il est rarement possible de gagner de vitesse des adversaires prestes à utiliser le terrain, et qui ne redoutent point les atteintes du climat.

*
* *

Les adversaires auxquels se heurtent les troupes françaises pendant la longue période de la conquête et de la pacification de l'Indochine ne constituent ni dans le temps ni dans l'espace un bloc homogène : ce sont, lors de l'expédition de Cochinchine, des troupes régulières annamites; au moment de l'occupation du Tonkin, ce sont encore des troupes régulières, mais pas seulement celles de la cour de Hué, celles aussi de la cour de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pékin, qui par l'envoi sur ce lointain théâtre d'opérations des deux armées du Yunnan et du Quang Si entend manifester aux Français et sans doute aux Annamites ses droits de suzeraineté sur les provinces du nord de l'Indochine. A côté des formations régulières, et généralement plus audacieuses que celles-ci, figurent des troupes irrégulières, des bandes composées en majeure partie de malandrins et de pirates : la plus célèbre est celle des « Pavillons Noirs », forte de plusieurs milliers d'hommes, et qui descendue du Yunnan jusque sous les murs d'Hanoï y provoque les faibles contingents de Francis Garnier, puis quelques années plus tard ceux du commandant Rivière. Elles ont à leur tête soit des mandarins, animés d'un sentiment patriotique sincère, soit le plus souvent de vulgaires bandits annamites ou chinois. Les uns et les autres, qu'ils s'appellent Luu Vinh Phuoc, Luu Ky, Déo Van Tri, Luong Tam Ky, ou De Tham, ne manquent pas d'envergure, et lorsque la cour de Hué, puis en avril 1885 celle de Pékin, se résignent à accepter officiellement la domination de la France, il faut entamer une lutte sévère contre ces bandes, et souvent composer avec leurs chefs, dont quelques-uns d'ailleurs se rallient franchement dans la suite à la cause des Français.

Ce serait une très grave erreur de considérer ces différents chefs de troupes régulières ou irrégulières comme des quantités négligeables au point de vue militaire. La facilité avec laquelle Francis Garnier s'est emparé de la citadelle d'Hanoï et de la plupart des places du Delta en 1873 a pu laisser croire que les Français n'avaient qu'à paraître en Indochine pour être vainqueurs. A cette époque les portes s'ouvrent devant Garnier et ses compagnons, parce que les Tonkinois les considèrent comme des libérateurs, et l'audace, l'intrépidité, et même le sens de la manœuvre que cette poignée de braves manifeste lors de l'escalade des remparts de Hanoï et de Nam Dinh constituent les principaux facteurs de leurs succès, d'ailleurs éphémères. En réalité, chez les Annamites comme chez les Chinois, il y a eu des chefs de valeur. Garnier s'est plu à rendre hommage à son adversaire, le vieux maréchal Nguyen Tri Phong, vétéran des premières campagnes contre les Français en Cochinchine, et de multiples expéditions de répression au Tonkin. Lors de l'entrevue qui devait décider de la situation du détachement français nouvellement débarqué à Hanoï, Nguyen Tri Phong questionna :

« Est-ce que je ne commets aucune erreur quand je me figure avoir eu plusieurs fois en Cochinchine l'avantage de vous voir?

— Effectivement, répondit Francis Garnier, nous avons pu nous

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché du lieutenant-colonel GILLIER.)

La montagne tonkinoise : Gorges de la Rivière Noire.

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Un aspect du port de Saïgon.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rencontrer à l'attaque de Chi Hoa, et depuis cette circonstance, je vous tiens en la plus haute estime. »

Cette estime était méritée, non seulement à cause de la bravoure du maréchal annamite, mais aussi en raison de l'habileté et de la ténacité avec laquelle il prépara et assura la défense de la Cochinchine. On peut en critiquer certaines conceptions stratégiques ou tactiques, on ne peut qu'admirer l'esprit de suite et la méthode qui inspirent la construction de travaux de toutes natures — barrages des fleuves et des arroyos, fortins, longues lignes de tranchées, inondations des abords des positions, défenses accessoires, installation de batteries et flanquement des ouvrages — destinés à user, de concert avec le climat, le conquérant même le plus entreprenant.

Luu Vinh Phuoc et les autres chefs chinois possèdent un sens tactique qui s'affine au fur et à mesure que les victoires des Français constituent pour eux de nouvelles leçons. A partir du combat de Hung Hoa en 1884, ils évitent de s'entasser dans des citadelles, ne craignent pas de passer à des contre-attaques, et tentent même des opérations offensives d'envergure, comme fut le siège de Tuyen Quang, ou la marche sur Lang Son en 1885.

Les bandes rebelles ou pirates obéissent elles-mêmes à des règles strictes concernant la sûreté en marche ou en station et le combat. De ce fait, et aussi en raison de leur importance numérique et de la qualité de leur armement, elles présentent une cohésion et une force combattive, qui en font les émules des meilleures troupes de guerriers noirs qu'ait pu rassembler un Ahmadou ou un Samory.

L'armement de l'adversaire constitue d'ailleurs un élément avec lequel il faut compter au cours de toutes les campagnes en Indochine. D'une manière générale, les forces régulières annamites et chinoises sont munies d'une artillerie supérieure en nombre, et parfois en qualité, à celle des Français. Sans doute, les bandes pirates ou rebelles, à part celle de Luu Vinh Phuoc, ne disposent pas de pièces de canon, mais elles possèdent habituellement de très bons fusils, souvent du dernier modèle, et c'est un avantage qu'elles ont sur nos soldats. Le commandant Lyautey le note avec quelque amertume, dans une lettre d'octobre 1895 :

« Nos 12.000 tirailleurs indigènes sont encore armés de fusils Gras, et si anciens qu'ils sont presque hors d'usage, la plupart décalibrés, amincis, tandis que toutes les grosses bandes pirates du centre sont uniformément armées de Winchester à magasins. En un mot, c'est l'armée de France qui a l'arme retardataire, et l'armée barbare qui a l'instrument perfectionné... »

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le recrutement de cette «armée barbare» est assez varié. De tous les adversaires des Français, le Chinois est incontestablement le plus robuste et aussi celui qui possède le plus le sens de l'organisation. C'est à cette qualité d'ailleurs qu'il doit son emprise politique, commerciale et financière sur toute l'Indochine. En fait, c'est lui qui détient le monopole du haut commerce dans tous les centres, comme celui des transports fluviaux dans les deltas. Le Chinois voit large en affaires, se montre généralement honnête et réduit au maximum ses frais généraux; pour une société industrielle ou commerciale, il n'est pas de meilleure garantie de succès. On appliquait d'ailleurs les mêmes principes dans ces véritables sociétés que constituaient la plupart du temps les bandes chinoises opérant en Indochine. Leur siège et leurs entrepôts étaient en Chine, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière, et c'est là qu'affluaient les femmes annamites, le riz, les denrées ou produits de toutes natures résultant du pillage des villages et des postes indochinois. Les associés se voyaient très exactement rémunérés selon les services rendus, et si parfois le gouvernement français offrait de racheter quelque prisonnier par une rançon, on observait scrupuleusement les clauses du marché. Ce n'était qu'une affaire commerciale, et pas plus.

Pendant fort longtemps, l'Annamite n'a joué, auprès du Chinois directeur de grandes maisons de commerce, que le rôle du petit boutiquier, qui vend au détail, au coin des rues, des cornets de riz et quelques condiments. Infériorité d'ailleurs plus apparente que réelle, car à côté du paysan et du petit artisan besogneux des villes, il existe chez les Annamites une véritable aristocratie, et de vieilles familles dont le prestige est assez grand pour en imposer même aux Chinois les plus riches et les plus vaniteux : c'est ainsi que la ville de Cholon, qui comporte plus de deux cent mille Chinois, est administrée par un phu (préfet) annamite, dont l'autorité n'est pas contestée.

Même dans l'ordre physique, l'infériorité de l'Annamite n'est qu'apparente. Il donne l'impression d'être frêle, en raison de sa petite taille : en réalité il est dur au travail et résistant. Là où il rejoint le Chinois, c'est par son intelligence vive et éveillée, par un tempérament artistique développé. C'est un artiste délicat, tout en nuances : on est frappé de voir des gens du peuple, pris parmi les alcooliques ou d'invétérés fumeurs d'opium, effectuer, d'improvisation, sur des soieries, des dessins d'une grande richesse et d'une impeccable justesse de coloris. Avant que ne se soit industrialisée la confection en série des broderies, des incrustations, des cuivres ou bois

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

sculptés, tous ces bibelots ou objets étaient fabriqués dans les villages par de petits artisans. Véritables travaux de patience auxquels se complaisent surtout les Annamites du Nord et les Tonkinois, qui doivent à leur long contact avec les Chinois une certaine supériorité à ce sujet sur les Annamites de Cochinchine.

L'activité intellectuelle de ces derniers est orientée dans un sens légèrement différent : ils ont été jusqu'à une époque récente — le XVII^e siècle — soumis à l'influence des Khmers, eux-mêmes tributaires de la culture indienne, et qui sont les auteurs de ces imposants monuments, dont les flèches et les tours dominent les arbres géants de la forêt cambodgienne; dans ce Midi indochinois qui ne connaît ni les brumes, ni le crachin, ni la violence des typhons, ni les inondations meurtrières du Tonkin, tout porte l'indigène à l'exubérance, et le détourne de s'adonner, comme ses frères du Nord, devant l'autel familial, à de minutieux travaux de broderie ou de sculpture sur bois. Il aime surtout les cérémonies extérieures.

On pourrait croire que cet Annamite — celui du delta du Mékong comme celui du delta du fleuve Rouge — avec ce tempérament artistique, auquel se rattache un véritable culte du lettré, ne serait rien moins qu'un guerrier. Les circonstances ont voulu qu'il le fût, bon gré mal gré, au cours des siècles : maintes fois il lui a fallu défendre sa terre, la terre des ancêtres, foulée par l'envahisseur de l'Ouest ou de l'Est, surtout de l'Est, car la Chine n'a jamais cessé de convoiter les riches provinces du Delta tonkinois. Et puis, la piraterie a toujours régné en maîtresse dans ces régions : le paysan a dû entourer de bambous son village et prendre son fusil pour protéger ses autels domestiques, les tombes de ses aïeux, sa famille et ses biens; d'autres fois, l'esprit d'aventure ou de moins nobles motifs l'ont jeté parmi les pirates, et il a mené la dure vie de la brousse. Il y a donc chez l'Annamite, pacifique par tempérament, un atavisme guerrier.

Atavisme guerrier, auquel s'ajoutent des qualités militaires indéniables : agilité du corps, habileté manuelle et goût prononcé pour la mécanique, ce qui lui permet de retirer le meilleur rendement de l'armement ou de l'outil le plus médiocre, esprit alerte et qui se montre avide de connaître, orgueil et vanité qui engendrent chez lui l'endurance et la ténacité. Issu d'une société férue de hiérarchie, l'Annamite a le goût et le respect des grades, des galons et des décorations. Ce sera un levier puissant entre les mains des mandarins ou des chefs de bandes, comme c'en est un actuellement dans l'armée et l'administration.

Naturellement, comme dans tous les pays, certaines races ou certains

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

milieux présentent plus ou moins d'aptitude — dans l'ordre physique, intellectuel et moral — au métier des armes. Dans les deltas, l'Annamite recruté à Saïgon, Hanoï ou Haïphong parmi les boys sans emploi s'est généralement montré un combattant sans entrain, tandis que le paysan s'est toujours comporté valeureusement. Mais c'est parmi les montagnards que les troupes françaises ont trouvé parfois les adversaires les plus résolus, les plus farouches, et plus souvent d'ailleurs les auxiliaires les plus dévoués.

Ces montagnards ne sont pas généralement des Annamites de type pur. La plupart même sont d'origine nettement chinoise : les Lolo, descendus du Yunnan, les Mans venus du Quang Si et les Meos du Quang Tong. Il est probable même que les Thaïs, qui constituent le fond de la population laotienne des vallées du Mékong et de ses affluents proviennent du Thibet. Certaines tribus, comme les Thos, les Muongs, les Moïs ou Khas sont d'une immigration trop ancienne pour qu'il soit possible de démêler leur parenté avec les autres races asiatiques. Tous ces montagnards sont cultivateurs, mais ils ne dédaignent pas de descendre dans les marchés de la vallée et de venir offrir à l'Annamite ou à l'Européen les produits de leurs champs et de leurs rizières. C'est alors l'occasion d'exhiber des costumes très originaux, aux nombreux volants et aux passementeries multicolores, rehaussés de bijoux d'argent martelé. Seuls, les Moïs, perchés sur les pitons du Sud-Annam, conservent un tempérament sauvage, circulent presque nus, vivent de la pêche et de la chasse, et n'acceptent pas sans réaction une domination étrangère.

Toutes ces qualités de robusticité, d'endurance, d'intelligence, d'amour-propre qu'on retrouve chez les races indochinoises — celles des deltas comme celles de la montagne — leur ont permis d'opposer à l'avance des Français une longue résistance, mais elles se sont retournées à l'avantage de ces derniers à mesure que la pacification définitive du pays s'accentuait, et que sous leurs drapeaux venaient en foule s'enrôler des indigènes ralliés à la cause du vainqueur.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

LES DÉBUTS DES FRANÇAIS EN INDOCHINE.

LA PREMIÈRE "UNION INDOCHINOISE".

La venue des Français en Extrême-Orient suit le processus habituel de l'installation des Européens dans les pays tropicaux : les missionnaires précèdent les militaires, qui eux-mêmes ouvrent la voie aux commerçants.

Les premiers missionnaires abordent en Cochinchine, au Tonkin [1] et au Siam à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e. C'est dans ce dernier pays d'ailleurs qu'ils font sentir le plus rapidement leur influence : grâce à eux des liens se nouent entre la cour de Versailles et celle de Bangkok. Une ambassade du roi de Siam vient demander à Louis XIV l'envoi de troupes françaises, dont les cadres participeraient à l'organisation et à l'instruction de l'armée siamoise. C'est ainsi qu'avec cinq vaisseaux et un régiment de douze compagnies le maréchal de camp des Farges s'installe à Bangkok en 1687, c'est-à-dire au moment même de l'apogée du règne de Louis XIV. Une telle expédition est symptomatique du rayonnement de la France à travers le monde. Peut-être aussi faut-il voir dans cette décision du grand Roi une manifestation de l'attrait que l'Extrême-Orient a exercé sur tous les conquérants occidentaux. Dans les années qui précèdent, il s'est fait l'allié des Turcs; sa flotte est allée, hors d'Europe, effectuer des descentes ou des bombardements au Maroc, à Alger, à Tunis, avec Chateaurenaud, Duquesne et d'Estrées. Il rêve sans doute d'établir son hégémonie sur tout le globe.

Ce n'est en tous cas qu'un vain espoir! Une révolution de palais met fin

---

[1] Le père Alexandre de Rhodes qui séjourna au Tonkin vers 1630 peut être considéré comme l'inventeur du «quoc-ngu», langage écrit conventionnel substituant l'usage des caractères romains à celui des caractères annamites. Mais il faudra deux siècles et demi pour que l'adoption de ce langage écrit devienne officielle.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

à cette entreprise intéressante au Siam, et le premier corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient doit regagner la métropole.

Tout aussi éphémère sera, à la même époque, la tentative de la Compagnie des Indes Orientales pour créer des comptoirs au Tonkin, où elle se heurte à la concurrence acharnée des Japonais, des Portugais, des Hollandais et surtout des Anglais. En vain les gouverneurs des Indes, Dumas et Dupleix, s'intéressent-ils à l'installation de Français en Indochine, mais leur œuvre en Hindoustan est par elle-même suffisamment absorbante. En vain aussi l'Intendant Poivre, chargé de mission par le ministère de la marine, obtient-il en 1749, lors d'une audience à la cour de Hué, les plus belles promesses pour le commerce français. La Compagnie des Indes Orientales, aux prises avec des difficultés de toutes sortes, cesse d'exister en 1769. Les Français ne sont plus désormais représentés en Indochine que par des missionnaires.

Mais, dans les années suivantes, c'est par l'action personnelle de l'un d'eux, Pigneau de Béhaine, que la France acquerra en ces lointaines contrées un prestige incomparable.

*
* *

A cette époque, la dynastie des *Lê,* qui a réussi à libérer l'Indochine du joug des Chinois au XV^e^ siècle, règne encore sur l'Annam, mais sans pouvoir réel : deux grandes familles de « Maires du Palais », les *Trinh* et les *Nguyen,* gens d'ailleurs actifs, organisateurs, voyant large, se partagent le pays; les premiers, résidant à Hanoï auprès des *Lê,* étendent leur autorité sur le Tonkin et le Nord-Annam, les autres, qui ont fait de Hué leur capitale, se sont constitué en réalité un royaume indépendant englobant le reste de l'Annam et la Cochinchine.

A la suite d'une insurrection locale conduite par les frères *Tay Son,* les *Nguyen* sont chassés successivement de Hué et de Saïgon et massacrés, à l'exception d'un enfant, Nguyen Anh. Cet enfant deviendra plus tard l'empereur Gia Long.

Ces luttes fratricides et ces révolutions de palais, qui rappellent les luttes et les meurtres qui amenèrent dans l'ancienne France la fin des deux dynasties mérovingienne et carolingienne, ont pour témoin Pierre Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran et vicaire apostolique de la Cochinchine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Monseigneur Pigneau de Béhaine et son élève le prince Canh.

(Boudet et Masson, *Iconographie de l'Indochine*. Éditions Van Oest.)

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Le tombeau de l'évêque d'Adran.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Celui-ci prend nettement parti pour les *Nguyen,* qui ont toujours fait preuve de bienveillance à l'égard des missionnaires, il donne asile au jeune Nguyen Anh en sa résidence de Ha Tien et l'aide en 1777 à reprendre Saïgon, qui n'a d'ailleurs à l'époque qu'une faible importance économique et militaire.

Ce sera, entre ces deux hommes, le début d'une amitié que la mort seule dénouera.

Monseigneur Pigneau de Béhaine est de la lignée de ces grands évêques français qui tout au long du Moyen Age et des temps modernes surent être d'habiles hommes d'État et s'improvisèrent parfois d'énergiques hommes de guerre. Par son sens aigu des réalités, son esprit de persévérance, et aussi la grandeur de sa tâche, il mérite d'être comparé à Richelieu.

La situation n'est certes pas brillante entre 1782 et 1784 pour le jeune souverain Nguyen Anh. Les *Tay Son* lui reprennent Saïgon, après avoir écrasé sa flotte devant le cap Saint-Jacques, le traquent, et le forcent à se réfugier au Siam. D'une intelligence ouverte, ayant déjà apprécié le concours qu'avait apporté à son parti un petit noyau de volontaires européens, marins français pour la plupart, appelés par l'évêque d'Adran, il comprend tout l'appui qu'il pourrait retirer de l'aide d'une grande puissance occidentale. Sur les conseils de Pigneau de Béhaine, c'est à la France qu'il s'adresse : il envoie ce dernier en Europe avec plein pouvoir et, suprême témoignage d'estime, lui confie son fils unique, âgé de cinq ans, le prince Canh.

Ce voyage dure quatre années, de 1785 à 1789.

Pigneau de Béhaine fait en effet, tout d'abord, une longue escale à Pondichéry. Il espérait trouver sur place le concours nécessaire : il reçoit de bonnes paroles, mais se heurte à la volonté très arrêtée du gouverneur de l'Inde française de n'agir en aucune façon sans l'ordre du roi. Il entreprend donc une longue traversée de sept mois qui l'amènera à Lorient en février 1787. Les voyageurs paraissent à la cour de Versailles. Dans le milieu frivole qui entoure la famille royale, à une époque où l'exotisme mis à la mode par Bernardin de Saint-Pierre fait partie du bagage sentimental de la noblesse comme de la bourgeoisie, nul doute que ce petit prince venu des contrées lointaines n'ait reçu un accueil charmant, et que les malheurs de sa dynastie ne lui aient attiré la sympathie de tous les courtisans. Son protecteur ne se contente pas de ce succès de curiosité : auprès de Louis XVI, il plaide avec chaleur la cause de Nguyen Anh, il montre quels avantages importants pour le commerce et aussi pour le prestige de la France résulte-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

raient d'une expédition relativement facile. D'ailleurs il en indique jusque dans le détail les modalités. Le plan de Pigneau de Béhaine est très net : la flotte française exécuterait un débarquement de vive force sur la côte d'Annam, à Qui Nhon, centre de la puissance des *Tay-Son*. Le succès, qui paraît assuré si l'on y met les moyens, terminerait la campagne du premier coup. L'occupation du pays se ferait dès lors sans effusion de sang.

Le 28 novembre 1787, au nom du roi de Cochinchine, l'évêque d'Adran signe à Versailles, avec de Montmorin, ministre des affaires étrangères de Louis XVI, un traité d'alliance offensive et défensive. Le roi de France s'engage à envoyer en Extrême-Orient un petit corps expéditionnaire, dont l'effectif fixé d'après les indications de Pigneau de Béhaine, se monterait à 1.200 fantassins, 200 artilleurs et 250 Cafres [1], avec du matériel. La France recevrait en récompense de ses services le port de Tourane, l'île de Poulo-Condore, et le monopole du commerce européen en Cochinchine. De plus (et cette clause est intéressante en cas de guerre toujours possible avec l'Angleterre), le roi de Cochinchine s'engage à soutenir le roi de France de ses forces de terre et de mer, dans la région limitée par les Moluques et le détroit de Malacca.

L'enjeu de l'entreprise est sérieux. Malheureusement c'est l'époque où les courtisans ne se contentent plus de tendre la main, mais tendent aussi leur chapeau, et où Loménie de Brienne s'efforce en vain de combler les vides du Trésor. C'est le 19 novembre 1787 — moins de dix jours avant le traité signé avec le roi de Cochinchine — que le Premier Ministre, en dépit de l'hostilité du Parlement et des notables, a déposé un projet d'emprunt de 420 millions, somme énorme pour l'époque. Aussi, en dépit de bonnes promesses, le gouvernement de Louis XVI ne se soucie guère d'entreprendre une expédition si lointaine, et qui serait forcément coûteuse. A l'insu de l'évêque d'Adran, de Montmorin écrit au comte de Conway, commandant des troupes de l'Inde, et qui doit prendre la direction des opérations de Cochinchine, qu'en raison de l'état d'épuisement des finances il le laisse « maître de ne point entreprendre l'expédition ou de la retarder ».

Conway, d'origine irlandaise, est un médiocre officier, intrigant, brouillon et réclameur, dont le gouvernement du Roi a cru habile de se débarrasser en l'expédiant, avec un grade supérieur, bien loin de la

---

[1] Il s'agit ici de troupes indigènes de l'Inde.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

métropole. Sa paresse naturelle s'accommode fort aisément du prétexte à non-intervention que lui fournit Montmorin. Il se livre pour la forme à une enquête sommaire sur les possibilités d'une campagne en Indochine, et il résume celle-ci par cette opinion péremptoire : « Il n'y a rien à gagner, pas plus dans la Cochinchine que dans l'Inde, contrées malsaines, inhabitables, où il n'y a que de la misère, et qu'il n'est pas trop tôt d'abandonner aux Anglais, qui s'en tireront comme ils pourront. »

Avec cette mentalité il n'est pas étonnant qu'à toutes les objurgations de Pigneau de Béhaine, débarqué à Pondichéry en mai 1788, Conway ait opposé la force d'inertie la plus complète.

*
* *

L'évêque d'Adran, homme de décision, ne s'attarde pas à des récriminations stériles, et puisque le gouvernement français ne lui accorde pas les secours promis, il recrute lui-même le personnel et le matériel qui lui sont nécessaires. A son passage à l'île de France comme pendant le séjour à Pondichéry, il a su intéresser à son entreprise un certain nombre de négociants français, qui lui fournissent deux navires, des armes et des munitions. Par ailleurs, il obtient le concours de volontaires français, pour la plupart ayant servi dans la marine de guerre ou aux colonies soit comme officiers ou cadets, soit comme matelots spécialistes et notamment comme canonniers. Leur nombre approche de 300. C'est un effectif très suffisant pour encadrer les forces de terre et de mer de Nguyen Anh, d'autant plus que le choix de Pigneau de Béhaine se révèle particulièrement heureux : Olivier de Puymanel, jeune Français de vingt-deux ans, cumule avec beaucoup de bonheur les fonctions de chef d'état-major général et de grand-maître de l'artillerie, il dirige à Saïgon (réoccupé par Nguyen Anh en 1788) une école militaire destinée à former des officiers indigènes, il fait fondre des canons de campagne et fabriquer de la poudre, il dresse le plan de plusieurs villes fortifiées, et notamment de Saïgon. Un autre volontaire, ancien officier, Dayot, devient le commandant en chef de la marine : on lui doit des cartes hydrographiques des côtes de Cochinchine, qui furent plus tard d'une grande utilité à l'état-major français, lors de l'expédition de 1858. Il a sous ses ordres Girard de l'Isle-Sellé et Vannier,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

qui commandent les vaisseaux *Prince-de-Cochinchine* et *Dong-Nai*. Le ravitaillement en armes et en munitions des forces de terre et de mer est centralisé entre les mains de Barisy, quelque peu aventurier, mais plein d'initiative.

Pigneau de Béhaine ne se contente pas de ce rôle de recruteur. En fait, il est le généralissime des forces cochinchinoises. Son impulsion se fait sentir dans toutes les branches de l'activité militaire. Organisateur, il ne veut pas compromettre par une action prématurée le succès de la campagne. Pendant trois ans, il prépare à la lutte les troupes et surtout leurs cadres français ou indigènes en leur donnant une instruction intensive et appropriée : dans cette vue, il crée une sorte de «garde», bien armée et disciplinée, qui constitue le noyau et une vaste école d'instruction de l'armée cochinchinoise ; il traduit en annamite des ouvrages français d'art militaire et de fortification — ceux-là mêmes que le jeune Napoléon Bonaparte a étudiés à Brienne quelques années plus tôt, — et qui servent à l'éducation militaire du futur empereur Gia Long.

*
* *

Les opérations débutent en juillet 1792 par l'attaque de la flotte des *Tay Son*, à Qui Nhon. Cette dernière est en partie détruite.

Maîtres de la mer, Nguyen Anh et Pigneau de Béhaine organisent une série d'offensives combinées dans lesquelles l'armée et la marine se prêtent un mutuel appui. Ces opérations assez lentes, puisqu'elles durent une dizaine d'années, sont menées avec une méthode rigoureuse : tout terrain conquis est aussitôt organisé, et sert de base de départ à une nouvelle expédition. Progressivement les effectifs deviennent assez considérables pour dépasser ceux qu'alignaient, à la même époque, dans les campagnes de la Révolution, des généraux comme Bonaparte : lors de la prise de Hué le 12 juin 1801, Nguyen Anh dispose d'effectifs se montant sur terre à 107.000 hommes, et sur mer à 26.800 hommes qui servent 40 vaisseaux (dont quatre complètement équipés à l'européenne), 100 galères et 300 chaloupes canonnières. Le détail même de la composition des troupes fait ressortir une organisation très poussée, dans laquelle la proportion de l'artillerie et des éléments de choc montés

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

par rapport à l'infanterie ne s'écarte pas sensiblement de la proportion adoptée dans les armées françaises :

25 régiments d'infanterie de 1.200 hommes (armés à l'européenne)	30.000
Éléments d'infanterie armés de sabres et de fusils à mèche	42.000
Garde (troupes d'élite exercées à l'européenne)	12.000
30 bataillons d'artillerie à 500 hommes	15.000
16 bataillons d'éléphants (200 bêtes)	2.000
24 escadrons de cavalerie à 150 hommes montés à dos de buffles	6.000
	107.000

Ces masses de combattants permettent de livrer des batailles rangées, dont celle de Hué, qui fut décisive, rappelle quelque peu la bataille de Cannes. Tandis que le gros des armées des *Tay Son* essaie en vain de briser le centre de Nguyen Anh, ce dernier, attaquant l'ennemi sur les deux flancs, puis en queue, procède à un enveloppement complet, qui amène la déroute définitive de ses adversaires.

Le 15 juin 1801, il fait son entrée solennelle à Hué, la capitale de ses ancêtres, qu'il avait dû quitter vingt-six ans auparavant. Mais non content d'avoir abattu les *Tay Son*, et d'avoir reconquis l'ancien apanage des *Nguyen*, il s'attaque aux *Trinh*, leurs rivaux d'autrefois, envahit le Tonkin, occupe Hanoï. D'autre part, le Cambodge, ébloui par ces succès prestigieux, se reconnaît comme vassal, et le Laos offre un tribut. En 1806, Nguyen Anh se proclame empereur sous le nom de Gia Long.

La première « Union Indochinoise » est réalisée, et c'est en grande partie grâce à des Français.

Malheureusement, beaucoup, parmi les artisans de cette œuvre grandiose, sont morts à la tâche. Olivier de Puymanel succombe en 1799, suivi bientôt de Pigneau de Béhaine, emporté par la maladie pendant le siège de Qui Nhon. Nguyen Anh fait transporter à Saïgon les restes de son fidèle conseiller et ami. Les funérailles donnent lieu à une pompe inaccoutumée : 12.000 hommes en armes rendent les honneurs. La famille royale conduit le deuil, et le roi prononce lui-même l'éloge de celui qu'il appelait le « Grand Maître ». Une plaque de marbre noir, apposée sur le monument,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

relate en caractères d'or les mérites de « l'illustre docteur français Pigneau Pierre ». On y lit notamment cette phrase : « Si notre royaume est parvenu au plus haut degré de splendeur, il le doit surtout au génie et aux soins du noble évêque. »

Le tombeau de l'évêque d'Adran, élevé par les soins de Nguyen Anh, à quelques kilomètres de Saïgon, existe toujours, et il est devenu propriété nationale de la France. De plus, une statue lui a été élevée devant le parvis de la cathédrale de Saïgon. Au plein cœur de la Cochinchine, ces deux monuments de reconnaissance dressés l'un par les Annamites, l'autre par les Français, symbolisent aux yeux des indigènes l'aide que spontanément apportèrent à la cause de leurs ancêtres des volontaires français, et parmi eux l'un de ces missionnaires qui ne furent jamais avares de leurs peines ou de leur sang.

Barisy meurt, comme le prince Canh, en 1801. Dès 1794, Dayot, fatigué, et d'ailleurs se plaignant de mauvais procédés de mandarins à son égard, a quitté son commandement. Mais de nouveaux venus comblent successivement les vides, et parmi eux Vannier, Chaigneau, de Forçant, le docteur Despiau, qui deviennent les conseillers intimes de l'empereur Gia Long. C'est sous leur direction, ou d'après leurs plans que sont construites toutes les forteresses de Cochinchine, d'Annam et du Tonkin. Par ailleurs, grâce surtout à l'influence personnelle de Chaigneau qui reçoit du gouvernement de la Restauration le titre officiel de Consul de France, un certain nombre de commerçants français s'installent en Indochine.

Ainsi, au moment où sur les champs de bataille d'Europe se déroule l'épopée napoléonienne, un petit noyau de Français aventureux est venu sous les cieux tropicaux participer à une épopée non moins grandiose, et dans cet Extrême-Orient, où ne parviennent que des échos affaiblis des victoires d'Austerlitz ou de Wagram, ces fils de France ont su, par leur valeur personnelle et leur énergie, faire rayonner parmi les jaunes le prestige de leur lointaine patrie.

*
* *

L'empereur Gia Long meurt en 1820. Son fils, Minh Mang, son petit fils, Thieu Tri, son arrière-petit-fils, Tu Duc, ont une politique diamétralement opposée à la sienne : par une réaction très explicable contre les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

étrangers qui, pendant plus de trente ans ont détenu les plus hautes charges de l'État, ces souverains veulent éviter toutes relations avec les Européens et, par voie de conséquence, pourchassent les missionnaires et les chrétiens. A plusieurs reprises, des vaisseaux de guerre français doivent paraître devant Tourane, afin d'obtenir la mise en liberté de missionnaires, dont certains sont détenus depuis plusieurs années.

Au cours d'une de ces interventions, en 1847, l'empereur Thieu Tri fait attaquer les deux vaisseaux français la *Gloire* et la *Victorieuse,* qui ripostent victorieusement et coulent les cinq navires équipés à l'européenne et la centaine de jonques constituant la flotte annamite. Les relations deviennent très tendues entre les deux nations, et Tu Duc, successeur de son père cette année même, donne le signal, en haine des étrangers, d'une violente persécution à l'égard des chrétiens et des missionnaires, qui subissent les tortures les plus atroces et des massacres.

Mais ces excès amènent l'ébranlement de l'Union Indochinoise. L'opinion publique en Europe, et notamment en France et en Espagne, est vivement frappée de cette persécution. Les deux grandes puissances catholiques s'entendent pour obtenir ensemble par les armes tous les apaisements indispensables de la part de l'empereur Tu Duc. Telle est l'origine de l'expédition de 1858, qui constitue elle-même le premier acte de l'occupation de l'Indochine par les troupes françaises.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE III.

LES FRANÇAIS EN INDOCHINE.

LA DEUXIÈME "UNION INDOCHINOISE".

L'occupation de l'Indochine n'a pas été, comme celle de la Tunisie, de Madagascar ou du Maroc, le résultat d'une campagne ayant un but nettement arrêté. Tout au contraire, pendant plus d'un quart de siècle, jusqu'en 1885, c'est morceau par morceau, comme à regret, après beaucoup d'hésitations et d'atermoiements, que la France «grignottera» l'Union Indochinoise telle que l'avait réalisée l'empereur Gia Long, pour se décider à y créer elle-même une nouvelle Union Indochinoise sous sa propre suzeraineté.

Les multiples interventions de la France entre 1830 et 1858 sont la marque même de ces hésitations : on redoute de s'engager à fond. Ce n'est qu'après avoir réuni une commission au ministères des affaires étrangères que Napoléon III se décide à intervenir plus vigoureusement en 1858. Le rôle de cette commission est de légitimer par des textes le principe d'une expédition, et la question se pose de savoir s'il convient de tirer argument d'une carence du gouvernement annamite, qui n'aurait pas observé les clauses du traité de 1787, signé à Versailles entre Montmorin et Pigneau de Béhaine. La commission reconnaît loyalement que la seule carence est du côté de la France, qui à l'époque n'a fourni ni les troupes, ni les vaisseaux, ni les munitions, ni l'argent promis. Néanmoins sa conclusion est nette : en présence des crimes multiples dont sont victimes les missionnaires, il est du devoir de l'empereur de défendre en Extrême-Orient à la fois la cause du christianisme et celle de la civilisation.

L'expédition de 1858 n'en a pas moins un objectif limité : il s'agit surtout d'intimider la cour d'Annam par la prise et l'occupation temporaire de quelque point stratégique important. D'ailleurs les possibilités de l'amiral Rigault de Genouilly, commandant en chef, sont restreintes : une divi-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

sion navale de composition très hétérogène, et ne comportant que de petits bâtiments [1], un corps expéditionnaire dont l'effectif ne dépasse pas 2.100 hommes. Ce sont des forces suffisantes pour enlever la place de Tourane, mais non pour s'éloigner de cette base et atteindre Hué qui en est éloigné d'une centaine de kilomètres.

Tourane est le seul point de la côte que la marine française, grâce à ses nombreuses et éphémères interventions, connaît bien, et c'est ce qui motive le choix d'un tel objectif. Mais dès que cette première tentative sur la côte d'Annam s'avère infructueuse, Rigault de Genouilly envisage un autre débarquement sur un point où le rendement sera plus immédiat. Le Delta du Tonkin est peu connu, et une raison d'ordre nautique, la mousson qui souffle alors du nord, incite l'amiral à rechercher ce point plutôt vers le sud. Il se décide pour une opération en Cochinchine. « Saïgon, écrivait-il au ministre de la marine, est sur un fleuve accessible à nos corvettes de guerre et à nos transports; les troupes en débarquant, seront sur le point d'attaque : elles n'auront donc ni marches à faire, ni sacs, ni vivres à porter. Saïgon est l'entrepôt des riz qui nourrissent en partie Hué et l'armée annamite... Nous arrêterons le riz ; le coup frappé à Saïgon prouvera au gouvernement que, tout en conservant Tourane, nous sommes capables d'une action extérieure, et nous l'humilierons dans son orgueil, vis-à-vis des rois de Siam et du Cambodge, ses voisins, qui le détestent... »

Saïgon est enlevé, non sans résistance, en février 1859. Alors s'effectue un nouveau revirement du côté des Français, dont les effectifs ont été renforcés, et qui estiment désormais possible de marcher de Tourane en direction de Hué.

Certes, le succès couronne en partie leurs efforts, puisque 20 forts ou redoutes et 54 canons tombent entre leurs mains, mais un concours de circonstances rendra stérile cette victoire.

Tout d'abord, les troupes sont très éprouvées par le climat, les privations, les conditions très défectueuses de leur installation. Par ailleurs, la Chine esquisse des menaces : elle n'a jamais abdiqué son antique suze-

---

[1] La flotte française comprend une frégate (la *Nemesis*), 3 corvettes à vapeur (*Phlégeton, Primauguet, Laplace*), 5 canonnières (*Dragonne, Fusée, Alarme, Mitraille, Avalanche*), un aviso (*Régent*), et quelques transports. Elle est renforcée d'un aviso espagnol. Commandant de la flotte, l'amiral Rigault de Genouilly a participé en 1847 à la démonstration devant Tourane, comme commandant du vaisseau *La Victorieuse*. Les troupes comportent dix compagnies d'infanterie de marine, une batterie d'artillerie de marine, quelques sapeurs du génie, un petit contingent espagnol.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

raineté sur l'Indochine. Gia Long lui-même, avant de se proclamer empereur, n'a-t-il pas cru devoir demander l'investiture de la cour de Pékin ? Cette dernière voit d'un mauvais œil ces débarquements des Français en Cochinchine et en Annam. Enfin, en Europe, la guerre d'Italie bat son plein : nul ne sait où les exigences du Piémont entraîneront le gouvernement de Napoléon III. Les cliquetis d'armes de Magenta et de Solférino suffisent pour le moment à la gloire de la France : des victoires chèrement achetées sur des « sauvages » n'y ajouteront rien.

Aussi, en octobre 1859, le contre-amiral Page, qui vient remplacer dans son commandement l'amiral Rigault de Genouilly, apporte-t-il de Paris l'ordre formel de signer au plus tôt un traité avec la cour d'Annam, et de ne conserver que la rivière de Saïgon.

C'est une bonne aubaine pour l'empereur Tu Duc, qui fait traîner en longueur les négociations, et lorsque les Français évacuent Tourane en mars 1860 il lance une proclamation injurieuse pour ces derniers.

En dépit de l'occupation, d'ailleurs précaire de Saïgon, le prestige de la France en Extrême-Orient est grandement atteint.

A Paris, on attendra que la paix ait été conclue avec la cour de Pékin, en octobre 1860, pour relever l'insulte.

*
* *

Le vice-amiral Charner, dont les forces navales ont été libérées par la signature du traité avec la Chine, reçoit l'ordre d'asseoir définitivement l'autorité de la France en Cochinchine. Cette dure campagne qui exige près de deux années, se termine le 5 juin 1862 par un traité avec la cour de Hué aux termes duquel les trois provinces de Saïgon, Bien Hoa et My Tho, ainsi que l'île de Poulo Condore, sont constituées en colonie française.

Dès cette époque, il eût d'ailleurs été aisé de prendre pied au Tonkin, où le descendant présumé de la famille des *Lê*, qui est catholique, appelle les Français à son secours. Mais le prestige de la France étant sauf, le gouvernement de Napoléon III n'a nulle envie de poursuivre cette expédition d'Extrême-Orient qui est très impopulaire ; l'Empereur et son entourage ont beaucoup trop de soucis du côté du Mexique pour s'intéresser vraiment à cette lointaine Indochine, et il s'en faut même de fort peu, en 1864, qu'une ambassade envoyée en France par Tu Duc n'obtienne la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rétrocession des trois provinces cochinchinoises abandonnées deux ans plus tôt. Heureusement, l'amiral de la Grandière, gouverneur de la Cochinchine, peut mettre en avant les excellents résultats politiques et financiers obtenus depuis l'occupation française ; grâce à ses protestations, auxquelles se joignent celles du ministre de la marine, Chasseloup-Laubat, ce modeste territoire, conquis au prix de tant de sacrifice, demeure propriété de la France.

Mais un tel résultat — qui devait être décisif pour l'avenir de cette dernière en Extrême-Orient — ne fut acquis qu'après sept ans d'efforts, et de multiples atermoiements : par deux fois on attaque en Annam, et par deux fois aussi, sans pousser à fond les avantages réalisés, on évacue ce pays, et il s'en faut aussi de peu que par deux fois on abandonne la Cochinchine.

Cependant si le pouvoir central, à Paris, se montre hésitant, sur place les militaires se dévoilent aussi bons négociateurs que vaillants soldats. Les troupes d'assaut de Saïgon et de Chi Hoa entretiennent magnifiquement en Extrême-Orient le prestige de la France, héritage de Pigneau de Béhaine et de ses compagnons ; le Cambodge se place bénévolement en août 1863 sous le protectorat français.

Dès lors, en Cochinchine, la situation de la cour d'Annam devient difficile, comme l'est d'ailleurs celle des Français : les trois provinces occidentales de la Cochinchine (Vinh Long, Chaudoc, Ha Tien) se trouvent encastrées entre deux zones d'influence française, mais, d'autre part, la Cochinchine française a pour voisins immédiats au nord l'Annam proprement dit, à l'ouest les trois provinces occidentales, où les mandarins, pleins de haine pour l'étranger, fomentent constamment des rebellions contre l'autorité de la France.

S'il n'eut tenu qu'à cette dernière, la paix eut été assurée. Mais dans sa nouvelle conquête il lui faut entreprendre colonnes sur colonnes contre des adversaires insaisissables, qui savent bien pouvoir toujours trouver un refuge et des ravitaillements dans le pays voisin. Pour en finir avec cette situation, l'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine, donne l'ordre en 1867 d'occuper purement et simplement les trois provinces de Chau Doc, Vinh Long et Ha Tien.

La cour de Hué n'a pas la conscience bien tranquille, et elle accepte cette situation de fait, d'autant plus que sa domination sur le Tonkin devient de jour en jour plus précaire.

Ainsi est définitivement constituée la Cochinchine française.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'autorité de la France s'y trouve assez assise au moment de la guerre de 1870 pour que le calme y demeure complet.

*
* *

La guerre franco-allemande a toutefois des répercussions importantes au point de vue de l'expansion coloniale de la France. Au lendemain du traité de Francfort, la nation tourne désormais les yeux vers «la ligne bleue des Vosges», vers le Rhin ; toute campagne à l'extérieur apparaît comme une déperdition de forces. Ce sera pour ainsi dire à l'insu de la métropole que de hardis pionniers continueront en Indochine l'œuvre du second Empire. Le Delta du Mékong est devenu français : l'autre Delta, celui du Fleuve Rouge, aussi riche, aussi peuplé, le devient à son tour, mais après bien des hésitations. En 1873, la véritable épopée de Francis Garnier et de ses compagnons est considérée comme une folle équipée ; à son tour, dix ans plus tard, Rivière connaîtra sous des compliments officiels la désapprobation tacite de ses chefs, et sera abandonné à lui-même dans sa conquête jusqu'au jour où la nouvelle de sa mort héroïque amènera un sursaut de l'énergie nationale. Mais lorsqu'une campagne sera enfin montée avec des moyens importants, il suffira d'un demi-succès, présenté comme un échec, pour que le Parlement en vienne à exiger du Gouvernement, au lendemain de l'affaire de Lang Son, la promesse de ne plus poursuivre ce qu'on dénommait l'aventure tonkinoise. Georges Clemenceau, toujours inquiet de la sécurité continentale de la France, déclarait : «Nous ne sommes pas comme l'Angleterre une île, nous ne pouvons pas nous lancer au delà des mers, certains que nous serions défendus, quoi qu'il arrive, par une ceinture argentée... Au surplus, ajoutait-il, dans une de ces boutades qui lui étaient familières, la tâche d'un parti républicain consiste non à fonder un empire en Indochine, mais à fonder la République en France.» Ce n'était qu'une boutade, mais qui servait de cri de ralliement à tous les adversaires de l'expansion coloniale, et il faudra toute la volonté, toute la clairvoyance patriotique d'un Jules Ferry pour que l'œuvre entreprise ne soit pas abandonnée.

En vérité, cette œuvre eut exigé de puissants moyens, car, après la conquête proprement dite, sanctionnée par un traité avec la Chine, en 1885,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

il importe de procéder à la répression de la « piraterie »[1]. Le Tonkin est en effet sillonné par de nombreuses bandes irrégulières, chinoises ou annamites, animées d'ailleurs beaucoup plus par l'appât du gain que par un esprit de patriotisme ; l'intervention française en Indochine gêne leurs habitudes de pillage, et elles opposent à l'avance de nos troupes pendant de longues années une résistance farouche, digne d'une meilleure cause.

*
* *

Pour reprendre l'image de la femme annamite portant un bambou auquel sont suspendus deux sacs de riz, la France, maîtresse des deux deltas du sud et du nord, doit encore occuper le « bambou », c'est-à-dire la longue chaîne montagneuse qui constitue l'Annam et le Laos.

Sans doute, la cour de Hué, dès le début de l'expédition du Tonkin de 1883, a accepté, de force plutôt que de gré, le protectorat de la France, et dès cette époque Hué et Tourane sont occupés par des troupes françaises. Mais la pénétration à l'intérieur de la chaîne annamitique et des montagnes du Laos est lente ; elle ne donne lieu qu'à des réactions locales, mais dont certaines se produisent au lendemain de la Grande Guerre.

*
* *

Que ce soit sur les rives du Mékong ou du Fleuve Rouge, dans la chaîne annamitique ou dans la Haute Région du Tonkin, pendant toute la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, des considérations d'ordre budgétaire, la situation générale en Europe, l'hostilité de certaines personnalités ou de certains partis à toute entreprise coloniale, s'opposent à l'exécution de campagnes de vaste envergure en Indochine. C'est la politique des « petits paquets » qui prévaut : on se contente de petits gains, et l'on s'estime heureux,

---

[1] Les « pirates » sont en principe des bandits opérant sur mer. La plupart des bandes du Tonkin opéraient à la fois sur terre et sur mer, et se créaient des refuges introuvables et inexpugnables dans les îles de la baie d'Along. L'appellation de « pirates » s'est généralisée, et a été employée ultérieurement pour désigner des bandits n'opérant qu'à terre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

en face d'adversaires particulièrement roués et tenaces, de n'enregistrer que de petits échecs. C'est en faisant allusion à cette mentalité des « bureaux » que Gallieni disait à Lyautey, nouvellement débarqué au Tonkin : ...« Je leur rapetisse tout ce que je fais, pour avoir les mains libres ».

Et cependant, la vigueur de l'exécution a compensé la médiocrité de la conception. Ces « petits paquets » ont assuré la création d'un grand Empire.

La dernière conquête française en Extrême-Orient date de 1899, et elle est pacifique. A cette date, la France reçoit de la Chine la cession à bail, pour une durée de 99 ans, du territoire de Quang Tchéou Wan, qui, en raison de sa proximité de l'Indochine est rattaché à l'Union Indochinoise.

Dès lors la forme de celle-ci devient définitive. Les différents pays qui la composent sont placés sous la haute autorité d'un gouverneur général, résidant à Hanoï, et qui est le représentant direct du gouvernement français. Mais la France ne souhaite pas uniformiser ces pays que la nature et l'histoire ont faits si variés par leur sol, leur sous-sol, leur climat, et surtout par la mentalité et les coutumes des diverses races qui les peuplent. Elle veut conserver à chacun d'eux son individualité, et dans l'ordre administratif elle n'apporte qu'un minimum de modifications aux institutions existantes. Seuls, la colonie de la Cochinchine et le territoire à bail de Quang Tcheou Wan sont pays d'administration directe : ils représentent comme superficie à peine le dixième de l'Union. Les autres pays constituent des protectorats : l'Annam, le Tonkin et le Laos, sous l'autorité de l'empereur d'Annam résidant à Hué, le Cambodge, sous l'autorité d'un roi résidant à Pnom Penh.

*
* *

Les grandes lignes de cet ouvrage découlent des diverses considérations qui précèdent.

Le livre premier est consacré à la conquête et à l'occupation du Delta du sud : Cochinchine et Cambodge.

Le livre II comporte l'histoire des opérations qui amènent l'occupation du Delta du Tonkin : tentatives isolées (Garnier et Rivière), marches et combats du corps expéditionnaire, répression de la piraterie, organisation des territoires militaires, surveillance de la frontière chinoise.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

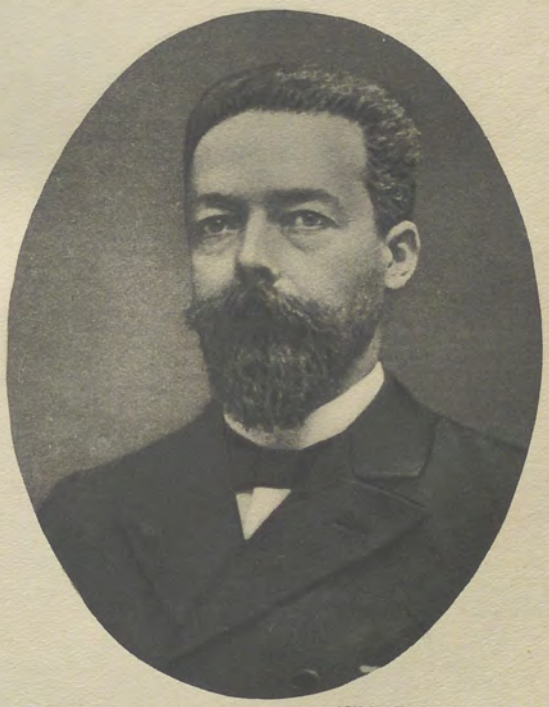
MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

M. Paul Bert, résident général en Annam-Tonkin.

(Boudet et Masson, *Iconographie de l'Indochine*. Éditions Van Oest.)

(Cliché Otto et Pirou.)

M. de Lanessan, gouverneur général de l'Indochine.



(Cliché E. Pirou)

M. Paul Doumer, gouverneur général de l'Indochine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Bien que l'occupation, d'ailleurs peu meurtrière, de l'Annam et du Laos ait eu lieu à peu près simultanément avec la conquête du Tonkin, ce n'est qu'après avoir recueilli les fruits de cette dernière que la France asseoit définitivement son autorité sur toute la région montagneuse de la chaîne annamitique et de la haute vallée du Mékong : ces opérations font l'objet du livre III.

Dans le livre IV, l'organisation militaire, telle qu'elle résulte de la constitution de l'Union Indochinoise, est exposée succinctement ; on y voit comment les troupes de l'Indochine ont pu satisfaire aux trois problèmes qui leur incombent au point de vue de la Défense Nationale : sécurité intérieure (colonnes de police), sécurité extérieure (notamment surveillance de la frontière chinoise), participation à la défense de l'empire français (guerre de 1914-1918).

Le fait que la France ait apporté la paix dans ces régions livrées jadis aux exactions des pirates, et qu'elle ait pu retirer, au moment du danger, aide et assistance de ses lointains sujets, n'est-ce pas la meilleure conclusion d'un ouvrage consacré à l'œuvre de l'Armée française en Indochine ?

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LIVRE PREMIER

LA CONQUÊTE ET L'OCCUPATION DU DELTA DU SUD COCHINCHINE ET CAMBODGE

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE PREMIER.

DEUX ANS DE "GUERRE DE TRANCHÉES" : SAÏGON ET LES LIGNES DE CHI-HOA[1].

Au début de 1859, au moment où l'amiral Rigault de Genouilly décide d'interrompre les opérations au nord de Tourane pour prendre pied en Cochinchine, la place fortifiée de Saïgon comporte une ligne extérieure de défense formée d'estacades et de forts qui commandent les diverses ramifications du Donaï, et un réduit constitué au nord même de la ville par une citadelle bastionnée de 450 mètres de côté. Ces ouvrages sont récents, puisqu'ils datent de 1837 et sont dus aux élèves annamites des officiers français conseillers de Gia Long; construits en pierre de taille, ils offrent quelque solidité, mais leur artillerie, assez nombreuse, est en mauvais état, et les garnisons sont partout très réduites.

La petite escadre[2] de Rigault de Genouilly possède l'avantage d'une artillerie supérieure, d'un meilleur armement, et même du nombre, puisque, aux troupes embarquées sur les transports et qui se montent à près de 2.200 officiers et soldats, il faut ajouter les compagnies de débarquement des corvettes *Phlégéton* et *Primauguet* et de l'aviso espagnol *El Cano*. Aussi la résistance sera-t-elle partout rapidement surmontée ; après avoir forcé l'entrée du Donaï devant cap Saint-Jacques le 9 février, éteint le feu des forts les plus rapprochés de Saïgon les 15 et 16 février, la citadelle est enlevée d'assaut le 17. Les Annamites y abandonnent 200 pièces de canon, et 85.000 kilogrammes de poudre.

Ces opérations offrent peu d'originalité : reconnaissance préalable et sommaire des abords de la citadelle le 16, tir sur la citadelle par les

---

[1] Chi Hoa est l'orthographe de l'époque. On a écrit souvent, depuis 1861, «Ki Hoa».

[2] 2 corvettes à vapeur, 3 canonnières, 1 aviso espagnol, 3 transports.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

canonnières pendant le débarquement le 17 au matin, et jusqu'au moment de l'assaut fixé à 10 heures, mais tir au jugé faute d'observatoires et du fait qu'un rideau d'arbres forme écran entre la citadelle et le fleuve; constitution de colonnes d'assaut et escalade avec des échelles de bambou d'un des bastions, celui du sud-est, procédé classique de l'attaque des places depuis Vauban. Cependant, la proportion entre les effectifs des troupes d'assaut et ceux des troupes réservées dénote le souci du commandement de ne risquer que le minimum de pertes : les premières comportent la valeur de cinq compagnies (deux compagnies d'infanterie de marine, trois compagnies de débarquement, quelques sapeurs du génie, sous les ordres du commandant Martin des Pallières), tandis que les secondes représentent plus de 1.500 hommes (un bataillon d'infanterie de marine, le corps espagnol, un demi-bataillon de marins avec des obusiers).

La constitution d'une forte réserve permet d'ailleurs de repousser sans difficultés une contre-attaque menée à l'est de la citadelle par un millier d'annamites : le colonel Lanzarote, commandant le corps espagnol, les arrête net, et ils s'enfuient avec la garnison de la citadelle.

Rigault de Genouilly détruit la citadelle et tous les forts extérieurs, à l'exception de l'ouvrage le plus voisin du fleuve [1], où il installe, sous les ordres du capitaine de frégate Jaureguiberry, une compagnie d'infanterie de marine et deux compagnies espagnoles. Telle est en mars 1859 toute la garnison européenne d'occupation de la Cochinchine, du jour où l'amiral regagne Tourane avec le gros de ses forces.

*
* *

Dès le mois d'avril, cette petite garnison est bloquée dans Saïgon et ses abords immédiats : il lui faut s'abriter dans des ouvrages hâtivement édifiés, tandis qu'en face d'elle, un corps de 10.000 à 12.000 Annamites se constitue progressivement, sous les ordres d'un proche parent de Tu Duc, Nguyen Tri Phong, et organise tout à loisir le vaste camp retranché, qu'on dénommera « lignes de Chi Hoa ».

---

[1] Cet ouvrage, remis en état, prendra au cours des opérations suivantes le nom de « Ouvrage neuf ».

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

C'est une « guerre de tranchées » de près de deux années qui commence. Cette phase de l'expédition se rapproche beaucoup plus, par les procédés de combat mis en jeu, des opérations exécutées sur les fronts européens de 1914 à 1918 que de la brillante campagne effectuée à la même époque en Lombardie par les armées françaises.

La position de Chi Hoa fait partie d'un système de défense de la Cochinchine basé sur le barrage, par des estacades, des forts et des batteries, de toutes les voies d'accès fluviales, et, par un ensemble de lignes continues, de la principale voie terrestre qui, par l'ouest de Saïgon permet d'atteindre le Cambodge et l'Annam. Ces lignes, dont le développement est d'environ 12 kilomètres, dominent de quelques mètres toute la plaine comprise entre l'Arroyo de l'Avalanche et l'Arroyo Chinois — la fameuse « plaine des tombeaux » ; elles la commandent par de longues tranchées flanquées de redoutes qui barrent chaque cours d'eau ou chemin.

En son centre, la position comporte un retranchement principal de forme rectangulaire — de trois kilomètres de long sur un kilomètre de large — et qui comprend cinq compartiments parallèles séparés les uns des autres par des traverses. L'enceinte est constituée par un épaulement en terre de trois mètres et demi de haut, et de deux mètres d'épaisseur. Tous les parapets sont percés de meurtrières très rapprochées, dont la grande ouverture est tournée en sens contraire des meurtrières européennes, et qui sont garnies de canons, de pierriers et de « gingoles » (« énormes fusils du calibre d'une livre », écrit l'amiral Charner), c'est-à-dire de ce qu'on dénommait de 1914 à 1918 des « engins de tranchées ».

Des défenses accessoires sont accumulées tout le long des tranchées et sur toutes les faces des différents ouvrages : le bambou y est utilisé avec une habileté remarquable pour la confection des chevaux de frise, de palissades, de piquets, de pieux pointus destinés aux trous de loup ; on trouve jusqu'à six lignes parallèles de trous de loups séparées par des rangées de petits piquets ; des branchages enchevêtrés couronnent tout le tracé des lignes d'un buisson dur et épineux, qui joue le rôle dévolu sur les front européens aux réseaux de fil de fer. Des fossés pleins d'eau et garnis de bambous pointus complètent cette organisation.

Du front de ce grand camp retranché, dont les installations intérieures se perfectionnent de jour en jour, des sapes sont poussées vers l'est comme des bras cherchant à enserrer la petite garnison de Saïgon. Cette progression lente, mais continue, des travaux de sape des Annamites, ne tarde pas à constituer une véritable obsession pour leurs adversaires.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

On peut se demander d'ailleurs pourquoi Nguyen Tri Phong, qui a manifesté dans la construction des lignes de Chi Hoa de belles qualités d'organisateur, n'a pas profité de sa supériorité numérique écrasante pour essayer d'anéantir la petite garnison de Saïgon avant que celle-ci n'ait été renforcée. Lui-même avait promis de «rejeter les barbares à la mer». Mais vraisemblablement l'héroïsme et l'endurance des troupes blanches dans les combats au nord de Tourane en 1858 l'avaient impressionné, et il n'osait reprendre l'offensive.

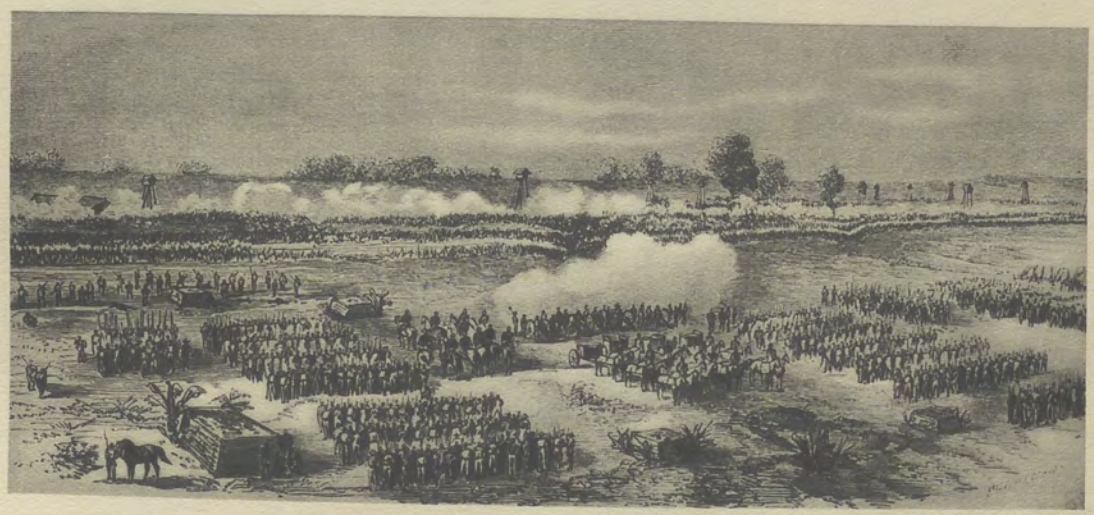
Cependant la situation des Européens n'est rien moins que brillante : dualité de commandement (les deux commandants français et espagnol, le capitaine de vaisseau d'Ariès et le colonel Palanca Guttierez, sont indépendants l'un de l'autre); faiblesse des effectifs qui, en dépit de renforts successifs, n'atteignent même pas 600 hommes en juin 1860, et 800 en février 1861; manque d'homogénéité des troupes, composées de marins et de soldats de nationalités différentes; pertes constantes provenant beaucoup plus d'ailleurs des évacuations pour maladies que du feu de l'ennemi; médiocrité de la position. Les troupes alliées ne restent pas d'ailleurs inactives : sous l'impulsion du contre-amiral Page, venu à Saïgon en décembre 1859, elles se donnent de l'air, occupent la pagode des Mares, dont la cour entourée de briques permet d'organiser rapidement une défense passable, puis la pagode des Clochetons, et s'assurent ainsi la possession de «l'arroyo chinois», de la ville chinoise de Cholon et de ses abords; un ouvrage construit à Cay Mai, au nord-ouest de Cholon, sur un tumulus dominant la plaine d'une dizaine de mètres, marque la limite ouest du front des Européens.

L'occupation de Cholon était une nécessité pour ces derniers : tout d'abord, le terrain, qui de ce côté est sec, dégagé, légèrement surélevé constitue une bonne base de départ éventuelle contre la position de Chi Hoa. Par ailleurs, laisser Cholon, grand entrepôt de riz de la Cochinchine, en dehors de nos lignes, c'est-à-dire sous la coupe de Nguyen Tri Phong, c'eut été risquer de provoquer l'hostilité de cette population chinoise de plus de cent mille habitants, qui n'aurait pu écouler sa marchandise vers l'intérieur du pays ou vers l'Annam, puisque la flotte alliée tenait l'accès de l'un et de l'autre. Au contraire, Cholon pouvant communiquer avec l'extérieur par «l'arroyo chinois», un trafic intense s'établit sous notre contrôle avec les places de Hong Kong et de Singapour, qui absorbèrent le riz dont durent se priver les provinces annamites.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Assaut de la citadelle de Saïgon par les forces franco-espagnoles
le 17 février 1859.



(Cliché de *l'Illustration.*)

Attaque des lignes de Chi Hoa le 24 février 1859.
Prise de la Grande Redoute.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ainsi s'explique l'acharnement des mandarins sur cette partie du front. Le clef de la situation pour l'un ou l'autre des adversaires était de garder ou de perdre le gros marché chinois de Cholon. C'est pour couper les ouvrages de Cay Maï, des Clochetons et des Mares de la ville de Saïgon que tout un réseau de sapes est entamé en direction de «l'arroyo chinois», et à plusieurs reprises de gros coups de main sont tentés sur nos lignes : l'un d'eux est dirigé dans la nuit du 3 au 4 juillet 1860 contre la pagode des Clochetons par un groupement de 2 à 3.000 Annamites. Grâce à l'activité de l'enseigne de vaisseau Gervais et à la mise en batterie rapide d'un obusier tirant à mitraille, la situation est vite rétablie.

Dans Saïgon même, de petits groupes ennemis pénètrent à la faveur des couverts, s'emparent des isolés [1], provoquent de continuelles alertes. Le *Primauguet,* mouillé dans le Donaï, est lui-même attaqué sans succès par les Annamites.

Cette mise en garde constante est salutaire pour les troupes alliées. Comme leurs adversaires, elles exécutent des coups de main [2], elles remuent la terre, construisent des redoutes ; ainsi les différentes parties de leurs lignes, qu'il est impossible de rendre continues, pourront du moins se donner un appui réciproque. En maintes circonstances, des «coolies» de Saïgon sont réquisitionnés pour des travaux. Mais là ne se borne pas la collaboration de l'élément indigène : un appel est fait à des volontaires chinois et annamites, et ces «partisans», qui constituent en somme le premier essai de troupes indochinoises au service de la France, sont utilisés avec profit aux avant-postes ou en patrouille.

Le capitaine de vaisseau d'Ariès emploie d'autre part les officiers à lever les plans du fleuve et de ses abords, à rédiger les cartes du pays, à reconnaître les forces et les travaux de l'ennemi. Cette œuvre de préparation et d'études contribua puissamment aux brillants résultats de la campagne de 1861.

---

[1] Notamment du capitaine d'infanterie de marine Barbé enlevé au cours d'une ronde, et dont la tête fut portée au général en chef annamite. Le nom de cet officier fut donné à un ouvrage construit au nord de Saïgon.

[2] Le plus important fut celui exécuté le 16 octobre 1860 avec plusieurs embarcations armées dans l'arroyo de l'*Avalanche,* et au cours duquel l'enseigne de vaisseau Harmand fut blessé.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Une telle situation n'aurait pu cependant se prolonger très longtemps, en raison de la fonte des effectifs de la petite garnison européenne. Le 7 février 1861, un corps expéditionnaire venant de Chine, sous les ordres de l'amiral Charner, débarque à Saïgon. Sa composition est très hétérogène, puisqu'il comporte de l'infanterie de marine, des chasseurs à pied, des marins, des coolies chinois recrutés à Canton; la proportion d'artillerie (une batterie et demie) est faible, mais on peut compter sur l'action des pièces de l'escadre [1]. Il y a en outre de petits détachements de chasseurs d'Afrique et de sapeurs du génie; ceux-ci seront renforcés par une compagnie de «marins abordeurs» spécialisés dans ce service. La garnison de Saïgon se trouve ainsi portée à environ 400 hommes, mais tous sont en Extrême-Orient depuis plusieurs mois ou plusieurs années, et l'état sanitaire s'en ressent.

Aussi l'amiral Charner décide-t-il de procéder sans retard à l'assaut de la position ennemie.

Une reconnaissance rapide du terrain lui démontre qu'une attaque de front serait très meurtrière, qu'un débouché par la droite, c'est-à-dire par la ville même de Saïgon, serait difficile et se heurterait tout aussitôt à l'obstacle que constitue l'arroyo de l'Avalanche. Tout au contraire, par la gauche le terrain est ferme et praticable pour l'artillerie. Le plan de l'amiral sera donc de fixer les Annamites de front, de déboucher de Cay Mai avec le gros des forces, et de prendre à revers le retranchement principal de Chi Hoa.

Ses instructions se résument ainsi : «D'un côté la flottille, remontant le Donaï, culbutera les obstacles accumulés par l'ennemi, détruira les barrages, réduira les forts et dominera le cours supérieur du fleuve.

«Venant ensuite et regardant le front et le flanc droit de l'ennemi, la ligne des pagodes, munie d'une puissante artillerie, appuyée sur l'ouvrage neuf, et sur une ceinture de navires de guerre mouillés devant Saïgon, maintiendra l'ennemi dans l'impuissance.

---

[1] L'escadre comporte les frégates *Impératrice-Eugénie* et *Renommée*, 4 corvettes, 16 avisos, un vaisseau-hôpital, et en outre 17 transports pour les troupes.

Ces dernières appartenaient aux 2e, 3e, 4e régiments d'infanterie de marine, 2e bataillon de chasseurs à pied, 14e régiment d'artillerie.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« Enfin, le corps expéditionnaire, partant de Cay Mai, qui devient sa base d'opérations, rompra en un premier point les lignes annamites et continuera sa route hors de portée de l'artillerie ennemie, viendra prendre à revers l'ouvrage entier de Chi Hoa, et se rapprochant du Donaï et de l'action de la flottille, fermera presque complètement l'étau qui doit écraser l'ennemi.

« Alors l'armée annamite, séparée de son magasin de Tong Keou, enserrée dans un cercle de fer, n'aura d'autre alternative, dans une lutte décisive, que de repousser le choc ou d'être en un seul coup écrasée et dispersée [1]. »

Le contre-amiral Page commande la flottille du Donaï, le capitaine de vaisseau d'Ariès garde le commandement des forces laissées sur l'ancien front en avant de Saïgon et au sud-ouest, tandis que les troupes d'assaut sont placées sous les ordres du général de Vassoigne.

*
* *

Le 24 février, à 5 heures, l'artillerie de la flottille et celle de la ligne des pagodes ouvrent le feu sur la position ennemie, ce qui attire une riposte de l'artillerie annamite. Les troupes d'assaut débouchent alors de Cay Mai, dans un appareil quelque peu théâtral.

En tête, l'amiral commandant en chef et le général de Vassoigne, avec une escorte de chasseurs d'Afrique. Puis l'infanterie espagnole, les chasseurs à pied encadrant l'artillerie, le génie et les « marins abordeurs » munis d'échelles, les marins débarqués, l'infanterie de marine, et enfin les trains (ambulance et convoi). A mille mètres des premières lignes ennemies les troupes se déploient. L'artillerie se met en batterie, encadrée par deux colonnes d'assaut, l'une à gauche formée des marins débarqués, l'autre à droite comprenant les chasseurs à pied, l'infanterie espagnole, l'infanterie de marine. Le feu est ouvert; par bonds successifs, et en se frayant un passage à travers les défenses accessoires, les troupes parviennent en fin de journée en face du saillant ouest du retranchement principal. Les Annamites ont riposté par un feu violent (le général de Vas-

[1] Pallu de la Barrière, *Histoire de l'Expédition de Cochinchine en 1861*, chapitre III.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

soigne et le colonel espagnol Palanca Guttiérez sont grièvement blessés), mais il n'attendent pas le corps à corps.

La lutte est reprise dès le 25 février au petit jour. Il importe en effet d'exploiter à fond les résultats du combat de la veille, «les rapports de quelques prisonniers, écrit l'amiral Charner au ministre de la marine, concordaient tous à nous apprendre que les forts devant lesquels nous nous trouvions, situés à l'extrémité ouest des lignes de Chi Hoa, étaient habités par les grands mandarins et la réserve des troupes. Un succès serait donc décisif sur ce point...».

On reprend les mêmes formations; toutefois, la colonne des marins débarqués, renforcés de l'infanterie espagnole, devient colonne de droite. Après un tir à mitraille exécuté à 200 mètres sur le sommet des parapets ennemis, l'assaut est donné; il faut lutter pied à pied dans l'intérieur de l'ouvrage, en raison du compartimentage de ce dernier; les différents éléments, bien défendus, doivent être enlevés les uns après les autres. Un mouvement tournant de l'infanterie de marine de la colonne de gauche décide du succès. Les défenseurs prennent la fuite.

L'opération coûte aux Alliés une vingtaine de tués, dont un lieutenant-colonel, et environ trois cents blessés.

L'armée ennemie, qui comptait 21.000 réguliers et 10.000 miliciens, a perdu un millier d'hommes. Nguyen Tri Phuong est blessé. On trouve dans le camp 150 canons de divers calibres, et 2.000 fusils à pierre de Saint-Étienne.

Les Annamites se replient sur le fort de Tong Kéou, à travers des marais où les Européens ne peuvent s'aventurer.

D'autre part, le contre-amiral Page a enlevé ce même jour tous les forts qui défendent le cours supérieur du Donaï jusqu'aux abord de Bien Hoa.

*
* *

Le succès est complet pour les Alliés. L'amiral Charner décide de l'exploiter sans désemparer. Deux jours plus tard, l'armée se met en marche vers Tong Kéou, en formation d'approche; l'artillerie est au centre, encadrée à droite par les chasseurs à pied et l'infanterie espagnole, à gauche par l'infanterie de marine. Les marins débarqués constituent une réserve.

Grâce au feu bien ajusté de l'artillerie, les fantassins entrent sans coup

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

férir dans le fort de Tong Kéou, où ils trouvent 20 grosses pièces en fonte et 1.400 tonnes de riz. Le soir même, ils occupent aussi le fort de Thay Theuye.

Le lendemain 1er mars toute la province de Gia Dinh est conquise. Le contre-amiral Page bloque Bien Hoa. Des colonnes mobiles sillonnent le pays. Une première étape de la conquête de la Cochinchine est accomplie.

*
* *

Dans une opération où les assaillants, sortant de leurs tranchées, ont pour mission de chasser l'adversaire des siennes propres, il n'est pas étonnant que la lutte revête le caractère des «combats de tranchées», tel qu'il résulte alors de l'expérience de la guerre de Crimée, tel aussi qu'il apparaîtra un demi-siècle plus tard sur les champs de bataille de la Grande Guerre.

Les ordres de l'amiral Charner font ressortir comment il entend mener ces combats de tranchées.

Après avoir choisi son front d'attaque au point le plus vulnérable de l'adversaire, il constitue en quelques jours à Cay Mai une base de départ par la création de dépôts de munitions et de vivres, et la préparation de pistes pour le débouché des troupes. Dès le 19, le feu s'intensifie sur l'ensemble du front. L'artillerie française entre en jeu, et grâce à la supériorité qu'elle ne va pas tarder à acquérir sur l'artillerie annamite elle permettra aux fantassins de se rendre maîtres de la position. A partir du 25 février au soir, c'est «l'arme à la bretelle» que ceux-ci se porteront sur les lignes ennemies.

Cette supériorité de l'artillerie résulte d'ailleurs uniquement des méthodes employées, car le matériel français ne vaut pas beaucoup mieux que le matériel annamite. Au surplus, en ce qui concerne le nombre des pièces, l'artillerie annamite est dix ou vingt fois supérieure : du côté des Alliés, quelques grosses pièces de marine (4 obusiers de 80, 4 canons de 30 rayés) sont installés à terre, dans les redoutes de la ligne des Pagodes, mais la colonne mobile ne peut aligner que quinze pièces : encore doit-on compter dans ce nombre des chevalets à fusées, et l'ensemble représente cinq calibres différents, ce qui ne facilite guère les opérations du ravitaillement (4 canons de 12, 6 obusiers rayés de montagne, 3 obusiers de 4 rayés, 2 chevalets à fusées).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Mais ces pièces, peu mobiles, et qu'il faut souvent traîner à la bricole par suite de la pénurie d'animaux ou des difficultés d'un terrain parsemé de tumulus, de trous de loup ou de fondrières, jouent magnifiquement leur rôle, grâce à l'allant dont officiers et canonniers font preuve sous le feu des Annamites. Par une conception qui paraîtrait aujourd'hui étrange, mais qui s'explique par la faible portée du feu de la mousqueterie ennemie, l'artillerie précède plus d'une fois l'infanterie dans la progression, et au moment de l'assaut les pièces sont mises en batterie à moins de 200 mètres des tranchées adverses. A cet instant celles-ci tirent à mitraille sans discontinuer sur les emplacements de tir des fantassins annamites. Ainsi, après le tir de démolition à moyenne portée, qui a endommagé fortement les épaulements des ouvrages et ouvert des brèches dans les défenses accessoires, c'est le tir d'accompagnement de l'infanterie, qui permet à cette dernière de franchir avec le minimum de pertes ce qui subsiste des défenses accessoires, et d'escalader les parapets ennemis.

L'emploi des fusées, qui constituait alors presque une nouveauté, ne semble pas avoir rendu les services qu'on en attendait. Dès le 19 février, la position ennemie est bombardée par des fusées lancées de la pagode Barbé : l'unique et d'ailleurs important avantage de ces engins réside dans la longue portée du tir, qui peut atteindre près de 6 kilomètres, c'est-à-dire près du double de la portée des pièces de 12 et de 4. Mais leur longueur (1 m. 50) les expose dans l'air à de grandes déviations en direction et en portée, et certaines explosent prématurément, constituant ainsi un sérieux danger pour les servants. C'est ce qui se produit le 19 février pour un quart environ des projectiles. Cependant un certain nombre de fusées sont tirées pendant les opérations du 24 février (80) et du 28 (16).

Malgré l'appui très efficace de l'artillerie, la tâche des fantassins n'en demeure pas moins dure en maintes circonstances. C'est souvent à coups de hache, sous le feu rapproché de l'ennemi, qu'il faut démolir les palissades ; c'est par l'envoi de grapins de la marine dans les enchevêtrements de touffes épineuses et de piquets que des brèches s'ouvrent devant les assaillants, qui ont à éviter à tout instant de tomber sur les pieux acérés des trous de loup ; c'est sur de minces échelles de bambou, qui se rompent fréquemment sous le poids de l'homme, qu'il faut franchir les tranchées, escalader les retranchements, et c'est à coups de grenades qu'il faut en expulser les défenseurs. Autant de procédés de combat qui ne devaient pas surprendre les vieux soldats de Crimée, et que ceux de la Grande Guerre ne soupçonnaient pas au début des hostilités tellement l'armée

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

française avait perdu le souvenir des « guerres de tranchées » où elle s'était illustrée.

Dans cette campagne, le feu des Annamites, en dépit d'une résistance qui n'a fléchi qu'à l'heure du corps à corps, a été incontestablement moins meurtrier que celui d'adversaires européens; mais les troupes alliées se trouvent par ailleurs à rude épreuve en raison des atteintes de la température tropicale : il a été possible de doter certaines unités de blouses, de pantalons de toile et de chapeaux de paille, mais la plupart des soldats sont vêtus comme en Europe et portent le lourd shako. Aussi les opérations doivent-elles cesser dès 9 heures pour ne reprendre qu'à la fin de l'après-midi. Encore les troupes seront-elles à ce point exténuées que le 28 février les voitures de l'artillerie, déchargées, doivent, après l'enlèvement du fort de Tong Kéou, retourner en arrière pour transporter les malheureux fantassins que la chaleur a terrassés tout le long du chemin.

Les souffrances des soldats blancs au cours d'opérations de ce genre sont telles que l'aide apportée par des auxiliaires indigènes est particulièrement appréciée, et c'est vraiment de la prise des lignes de Chi Hoa que date l'utilisation dans les rangs français de troupes indochinoises. Une compagnie est rattachée à l'infanterie de marine, et elle participe au mouvement tournant qui amène dans la soirée du 24 février l'évacuation précipitée du retranchement principal. Au début de mars, cette compagnie indigène constitue avec une compagnie d'infanterie de marine, la garnison du fort de Tay Thieuye.

*
* *

En résumé, on retrouve dans les dispositions arrêtées par l'amiral Charner le processus habituel des opérations exécutées en période de stabilisation au cours de la Grande Guerre :

Choix, d'un *front d'attaque limité,* de préférence à un saillant ou à une aile de la position, de manière à obtenir le maximum de résultat par une manœuvre d'enveloppement;

Création d'une *base de départ;*

Préparation d'artillerie sur l'ensemble de la position adverse;

Préparation immédiate d'artillerie sur l'ensemble des premières lignes ennemies. *Ouverture de brèches* dans les défenses accessoires du front d'attaque;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Accompagnement de l'infanterie d'assaut par des tirs d'artillerie sur les défenses ennemies;

Utilisation par les assaillants de *matériel de franchissement et de nettoyage* des tranchées, etc.

La doctrine de la « guerre de tranchées » ne date donc pas, dans l'armée française, de la campagne de 1914-1918 : les marins, fantassins de marine, chasseurs à pied des lignes de Chi Hoa ont été les vaillants devanciers des soldats de la Grande Guerre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

LA CONQUÊTE DE LA COCHINCHINE ORIENTALE.

A l'ouest de Saïgon, Nguyen Tri Phong avait accepté le combat en bataille rangée. Désormais la lutte va prendre un tout autre caractère et se transformera en une « guerilla » incessante. Mais celle-ci n'est possible aux Annamites que parce qu'ils détiennent les portes d'accès par où, au moment voulu, leurs bandes peuvent aller se reconstituer et se ravitailler en Annam ou au Cambodge. Les Français ne seront vraiment les maîtres du pays que lorsqu'ils occuperont Bien Hoa, dont la citadelle commande la route de Hué, et My Tho, le grand centre commercial du bas Mékong.

Les forces de l'amiral Charner sont trop faibles pour lui permettre de conduire simultanément deux attaques aussi divergentes. Il décide donc de porter ses efforts tout d'abord en direction de My Tho.

Cette citadelle est située au confluent d'un bras du Mékong et de l'arroyo Bao Dinh Ha (ou de la Poste). L'organisation de la défense extérieure de la place repose sur deux idées préconçues, à savoir qu'aucune flotte de guerre ne s'aventurerait dans le Mékong, à la barre redoutable et dont les passes sont obstruées en certains points par des estacades, pas plus qu'un corps expéditionnaire, comprenant des voitures et de l'artillerie, ne tenterait de s'engager dans la zone marécageuse, large d'une centaine de kilomètres, qui sépare Saïgon de My Tho. Dans ces conditions, toutes les défenses sont accumulées vers la seule voie d'accès présumée, l'arroyo de la Poste; elles comportent six forts et neuf barrages.

En fait, initialement, l'amiral Charner n'avait envisagé d'attaque ni par voie de terre, ni par le Mékong. Il espérait atteindre la citadelle par le nord en utilisant avec des canonnières l'un des nombreux cours d'eau qui relient le bas Vaïco au grand fleuve.

Une première tentative par « l'arroyo commercial » échoue, en raison du peu de profondeur des eaux. Le 1 er avril, le capitaine de frégate Bourdais, avec une petite flottille de canonnières, s'engage alors dans l'arroyo de la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Poste. Les deux premiers forts sont occupés sans difficultés après une canonnade, mais la destruction des barrages, constitués de pieux, de bambous, de troncs de palmiers enchevêtrés, demande aux troupes un effort très pénible qui est le signal d'une épidémie de choléra.

Le 3 avril, un troisième fort tombe. Mais le capitaine de frégate Bourdais s'est rendu compte des difficultés que la marine rencontrerait en agissant uniquement par ses propres moyens : 500 hommes et 4 pièces d'artillerie [1], expédiés de Saïgon par un aviso, viennent renforcer la flottille et le capitaine de vaisseau Le Couriault du Quilio reçoit le commandement de l'ensemble des forces.

Dès lors les opérations sont combinées entre la flottille et les troupes : tout fort attaqué de front par le feu des canonnières est débordé par les fantassins débarqués sur la rive gauche de l'arroyo de la Poste. D'une manière générale les Annamites tentent d'esquiver cette menace par un déploiement face aux Européens : mais la supériorité du feu de mousqueterie de ces derniers entraîne rapidement leur repli. Du 5 au 10 avril, tous les forts tombent entre les mains des troupes alliées.

Le gros obstacle à la progression de la flottille réside dans les barrages, dont certains sont constitués par des jonques remplies de vase coulées dans l'arroyo. Il faut travailler dans l'eau et la boue pendant plusieurs journées l'état; sanitaire devient très mauvais. Pour remédier à la fonte des effectifs, de nouveaus renforts sont envoyés de Saïgon : le petit corps expéditionnaire se trouve ainsi porté à 900 hommes, et 18 bouches à feu, dont 6 mortiers.

Il est en mesure d'attaquer My Tho le 12 avril au matin, mais le même jour le contre-amiral Page s'est présenté devant la place avec une flottille [1] qui a pu remonter le Mékong. My Tho est occupé sans coup férir.

Ce brillant résultat est dû à l'heureuse initiative de l'amiral Charner. Sa décision de pousser une attaque par le grand fleuve vient rigoureusement au moment voulu.

« Ce n'est que le 8 avril, écrit-il dans son rapport au ministre de la marine, que je fus complètement fixé sur la navigation du fleuve et sur les défenses ennemies. Je savais à cette date que le corps expéditionnaire arrivant par l'arroyo ne tarderait pas à déboucher sur My Tho. Le moment

---

[1] 200 chasseurs à pied, 100 marins, 2 compagnies d'infanterie de marine.

[1] La flottille comprend quatre bâtiments : la *Fusée*, le *Lily*, le *Sham-Roch*, la *Dragonne*.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

était donc venu de faire coïncider une attaque par mer avec celle que le commandant du Quilio conduisait du côté de la terre avec la plus grande rigueur. »

Le corps expéditionnaire laisse à My Tho une garnison de 400 hommes avec quelques pièces de marine et rentre à Saïgon.

*
* *

Tout le territoire entre le Mékong et la rivière de Saïgon est aux mains des Alliés : des postes sont installés à Cai Bé, Cho Gao, Go Cong, mais la tranquillité est loin de régner sur la nouvelle conquête : la piraterie à l'état endémique dans ces régions, la disparition des autorités supérieures indigènes, la dissémination des troupes européennes, l'intervention clandestine des mandarins constituent autant d'éléments qui favorisent une guerre de partisans. Des agents secrets parcourent les provinces, prêchant le pillage, enrôlant des jeunes gens et levant l'impôt au nom de l'empereur d'Annam. A Saïgon toute une population louche fait la contrebande d'armes et de munitions, et constitue un foyer permanent de désordres. Plusieurs postes sont attaqués, notamment celui de Go Cong qu'un petit noyau de fusiliers marins défend à grand'peine contre plusieurs centaines d'Annamites bien armés.

Pour remédier à cette situation, l'amiral Charner essaie tout d'abord d'engager des négociations avec le mandarin annamite Nguyen Ba Nghi, successeur de Nguyen Tri Phong. Cette tentative reste vaine, ce qui amène l'autorité française, le 23 avril 1861, à interdire le trafic du riz vers le nord; cette mesure en menaçant d'affamer l'Annam constituera la pression la plus efficace qui puisse être effectuée sur le gouvernement de Hué.

Par ailleurs, l'amiral en raison de la fuite, de la carence ou de la mauvaise volonté des autorités indigènes, remplace les représentants du pouvoir de Hué par des officiers, qui sont ses délégués directs auprès des populations. Il conserve toutefois l'organisation municipale existante.

Enfin, le 19 mai 1861, l'amiral Charner déclare tout le territoire conquis en état de siège, et le soumet à la juridiction militaire.

Ces différentes mesures amènent progressivement le calme dans les régions effectivement occupées par les troupes alliées, mais les mécontents et les insurgés se rassemblent dans les provinces de Bien Hoa et de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Vinh Long, où jusqu'alors aucune action militaire n'a été tentée et où les Annamites ont élevé de solides organisations fortifiées.

*
* *

Le contre-amiral Bonard, qui succède le 30 novembre 1861 au vice-amiral Charner décide d'agir sans retard contre Bien Hoa.

La défense extérieure de cette place comporte soit sur toutes les routes d'accès, soit sur le Donaï, des ouvrages fortifiés, dont le plus important se trouve à My Hoa, à 8 kilomètres de Bien Hoa, sur le chemin reliant directement ce centre à Saïgon. Le Donaï est obstrué par neuf solides barrages en bois et une estacade en pierres, et conformément aux règles d'une saine doctrine défensive, tous ces barrages sont battus par le feu de forts et de batteries.

L'amiral adopte les mêmes procédés que pour l'enlèvement des défenses de l'arroyo de la Poste, au nord de My Tho : les positions adverses seront attaquées simultanément par voie fluviale et par voie de terre.

Les opérations durent trois jours, du 13 au 16 décembre 1861. Le premier effort est tenté sur le centre ennemi, à Go Cong [1], attaqué à la fois par une colonne d'environ 500 fantassins [1], 50 cavaliers, 4 obusiers sous les ordres du commandant Comte, venant du sud, et par deux compagnies de débarquement débouchant avec le capitaine de vaisseau Lebris de deux arroyos convergeant sur ce point.

Une fois maître de Go Cong, le 14 décembre, le capitaine de vaisseau Lebris, négligeant pour le moment le camp de My Hoa, se porte sur le Donaï avec ses compagnies de débarquement et une partie de la colonne Comte; il prend à revers les batteries de la rive droite, pendant que la flottille canonne celles-ci vigoureusement. La menace d'une attaque par voie de terre décide les défenseurs à la retraite. Les marins travaillent toute la nuit et toute la journée du lendemain à rompre les barrages établis sur le fleuve.

Ainsi libérée par ce succès, la colonne du commandant Comte se dirige

---

[1] Qu'il ne faut pas confondre avec la ville de Go Cong située à 40 kilomètres au sud de Saïgon.

[1] Chasseurs à pied et une centaine d'Espagnols.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Prise de Bien Hoa, le 18 décembre 1861.

(Cliché de *l'Illustration.*)

Expédition de Cochinchine : Prise de deux batteries cochinchinoises sur la rivière de Fai Foo.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

sur l'est du camp de My Hoa, devant lequel depuis la veille s'est postée en observation une seconde colonne, celle du lieutenant-colonel Domenech-Diégo, comprenant une centaine d'Espagnols, un bataillon du 3e d'infanterie de marine et 2 canons de 4 rayés. Les éléments de cavalerie de la colonne Comte viennent contourner le camp par le nord.

L'assaut est donné le 15 à 8 heures. Les Annamites, voyant que leur retraite risque d'être coupée, s'enfuient en désordre en direction de Bien-Hoa, et repassent le fleuve.

Le lendemain, Bien Hoa est occupé sans résistance; 48 canons et 15 jonques royales tombent aux mains des assaillants. La poursuite est continuée jusqu'à Baria, dont la citadelle se rend le 7 janvier 1862.

A la même époque le lieutenant de vaisseau Lespès fait flotter le pavillon français sur l'île de Poulo Condore.

*
* *

Le contre-amiral Bonard, partisan de l'administration indirecte, avait peu à peu rendu aux fonctionnaires annamites une partie de leurs attributions; ceux-ci étaient contrôlés par des officiers.

Ce système, en raison de la mauvaise foi et du manque d'autorité de la plupart de ces mandarins, ne donna que de médiocres résultats. Les postes étaient fréquemment obligés de repousser des agressions. Les attentats se multipliaient : en mars 1862, à My Tho, la malveillance provoqua l'explosion d'une canonnière : 52 soldats furent tués ou blessés. Go Cong tomba entre les mains des rebelles.

Manifestement l'agitation avait ses racines dans la province de Vinh Long. L'amiral résolut de s'emparer de cette ville.

Comme pour My Tho, comme pour Bien Hoa, l'opération se réalise par la coopération simultanée de bâtiments de la marine et d'un corps expéditionnaire. Les troupes, sous les ordres du lieutenant-colonel Reboul, débarque à Din Kao, au sud-est de la citadelle, mais ont beaucoup à souffrir du feu des batteries. Celles-ci sont cependant maîtrisées par le tir de canonnières, et occupées à la nuit, après un combat d'une durée de sept heures. Le 23 mars, la citadelle de Vinh-Long capitule à son tour. Les Annamites y ont abandonné un matériel considérable, dont 68 canons.

La prise de Vinh-Long est complétée par celle du poste fortifié de My Cui, à 20 kilomètres à l'ouest de My Tho.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

La multiplicité de petites colonnes de police, qu'impose le soin de protéger les postes et les populations des pays conquis, épuise les troupes. Il faut en finir Au printemps de 1862, l'occasion paraît favorable pour reprendre des négociations de paix avec la cour d'Annam. Le blocus du riz commence à faire sentir ses effets. Par ailleurs, celle-ci éprouve de grosses difficultés au Tonkin, où un descendant véritable ou supposé de la famille *Le,* le catholique Pierre Le Bao Phung, a soulevé une partie de la population contre l'empereur Tu Duc. Le contre-amiral Bonard envoie donc, le 5 mai 1862, le capitaine de frégate Simon, commandant le *Forbin,* croiser dans les eaux de la rivière de Hué, avec mission d'entamer des négociations. La cour accepte l'ultimatum qui lui est adressé et délègue à Saïgon deux hauts mandarins avec pleins pouvoirs.

Un traité est signé à Saïgon le 5 juin 1862. La France et l'Espagne reçoivent ensemble une indemnité de vingt millions de francs; les ports de Tourane, Ba Lac et Quang An sont ouverts au commerce de leurs nationaux. La France conserve les trois provinces de Saïgon, Bien Hoa et My Tho, ainsi que Poulo Condore. La province de Vinh Long est rétrocédée au gouvernement de Hué.

Les gains territoriaux de l'Espagne sont minces. Mais la France, qui n'a à ce moment-là absolument aucune ambition du côté du Tonkin, laisse son alliée libre de s'y créer une zone d'influence.

La question avait d'ailleurs été nettement posée avant que fut entamée la conquête de la Cochinchine. Le vice-amiral Charner en avait avisé en ces termes le colonel Palanca Guttierez : « Les Espagnols sont des alliés, non des auxiliaires. Mais il ne peut être question de partager le territoire de Saïgon. C'est d'ailleurs, au Tonkin, que l'Espagne pourra trouver une compensation à ses glorieux sacrifices. Tel est l'esprit des instructions de l'Empereur Napoléon. »

Malgré la signature du traité, que la cour de Hué ne se hâte d'ailleurs pas de ratifier, les pirates et les insurgés ne désarment pas : des bandes de 1.200 à 1.500 rebelles parcourent la Cochinchine, semant la terreur parmi les populations, assiégeant les postes et massacrant les Européens. Un renfort de près de 2.000 hommes (Espagnols, tirailleurs algériens, infanterie légère d'Afrique) permet de dégager Bien-Hoa, de reprendre Go Cong,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de pourchasser les rebelles, et d'enlever leur dernier retranchement à Trai La.

Le succès de ces colonnes et l'énergie avec laquelle elles sont conduites ont un grand retentissement dans tout le pays et surtout à la Cour d'Annam. Celle-ci consent enfin à ratifier le traité, à Hué, en avril 1863. Il existe désormais une « Cochinchine française ».

*
* *

La conquête de la nouvelle colonie a tenu en haleine pendant deux ans les troupes alliées. Ces longues opérations présentent quelques caractéristiques qu'il est intéressant de résumer.

Les rebelles (il ne s'agit plus officiellement de troupes régulières) n'acceptent jamais le combat en rase campagne, ils se dérobent devant les colonnes, ils ne procèdent à leurs coups de main que s'ils sont assurés de trouver aide et protection dans une zone fortifiée encore interdite aux Européens. C'est ainsi que ces derniers, après l'enlèvement de la position de Chi Hoa, sont amenés à occuper successivement les zones de My Tho, de Bien Hoa, de Vinh Long.

L'organisation de ces zones fortifiées réside dans l'installation sur toutes les voies d'accès présumées, et particulièrement les nombreux cours d'eau qui sillonnent la Cochinchine, de barrages et d'ouvrages, qui retarderont ou interdiront la marche des colonnes alliées. Un point central, généralement lieu de passage obligé, ou gros marché commercial, comme My Tho ou Vinh Long, constitue le réduit. Ce dernier comporte des ateliers, de nombreux approvisionnements de munitions et de vivres. A Vinh Long, écrit le contre-amiral Bonard au Ministre de la Marine, « sont tombés entre nos mains des approvisionnements considérables de riz (7.000 mètres cubes environ), contenus dans des magasins magnifiques ayant plus de 150 mètres de développement chacun.

« Nous avons également trouvé une fonderie de canons, des obus, que, pour la première fois, nous rencontrons au pouvoir des Annamites, et qu'ils avaient fabriqués d'après le modèle des nôtres; enfin des approvisionnements de salpêtre et de poudre ».

L'armement des ouvrages, et notamment celui des citadelles servant de réduit, est considérable, et atteint parfois, comme à Vinh Long, une centaine de canons.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pour pénétrer dans ces zones fortifiées et s'en rendre maître, il semble que l'amiral Charner ait bien discerné la tactique appropriée, et qui rappelle d'ailleurs celle-la même qu'il employa pour l'enlèvement des lignes de Chi Hoa. Le point vulnérable de toute position chez les Annamites, c'est la «gorge», car ils redoutent par dessus tout de se voir couper la retraite; encore faut-il, pour prendre à revers un ouvrage, se frayer un passage dans la ligne ennemie par une manœuvre au cours de laquelle l'artillerie joue un rôle essentiel en ouvrant la voie à l'infanterie.

Dans ces régions coupées de cours d'eau, et où la nature marécageuse du terrain ne permet guère aux troupes l'exécution de longues étapes par voie de terre, on utilise des bâtiments de la marine pour transporter à la fois l'artillerie, c'est-à-dire les pièces du bord, qui feront terrer les défenseurs, et les fantassins, qui, par un débarquement au bon endroit et la menace d'un encerclement, amèneront la chute de l'objectif.

Mais la plupart de ces cours d'eau ne sont accessibles qu'à des canonnières de faible tonnage, ne disposant par conséquent que d'une artillerie peu considérable, et ne permettant guère le transport de troupes. Des transports légers suivent donc les canonnières. L'opération se déroule dès lors comme il suit : les canonnières bombardent de front les forts et les batteries de l'ennemi pendant que les troupes, débarquées, un peu en arrière, tentent de les prendre à revers, par une marche parallèle à la direction du cours d'eau; ces forts et ces batteries une fois enlevés, les troupes participent avec les marins au nettoyage du cours d'eau par l'enlèvement des estacades et des obstacles, et la marche en avant reprend jusqu'au dernier ouvrage ou réduit. Les Annamites, très braves sous l'avalanche des obus ou les feux de la mousqueterie même à faible distance, n'ont jamais supporté la menace d'un encerclement.

Une telle menace n'est d'ailleurs possible qu'avec des troupes manœuvrières. En raison de la nature marécageuse du sol, ce n'est qu'exceptionnellement que la cavalerie, au sud-ouest de Bien Hoa, a pu jouer dans ces opérations ce rôle d'échelon débordant pour lequel elle est tout indiquée. Sur le fantassin (fusilier marin, soldat d'infanterie de marine, chasseur à pied), a pesé toute la charge de ce service, très dur en un pareil terrain et dans de telles conditions climatériques, et si les pertes par le feu n'ont pas dépassé quelques dizaines d'hommes, c'est par centaines que l'on compte les victimes du choléra, de la peste, de la fièvre, lors de la conquête de la Cochinchine française.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CROQUIS N° 2

PLAN DE SAÏGON

ET DES LIGNES DE CHI HOA

faisant voir la marche des attaques
les 24 et 25 février 1861

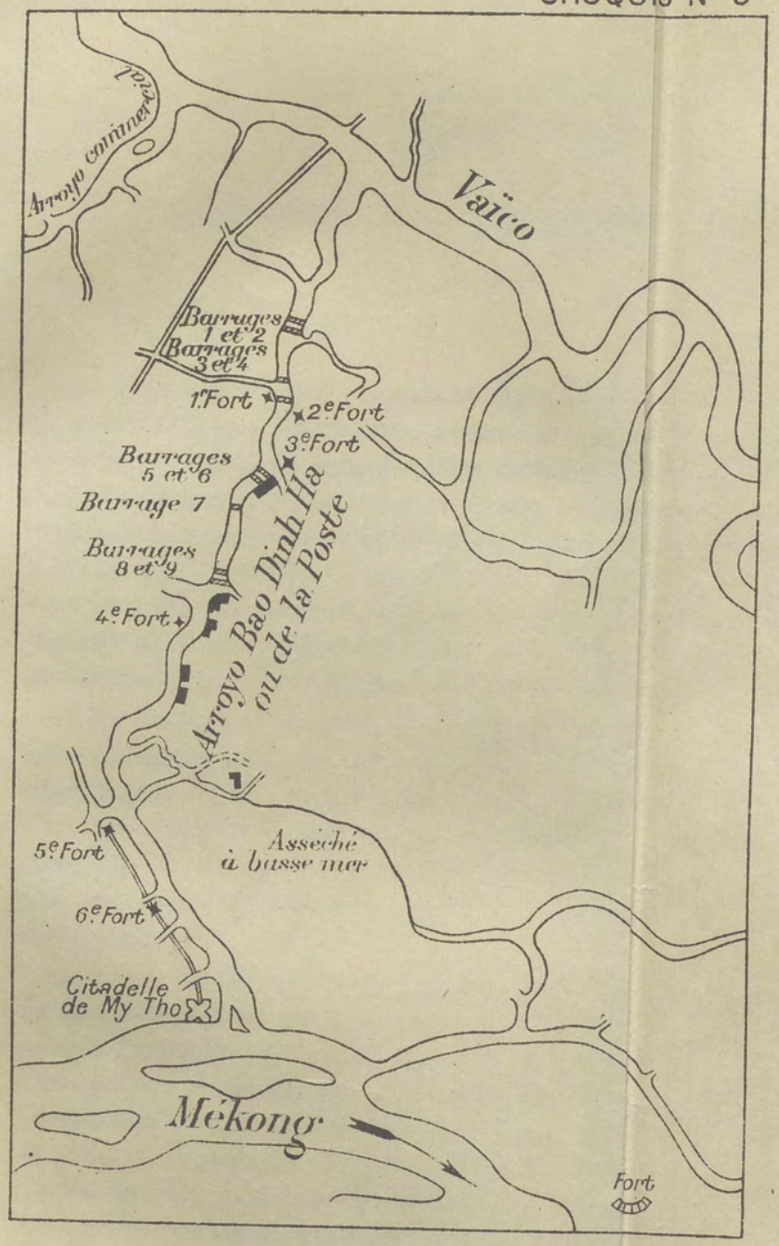
1487

Imprimé au Service Géographique de l'Armée.

Reproduction interdite.

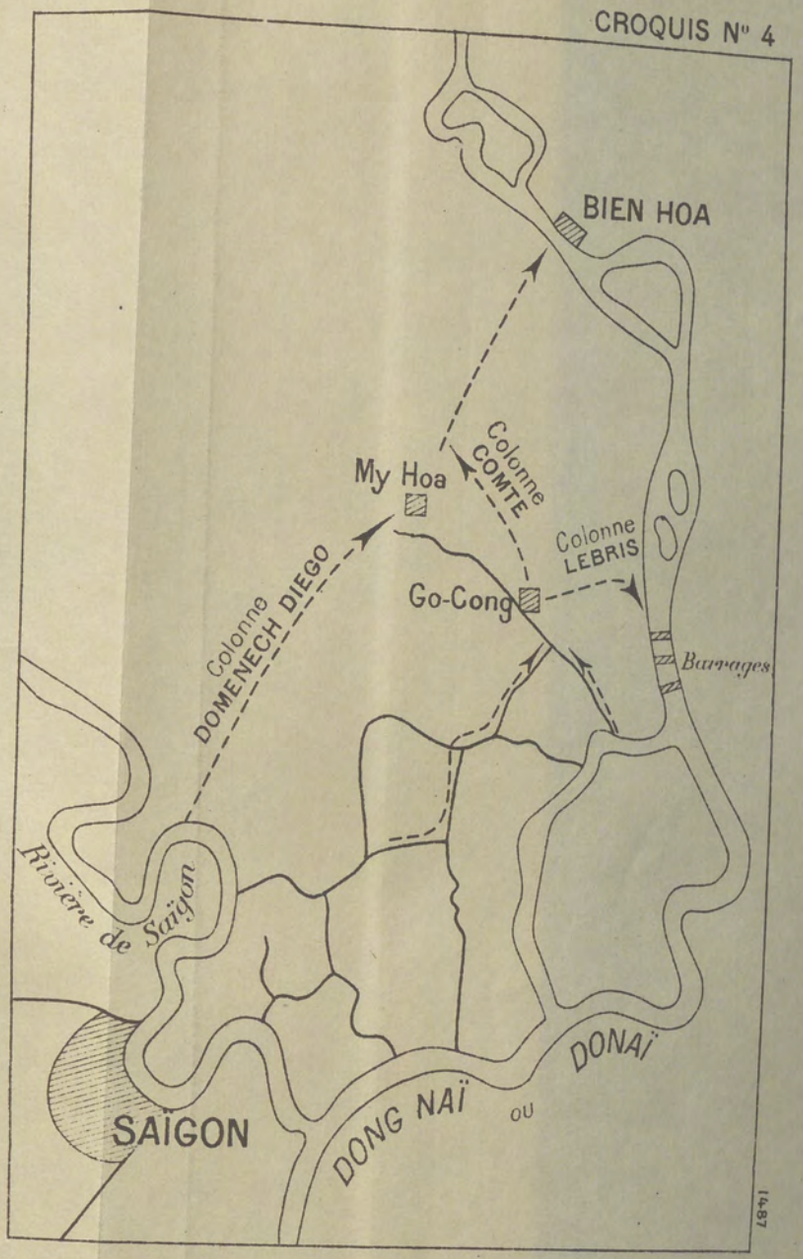
Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CROQUIS N° 3



PRISE DE MY THO

CROQUIS N° 4



PRISE DE BIEN HOA

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHAPITRE III.

LA CONQUÊTE DE LA COCHINCHINE OCCIDENTALE.

Les plénipotentiaires français et espagnols — le contre-amiral Bonard et le colonel Palanca Guttierez — avaient été accueillis à Hué avec beaucoup de déférence. Mais les grandes fêtes données en leur honneur dissimulaient mal l'amertume du souverain et de son entourage. Tu Duc n'ignorait pas le peu de popularité dont jouissait en France la campagne de Cochinchine : il pensa que la partie n'était peut-être pas perdue, et délégua auprès de Napoléon III une ambassade brillante, ayant à sa tête le plus fin et le plus diplomate de ses dignitaires. Phan Tan Giang, vice-roi des trois provinces occidentales de la Cochinchine laissées à l'Annam.

Il fut bien près de réussir. Malgré les avis du ministre de la marine, Chasseloup-Laubat, le gouvernement impérial prépara un projet de rétrocession de sa conquête; la France ne garderait que Saïgon, My Tho, Thu Dau Mot, avec une bande de terrain de 4 ou 5 kilomètres sur les rives des fleuves entre ces localités et la mer; l'Annam rachèterait le reste par une indemnité de cent millions, payable en cinquante annuités de deux millions.

Ce projet de traité, communiqué à l'amiral de la Grandière, gouverneur de la Cochinchine, avait soulevé de sa part des objections très fortes : celui-ci faisait ressortir qu'il serait aussi coûteux et difficile de maintenir l'occupation restreinte que de conserver les trois provinces, dont d'ailleurs l'organisation s'améliorait de jour en jour. Après bien des atermoiements, et grâce à l'insistance de Chasseloup-Laubat, le gouvernement impérial décida de s'en tenir aux stipulations du traité de 1862. On profita, pour rompre les pourparlers engagés, d'une nouvelle exigence de la cour de Hué, qui se déclarait incapable de payer plus de quarante annuités de deux millions (au lieu de cinquante primitivement convenues).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Ce qu'ils n'avaient pu gagner par la diplomatie, les Annamites pensèrent l'obtenir par la force. Dès le début de 1865, l'agitation recommença dans les provinces soumises à la France; elle était ouvertement fomentée par les mandarins des trois provinces voisines de Vinh Long, Chau Doc et Ha Tien. Les rebelles dispersés par les troupes françaises y trouvaient un refuge assuré.

S'enhardissant, ceux-ci avaient élevé des forts au milieu des marais de la Plaine des Joncs, au nord-ouest de My Tho; ils lançaient des proclamations, recrutaient des partisans dans les villages voisins, levaient des impôts.

En mars, il fallut faire une expédition dans cette région malsaine : le fort de Don Ta, défendu par 40 canons, tomba entre les mains du capitaine Gally-Passebosc; les insurgés s'enfuirent en désordre.

Les protestations auprès des autorités annamites des provinces occidentales restaient lettre morte. Une circonstance heureuse donna au gouvernement impérial l'occasion d'en finir. L'amiral Rigault de Genouilly, l'ancien commandant de l'expédition de 1858, venait de prendre le portefeuille de la Marine. Son expérience personnelle de la question lui permit de faire prévaloir ses vues au sein du cabinet, et il obtint de faire occuper purement et simplement ces trois provinces voisines qui étaient un foyer d'agitation antifrançaise.

L'amiral de la Grandière s'était de longue date préparé à cette éventualité, et le vice-roi Phan Tan Giang partisan d'une entente avec les Français l'envisageait lui-même avec résignation, en raison de son impuissance à réprimer les ardeurs xénophobes de la plupart des mandarins. Maintes fois il s'était interposé en médiateur auprès de l'Amiral.

« De temps en temps, écrit dans ses Souvenirs le capitaine de frégate Wyts [1], nous voyions brusquement surgir, à l'un des coudes de la rivière de Saïgon, les jonques du grand mandarin, armées de lances, ornées de plumes de paon et de banderolles; elles s'avançaient lentement, à l'aviron, au tintement des clochettes suspendues à leur mât de poupe, et allaient s'échouer par la hanche de babord du *Duperré*.

---

[1] *Revue maritime et coloniale*, 1872.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Ambassade annamite à Paris (1863).

(Cliché de *l'Illustration.*)

Le vice-amiral Bonard se rendant au palais de l'Empereur d'Annam
pour la signature du traité de paix.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« Des sabords de la grand'chambre du vaisseau, nous observions tous leurs mouvements, et nous pouvions compter les visites fréquentes du vice-roi annamite à l'hôtel du Gouverneur.

« Ces entrevues s'étaient renouvelées depuis quelques mois à de courtes distances; et nous nous attendions d'un moment à l'autre à quelque événement, lorsqu'enfin nous apprîmes que la prise des provinces de l'ouest était décidée.

« Cette nouvelle fut accueillie avec l'enthousiasme qu'excite toujours la perspective des aventures de guerre, et nous remua d'autant plus que des souvenirs sanglants, de date récente, ulcéraient nos cœurs ».

L'opération, calculée avec précision, s'exécuta sans difficulté, et en dépit de la saison des pluies : pour cette raison d'ailleurs il n'avait été prévu aucune étape par voie de terre. Le 15 juin, l'Amiral avertit les chefs de service, le 17 les bâtiments se mirent en route, emportant 1.000 soldats européens et 400 miliciens indigènes. Le 20 au matin, les canonnières stoppèrent devant Vinh Long, qui fut occupé, le même jour, sans résistance.

« Vinh Long nous avait opposé jadis une vive résistance, écrit le capitaine de frégate Wyts, nous nous attendions, par conséquent, à une lutte sérieuse. Cependant pas un éclair ne jaillit des batteries et le bâtiment de guerre annamite, la *Ville-de-Hué*, resta tranquillement à l'ancre, muet et impassible; seulement quelques mandarins du plus haut rang s'embarquèrent à la hâte dans leurs jonques et furent arrêtés au moment où ils s'éloignaient à force de rames.

« Phan Tan Giang, lui, se rendit à bord de l'aviso *l'Ondine*, sur lequel flottait le pavillon du vice-amiral.

« A la suite de cette entrevue, nous entrâmes, l'arme au bras, dans la citadelle que nous occupâmes aussitôt, et nos hommes furent installés dans de grands magasins à riz.

« L'Amiral vint en prendre officiellement possession dans l'après-midi. Du quai jusque dans l'intérieur, les troupes étaient rangées en haie sur son passage, et deux compagnies de matelots fusiliers l'escortaient, massées par peloton.

« Il alla ainsi jusqu'à l'habitation du vice-roi, qui vint le recevoir au seuil de sa demeure... »

L'occupation de Vinh Long est donc toute pacifique. Chau Doc, le 21 juin, Ha Tien le 24, sont occupés sans plus de résistance, selon les instruc-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tions de Phan Tan Giang, désireux avant tout d'éviter une effusion de sang inutile. En vue de reconnaître la générosité de cette attitude, l'amiral de la Grandière, en notifiant au gouvernement de Hué la prise de possession des trois provinces, annonça qu'il lui restituerait intégralement les armes, les canons et les munitions qui se trouvaient dans les places.

L'organisation des provinces conquises, préparée d'avance, fut vite mise sur pied.

Phan Tan Giang, n'ayant pu conserver à son souverain les provinces que celui-ci lui avaient confiées, s'empoisonna avec de l'opium. L'Amiral fit transporter sa dépouille dans son village d'origine et prescrivit de lui rendre les honneurs militaires.

*
* *

Les nouvelles provinces sont le théâtre de quelques mouvements insurrectionnels sans grande envergure, à Vinh Long, à Chau Doc, à Rach Gia. Les fils de Phan Tan Giang, en dépit des exhortations de leur père, qui sur son lit de mort leur avait vivement conseillé de se montrer fidèles à la France, suscitent dans le sud de la province de Vinh Long une révolte, qui nécessite la mise en marche d'une colonne d'environ 400 hommes.

Mais ces désordres qui ne peuvent plus trouver d'encouragement et d'aide à l'extérieur — le pays voisin, le Cambodge, est depuis 1863 sous le protectorat français — cessent peu à peu. Au moment de la guerre de 1870, le contre-amiral de Cornulier-Lucinière, gouverneur de la Cochinchine, déclare la colonie en état de siège, mais à aucun moment la tranquillité n'est troublée.

Il est permis de supposer qu'il n'en eût pas été de même si les Annamites avaient encore été les maîtres des trois provinces occidentales : la cour de Hué eût sans doute profité de l'occasion pour fomenter contre l'autorité française une rebellion, et celle-ci bien appuyée, n'aurait pas eu de peine à chasser de Cochinchine les faibles effectifs que la France, tout occupée à se défendre sur le sol national, n'aurait jamais pu renforcer.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE IV.

L'OCCUPATION DU CAMBODGE.

Le Cambodge, habité par une population paisible, a constitué pendant des siècles un vaste champ de bataille où, tantôt par les armes, tantôt par la ruse ou la diplomatie, Annamites et Siamois ont tenté de faire prévaloir leur influence. Le souverain, placé entre deux voisins aussi dangereux qui lui demandaient chacun un tribut, ne pouvait arrêter les envahissements de l'un qu'en sollicitant l'appui de l'autre. En fin de compte, l'assaillant s'appropriait une province par droit de conquête et le protecteur en occupait une autre en dédommagement de ses services.

Vers 1840, le roi Ang Duong pensa trouver une solution à cette situation humiliante en cherchant un protecteur parmi les puissances occidentales.

La France jouissait en Extrême-Orient du prestige qu'y avaient créé quelques dizaines d'années plus tôt Monseigneur Pigneau de Béhaine et ses compagnons. Mais l'appel d'Ang Duong se heurtait à la volonté bien arrêtée du gouvernement de Louis-Philippe d'éviter toute complication extérieure et de limiter son effort colonial à la conquête de l'Algérie. Il fallut que le souverain du Cambodge se tournât, en 1850, vers l'Angleterre pour que le gouvernement français comprit enfin tout l'intérêt que présenterait pour le commerce national dans les mers de Chine la conclusion d'un traité avec un pays se rangeant bénévolement sous son drapeau.

Mais en Extrême-Orient toutes les occasions sont fugitives : lorsque M. de Montigny, envoyé de Napoléon III, se présenta, en mai 1855, à la cour du roi Ang Duong, celui-ci ne le reçut pas. Il craignait d'encourir la colère du souverain du Siam, qui avait appris par une indiscrétion l'objet de la mission de l'envoyé français.

Ang Duong meurt en 1859; il est remplacé sur le trône du Cambodge par son fils, Norodom Ier. Cette fois, c'est la France qui reprend l'initiative des conversations avec la cour de Pnom Penh. L'occasion apparaît favorable. au

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

moment même où des hostilités sont ouvertes avec les Annamites : le 24 mars 1861 le lieutenant de vaisseau Lespès se présente de la part de l'amiral Charner au roi Norodom pour lui notifier l'intention du gouvernement français de se maintenir en Cochinchine et lui exprimer le désir d'entretenir avec le Cambodge des relations de bon voisinage.

Cependant, c'est du côté du Siam que se retourne encore le souverain du Cambodge lors d'une révolte fomentée par l'un de ses frères, Ang Phin. Grâce aux troupes siamoises, il reconquiert son trône, et Ang Phin se réfugie à Saïgon. Le Siam, arguant de la protection accordée à Norodom, réclame le fugitif, mais le contre-amiral Bonard repousse cette requête : l'occasion est trop bonne de signifier ainsi au Siam que la France ne tolérerait plus désormais son ingérence dans les affaires du Cambodge.

Par ailleurs, le gouverneur de la Cochinchine s'efforce par une attitude amicale de gagner les bonnes grâces de Norodom : il lui fait une visite officielle en septembre 1862, et met à sa disposition un médecin français, le chirurgien de 2e classe Hennecart, dont la compétence et les soins sont très appréciés de la famille royale. Une seconde visite a lieu en août 1863. Entre temps, le lieutenant de vaisseau Doudart de Lagrée et Monseigneur Miche, évêque de Pnom Penh, ont eu de fréquents entretiens avec le souverain.

A vrai dire Doudart de Lagrée, nommé au commandement de la station du Cambodge, qui consistait en un seul aviso, le *Gia-Dinh,* n'avait reçu de l'amiral de la Grandière que des instructions assez vagues — «voir et s'affirmer» — mais qu'il était difficile à ce dernier de préciser davantage faute de directives du Gouvernement français. Fort heureusement le Commandant du stationnaire ne se renferme pas dans sa mission hydrographique et militaire; esprit curieux, passionné d'archéologie, il fait une véritable exploration du pays, alors tout à fait inconnu des Européens, parcourt le grand lac Tonlé Sap, visite les ruines d'Angkor, et se met au courant assez rapidement de l'histoire du Cambodge et de ses révolutions pour en juger exactement les hommes et la politique et pour pouvoir aisément entrer en contact avec les dirigeants [1].

L'amiral de la Grandière trouve donc le terrain très préparé, et il n'a pas de peine à démontrer à Norodom que ses intérêts sont nettement liés à

[1] D'après Cultru, *Histoire de la Cochinchine française.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'amitié de la France, sans qu'il ait à craindre de sacrifier son indépendance. Le 11 août le souverain signe une convention, qui place le Cambodge sous le protectorat français. Le préambule fait état fort habilement de la substitution du Gouvernement français à l'Empereur d'Annam en Cochinchine. «Considérant que l'intérêt commun des deux États exigeait que le gouvernement du Cambodge s'entendît parfaitement et agît toujours d'accord avec le Gouvernement français, l'empereur Napoléon III consentait à changer les droits de suzeraineté qu'il tenait de l'empereur d'Annam, auquel il avait succédé dans les provinces de Cochinchine, et à qui le Cambodge payait tribut en protectorat. Par conséquent l'Empereur des Français accordait son protectorat au roi du Cambodge et établissait auprès de lui un résident, qui aurait rang de grand mandarin.» Les autres clauses précisaient qu'aucun consul étranger ne résiderait au Cambodge sans que la France en fut informée, prévoyaient la liberté de commerce, de propriété, de circulation pour les Français, etc. Par contre, la France assurerait l'ordre et la paix, notamment «contre les pirates du Fleuve et de la Mer».

Une fois de plus, les lenteurs des «bureaux» de Paris faillirent rendre vains les efforts de ceux qui avaient manœuvré sur place avec tant de patience et de doigté. Doutant d'une protection si longue à se manifester, en butte aux protestations réitérées et menaçantes du gouvernement siamois qui lui déniait le droit de traiter directement avec une autre puissance, Norodom fait des excuses au Siam et se déclare officiellement son vassal, par un traité d'ailleurs beaucoup plus strict que la convention avec la France, et qui lui enlève les provinces de Battambang, Angkor et le Laos. Il annonce son intention d'aller recevoir la couronne royale à Bangkok, et quitte dans cette vue sa résidence d'Ou Dong le 3 mars 1864, avec une nombreuse suite et une garde siamoise.

Doudart de Lagrée prend une décision énergique. Bien que la convention du 11 août 1863 ne soit pas encore ratifiée par la France, cette soumission volontaire aux injonctions du gouvernement de Bangkok constitue une infraction flagrante aux stipulations de ce traité. Dès le départ du roi, Doudart de Lagrée fait occuper militairement le palais royal et hisser le pavillon français sur tous les monuments publics tandis qu'une salve de 21 coups de canon salue l'envoi des couleurs. Norodom en entend l'écho. Il apprend d'autre part l'arrivée de 3 canonnières, qui amènent de Saïgon un renfort de soldats d'infanterie de marine. Effrayé de son acte, et crai-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

gnant de se voir fermer à son retour la porte de son royaume, il revient sur ses pas, malgré les objurgations du résident siamois qui l'accompagne.

L'initiative de Doudart de Lagrée a seule empêché le roi du Cambodge de se rendre à Bangkok. Heureusement, sur ces entrefaites, parvient la ratification par Napoléon III de la convention du 17 août. Le protectorat français devient effectif. De grandes fêtes ont lieu du 12 au 17 avril 1864, au cours desquelles, par un geste symbolique, le souverain reçoit des mains du Chef d'État-major du Gouverneur de la Cochinchine la couronne qu'aurait dû lui remettre à Bangkok le roi de Siam, et dont celui-ci sur les instances pressantes de la France consent à se dessaisir.

C'est la fin de l'influence siamoise au Cambodge.

*
* *

Le roi Norodom se montre désireux d'observer loyalement la convention signée avec la France, mais son autorité n'est qu'imparfaitement assise sur ses propres sujets. Les complots succèdent aux complots. Un bonze cambodgien, Pucombo, se déclare prétendant au trône en 1865, vient solliciter l'appui des Français, qui le gardent pendant près d'un an en observation à Saïgon, s'enfuit, gagne la province de Tay Ninh, y rassemble plusieurs milliers d'individus et lance une attaque contre le fort de Tay Ninh. Pourchassé par différentes colonnes auxquelles il tient tête résolument[1], il esquisse une menace contre Saïgon et Cholon en enlevant par surprise le fort de Tong Kéou, occupe pendant plusieurs mois la rive du Vaïco oriental, et regagne enfin le Cambodge, où il met en fuite les troupes de Norodom le 18 août, puis le 25 octobre 1865. Les forces françaises stationnées au Cambodge et renforcées par un contingent de 250 soldats d'infanterie de marine envoyé de Saïgon interviennent, mais la poursuite, sous un ciel brûlant, d'un ennemi insaisissable constitue pour elles une campagne extrêmement dure.

Menaçant Pnom Penh, puis Ou Dong, mais traqué enfin par les colonnes du colonel Reboul et du commandant Domange, Pucombo repasse de nouveau en Cochinchine et poursuit sa marche, entre les deux Vaïco, jusqu'à hauteur de Trambang.

---

[1] Plusieurs officiers furent tués au cours de ces opérations, dont le capitaine de Larbouze, commandant le poste de Tay Ninh, et le lieutenant-colonel Marchaisse.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration*.)

Combat d'Oudon (Cambodge), le 17 décembre 1886. La 6o^e^ compagnie d'infanterie de marine s'empare de la citadelle. (D'après un croquis de M. W. CULLARD.)

(Cliché de *l'Illustration*.)

Campement français devant Pnom Penh. (D'après un croquis de M. W. CULLARD.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Toutefois, à cette époque, l'occupation par la France des provinces de Chau Doc et Ha Tien enlève aux insurgés cambodgiens tout espoir de secours et de ravitaillement. Par ailleurs, Norodom s'est réconcilié avec son frère, Phra Kéo Pha, qui jusqu'alors avait fait lui-même figure de prétendant, et en maintes circonstances avait soutenu Pucombo. Ce dernier, pourchassé et battu par Phra Kéo Pha, s'enfuit au Laos. A la suite d'une nouvelle tentative pour repasser au Cambodge à la fin de 1867, il est blessé, prisonnier, et il meurt de ses blessures.

Le pouvoir de Norodom est rétabli. La même année le 18 juillet 1867, le Siam reconnaît le protectorat français sur le Cambodge, mais les Siamois gardent les provinces de Siem Rap, Sisophon et Battambang, berceau de la civilisation khmère. La France espérait par cette importante concession s'assurer des rapports de bon voisinage avec le Siam; en réalité celle-ci pèsera sur les rapports du Siam et du Cambodge pendant quarante ans, jusqu'en 1907, date de la rétrocession à ce dernier des trois provinces.

*
* *

Le Cambodge traverse une période calme d'une vingtaine d'années. En 1885 une insurrection éclate, dirigée non plus contre le souverain, mais contre le protectorat français lui-même. Un prétendant, Si Vattha, se met à la tête des mécontents. Les postes de Sambor, de Kompong Chan, de Pursat subissent de violentes attaques; plusieurs officiers sont tués. Pendant plus d'un an des colonnes françaises doivent sillonner le Cambodge et la province de Tay Ninh en Cochinchine. Si Vattha erre dans les forêts, et finit par faire sa soumission en 1892.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE V.

LA PACIFICATION ET L'ORGANISATION DU DELTA DU SUD.

L'occupation de la Cochinchine et du Cambodge a exigé des efforts très pénibles de la part des troupes qui y participèrent. Mais la conquête militaire de ces territoires n'eut été qu'éphémère si les vainqueurs ne s'étaient préoccupés de gagner aussi le cœur de leurs nouveaux sujets. C'était déjà dans la tradition coloniale de la France, et ce fut le premier soin des amiraux qui pendant de longues années — jusqu'en 1879 — furent les délégués du pouvoir central en Extrême-Orient.

Au Cambodge, la tâche est relativement simple. Il importe avant tout de soustraire les cadres de l'administration locale à l'influence des Siamois, mais cette dernière diminuera progressivement à mesure que le Siam se rendra compte de la volonté bien arrêtée de la France de se maintenir en Cochinchine. La police intérieure n'exige point de gros efforts dans ce pays où la circulation s'effectue presque entièrement par des cours d'eau ou sur des lacs : une vingtaine de chaloupes à vapeur représentent toute la force armée destinée à maintenir au Cambodge la tranquillité, et le prestige du pavillon français.

En Cochinchine, la situation est autrement difficile. Les Français trouvent table rase : les mandarins se sont enfuis, et avec eux ce sont tous les rouages d'une administration compliquée qui disparaissent. De plus, pendant plusieurs années, l'hostilité de la majorité de la population, surtout chez les notables, est flagrante : un petit nombre de chrétiens, quelques propriétaires qui se souviennent de l'impuissance du gouvernement de Hué à les protéger des incursions des Siamois ou des pirates se rallient assez vite à la domination française, mais sans enthousiasme; par contre, cette dernière se heurte à l'hostilité ouverte et durable des indigènes influents

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

que leur position de fortune ou leurs alliances attachent à la famille régnante. La mère de l'empereur Tu Duc, née à Go Cong, possède une parenté nombreuse dans la région. Sa grand'mère, la mère de Thieu Tri, est originaire du village de Thu Duc, à cinq kilomètres de Saïgon. En somme, au moment où les troupes françaises s'installent en Cochinchine, l'organisation annamite cesse brutalement de fonctionner, les registres d'impôts sont détruits ou cachés; il n'y a plus de juges; les rizières restent en friche; le brigandage et la piraterie reprennent dans ce désordre une vigueur nouvelle.

Pour surmonter cette anarchie, les moyens dont dispose l'amiral Charner sont médiocres. Les Français ignorent tout du pays; ils ignorent la langue annamite, ils en ignorent surtout l'écriture, ces caractères chinois qui servent à la correspondance administrative et dont la connaissance représente de longues années d'étude. Dans les premiers temps, il n'existe pas d'autres interprètes que les missionnaires et leurs catéchistes ; parmi ces derniers, certains savent un peu de latin : c'est donc en latin, en mauvais latin, que les officiers s'entretiennent avec ceux-ci des affaires indigènes et de questions complexes et délicates qui auraient exigé un vocabulaire plus étendu et moins abstrait. En outre les chrétiens, appartenant généralement aux basses classes de la société, sont peu instruits et par suite, peu capables d'éclairer les conquérants sur les aspirations, les coutumes, la mentalité des populations indigènes.

Ceux-ci d'ailleurs arrivaient en Extrême-Orient avec des idées préconçues sur les Annamites. Certains, venant tout droit d'Algérie, auraient eu tendance à les assimiler aux Arabes. D'autres s'imaginaient retrouver en Cochinchine, avec des noms différents, les maires, les sous-préfets, les préfets, les ministres, toute l'organisation centralisatrice instituée par Napoléon Ier dans la métropole; l'existence d'une hiérarchie judiciaire indépendante de la hiérarchie administrative aidait à renforcer cette illusion, et un document officiel sur la situation de l'Empire en 1862 s'exprime ainsi : « Les institutions annamites sont semblables aux nôtres. » Ressemblance toute superficielle : dans la société française moderne, les collectivités telles que la famille ou la commune sont sacrifiées à l'individu. Chez les Annamites au contraire, l'organisation familiale et, à un échelon supérieur, l'organisation communale sont à la base de la société; au-dessus des communes, une hiérarchie minutieuse de fonctionnaires, dont le plus élevé est l'Empereur, assure la vie de l'État en surveillant et en corrigeant l'action des communes. C'est là aussi d'ailleurs une différence fondamentale avec l'organisation des tribus arabes, qui obéissent à de grands chefs

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pratiquement indépendants les uns des autres, et au-dessus de qui n'existe pas de pouvoir central.

L'amiral Charner croit donc pouvoir remplacer purement et simplement les mandarins défaillants par des officiers. Extérieurement, et grâce à la bonne volonté de chacun, la machine semble fonctionner au début avec un rendement satisfaisant. Le premier Directeur des affaires indigènes, le capitaine de vaisseau d'Ariès, nomme des fonctionnaires communaux, refait le rôle des contributions, rétablit le service des *trams* (courriers) et des *matas* (gardes de police), réglemente les jeux, la vente de l'opium, la situation des Chinois, réorganise les prisons; l'amiral Charner crée un collège annamite d'interprètes, et c'est de 1861 que date la constitution des premières compagnies indigènes régulières. Dans la réalité, le personnel français possède peu d'autorité dans le pays : les indigènes restent des spectateurs, parfois amusés et toujours méfiants, d'une activité très réelle, quelquefois maladroite, et souvent improductive.

*
* *

Visant la tâche la plus urgente, l'amiral Charner avait surtout cherché à ramener l'ordre dans tous les domaines; il ne s'était pas préoccupé de mettre en valeur les territoires conquis. Son successeur, l'amiral Bonard arrive de France en 1861 avec des idées toutes différentes. Il est non seulement «le Commandant en chef», il est aussi, et il est peut-être surtout, ce qui constitue d'ailleurs son titre officiel, «le Gouverneur» de la Cochinchine. Il a été préparé à ces fonctions par celles qu'il a remplies comme Gouverneur de Taïti, puis de la Guyane; il a étudié en outre les divers systèmes de colonisation appliqués dans les autres nations, et notamment chez les Hollandais. A Java, comme chez les Arabes, le pays est divisé en principautés ou tribus, dont les chefs, par ailleurs indépendants, exercent un pouvoir absolu; il suffit aux Hollandais d'entretenir avec ces chefs de bonnes relations pour être assurés de la soumission du peuple tout entier. De cette constatation l'amiral Bonard tire le principe, très juste, qu'il convient de laisser aux Annamites leur personnel administratif, leurs habitudes administratives, et de se contenter d'un droit de regard sur la gestion des fonctionnaires indigènes. Mais dans la pratique, tous ces fonctionnaires hiérarchisés, qui tenaient jusqu'alors leur autorité d'un pouvoir

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

central représenté par l'Empereur, ou n'entendirent pas l'appel généreux de l'Amiral, ou manifestèrent dans l'exercice de leurs fonctions une mollesse ou une mauvaise volonté d'autant plus accentuée que les troupes françaises éprouvaient à ce moment même plus de difficultés à étendre ou à asseoir leur conquête.

Cependant c'est dans la dernière province conquise, celle de Bien Hoa, que l'amiral Bonard tente sa première application du principe d'*administration indirecte* dont il est partisan. Les cinq « huyens » de la province fonctionnent sous la direction d'Annamites présumés dévoués à la cause française : ces derniers possèdent les mêmes attributions que les mandarins en matière d'administration, de police et de finances, mais sont soumis au contrôle d'inspecteurs français des affaires indigènes. Un corps d'inspecteur est créé à cet effet : il comporte initialement presque uniquement des officiers. Tous sont choisis avec le plus grand soin et reçoivent une préparation appropriée. Par ailleurs, l'amiral Bonard multiplie des appels à la population indigène, faisant ressortir que les Français ne modifieront en rien le régime de la propriété, et qu'ils sont respectueux des coutumes et de la religion de leurs nouveaux sujets. Sans doute les troupes ont occupé les citadelles et les espaces nécessaires à leur établissement. Mais, ajoute-t-il dans une proclamation du 7 février 1863 : « Qu'est-ce que ces espaces dans l'immense Cochinchine? C'est comme le banc sur lequel le pilote s'asseoit pour diriger le navire et l'empêcher de se jeter sur des écueils, sans prendre la place de l'équipage et de la cargaison qu'il est chargé de mener à bon port ». Et, pour lever les scrupules loyalistes de la population restée fidèle au souvenir de la dynastie régnante, il emploie cette formule gracieuse qu'on est presque étonné de trouver dans un document administratif. « La cession des provinces par le Roi de Hué à l'Empereur des Français est comme un mariage où la fiancée accordée à son mari, tout en devant obéissance à celui-ci, ne renie pas pour cela son père; la fiancée, bien traitée par son mari qui prévient ses désirs et veille à ses besoins, perd bientôt toute appréhension, et tout en n'oubliant pas ses père et mère, elle finit par aimer son mari. »

Dans la réalité, la Cochinchine « finit par aimer son mari », mais cette période d'adaptation fut longue, et ni l'amiral Bonard, ni son successeur immédiat l'amiral de la Grandière, qui gouverna de 1863 à 1870, ne recueillirent eux-mêmes les fruits de leurs efforts. C'est à eux cependant que la France est en partie redevable de l'organisation et de la mise en valeur de la Cochinchine. Ils tâtonnèrent souvent, et il faut reconnaître que l'ami-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ral Bonard lui-même, chaud partisan de l'administration indirecte, ne tarda pas, sous la pression des circonstances, à remplacer partout les fonctionnaires indigènes hostiles ou incapables par des officiers, parfois même par des sous-officiers, c'est-à-dire à en revenir peu à peu au système de l'amiral Charner; la situation restant troublée, l'officier qui, à l'origine, devait être simplement le remplaçant du mandarin, descendit dans les détails de l'administration, et ces pratiques, nécessitées par des raisons de police et de défense, se continuèrent par la force de l'habitude.

On en revient ainsi peu à peu à l'*administration directe*, et d'une manière définitive. Toutefois, on s'efforce de laisser à cette organisation une façade annamite : les anciennes coutumes pour la levée des impôts, les milices, les corvées sont conservées; on maintient le code annamite, excepté en ce qui concerne certaines peines trop barbares ou choquantes pour les mœurs françaises. On créé des routes, des canaux, des hôpitaux, des écoles françaises et indigènes, on s'efforce de populariser l'écriture en caractères latins, le *quoc ngu*. La prospérité matérielle est indéniable : d'ailleurs, partout, des villes s'élèvent, avec un souci évident d'observer les règles de l'urbanisme; de larges avenues plantées d'arbres, des jardins, des parcs, des villas, des marchés apportent à l'Européen comme à l'indigène de l'agrément et du confort. Dès 1866, puis en 1867, des Expositions qui se tiennent à Saïgon, et qui ont le plus grand succès près de l'élément indigène, constituent la preuve de l'essor donné par l'autorité française à l'agriculture, au commerce et à l'industrie en Cochinchine et au Cambodge.

D'autres amiraux, de Cornulier, Excelmans, Pothuau, Dupré, Duperré, Lafont continuèrent avec succès la mission de pacification des esprits et de mise en valeur du territoire entreprise par Bonard et de la Grandière. Les uns et les autres ont manifesté, dans des circonstances souvent critiques, de l'initiative, une fermeté qui n'excluait pas la bienveillance à l'égard de l'indigène, un esprit de suite et une grande largeur de vues qui ont assuré la continuité de leur œuvre. Le souvenir du «règne des Amiraux» est toujours vivace à Saïgon et dans le delta du Mékong, où chaque pont, chaque avenue, chacun des arbres magnifiques qui la bordent rappellent leur nom : cette constatation est le plus bel éloge que l'on puisse faire de ces hommes de devoir qui, selon l'expression de l'amiral Bonard, se sont assis sur le banc du pilote «pour diriger le navire et l'empêcher de se jeter sur des écueils» et ont été les premiers artisans de la prospérité actuelle de la Cochinchine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliche Chemiere et Cie.)

Le vice-amiral Rigault de Genouilly.

(Cliché Mayer et Pinson.)

Le vice-amiral Charner.

(Cliché Disdéré.)

Le contre-amiral Bonard.

(Cliché Ch. Bentzinger.)

Le vice-amiral de La Grandière.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Les Amiraux avaient voulu laisser l'administration entre les mains de mandarins indigènes contrôlés par des Français; les circonstances les ramenèrent peu à peu à l'administration directe; du moins sentaient-ils tous les inconvénients de ce système, qui risquait de faire trop bon marché des coutumes ancestrales des populations annamites. En 1879, lorsque le premier gouverneur civil, M. Le Myre de Vilers, vint prendre possession de ses fonctions en remplacement de l'amiral Lafont, il avait reçu du gouvernement français des directives dont la phrase suivante résume nettement la tendance : « La nécessité d'une *assimilation* progressive s'impose donc tout d'abord à vos préoccupations et devra inspirer tous vos actes ». Et une circulaire ministérielle ultérieure précisait : « Je ne connais pas de sacrifices plus utiles et plus féconds que ceux que la colonie s'imposera pour familiariser les Annamites à nos idées, à notre morale, à notre industrie, à nos connaissances scientifiques et économiques... Les tendances que nous devons assurer en Cochinchine doivent être de confier peu à peu l'administration à des administrateurs, la justice à des magistrats, les fonctions financières à des agents du Trésor... » En somme, dans l'esprit des « bureaux » de Paris, il ne s'agissait pas de conformer le régime aux mœurs ou aux besoins de la population indigène, mais dans un but d'unification et de centralisation d'assimiler la Cochinchine à un département français.

Fort heureusement, M. Le Myre de Vilers avait derrière lui un long passé administratif en France et en Algérie, et il était doué d'une haute intelligence et d'un grand esprit d'initiative. Dès qu'il fut aux prises avec les difficultés concrètes de sa charge, il corrigea ce qui, dans les instructions du ministre, lui parut devoir entraîner des conséquences graves, et il se montra toujours soucieux de respecter les coutumes de ses administrés indigènes et de tenir compte de leurs vœux.

Cependant, l'ingérence des fonctionnaires français dans les mille détails de la vie publique ou même privée des Annamites risquait d'amener une défiance générale. M. Le Myre de Vilers disait mélancoliquement : « Nous avons détruit le passé, et n'avons rien mis à sa place ». Plus sévère, quelques années plus tard, un parlementaire qui dans la suite devait devenir gouverneur général de l'Indochine, M. de Lanessan, écrivait au cours d'un voyage en Extrême-Orient en 1886 : « L'arrivée en Cochinchine du pre-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mier gouverneur civil marque dans l'histoire de la colonie une date importante; c'est la fin du régime administratif si économique fondé par l'amiral de la Grandière et le commencement d'une ère de fonctionnarisme à outrance... malheureusement, la volonté très justifiable que l'on avait, dans les sphères gouvernementales, de supprimer les gouverneurs militaires, était doublée de l'intention bien arrêtée d'introduire dans nos colonies toutes les institutions de la métropole, de faire de la Cochinchine une préfecture... »

Une réaction se produit donc assez rapidement contre la doctrine de *l'assimilation*, et l'administration française en Cochinchine se caractérise à la fin du XIX^e^ siècle par un respect plus accentué des institutions annamites, et un contact plus étroit du fonctionnaire français avec les populations indigènes. En fait, malgré quelques frictions inévitables, la domination de la France s'est révélée assez douce à ses lointains sujets pour que l'ordre régnât complètement en Cochinchine au moment même où les troupes françaises étaient engagées dans les dures opérations qui amenèrent la conquête et la pacification du Tonkin.

*
* *

Les différents stades par lesquels est passée l'administration de la Cochinchine se retrouvent dans l'organisation des troupes indigènes.

Sous l'amiral Charner, à situation de guerre, mesure de fortune : une, puis deux compagnies de chrétiens amenés de Tourane forment les premiers contingents indigènes et participent aux opération de Saïgon, devant Chi Hoa, et à My Tho. Elles sont transformées en unités régulières en 1861.

La création de bataillons indigènes est l'œuvre de l'amiral Bonard, et l'arrêté qu'il prend à ce sujet montre bien que cette création se rattache étroitement à son plan d'ensemble d'administration du pays par l'indigène : « Considérant qu'il importe de respecter les lois et les mœurs nationales des Annamites, que ces lois, en matière de recrutement, renferment des garanties précieuses contre la désertion, rendent chaque commune responsable de la présence de son contingent sous les drapeaux; qu'il y a lieu, par suite, de maintenir ce principe... » Un bataillon devait être constitué dans chaque province, et porter le nom de cette province. Chaque

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

bataillon serait à 6 compagnies de 125 hommes, avec un cadre français de 3 officiers et d'une quinzaine de gradés. Les soldats indigènes, vêtus avec élégance, auraient un congé de trois mois par an, comme sous le régime annamite, et serviraient pendant quatre ans.

Dans la réalité, il ne fut formé qu'un seul bataillon dans la province de Gia Dinh (Saïgon), mais dès la même année, en 1862, un autre arrêté organisait des compagnies de milice composées de partisans annamites soldés et commissionnés, soumis à l'autorité de chefs militaires français. C'était toujours le principe de l'Annamite dirigé par l'Annamite et contrôlé par des Français. L'amiral de la Grandière conserva et améliora ce système, faisant une plus large part aux volontaires dans le bataillon des soldats indigènes, donnant un uniforme aux miliciens, faisant participer les communes à l'entretien des uns et des autres [1].

Troisième stade. Lorsque M. Le Myre de Vilers procède aux premières tentatives « d'assimilation », un de ses premiers soins est d'assimiler les troupes indigènes aux troupes blanches, et de les regrouper en un régiment. Telle est l'origine du 1er régiment de tirailleurs annamites, créé le 15 mars 1880. Cette mesure soulève de vives récriminations de la part des administrateurs, qui même lorsqu'ils n'appartenaient pas à l'Armée ou à la Marine avaient pris l'habitude de commander directement les fractions de troupes disséminées sur leur territoire. Aussi dès le 7 juin 1880, un arrêté réorganise-t-il les *matas* des *huyens* en une sorte de police locale destinée à la garde des prisonniers, des bâtiments publics, à la constitution des escortes. Mais du point de vue militaire, la création d'un régiment de tirailleurs constitue une mesure excellente : l'instruction de la troupe et des cadres devient plus aisée, et les unités indigènes, groupées dans les grands centres aux côtés des troupes européennes, épargnent à celles-ci de grosses fatigues dans le service de garnison, et forment en tout temps une réserve disponible prête à se porter en n'importe quel point menacé. Ce système a prévalu, et s'est ensuite généralisé dans toute l'Indochine.

[1] Cette participation se faisait d'après une méthode très ingénieuse. Le « coefficient de recrutement » de chaque commune, d'ailleurs variable, oscillait généralement entre le dixième et le vingtième de la population masculine. La commune versait, pour la solde et l'entretien de son contingent, une somme en ligatures (fraction de piastre) décuple du coefficient de recrutement. Si l'on prenait un homme sur 20, la commune versait 200 ligatures, si l'on prenait un homme sur 13, elle versait 130 ligatures. Le versement était donc inversement proportionnel à l'effectif des hommes levés, Ainsi, *plus elle fournissait d'hommes, moins la commune fournissait d'argent.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

SIAM

CAMBODGE

ANNAM

Stung Chrey Bak

Stung Chek

Stung Sreng

Lam Nam Sai

Sisophon

Stung Mongkol Borey

Stung Sreng Ke

BATTAMBANG

Stung Sreng St. Tanad

ANGKOR

Siem Reap

St. Chikreng

Stung Menal

St. Stung

Sen

Stung Pursat

GRAND LAC ou TONLE SAP

Pursat

Chantaboun

Klong Yai

Koh Chang

Klong Khun

St. Bussey Chrun

St. Kep

Koh Kut

St. Chai Areng

Koh Kong

OUDONG

PHNOM-PENH

Koh Rong

Koh Rong Sam Lem

Koh Tang

CHAUDOC

HA-TIEN

I. de Phu Quoc

Poulo Way

I.s D'An Thot

Hon Rai

I.s de Poulo Dama

Poulo Panjang

Rach Gia

I. Poulo Obi

H. Thala

Mekong

Se Kong

Nam Khong

Se Stan

Sre Pok

Prek Prea

Prek Kreng

Chhay (Tamb.)

Stung Pursat

Stung Pursat

Pr. Peam

Chhlong

Plaine des Joncs

VINH LONG

MY-THO

Go Cong

Cap St. Jacques

Ke Sathay

Se Stan

Ya Drang

Ea Hleo

Ya Lop

Sre Pok

Ba Krong

D. Ayaum

S. Kon

S. Kam Soay

Qui Nhon

Poulo Gambir

Song Ba

Krong Nang

Nha Trang

Dalat

Da Dung

Da Nhim

S. Duy

S. Lagna

S. Cai

Phan Thiet

Poulo Cecir de Mer

R. de Saigon

Song Be

Dong Nai

TAY NINH

Thu Dau Mot

BIEN HOA

Gia Dinh

Tan Duc

SAIGON

CHO-LON

Baria

S. Rach Dinh

Poulo Condore

I.s de Poulo Condore

MER DE CHINE

1487

Imé au Service Géographique de l'Armée.

Reproduction interdite.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LIVRE II

LA CONQUÊTE ET LA PACIFICATION DU TONKIN

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE PREMIER.

LA PREMIÈRE EXPÉDITION DU TONKIN : L'ÈRE DES CONQUISTADORS.

L'insurrection du chef catholique Le Bao Phung, coïncidant avec les opérations exécutées en Cochinchine par l'amiral Bonard, aurait pu constituer, si elle avait été soutenue par les Français, une heureuse diversion pour ces derniers et leur aurait permis de s'établir au Tonkin dès cette époque. Tu Duc, que le traité de 1863 a libéré du fardeau de la guerre en Cochinchine, se retourne contre Le Bao Phung, qui est battu, capturé, supplicié. Le Tonkin retombe sous le joug très lourd des Annamites, qui en défendent jalousement l'accès aux étrangers, et il faudra des circonstances fortuites, en 1873, pour que le gouvernement français soit amené à y prendre pied.

L'origine lointaine de cette intervention, c'est une révolte locale dans un pays voisin, au Yunnan; le maréchal Ma, gouverneur chinois de cette province, chargé de réprimer l'insurrection, a passé un marché de fournitures d'armes avec un Français, Jean Dupuis. Le problème consiste pour ce dernier à faire parvenir ces armes à destination dans les plus brefs délais. Jusqu'alors deux voies ont permis d'accéder dans cette région : le Mékong et ses affluents, utilisés par Doudart de Lagrée et Francis Garnier en 1866, le Yang Tsé Kiang, que Francis Garnier a descendu depuis Talifou en avril 1868, et que Jean Dupuis lui-même a remonté en septembre de la même année, puis de nouveau en 1870. A cette date ce dernier réussit à descendre le Fleuve Rouge jusqu'à la frontière annamite, et de cette exploration il conclut à la possibilité d'utiliser le cours de ce fleuve à travers le Tonkin pour gagner plus rapidement le Yunnan. Mais cet itinéraire n'est possible qu'avec le consentement des autorités annamites. Du refus de ce consentement naît un conflit qui amène l'intervention de la France.

Jean Dupuis part de Hong Kong le 26 octobre 1872 avec deux canon-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

nières, une chaloupe à vapeur et une jonque chinoise; cette petite expédition comporte 175 homme armés, dont 25 Européens. Dans les eaux tonkinoises, Dupuis rencontre l'aviso français *Bourayne* qui fait une tournée de répression de la piraterie aux abords de la baie d'Along; son commandant, le capitaine de frégate Senez, reçoit précisément la visite du commissaire impérial annamite Le Thuan, et Dupuis en profite pour solliciter de la Cour de Hué, par l'intermédiaire de ce haut mandarin, l'autorisation de remonter le fleuve Rouge. En dépit des belles promesses du commissaire impérial l'autorisation ne parvient pas à Dupuis, qui décide de se mettre en route; malgré des obstacles de toutes sortes il parvient jusqu'à Man Hao. Au retour le vieux maréchal Nguyen Tri Phong lui barre la route. Et le gouvernement de Tu Duc, quelque peu intimidé par l'audace de cet étranger qui ne craint pas d'entrer en lutte avec lui, peu rassuré d'ailleurs sur l'état d'esprit de la population tonkinoise, — celle-ci déteste les mandarins annamites qui la pressurent — en vient à demander l'appui de la France contre Jean Dupuis lui-même.

*
* *

C'est une aubaine inespérée pour le gouvernement français : depuis l'occupation en 1867 des provinces de Vinh Long, Chau Doc et Ha Tien l'état de paix règne entre les deux puissances, mais aucun traité n'a sanctionné le rattachement de ces provinces à la Cochinchine française. La Cour de Hué espère en effet que l'installation française en ces régions ne sera que passagère, et s'est toujours refusée à signer une nouvelle convention annulant celle de 1863. L'occasion apparaît donc excellente d'en finir avec cette question en faisant payer par la signature d'un traité les bons offices de la France au Tonkin.

Au surplus, l'amiral Dupré, gouverneur de la Cochinchine, est très frappé de la réussite de l'expédition de Jean Dupuis jusqu'au Yunnan : une nouvelle voie vers l'intérieur de la Chine se trouve ouverte, et celle-ci pourrait tenter quelque autre puissance européenne, qui, prenant possession d'un pays aussi riche et plus vaste que la Cochinchine, ruinerait probablement l'influence de la France en Extrême-Orient. Le plus simple semble donc de s'installer au Tonkin avant toute autre nation. Dans ces conditions, l'amiral Dupré, dans ses dépêches au Ministre de la Marine, en mai 1873, propose de prendre pied dans ce pays «comme alliés de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Tu Duc, pour y établir son autorité et l'y faire respecter» et il ajoute, en juin, qu'il convient de s'établir dans le delta du fleuve Rouge «pour l'occuper définitivement si la cour de Hué s'obstinait à faire traîner en longueur la conclusion du traité qui devrait être fait depuis des années».

Le gouvernement français, comme l'amiral Dupré, désire cependant que la question soit posée d'une façon correcte, et en suivant la voie diplomatique, car il importe de rassurer à la fois l'opinion publique en France, les puissances étrangères, et particulièrement la Chine, et de ménager l'amour-propre de la cour de Hué. Des pourparlers s'engagent donc avec le gouvernement de Tu Duc le 23 juin 1873. Pourparlers pleins de réticences du côté annamite, et qui durent pendant trois mois. Ils aboutissent toutefois le 22 septembre à un accord aux termes duquel un représentant de la France doit être dirigé sur Hanoï pour arbitrer le conflit entre Nguyen Tri Phong et Jean Dupuis.

L'amiral Dupré apprend sur ces entrefaites que les autorités annamites, tout en s'adressant à lui, ont sollicité à Hong Kong l'intervention de l'Angleterre. Il décide de brusquer les événements et écrit en ces termes à la cour de Hué : «Je ne puis attendre pour agir au Tonkin les résultats de vos pourparlers avec d'autres ; je ne saurais souffrir que des étrangers se mêlent d'une affaire qui ne regarde que vous et nous. J'envoie donc un officier. Si cet officier est directement ou indirectement entravé dans l'exécution de sa mission par le fait des autorités annamites, je serai forcé de rendre votre noble gouvernement responsable». Il ajoute que l'officier restera au Tonkin «jusqu'à ce que l'affaire de la navigation du Fleuve Rouge soit réglée» et il prie la cour d'Annam «d'insister auprès des autorités locales, pour qu'en même temps le port de Hanoï soit librement ouvert à notre commerce, qui attend et demande depuis tant d'années le libre accès des ports du Tonkin».

Le lieutenant de vaisseau Francis Garnier est chargé de cette mission délicate et complexe.

*
* *

Garnier est remarquablement préparé par sa carrière antérieure à la tâche qui lui incombe brusquement.

Après avoir participé aux combats des lignes de Chi Hoa, il remplit les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

fonctions d'administrateur des affaires indigènes à Cholon; il étudie sur place la mentalité, les coutumes, le caractère de l'Annamite et du Chinois ; son esprit se mûrit à l'épreuve des problèmes variés et complexes de sa charge. Mais tout en construisant des routes et des écoles, ses regards savent se porter au-delà des limites de sa province. Il comprend de quel intérêt capital est pour la France son maintien dans le delta du Mékong, et lorsque les projets de rétrocession des provinces conquises prennent corps, il se fait dans le public le champion de la cause indochinoise en publiant, sous un pseudonyme, une brochure sur «la Cochinchine française». Mais l'auteur voit plus loin même que la Cochinchine, et montre comment une exploration du Mékong permettrait de porter vers le nord le pavillon français jusqu'à la frontière chinoise du Yunnan.

Pendant près de dix ans — période qui n'est interrompue que par la guerre de 1870, au cours de laquelle Garnier se distingue au siège de Paris — il parcourt l'Extrême-Orient : avec Doudart de Lagrée, il remonte le Mékong, et constate qu'aux approches du Yunnan le cours du fleuve est impraticable, mais l'un et l'autre ont l'intuition qu'un autre fleuve peut servir de voies d'accès vers les riches contrées du sud de la Chine. Doudart de Lagrée précise sa pensée à ce sujet, lorsqu'il écrit en 1867 «Étudier les voies commerciales qui nous intéressent, et les contrées qui dans l'avenir peuvent entrer en relations avec nous ; particulièrement reconnaître le haut Song Koï (Fleuve Rouge) et la frontière du Tonkin, tel est le but que nous allons poursuivre».

Doudart de Lagrée rend d'ailleurs compte en ces termes d'une reconnaissance faite par Francis Garnier du Yunnan vers le Fleuve Rouge : «Par suite du mauvais vouloir des populations, cet officier n'a pu descendre que jusqu'à une distance de 40 milles, mais les renseignements qu'il a pris et ceux que j'ai recueillis moi-même nous suffisent. A six journées au sud-est de Long Ngam se trouve le marché renommé de Man Hao, à partir duquel le Song Koï est navigable jusqu'à la mer.»

«Navigable jusqu'à la mer», ces quelques mots, redits à Jean Dupuis rencontré au cours de ce voyage, seront un trait de lumière pour ce dernier — et ils sont à l'origine des incidents qui décideront de l'avenir du Tonkin.

Après la mort de Doudart de Lagrée, Garnier descend le Yang Tsé Kiang, et se consacre, lors de son retour en Europe, à la mise au point des renseignements d'ordre scientifique qu'il a recueillis, et à la vulgarisation, par un certain nombre d'ouvrages, de ses idées sur la position de la France

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

en Indochine et les perspectives qui lui sont ouvertes. En 1872, il explore à deux reprises le cours du Yang Tsé Kiang, et se propose de remonter jusqu'à ses sources, lorsqu'il est rappelé à Saïgon par l'amiral Dupré pour se rendre au Tonkin et arbitrer le cas « Jean Dupuis ».

Aucun choix ne peut être meilleur pour l'exécution d'une tâche qui exige du doigté, de l'énergie, et une profonde connaissance de la mentalité asiatique.

Garnier incline d'ailleurs, et plus encore que son chef l'amiral Dupré, vers une solution amiable et des procédés diplomatiques. Les lettres qu'il écrit au moment même où il rejoint le Tonkin, montrent comme il comprend sa mission, et aussi l'élévation des sentiments qui l'animent. On y note le désir de ne pas sortir des moyens pacifiques, de maintenir l'autorité de la cour d'Annam sur le Tonkin, d'empêcher en tous cas les Chinois et les Anglais de s'y installer solidement ; on y relève une certaine défiance, qui se dissipera dans la suite, contre M. Dupuis. Dès le 8 septembre il fait part à son frère de ses impressions toutes fraîches à la suite d'une entrevue avec l'amiral Dupré :

« Hong Kong, 8 septembre 1873.

« Mon cher ami,

« L'amiral m'a appelé pour me consulter sur les affaires du Tonkin. Il était en train de s'engager dans une voie bien dangereuse, celle d'une expédition armée, et j'ai été assez heureux pour l'en détourner. Je ne l'ai pu qu'en acceptant la mission d'aller, en marchant autant que possible d'accord avec le gouvernement annamite, dénouer moi-même sur les lieux les complications créées par M. Dupuis. Celui-ci s'est entouré à Hanoï, la capitale du Tonkin, de soldats du Yunnan et de Frères de la Côte, et s'est créé une situation indépendante qui lui permet de passer sur la tête des douanes annamites et de faire un commerce aussi illicite qu'avantageux.

« J'ai montré à l'amiral que la disparition du pouvoir annamite au Tonkin serait en même temps la fin de notre influence sur cette contrée ; qu'en faisant respecter les droits de Hué, nous nous plaçons sur un terrain diplomatique inattaquable ; qu'une expédition que rien ne motive nous vaudrait peut-être des interventions inattendues et se heurterait à de plus grosses difficultés qu'il ne croit, les troupes du Yunnan étant armées

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

d'armes à tir rapide et de mitrailleuses ; elles comptent des instructeurs européens. D'ailleurs s'il est facile de conquérir, il est difficile d'administrer, et nous manquons pour cela du personnel nécessaire. J'ai donc conseillé à l'amiral de négocier avec Pékin pour demander le retrait des troupes chinoises, et avec le Yunnan pour garantir l'ouverture de la nouvelle route et discuter les tarifs douaniers équitables, et avec Hué pour lui montrer les dangers qu'il court en s'obstinant à fermer le fleuve, et les avantages qu'il recueillerait en laissant faire le commerce sous le bénéfice d'une administration douanière française analogue à celle qui fonctionne en Chine ; enfin la nécessité pour lui de recourir à notre médiation afin d'éviter l'absorption du Tonkin, soit par la Chine, soit par les Frères de la Côte. J'ai rédigé moi-même toute la correspondance de l'amiral dans ce sens, à Paris, Pékin, Canton, Yunnan et Hué.

« J'irai donc sur les lieux faire une enquête sur les plaintes réciproques de M. Dupuis et du gouvernement annamite et rappeler le premier à l'exécution de ses devoirs . . . »

*
* *

Tout animé de dispositions conciliantes, Francis Garnier en gagnant Hanoï s'arrête à Tourane, et fait des ouvertures au gouvernement de Hué pour obtenir la conclusion d'un traité de commerce concernant le Tonkin et tâter le terrain au sujet de l'établissement éventuel d'un protectorat sur cette région, mal soumise, de l'Empire. La réponse est catégorique : on lui demande de chasser Jean Dupuis, et rien d'autre.

Même accueil en arrivant à Hanoï. Le maréchal Nguyen Tri Phong, vice-roi du Tonkin, déclare ne désirer que l'expulsion du Français audacieux qui lui résiste, et ne reconnait même pas le pouvoir des deux ambassadeurs annamites que Garnier s'est fait adjoindre par la cour de Hué et dont la bonne foi d'ailleurs reste suspecte. Le vice-roi lui adresse un ultimatum insolent : « Vous êtes au Tonkin pour expulser Jean Dupuis. Emmenez-le et partez avec lui ». Quelques jours plus tard, il fait afficher dans Hanoï une proclamation contre les Français, insultante pour Francis Garnier.

Ce dernier n'est pas homme à se laisser intimider ou insulter, ou à laisser insulter la France. Mais les forces dont dispose Francis Garnier sont peu considérables : deux avisos, le *D'Estrées* et le *Decrès*, deux petites canonnières l'*Espingole* et le *Scorpion*, en tout 140 matelots ou auxiliaires

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

indigènes, 30 soldats d'infanterie de marine, et un canon de 4 de débarquement. Encore le *Decrès* ne peut-il remonter jusqu'à Hanoï, et reste à l'embouchure du fleuve.

Cette poignée de soldats français a devant elle plusieurs milliers de réguliers annamites, solidement retranchés dans la citadelle d'Hanoï. Le sous-lieutenant de Trentinian a pu en établir, par des reconnaissances clandestines et de nombreux recoupements, un plan détaillé qui fait ressortir toute l'importance militaire de ce fort de 5 à 6 kilomètres de pourtour, garni de murs, de fossés, de glacis et de canons.

Francis Garnier estime néanmoins que la partie est égale, puisque le 9 novembre, devant l'hostilité croissante du vice-roi, il demande à ce dernier de lui livrer la citadelle d'Hanoï dans un délai de deux jours. N'ayant pas reçu de réponse à cet ultimatum, Garnier annonce aux habitants l'ouverture du fleuve Rouge « au commerce des nations ayant des traités avec l'Annam ». Puis, le 19 novembre, il écrit de nouveau au maréchal annamite, le sommant de lui répondre avant 6 heures du soir.

Devant le silence de Nguyen Tri Phong, Garnier décide d'enlever la citadelle de vive force. Toutes ces décisions sont parfaitement pesées, comme l'indique une lettre qu'il adresse à son frère le 19 novembre au soir :

« Hanoï, 19 novembre 1873.

« Après avoir essayé tous les moyens pour décider les autorités annamites à ouvrir le pays au commerce et répugnant à employer la force, j'ai pris un terme moyen, celui de gouverner à côté d'eux et de proclamer le pays ouvert. Le *D'Estrées* est parti, apportant la notification du nouveau régime commercial du Tonkin aux différents consuls de la côte. Je n'entre pas dans plus de détails à cet égard : tu verras dans les journaux très probablement les mesures très simples que j'ai adoptées, la prise sous la protection de la France des résidents étrangers, etc. ; les autorités annamites ont laissé faire, mais elles sont préparées à la lutte. Le maréchal a envoyé demander à Hué la permission de me combattre ou de se retirer. Hué m'a écrit deux lettres insolentes pour me dire que je me mêlais de ce qui ne me regardait pas et qu'il allait en appeler aux pays voisins (Hong Kong). Je n'ai pas bronché; mais devant des menaces directes d'attaque, j'ai posé un ultimatum : le désarmement de la citadelle, l'ordre à envoyer par le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

maréchal à tous les gouverneurs de province de se conformer à mes arrêtés, enfin la permission pour M. Dupuis de rentrer librement au Yunnan. J'attends la réponse avant 6 heures du soir. Si elle ne vient pas, j'attaquerai la citadelle au point du jour. J'ai fait assez d'efforts pour éviter l'effusion du sang. Mes ordres sont donnés ; mes deux navires embossés en rade.

« Le délai que j'ai pris avant d'en arriver à l'action n'a pas été perdu. J'ai commencé à organiser secrètement le pays et à nommer des préfets et des sous-préfets pour remplacer ceux qui feront cause commune avec Hué ; j'ai également formé les cadres d'une milice, établi des courriers pour correspondre avec les diverses provinces. Somme toute, en regardant en arrière, j'ai abattu beaucoup de besogne. Il est vrai que j'y ai passé mes nuits ! »

..... »

« 19 novembre, 10 heures du soir.

« *Alea jacta est,* ce qui veut dire que les ordres sont donnés. J'attaque demain au point du jour 7.000 hommes derrière des murs avec 180 hommes. Si cette lettre te parvenait sans signature, c'est-à-dire sans nouvelle addition de ma part, c'est que j'aurais été tué ou grièvement blessé. Dans ce cas je te recommande Claire et ma fille... »

*
* *

Le feu est ouvert à 6 heures du matin, le 20 novembre, par les canonnières *Espingole* et *Scorpion*. Les troupes divisées en deux fractions donnent simultanément l'assaut par les portes sud-ouest et sud-est, tandis que Jean Dupuis occupe la ville avec son personnel.

La citadelle est enlevée presque sans pertes par les assaillants (un tué, 2 blessés), mais les Annamites, éprouvés dès le début, laissent sur le terrain près de 400 tués et blessés. Nguyen Tri Phong est gravement blessé d'une balle au ventre, et son fils, marié à la fille unique de Tu Duc, est tué à la porte sud-est.

Ce succès éclatant a une influence immédiate sur l'attitude des indigènes, dont une fraction, les chrétiens, sont déjà acquis à la cause française. Tous sentent le moment venu de secouer le joug de Hué, beaucoup viennent offrir leurs services au « Grand Mandarin » Garnier, et celui-ci n'a pas de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Francis GARNIER.
(BOUDET et MASSON, *Iconographie de l'Indochine*. Éditions Van Oest.)

BALNY D'AVRICOURT.
(BOUDET et MASSON, *Iconographie de l'Indochine*. Éditions Van Oest.)

Sous-lieutenant DE TRENTINIAN.
(D'après une aquarelle du Musée de l'Armée.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

peine à recruter et à organiser en quelques jours un petits corps de volontaires indigènes, embryon des futurs régiments tonkinois.

*
* *

Garnier ne s'endort pas sur un tel succès. Il se souvient des difficultés éprouvées par l'amiral Charner au lendemain même de l'occupation de la province de Saïgon. Il s'agit de rassurer complètement la population en conservant le plus possible l'aspect traditionnel de l'administration annamite, tout en éloignant les mandarins prévaricateurs : ceux-ci sont remplacés par des Tonkinois instruits, dévoués à la cause française, et possédant la confiance de leurs compatriotes. En quelques jours, la tranquillité renaît dans la province d'Hanoï tout entière.

Mais Hanoï est au sommet du delta que forment les bras du fleuve Rouge : la libre communication avec la mer est indispensable, et ce sera l'occasion de renouveler dix fois l'épopée qui a permis d'enlever la citadelle d'Hanoï avec une poignée de marins et de soldats. Toutefois les effectifs seront d'autant moins étoffés qu'il faut agir vite, et par conséquent opérer simultanément sur plusieurs points. L'enseigne de vaisseau Balny d'Avricourt et le sous-lieutenant de Trentinian se présentent devant Hung Yen avec l'*Espingole,* obtiennent sans coup férir la soumission de la ville. A Phu Ly il faut donner l'assaut : vingt-sept Français enlèvent en dix minutes une forteresse défendue par un millier de soldats. Le même exploit est renouvelé à Haï Duong. Les gouverneurs des provinces de Bac Ninh et de Thai Nguyen, épouvantés, font savoir qu'ils reconnaissent l'autorité française. Vers l'ouest, l'aspirant Hautefeuille s'empare de Ninh Binh, avec huit hommes, et c'est Garnier lui-même qui vient attaquer Nam Dinh, la ville des lettrés, la véritable porte d'accès du Tonkin vers l'Annam. La résistance est plus vive, et c'est sous le feu des batteries annamites que son petit corps de débarquement descend à terre. Feu sur la citadelle, une feinte vers la porte sud, une attaque brusquée vers la porte est, c'est le procédé classique des jeunes conquérants du Tonkin : Nam Dinh se rend. Francis Garnier rentre à Hanoï le 16 décembre.

Tout le Delta est conquis. Il s'agit maintenant de le défendre.

Or, Garnier a dû disperser tout son personnel pour faire partout acte de présence. Certains de ses collaborateurs immédiats sont installés à

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Haï Duong, à Nam Dinh pour organiser les territoires occupés et surveiller l'administration des indigènes placés à la tête des provinces. Ses forces sont donc réduites dans Hanoï à un tout petit nombre de soldats et de matelots, tandis qu'un péril nouveau a surgi : l'apparition dans le Delta des Pavillons Noirs.

En dehors des garnisons annamites, qui désormais ne sont plus dangereuses, il existe, dans le nord du Delta, des bandes chinoises, débris de la révolte des *Taï Ping*, qui ont reflué vers le Tonkin. Ces bandes, qui présentent quelque analogie avec les «grandes compagnies» dont la France dut se débarrasser au temps de Duguesclin, vivent d'un brigandage organisé, et se sont installées dans la région de Son Tay. La cour de Hué, impuissante à les disperser, a pris le parti de les tolérer sur son territoire. La brusque conquête du Tonkin par les Français lui donne une occasion de les utiliser, et de se payer ainsi des nombreux méfaits qui leur sont attribués.

Des ambassadeurs arrivent de Hué le 20 décembre pour conclure des arrangements avec Garnier ; ils dissimulent sous une attitude amicale et conciliante leur déconvenue et leur haine profonde. Et voici que précisément au cours de l'entretien qu'ils ont avec le chef des Français, on vient annoncer à ce dernier l'approche des Pavillons-Noirs. Il faut, coûte que coûte, en finir avec cette menace constante des bandes chinoises, et par un succès complet en imposer aux ambassadeurs de Tu Duc. Quelques coups de la pièce de 4 suffisent d'ailleurs à faire reculer en hâte les Pavillons-Noirs sur la chaussée de Son Tay. Mais Garnier ordonne de les poursuivre. Balny d'Avricourt s'élance avec quelques hommes sur la chaussée, lui-même prend un autre chemin pour les prendre à revers dans leur fuite. La pièce de 4 s'embourbe, Garnier continue sa route, presque seul ; il tombe dans une embuscade tendue par une petite arrière-garde. Balny d'Avricourt a le même sort. L'un et l'autre sont aussitôt décapités, et mutilés. Leurs corps peuvent cependant être ramenés dans les lignes françaises.

Les Pavillons-Noirs, encore sous l'impression de leur échec, se retirent à trois kilomètres d'Hanoï, et s'y fortifient. La situation n'est donc nullement compromise. L'enseigne de vaisseau Esmez prend le commandement de l'expédition. A Nam Dinh, le médecin de la marine Harmand attaqué par les Pavillons-Noirs les repousse sans grandes difficultés avec 11 soldats européens, et 300 auxiliaires tonkinois levés sur place. A Ninh Binh,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'aspirant Hautefeuille repousse de même plusieurs attaques. De Trentinian se maintient à Haï Duong, où il a recruté des volontaires notamment parmi les chrétiens, et il écrit du *Décrès,* dès qu'il apprend la mort de son chef, cette lettre résolument optimiste :

« Ma province est tranquille ; on peut m'y laisser abandonné ; lors même que la situation empirerait, je me fais fort de tenir deux mois, au besoin sans aucun secours. »

En somme, en dépit de la mort de Garnier, son œuvre semble devoir survivre, lorsqu'au début de janvier 1874 se produit un véritable coup de théâtre : la France abandonne bénévolement toute sa conquête.

*
* *

L'amiral Dupré, au moment même où tout le Delta du Fleuve Rouge tombe au pouvoir d'une poignée de braves, espère toujours obtenir par la diplomatie un traité avec la cour d'Annam. C'est dans ce but qu'il envoie à Hué le lieutenant de vaisseau Philastre au milieu de décembre.

Les intentions de l'amiral semblent bien à ce moment de se maintenir au Tonkin, puisque à la même date il expédie à Francis Garnier des armes et des munitions pour les troupes auxiliaires que ce dernier a levées, et en outre un renfort de 120 soldats d'infanterie de marine.

Mais le choix du lieutenant de vaisseau Philastre n'est pas très heureux. Celui-ci a servi longtemps en Cochinchine : il s'est distingué par des travaux érudits sur la langue et la législation annamites, et les civilisations de l'Extrême-Orient ; comme tous les hommes qui ont consacré leur vie à l'étude d'une question scientifique ou politique, il a été captivé par le charme puissant de son sujet, et sans s'en rendre compte il est devenu partial en faveur des Annamites. En maintes circonstances, à Saïgon, il avait manifesté sa désapprobation de l'expédition de Francis Garnier. Arrivant à Hué dans cette disposition d'esprit, il abonde dans le sens du gouvernement annamite, et dès la nouvelle de la mort de Garnier il se met en route vers le Tonkin avec un envoyé de Tu Duc.

A peine débarqué, Philastre est impressionné par la disproportion des forces françaises en face des bandes chinoises ou des troupes régulières annamites et ne songe plus qu'à liquider l'œuvre accomplie par Garnier. Prenant le commandement de l'expédition, il donne les ordres d'évacua-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tion de Haï Duong le 2 janvier, de Ninh Dinh le 8 janvier, de Nam Dinh le 10 janvier. Un consul de France — le capitaine d'infanterie de marine Rheinart — est laissé à Hanoï avec une garde de 40 soldats d'infanterie de marine. Jean Dupuis est expulsé du Tonkin et son matériel séquestré à Haïphong. Le 16 janvier, la citadelle d'Hanoï est remise aux Annamites.

*
* *

Le dénouement tragique de la grandiose randonnée de Francis Garnier laisse libre cours aux divagations d'une opinion publique nullement orientée vers les questions coloniales. Le hardi pionnier de la «Vieille France», comme il l'écrivait dans une de ses dernières lettres, est totalement désavoué. La demande, très timide, de l'amiral Dupré en vue de sa promotion à titre posthume au grade de capitaine de frégate (ce qui eût permis d'augmenter la retraite de sa veuve) n'est pas accueillie, sous prétexte que Garnier n'était pas mort devant l'ennemi. On refuse à ses compagnons de leur compter comme une campagne de guerre l'expédition du Tonkin, et deux ans plus tard lorsque le cercueil de leur chef est transporté à Saïgon, les officiers de la garnison (à l'exception de quelques amis personnels de Garnier) reçoivent l'ordre de s'abstenir de paraître aux obsèques, et les honneurs militaires ne sont pas accordés.

Pleine justice sera rendue dans l'avenir à tous ces braves. Mais dès 1874 leur épopée n'a pas été inutile : l'audace, couronnée de succès, de cette poignée de Français décidés accroît dans tout l'Extrême-Orient le prestige de la France, et montre aussi au gouvernement de Hué combien les liens de vassalité qui unissent les populations tonkinoises à la cour d'Annam sont désormais fragiles. Tu Duc se décide donc à signer le 17 mars 1874 un traité de paix et d'alliance avec la France.

La France lui promet son appui matériel, et lui livre gratuitement :

«1° Cinq bâtiments à vapeur, d'une force réunie de 500 chevaux, en parfait état, ainsi que leurs chaudières et machines, armés et équipés ;

«2° Cent canons de 7 et 16 centimètres de diamètre, approvisionnés à 200 coups par pièce ;

«3° Mille fusils à tabatière et 500.000 cartouches, etc.

«Elle met à la disposition du roi d'Annam des instructeurs militaires et

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

marins, en nombre suffisant pour reconstituer son armée et sa flotte...»

En échange «Sa Majesté le Roi d'Annam s'engage à conformer sa politique extérieure à celle de la France et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles», il reconnaît le libre exercice de la religion catholique dans tout son empire et «la pleine et entière souveraineté de la France sur tout le territoire occupé par elle».

Un traité de commerce, le 31 août, complète le traité de paix : un consul français peut s'installer au Tonkin avec une escorte à Hanoï et à Haïphong.

De toutes ces clauses, la plus importante assurément est l'acceptation par Tu Duc d'un véritable «protectorat», qui résulte de l'obligation de «conformer sa politique extérieure à celle de la France».

C'est en vertu de cette clause que l'œuvre ébauchée par Garnier en 1873 sera reprise dix ans plus tard.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

LA DEUXIÈME EXPÉDITION DU TONKIN.

L'ÉPOPÉE DU COMMANDANT RIVIÈRE.

Le traité de 1874 ne fait que des mécontents.

Des mécontents tout d'abord chez les Français, qui considèrent l'expulsion de Jean Dupuis et l'abandon volontaire du Delta tonkinois comme une reculade. La France, par les importantes cessions de matériel faites à l'Annam, semble payer une rançon, une indemnité de guerre, et devant tous les peuples d'Extrême-Orient « perd la face ». En outre, elle renforce ainsi bénévolement un adversaire éventuel.

Des mécontents parmi les puissances européennes : si défectueux que soit ce traité, il consacre l'emprise de la France sur la cour d'Annam, et reconnaît notre influence au Tonkin. Mais le mot « protectorat » ne figure pas dans le texte des conventions. La France ne peut dès lors donner à ses agents en Annam et au Tonkin le titre de *résidents* : ce sont des *consuls*, et en droit il est impossible de prétendre que les consuls français puissent avoir à l'étranger des prérogatives supérieures à celles des consuls des autres puissances. Ce sera pendant plusieurs années une source de grosses difficultés avec l'Angleterre, avec l'Allemagne, avec l'Espagne, et il faudra beaucoup de diplomatie pour faire renoncer cette dernière à l'établissement d'un ministre plénipotentiaire auprès des cours de Chine, d'Annam et de Siam, et qui aurait eu sa résidence à Saïgon.

Des mécontents en Chine : le gouvernement chinois avise le gouvernement français qu'il ne peut donner son adhésion au traité de 1874, car ce dernier fait disparaître sa suzeraineté sur l'Annam et favorise le commerce étranger. En fait, la cour de Hué n'en continue pas moins à se considérer comme vassale de celle de Pékin, et en 1878 lorsqu'un général chinois rebelle se réfugie en Indochine avec quelques milliers d'hommes, c'est à la Chine —

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et non à la France, comme l'aurait exigé le traité — que le gouvernement de Hué s'adresse pour mâter la rébellion.

Des mécontents chez les Annamites, pour qui l'épopée des compagnons de Francis Garnier constitue une humiliation aux yeux des Français, et surtout de leurs sujets tonkinois, si prompts d'ailleurs à se rallier à la cause du conquérant. En outre, la présence d'un consul de France dans le Delta, avec une escorte, leur semble une atteinte directe à leur souveraineté.

Cependant, pendant les premières années qui suivent la signature du traité, ils font contre fortune bon cœur, et facilitent l'installation du consul et celle du petit détachement d'infanterie de marine formant son escorte. En 1875, Tu Duc envoie 50 médailles d'argent aux militaires et marins qui ont participé sur l'*Espingole* à la capture de quatorze jonques de rebelles dans le Delta. Et dans les rapports du lieutenant de vaisseau de Kergaradec, consul de France à Hanoï en 1876 et 1877, on trouve la trace d'une certaine cordialité de relations entre les Français et les populations locales, lorsque celui-ci entreprend le voyage du Yunnan.

«Je suis parti de Hanoï le 23 novembre, accompagné de douze soldats d'infanterie de marine commandés par un sergent... L'escorte annamite, fournie par la province et composée de trente soldats commandés par un mandarin militaire, était partie depuis la veille pour Son Tay... Le bruit de mon départ s'est répandu et une foule compacte encombrait l'embarcadère où étaient accostées nos jonques. La population marchande de Hanoï, plus intéressée que toute autre à la suppression des entraves qui gênent le commerce du Yunnan, manifestait de la curiosité à l'endroit d'un voyage dont le but déclaré était la reconnaissance de la voie commerciale ouverte par les traités de 1874. La plupart des Chinois, il est vrai, se montraient sceptiques à l'égard de notre réussite, et disaient que les gens du «Drapeau noir» ne nous laisseraient pas passer. Mais l'attitude de tous était sympathique. Le gouverneur général Trân était venu jusqu'à la Douane à l'heure du départ ; cet excellent homme, dont la bienveillance à notre égard ne s'est jamais démentie, avait tenu à venir me souhaiter publiquement bon voyage. C'est donc avec une certaine solennité que nous avons quitté Hanoï.»

Mais ces dispositions conciliantes ne durent pas très longtemps. Le chef des Pavillons Noirs, Luu Vinh Phuoc, que la cour de Hué a élevé au plus haut grade du mandarinat après l'évacuation du Tonkin par les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Français en 1874, est considéré dans tout le pays comme un véritable chef d'armée ; il passe fréquemment en Chine pour recruter du personnel et s'approvisionner en armes à tir rapide et munitions. D'ailleurs ses troupes sont subventionnées par le gouvernement annamite, et c'est lui en réalité le grand maître du Fleuve Rouge. Il faut au lieutenant de vaisseau de Kergaradec beaucoup de diplomatie pour remonter jusqu'à Lao Kay, et il écrit, à l'époque : « Luu Vinh Phuoc est, dit-on, un homme de 45 ans, petit et assez malingre. Extrêmement soupçonneux, très difficile à approcher pour d'autres que pour les familiers les plus intimes, il semble inspirer à tout le monde une terreur profonde justifiée par les actes de cruauté auxquels il se livre fréquemment. J'ai vu moi-même le fleuve charrier des cadavres de suppliciés, et ces jours-ci encore, passer le long de nos jonques un homme et une femme attachés ensemble. »

En tolérant ouvertement la présence au Tonkin de ces bandes étrangères, en les entretenant même, le gouvernement annamite prend une sorte d'assurance contre l'hostilité et une nouvelle défection probable des indigènes en cas de conflit avec la France. Les Pavillons Noirs d'ailleurs « se font la main » le 8 octobre 1881, aux environs de Lao Kay, en attaquant deux commerçants français. C'est l'occasion pour M. Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine, de faire préciser à la cour de Hué ses intentions et de préciser les siennes : « Vous inviterez de ma part la cour de Hué, écrit-il au capitaine Rheinart en mission auprès de cette dernière, à licencier ces bandes et à rétablir la liberté de navigation du Song Coï (Fleuve Rouge); vous préviendrez également le thiong-bac que conformément à l'article 2 du traité, je mettrai à sa disposition les forces nécessaires, si mon concours est réclamé. Dans le cas où cette juste demande n'aurait pas reçu satisfaction avant le 1er janvier prochain, je me réserverai le droit de prendre telles mesures que je croirai convenables pour sauvegarder nos droits et assurer la sécurité de nos nationaux. »

A ce dilemne nettement posé — ou les Pavillons Noirs se retireront de bon gré, ou la France s'installera au Tonkin — la cour d'Annam répond le 31 décembre 1881 par des explications vagues et confuses.

Devant ce peu d'empressement à exécuter les clauses du traité de 1874. M. Le Myre de Vilers décide d'intervenir, et de doubler la garnison de Hanoï. Il charge de cette opération le capitaine de frégate Henri Rivière, commandant la station navale de Cochinchine, et lui précise bien qu'il ne s'agit pas de renouveler les exploits de Garnier : « C'est politiquement,

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VIe Section
BIBLIOTHÈQUE

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Henri Rivière.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pacifiquement, administrativement que nous devons étendre et affermir notre influence au Tonkin et en Annam. Vous ne devrez donc avoir recours à la force qu'en cas d'absolue nécessité.»

Rivière quitte Saïgon le 25 mars 1882 avec deux bâtiments, le *Drac* et le *Parseval,* transportant 2 compagnies d'infanterie de marine, 30 marins, 20 artilleurs et une quinzaine de tirailleurs annamites. Ce détachement débarque le 3 avril à Hanoï, où le commandant des troupes, le chef de bataillon Berthe de Villers, dispose déjà de 2 compagnies d'infanterie de marine et de 3 canons. Rivière, commandant supérieur, aura donc sous ses ordres environ 700 hommes.

*
* *

L'expédition de 1882 présente de singulières analogies avec celle de 1873. Les circonstances se reproduiront presque identiques : à l'origine tentatives conciliatrices, puis insolence des mandarins annamites, châtiment rapide et rigoureux, intervention des bandes chinoises, enfin combat disproportionné au cours duquel périt le chef français. Rivière aura les mêmes réflexes que Garnier, des réflexes nationaux qui lui feront adopter des solutions toujours conformes à l'honneur de la France.

Ces deux hommes possèdent d'ailleurs une formation analogue. L'un et l'autre ont été mûris par de longs voyages, par des explorations ou des expéditions dans des contrées lointaines — Rivière a dû réprimer en 1878 une insurrection en Nouvelle-Calédonie ; l'un et l'autre sont des écrivains, habiles à analyser les sentiments d'êtres aussi complexes que les Asiatiques, et sachant exprimer les leurs avec élégance et netteté («Je m'en vais par le Tonkin à l'Académie française», écrivait Rivière à un ami) ; l'un et l'autre possèdent une bravoure innée, et une foi très grande en leur étoile, ce qui les incite à prendre sans aucune arrière-pensée les initiatives les plus hardies.

A son arrivée à Hanoï, Rivière, comme Garnier et d'ailleurs selon les directives du gouvernement français, essaye tout d'abord de la diplomatie. Dans une de ses lettres on trouve cette réflexion : «Rien n'est bien précis dans mes instructions : aussi je vais là comme Fabius Cunctator et je ne passerai le Rubicon, comme César, que si j'y suis absolument forcé». Mais il sent l'animosité qui règne autour de lui. Des travaux de défense sont

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

activement menés dans la citadelle ; le vice-roi ordonne le rappel des soldats annamites en congé, et de nouvelles levées dans toutes les provinces. C'est une véritable provocation, et particulièrement menaçante pour le petit détachement français. Rivière y répond par un ultimatum : le 25 avril, à 5 heures du matin il adresse au Tong Doc (gouverneur provincial) la sommation d'avoir à lui remettre le jour même, à 8 heures, la citadelle d'Hanoï.

Cet ultimatum reste sans réponse. Sous peine de perdre irrémédiablement la face, il faut franchir le Rubicon. A l'heure dite, la flottille bombarde la citadelle, et l'assaut est donné à 10 h. 45. Une demi-heure plus tard, celle-ci est entre les mains des Français, qui n'ont perdu que 4 blessés. On relève chez les Annamites une quarantaine de morts et une vingtaine de blessés ; le Tong Doc s'est pendu.

Rivière dont les effectifs ne lui permettent pas d'occuper la citadelle se contente d'en faire sauter un pan de muraille, et d'en interdire l'accès aux Annamites.

*
* *

L'action énergique du commandant Rivière est approuvée officiellement à Saïgon comme à Paris. L'amiral Jauréguiberry, ministre de la Marine, tout en recommandant la prudence, écrit à M. Le Myre de Vilers qu'il faut profiter « du terrain acquis par notre acte de vigueur pour asseoir d'une manière plus complète notre autorité et notre influence dans le bassin du Song Coï, sans avoir recours à l'occupation effective du pays ».

Mais en vérité comment cette petite troupe du commandant Rivière pourrait-elle étendre davantage l'autorité de la France, en face d'un gouvernement qui est hostile aux Français et à proximité d'une véritable armée de guerriers professionnels.

Car c'est la présence des Pavillons Noirs qui constitue, comme en 1873, le fait dominant, dont jouent à tour de rôle, à la manière d'un épouvantail, la cour de Hué et celle de Pékin.

Certes le gouvernement de Tu Duc fait preuve extérieurement de bon vouloir et même d'obséquiosité, et pendant l'été et l'automne de 1882 le détachement français peut s'installer et s'organiser à loisir sans être inquiété.

C'est presque l'existence de garnison, et Rivière le note avec un peu de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mélancolie dès le mois de juin : « Je vis au jour le jour, en attendant un dénouement, quel qu'il soit », et parlant de sa vie journalière : « Il est certain que les eaux (du Fleuve Rouge) ont une teinte rose. C'est un joli fleuve avec des rives de sable ou boisées, un fleuve de France. Je demeure au consulat, une élégante maison blanche avec véranda tout autour. Les navires légers de la division navale sont mouillés sous mes fenêtres. De toute la journée on ne sort pas à cause de la chaleur. Mais, vers cinq heures du soir, je monte à cheval avec le consul ou avec le commandant de l'infanterie de marine et nous faisons une promenade en ville ou à la citadelle. Ces villes asiatiques sont de grouillantes agglomérations d'être humains et des amoncellements de cabanes de bois et de paille. La race est inoffensive et très craintive ». Mais cette lettre se termine par une allusion aux soucis du chef qui ne le quittent pas.

C'est qu'en effet on sent de tous côtés la menace prochaine. Par deux fois la Chine intervient : une première fois en mai pour demander le rappel des troupes françaises du Tonkin ; une seconde fois en juin pour informer le gouvernement de Paris que l'armée chinoise passerait sur le territoire tonkinois pour y pourchasser et détruire les bandes de Pavillons Noirs. Le Ministre français à Pékin doit insister énergiquement pour que cette mesure — qui aurait mis le feu aux poudres — ne soit pas mise à exécution.

L'hostilité des mandarins chinois, pour n'avoir aucun caractère officiel, n'en est pas moins profonde. En février 1883, le vice-roi du Yunnan adresse aux Pavillons Noirs (qu'il avait reçu mission de pourchasser quelques mois plus tôt) une proclamation où il est dit en substance : « Nous ne pouvons espérer vaincre les Français, tant qu'il y aura des chrétiens au Tonkin. C'est par eux et par leurs prêtres que l'ennemi est renseigné sur le pays, qu'il connaît toutes les dispositions que nous sommes obligés de prendre ouvertement pour lutter, et lorsque nous sommes prêts à agir nous nous apercevons que tous nos plans sont découverts. Il faut commencer à exterminer les chrétiens et nous aurons facilement raison des Français. »

Ainsi le petit détachement français doit assumer plusieurs tâches : maintenir les positions de la France dans le Delta tonkinois, protéger éventuellement les missions catholiques menacées, alors que trois adversaires se préparent ouvertement à la lutte en face de lui : les forces régulières annamites, les bandes chinoises de Luu Vinh Phuoc, l'armée régulière chinoise.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Cependant on discute à Paris sur l'importance du renfort qu'il conviendrait d'envoyer au commandant Rivière. L'amiral Jauréguiberry, qui aurait voulu constituer un petit corps expéditionnaire de 3.000 hommes, est vivement combattu au sein même du Ministère.

Un envoi de 750 hommes permet à Rivière de combler ses vides, et de procéder à quelques opérations indispensables — et celles-là même que Garnier avait dû effectuer dix ans plus tôt pour conserver la libre disposition de la navigation dans les branches du Delta. Successivement, Hon Gay, où une compagnie anglo-chinoise ouvrait des mines de charbon, Quang Yen, sont occupés. Nam Dinh offrira une plus grosse résistance, et comme en 1873 il faudra faire donner le canon. Rivière, comme Garnier, dirige lui-même l'opération : le 26 mars, après un bombardement par la flottille, quatre compagnies d'infanterie de marine[1] donnent l'assaut. 98 canons, beaucoup de matériel et de munitions tombent entre les mains des Français : plusieurs pièces de gros calibres, d'origine française, proviennent des cessions faites à l'Annam en vertu du traité de 1874.

Rivière redoute cependant d'être obligé de disperser ses troupes, comme Garnier avait dû le faire, pour occuper les places conquises. Il se contente de surveiller Ninh Binh, Haï Duong, Hung Yen. Mais d'ores et déjà son opinion est faite : il convient de se maintenir au Tonkin, et dans une lettre du 27 mars 1883 il préconise auprès du gouverneur de la Cochinchine non pas une politique d'assimilation — celle qui est alors en honneur à Saïgon — mais une politique de domination avec administration indirecte «en nous servant des mandarins annamites et au besoin des mandarins tonkinois», et il ajoute : «Trois mille hommes suffisent pour ce système, en occupant les points principaux du Tonkin».

*
* *

Malheureusement, pendant que l'on discute à Paris, Rivière doit pendant de longues semaines se contenter des effectifs très réduits dont il dispose —

[1] 21e et 22e compagnies du 3e régiment d'infanterie de marine, 27e et 30e du 4e régiment d'infanterie de marine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

quelques centaines d'hommes — et son optimisme ne tarde pas à décroître en constatant que de toutes parts il va se trouver enserré à bref délai dans sa conquête.

Tu Duc jette d'ailleurs le masque après avoir longtemps hésité entre deux influences contraires : à la cour, un parti, qui a la mère de l'Empereur à sa tête, est pour l'alliance avec la France, qui garantirait à coup sûr le maintien de la dynastie, mais un autre parti, celui des hauts mandarins, tout inféodé à la Chine, se montre violemment xénophobe, et c'est ce dernier qui finit par l'emporter. Le 5 avril 1883, la rupture entre l'Annam et la France est officielle.

Dès lors ce ne sont que coups de main et escarmouches tentés sur les concessions françaises et les missions catholiques. Des rassemblements de réguliers annamites et de Pavillons Noirs se rapprochent d'Hanoï, à l'est vers Gia Lam, à l'ouest vers Phu Hoai Duc. Il y a là environ 15.000 hommes, dont une partie est armée de fusils à tir rapide. Luu Vinh Phuoc, passé ouvertement à la solde de la cour de Hué, est à leur tête, et le 10 mai, celui-ci fait afficher par ses partisans, dans Hanoï même, une proclamation injurieuse contre les Français. « Téméraires Français, écrit-il, votre mort sera insuffisante pour effacer l'offense qui nous est faite par votre introduction dans le pays de nos pères. Moi, robuste guerrier, je vous défie tous ; mes lances et mes armes couvrent le sol. Je ne saurais vous craindre. » Et le placard se termine par une provocation au combat dans les plaines de Phu Hoaï.

Rivière vient de recevoir comme renfort trois compagnies de débarquement de la division navale de Chine, avec 2 pièces de 65 millimètres et une pièce Hotchkiss. Les troupes dont il dispose se montent à 400 soldats et 350 marins, tout juste suffisants pour assurer la défense des garnisons. Il est délicat de distraire d'un contingent aussi faible les effectifs nécessaires en vue de mettre fin, par une riposte énergique, aux provocations insolentes de Luu Vinh Phuoc, et aux empiètements continuels de ses Pavillons Noirs. C'est cependant une question de vie ou de mort pour la petite garnison d'Hanoï. Aussi le 15 et le 16 mai deux petites opérations très heureuses sont-elles effectuées vers Yen Phu Phuong, et sur la route de Bac Ninh. Le chef de bataillon Berthe de Villers repousse les Pavillons Noirs jusqu'au canal des Rapides, leur enlevant 4 canons et leur tuant une centaine d'hommes.

Ces opérations ne peuvent amener toutefois un résultat décisif. Le gros de l'ennemi est vers Son Tay, c'est là qu'il faudrait pouvoir le frapper.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Mais, sans renforts, la chose est impossible. C'est ce que souligne le commandant Rivière dans le dernier rapport qu'il ait rédigé :

« La situation n'est pas sans une certaine gravité. Nous sommes pris entre ces bandes nombreuses de Bac Ninh et de Son Tay, et la saison, plus encore que le nombre restreint de nos forces, ne nous permet pas de recommencer fréquemment des opérations comme celles de ce matin, opérations dont le résultat lui-même n'est pas assez important.

« Il est très probable que dans les villages déjà réoccupés le feu de la rive gauche recommencera la nuit prochaine.

« Il y a des Européens parmi les Annamites. Je crois qu'il y aura lieu de sortir des difficultés où nous sommes par la prise de Bac Ninh et de Son Tay, ce qui sera possible quand les eaux auront monté, mais seulement aussi quand nous aurons des renforts. »

Du moins, à défaut d'opérations de grande envergure, il y a une petite affaire qu'il importe de régler sans délai : il ne convient pas de laisser sans réponse le cartel de Luu Vinh Phuoc, lu et commenté avec ironie dans Hanoï par toutes les Annamites. Le commandant Rivière décide de se porter à l'attaque dans la plaine de Phu Hoai Duc. L'opération est fixée au 19 mai. Luu Vinh Phuoc a des espions dans la place, et notamment l'interprète annamite du commandant Rivière : par celui-ci il ne tarde pas à être fixé sur les intentions de ses adversaires, et il annonce à ses soldats qu'il leur remettra une prime pour toute tête de Français coupée qui lui sera apportée (10, 30, 50 et 80 barres d'argent suivant le grade).

*
* *

La rencontre a lieu sur le cours d'eau le Song To Lich, à deux kilomètres à l'ouest de la citadelle d'Hanoï, aux abord du « Pont de papier » : c'est sous ce dernier nom qu'est connu le désastreux combat du 19 mai.

Le détachement comprend la valeur de quatre compagnies (marins et infanterie de marine) et trois pièces débarquées. Il est échelonné en plusieurs fractions. Mais, déployées prématurément, les diverses fractions se rejoignent à hauteur du Pont de Papier, s'engagent presque simultanément dans ce « goulot », sans que l'infanterie ait pu gagner un champ suffisant en avant du pont pour permettre aux pièces de se mettre utilement en

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

batterie. Les balles des Pavillons Noirs causent de grosses pertes dans cette formation dense.

Le commandant Rivière se rend compte de la faute commise, et ordonne de ramener à une position d'abri et d'attente, à l'est du Song To Lich, le gros du détachement fourvoyé dans ce défilé. L'opération s'exécute avec calme pour l'infanterie, mais les servants des pièces d'artillerie ont tous été frappés, celles-ci sont muettes, et enhardis par ce qu'ils considèrent comme une reculade des Français, les Chinois lancent une contre-offensive : ils agitent leurs pavillons, sonnent leurs trompes de guerre, et poussent des cris de victoire. Rivière ne peut envisager de laisser aux mains de l'adversaire des canons, et surtout les blessés, qui seront certainement mutilés et massacrés. Il ordonne de se reporter en avant.

L'assaut est donc donné sous un feu violent, qui amène la mort du chef de bataillon Berthe de Villers et de plusieurs officiers. Ce bel élan a raison de l'audace des Pavillons Noirs. Leur droite se replie en complet désordre. Au centre, Rivière prend le commandement d'une colonne, qui progresse à leur poursuite sur la chaussée de Tien Thon. Mais une contre-attaque se produit sur son flanc droit découvert, tandis que des éléments menacent de nouveau l'unique ligne de retraite par le Pont de Papier.

Rivière prescrit alors pour la seconde fois de se replier à l'est du pont. Il reste à l'ouest du cours d'eau avec le dernier groupe valide, mais, blessé, il tombe aux mains des Chinois. Amené devant Luu Vinh Phuoc, ce dernier le fait décapiter [1].

Il a subi le même sort que Garnier. Mais cette fois les pertes du détachement français sont plus lourdes : elles s'élèvent à 33 tués dont 5 officiers, et 51 blessés, dont 6 officiers.

*
* *

La nouvelle de la mort du commandant Rivière éclate en France comme un coup de tonnerre. Il faut désormais prendre un parti : évacuer le Tonkin, ou l'occuper fortement. C'est à cette deuxième mesure qu'en vient le

[1] Les circonstances de la mort de Rivière ont fait l'objet de nombreuses controverses. Il est certain qu'il fut décapité, puisque sa tête a été retrouvée nettement séparée du tronc. Était-il à ce moment indemne, ou très grièvement blessé, ou déjà mort. Toutes les thèses ont été soutenues.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

gouvernement français. Le contre-amiral Meyer, commandant la division navale de Chine, est désigné provisoirement comme commandant supérieur des forces de terre et de mer. Afin de récupérer les effectifs de quelques détachements, Qui Nhon et Hon Gay sont momentanément évacués, l'abandon de Nam Dinh est envisagé en vue de renforcer éventuellement la garnison de Hanoï. Mais la consigne est de se maintenir à tout prix dans Hanoï, face aux bandes insolentes qui ont eu raison de la bravoure d'Henri Rivière.

Comme Garnier, celui-ci, par sa mort, rend à son pays l'ultime service de l'engager définitivement dans l'œuvre fructueuse de la conquête d'une de ses plus belles possessions.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le pont de Papier. (Cliché de *l'Illustration.*)

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Le tombeau du commandant Rivière.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE III.

LA DEUXIÈME EXPÉDITION DU TONKIN (Suite).

LES "PETITS PAQUETS". — LE DÉGAGEMENT D'HANOÏ.

M. Harmand, consul de France à Bangkok, est nommé le 31 mai commissaire général de la République française au Tonkin.

Ancien compagnon de Francis Garnier et pendant plus de vingt ans chef de missions importantes au Siam, au Laos et en Annam, il paraît l'homme de la situation. Toutefois, les directives qu'il reçoit de Paris le 8 juin sont assez vagues : «Le Commissaire général civil représente la pensée du gouvernement auprès de l'autorité militaire ; il est chargé d'empêcher que l'action militaire ne dévie et ne s'étende au delà du cercle tracé dans les présentes instructions. Le Commissaire général civil est un négociateur autant qu'un administrateur et un organisateur, il aura à employer tous les moyens dont il pourra disposer pour prévenir l'intervention de la Chine, pour ramener à nous le gouvernement annamite et rompre les intelligences qui subsistent entre Hué et Pékin, pour gagner, s'il y a lieu, les Pavillons Noirs à la solde de l'Annam.»

Des instructions spéciales règlent en outre les rapports du Commissaire général avec le commandant des troupes à terre et le commandant des forces de mer. Le premier se trouve entièrement sous la dépendance du Commissaire général, le second doit déférer à ses réquisitions «à moins qu'il n'apprécie que les circonstances dont il est seul juge le mettent dans l'impossibilité de le faire», et la direction de toute action sur mer lui incombe entièrement. Par contre, la flottille fluviale du Tonkin, qui comporte 3 avisos et 9 canonnières est, comme le corps d'occupation, sous l'autorité du Commissaire général.

Le contre-amiral Courbet est placé à la tête d'une «Division navale du Tonkin» composée de 4 bâtiments[1] et de 2 porte-mines. Le général

[1] L'*Atalante*, le *Bayard*, le *Château-Renault*, le *Kersaint*.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Bouet, commandant les troupes de Cochinchine, débarque au Tonkin le 7 juin avec quelques renforts de Cochinchine, et prend les fonctions de commandant des troupes d'opérations.

*
* *

Le premier soin du général Bouet est de remettre un peu d'ordre et de cohésion dans les unités très disséminées, et quelque peu démoralisées. Il lève un bataillon d'auxiliaires annamites et chinois qui prend le nom de « Pavillons Jaunes », et organise trois sections mixtes du génie. Une flottille de chaloupes à vapeur et de jonques est constituée pour le transport du personnel, du matériel et des approvisionnements de toute nature. Hanoï est mis à l'abri des attaques des Pavillons Noirs par la construction de blockhaus de maçonnerie sur chaque saillant de la citadelle et la remise en état de l'enceinte de la ville.

Dans un conseil de guerre tenu le 30 juillet à Haïphong, où M. Harmand réunit le contre-amiral Courbet et le général Bouet, deux opérations sont envisagées, l'une par la flotte devant Hué, l'autre par le corps expéditionnaire sur la province de Son Tay, où règnent en maîtres les Pavillons Noirs. L'heure paraît propice à une action en Annam : Tu Duc est mort sans enfants le 17 juillet ; il a eu pour successeur son neveu Thi, mais à peine celui-ci est-il monté sur le trône sous le nom de Duc Duc qu'une intrigue de cour le renverse, et le remplace le 30 juillet par un frère de Tu Duc, qui prend le nom de Hiep Hoa.

Il est vraisemblable que ces événements de politique intérieure ont amené quelque perturbation dans le sein du gouvernement annamite, et une démonstration énergique sur la capitale de l'Empire paraît de nature à hâter la conclusion d'une paix durable. Brillamment menée du 16 au 21 août par l'amiral Courbet, qui reçoit à Tourane un renfort de 700 hommes envoyés de Cochinchine, l'opération réussit de point en point, et dès le 25 août, M. Harmand signe à Hué un traité par lequel l'Annam reconnaît et accepte définitivement le protectorat de la France et notre installation en Cochinchine ; les troupes annamites seront retirées du Tonkin.

Mais de ce côté la situation n'en reste pas moins difficile, car les Pavillons

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Noirs constituent toujours une grosse menace pour le petit corps expéditionnaire, dont l'effectif total ne dépasse pas 3.500 hommes. Le général Bouet estime qu'il lui faut laisser comme garnison 600 hommes à Hanoï, 350 à Nam Dinh, autant à Haïphong : il dispose donc d'un peu plus de 2.000 combattants pour des opérations actives. Par ailleurs, il convient d'abattre dans le délai le plus bref le prestige grandissant de Luu Vinh Phuoc : les approvisionnements de matériel, d'habillement, de munitions demandés en France, ainsi que des chevaux, débarquent entre le 1er et le 10 août. Une opération contre la position des Pavillons Noirs sur les rives du Song Nhue Giang, à 8 kilomètres à l'ouest d'Hanoï, est fixée au 15 août.

Cette position, organisée tout à loisir, est très forte. Elle comporte trois lignes successives appuyées au nord du Fleuve Rouge, qui lui-même peut être soumis au feu de plusieurs batteries : la ligne avancée borde le Song To Lich, une deuxième ligne est parallèle à la précédente à hauteur du village de Phu Hoai Duc, la troisième ligne est constituée par des retranchements, des villages, des boqueteaux organisés le long du Song Nhue Giang. Tous les ponts sont détruits. Les Chinois, par cette organisation à la fois large et profonde de 7 à 8 kilomètres, interdisent complètement aux Français la direction de Son Tay.

Le général Bouet possède peu de renseignements sur l'importance des organisations ennemies, ainsi que sur la répartition des Pavillons Noirs : aussi ses dispositions d'attaque sont très schématiques. Il dispose ses troupes en trois colonnes égales, formées chacune d'un bataillon mixte (3 compagnies d'infanterie de marine, une compagnie de tirailleurs annamites), d'une batterie de 4 pièces, d'une section du génie, en tout environ 500 hommes. La flottille doit coopérer à l'attaque de la colonne de droite, les Pavillons Jaunes marcheront avec la colonne de gauche. En arrière de ce dispositif bien balancé, mais dans le sillage de la colonne de gauche, suivra la réserve aux ordres exclusifs du général Bouet, et comprenant un demi-bataillon (1 compagnie d'infanterie de marine, 1 compagnie de tirailleurs annamites) et une demi-batterie.

Seule la colonne Bichot, au nord, obtient un résultat sérieux, grâce à l'appoint du feu des canonnières : les quatre barricades qui défendent l'accès de la pagode des Quatre Colonnes, en avant du Song Nhué Giang, sont enlevées successivement dans la matinée, mais l'ennemi se maintient toute la journée dans la pagode.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

La colonne Coronnat, au centre, s'empare avec quelques difficultés du fort de Phu Hoai Duc, mais ne peut atteindre avant la nuit, en raison de la chaleur, le village de Yen, au sud des Quatre Colonnes, et faire sa jonction avec la colonne Bichot. Au cours de l'après-midi, elle intervient pour repousser une contre-attaque dirigée dans le flanc droit de la colonne Revillon, au sud. C'est cette dernière qui éprouve le plus de déboires. Elle ne peut dépasser le village de Vong.

Les troupes couchent sur leur position, et doivent supporter pendant toute la nuit une pluie torrentielle.

Le 16 août, à 5 h. 30, la colonne Bichot trouve la pagode des Quatre Colonnes évacuée. D'ailleurs, par suite d'une inondation subite, une barrière d'eau envahit toute la plaine, contraint les Pavillons Noirs à accélérer leur retraite, mais les garantit aussi contre toute poursuite des troupes françaises. Celles-ci rentrent à Hanoï le 17 août.

Le général Bouet n'a pas obtenu le résultat espéré, il n'a pas pu forcer la ligne principale de défense des Chinois. La cause de cet insuccès réside dans le manque de liaison des différentes colonnes, qui, très éloignées les unes des autres dans un terrain marécageux et coupé, n'ont pu se prêter le moindre appui. En outre, il semble que le commandement ait sous-estimé *a priori* l'appui que l'infanterie pouvait attendre du feu des canonnières : si la colonne Bichot eût été mieux étoffée, il est probable que la réussite du mouvement débordant par le nord eût permis dès le 15 août de faire tomber toute la ligne du Song Nhué Giang.

Les journées des 15 et 16 août montrent du moins que les Français ont affaire à un adversaire bien armé, mieux organisé, plus solide qu'ils ne l'ont prévu. Aussi le général Bouet écrit-il, en rendant compte de ce combat au Ministre de la Marine : « Le nombre croissant des ennemis, leur valeur incontestable, leurs positions défendues ayant plusieurs kilomètres de front, m'amènent à croire, ainsi que tous les officiers, qu'il faudra pour la campagne d'octobre, une division complète sur pied de guerre, avec les services et le matériel ; il faut qu'elle soit ici vers le milieu d'octobre prochain. Envoyer de l'artillerie de siège et de place. »

*
* *

Mais sans attendre le mois d'octobre il importe de bien montrer aux

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

populations tonkinoises que les combats de la pagode des Quatre Colonnes et de Vong ont été pour les troupes françaises une opération certes peu fructueuse, mais nullement un échec.

D'autre part, il faut profiter de l'effet moral produit sur les indigènes par l'annonce de la signature du traité que l'autorité française a récemment imposé à la cour de Hué.

Le général Bouet décide donc d'attaquer de nouveau les Pavillons Noirs le 1er septembre. Ceux-ci se sont retranchés à une quinzaine de kilomètres d'Hanoï le long et légèrement en avant du cours du Day. Leur position comporte une ligne de centres de résistance qui sont les villages de Co Ngoa Ha, Phung, Sau (Yen So) et Ra (Duong Lieu); les intervalles sont battus par des batteries qui croisent leur feu, et ont notamment pour mission d'empêcher la progression des troupes françaises le long des digues.

Une deuxième ligne n'est qu'ébauchée en arrière, mais ce qui constitue la force de cette position, c'est qu'elle est protégée de tous côtés par des marais et des rizières inondées.

Le général Bouet espère cependant venir à bout de l'adversaire par une action vigoureuse sur sa gauche où existent deux digues entre les villages de Thuong Mo et de Phung, et tourner ainsi les défenses du gros centre de résistance de Phung, clé de la position. Il dispose de 8 compagnies (dont 3 indigènes), d'une batterie d'artillerie, et d'une section du génie, soit 1.200 hommes, auxquels il convient d'ajouter 600 Pavillons Jaunes. Quelques fractions représentant au total une compagnie effectuent des démonstrations en face du centre et de la droite ennemis. Tout le reste des troupes fait effort sur Thuong Mo, qui est occupé dès 9 heures, et en direction de Co Ngoa Ha. Des unités doivent carrément se jeter dans les rizières ou les marécages pour progresser : « La hauteur de l'eau était telle, a écrit le général Bouet dans son rapport, que les hommes en avaient jusqu'aux aisselles et étaient forcés de tenir le fusil haut pour que la culasse pût continuer à fonctionner. » Ce bel exemple d'audace suffit même à intimider les Pavillons Noirs, qui refluent sur Co Ngoa Ha, où ils résistent bravement. Cependant, l'artillerie française leur cause de grosses pertes, et dans la soirée le village est pris.

Pendant la nuit, les Chinois évacuent la position; la chaleur et la hauteur des eaux empêchent toute poursuite. Le général Bouet se contente d'installer un poste à Ba Giang, sur le Fleuve Rouge, et ramène ses troupes à Hanoï.

Le succès de ces dernières est bien net, et a été obtenu par une manœuvre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

judicieuse et hardie, mais l'adversaire s'est montré brave, sa position était solidement établie, il a mis hors de combat le dixième des effectifs européens. Il possède le nombre, des armes modernes, des munitions abondantes. Seuls ses canons sont médiocres. Le général Bouet estime donc qu'on ne viendra à bout des Chinois qu'après de longs et durs efforts, et il demande instamment que le petit corps expéditionnaire du Tonkin soit renforcé en personnel et en matériel.

Ce n'est pas l'avis du commissaire général Harmand. Dans ces conditions le général Bouet sollicite et obtient son rappel. Le contre-amiral Courbet prend le commandement des troupes le 27 octobre.

*
* *

La situation n'est pas très brillante du côté français.

L'empereur d'Annam a bien signé un traité le 25 août. Mais qui est l'empereur d'Annam? Un souverain débile, Hiep Hoa, qui n'a succédé à Duc Duc que par la volonté de conspirateurs, et qui est à son tour victime des mêmes conspirateurs. En effet, à la suite d'une révolution de palais, il s'empoisonne ou est empoisonné : un de ses neveux, Khien Phuoc, le remplace, le 2 décembre 1883. Pendant toute cette période d'anarchie, le traité reste lettre morte, et le prince Hoang Ke Vien, beau-frère de Tu Duc, général en chef des troupes annamites, établi à Son Tay auprès de Luu Vinh Phuoc, refuse nettement de s'y conformer.

La Chine, déniant au gouvernement de Hué le droit de traiter directement avec la France, reste hostile à cette dernière, et ses réguliers viennent grossir les bandes des Pavillons Noirs. Celles-ci s'éparpillent dans tout le delta pour piller : les garnisons françaises sont constamment en alerte, les canonnières et les jonques transportant des vivres pour les postes subissent des attaques à main armée, Haï Duong est l'objet d'un siège de plusieurs jours. Des villages chrétiens, à quelques heures de Haïphong, sont détruits et leurs habitants massacrés.

Le contre-amiral Courbet, comme son prédécesseur, se trouve dans une situation délicate vis-à-vis du Commissaire général, qui veut conserver seul le droit de correspondre avec le Ministre, et entend garder la haute main sur les opérations. Cette dualité de commandement est certainement

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le vice-amiral COURBET.

(BOUDET et MASSON, *Iconographie de l'Indochine*. Éditions Van Oest.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

nuisible à la bonne marche de ces dernières, et à la suite de l'affaire d'Haï Duong, où l'ennemi s'est montré particulièrement ardent, le contre-amiral Courbet remédie à cette situation en mettant sous le régime de l'*état de siège* toutes les places qui se trouvent à moins de cinq journées de marche des camps des Pavillons Noirs. Par cet artifice très réglementaire — puisque cette décision est basée « sur l'article 230 du décret du 13 octobre 1863 » — Courbet met sous ses ordres directs toutes les troupes et tous les services administratifs (douanes, ports, etc.) du delta tonkinois.

Il reçoit de France et de Cochinchine près de 4.000 hommes au début de décembre [1], ce qui porte l'effectif du corps expéditionnaire à environ 8.000 hommes. Le contre-amiral estime dès lors possible de tenter une opération contre Son Tay.

C'est un gros morceau à enlever.

La situation s'est en effet modifiée depuis 1873 où Garnier estime qu'il enlèverait cette place avec une centaine d'hommes.

En mai 1882, Rivière écrit au Ministre de la Marine : « Pour expéditionner à Son Tay et garder Son Tay lorsque nous l'aurons pris, il faut toujours 200 hommes de plus ».

En septembre 1883, le général Bouet envisage que pour marcher sur Son Tay il lui faudrait 5.000 hommes.

Mais la place s'est renforcée de jour en jour. L'adversaire y travaille fébrilement depuis quelques mois. En décembre 1883, Son Tay comporte une enceinte pentagonale de 1.700 mètres de pourtour, avec une citadelle formant réduit central, et à l'extérieur un certain nombre d'ouvrages avancés, dont le plus solide, organisé par des ingénieurs européens à la solde de Luu Vinh Phuoc, est le fort de Phu Xa, à cheval sur la digue du Fleuve Rouge.

Les fortifications ont un relief moyen de 3 m. 50, elles sont précédées de fossés pleins d'eau et d'une haie vive en bambou devant le talus extérieur. La garnison de défense est d'une dizaine de mille hommes, les Chinois occupent l'enceinte extérieure, tandis que les soldats annamites de Hoang Ke Vien garnissent la citadelle.

---

[1] Un régiment de marche du 19e corps (2 bataillons de tirailleurs algériens, 1 bataillon de légion étrangère), un bataillon de fusiliers marins, 2 compagnies d'infanterie de marine. Déjà, en même temps que Courbet, était monté à Hanoï en octobre un bataillon de fusiliers marins.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Comme le général Bouet lors de l'attaque de Phung, Courbet va manœuvrer par sa droite, en vue d'appuyer les unités opérant de ce côté par le feu de sept canonnières remontant le Fleuve Rouge.

Les troupes quittent Hanoï le 11 décembre, elles sont fractionnées pour la marche en deux colonnes : l'une, à gauche, emprunte la voie de terre, par Phung; elle comprend plus de 3.000 hommes, dont 3 batteries attelées. L'autre colonne, d'environ 2.600 hommes, est transportée, sur une nombreuse flottille de jonques et de remorqueurs, d'Hanoï jusqu'à 500 mètres en amont du confluent du Day. Le 12 et le 13, les unités se resserrent et cantonnent à 5 ou 6 kilomètres des positions avancées de Son Tay.

Là sur un étroit espace de terrain, sont concentrées les troupes assurément les plus bigarrées du monde : il y a des marins et de l'infanterie de marine, seules troupes essentiellement françaises, des Arabes, des Cochinchinois, des légionnaires de toutes origines, des auxiliaires tonkinois, et même quelques Chinois. L'entrain est général, quel que soit l'uniforme ou la race.

Le 14, tout l'effort se porte sur l'ouvrage de Phu Xa : le feu de 6 pièces de canon installées sur la digue et celui des canonnières n'a pas raison de la résistance des défenseurs. Toutefois des unités ont pu progresser jusqu'à la lisière ouest du village de Tien Xuan, à peine à 400 mètres des retranchements ennemis. Progressivement, l'ouvrage est investi par le nord et par le sud, et à 4 h. 30 de l'après-midi il est enlevé après un assaut brillant, mais coûteux.

En vain les Pavillons Noirs ont-ils tenté une sortie vers 2 heures dans le flanc gauche des assaillants. En vain pendant toute la nuit suivante harcèlent-ils les troupes françaises de feux ininterrompus. Le 15 au matin, la progression reprend, très pénible : en fin de journée, le front atteint est jalonné par le village de Phu Ni, la pagode de Phu Ni, la digue appelée « rue des Chinois » conduisant de Son Tay au Fleuve Rouge, Phu Xa. Dans la matinée du 16, les Pavillons Noirs essaient, mais toujours en vain, d'arrêter par une contre-attaque la marche des éléments français qui peu à peu ont débordé l'enceinte extérieure de la ville vers le nord-ouest. A 11 heures, l'amiral donne l'ordre d'enlever la porte ouest : l'attaque, qui s'étendra aussi au front nord, sera préparée et soutenue par toute l'artillerie, y compris celle des canonnières. Les troupes mettent près de six heures à parvenir à bonne distance d'assaut. Enfin, à cinq heures du soir, tous les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

clairons, réunis autour de l'Amiral à la pagode située à 250 mètres au nord de la porte ouest, sonnent la charge.

La porte ouest est prise : légionnaires, soldats d'infanterie de marine et fusiliers marins envahissent Son Tay, et pourchassent les fuyards. La nuit arrête la poursuite dans une ville inconnue et pleine d'embûches.

On trouve le lendemain de gros approvisionnements et des documents intéressants, tels que la correspondance de Luu Vinh Phuoc avec les vice-rois du Yunnan, du Quang Si et du Quang Tong, documents établissant nettement la participation de réguliers chinois à cette campagne.

Les Pavillons Noirs se retirent sur Hung Hoa. L'amiral Courbet les fait poursuivre jusqu'à Bac Hat, sur la Rivière Noire.

Au cours du combat de Son Tay, Luu Vinh Phuoc est blessé, et ses pertes s'élèvent à environ 2.000 hommes. Du côté français, il y a 83 tués, dont 5 officiers, et 320 blessés dont 22 officiers.

A la même époque, de fréquentes reconnaissances par des canonnières et des troupes ramènent le calme aux abords d'Haïphong, Hai Duong, Ninh Binh et Nam Dinh. La situation générale s'est nettement améliorée, lorsque de gros renforts partent de France à la fin de décembre 1883 et au début de 1884. Le contre-amiral Courbet remet le 12 février 1884 au général de division Millot le commandement supérieur des troupes.

*
* *

Les opérations dirigées par le général Bouet et le contre-amiral Courbet ont amené un résultat certain : les bandes menaçantes des Pavillons Noirs, qui en mai 1883 enserrent la ville de Hanoï sont progressivement repoussées jusqu'à une soixantaine de kilomètres.

Il est intéressant d'étudier les causes de cette reculade d'éléments particulièrement fanfarons.

Luu Vinh Phuoc possède incontestablement la supériorité du nombre. Mais comme Nguyen Tri Phong devant Saïgon en 1859 et 1860, il reste dans une situation nettement défensive, il semble redouter de passer à l'offensive contre les Français, qui ne sont pourtant, jusqu'en août, qu'une poignée, mais dont le prestige militaire est très grand en Extrême-Orient. Il a beaucoup de confiance dans ses organisations défensives, effectivement très solides : échelonnées en profondeur, elles utilisent habilement l'obsta-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

cle des cours d'eau et des rizières inondées, et tiennent compte du flanquement réciproque des différents ouvrages. Les Chinois manifestent d'ailleurs une bravoure superbe et se font tuer sur place plutôt que de se rendre.

Du côté français, la situation rappelle la conquête de la Cochinchine à l'époque où il fallut enlever de vive force des positions comme celles de My Tho, Bien Hoa et Vinh Long; des dispositions analogues sont dès lors adoptées. Renonçant à l'attaque frontale tentée par le commandant Rivière et que le général Bouet a lui-même pratiquée au combat du 15 août faute de renseignements précis sur les organisations ennemies, celui-ci, le 1er septembre, et le contre-amiral Courbet, le 15 décembre, essaient de déborder l'adversaire de manière à le saisir par la gorge de sa position. En fait, la seule menace d'un enveloppement par le nord, aux Quatre Colonnes le 15 août, à Co Ngoa Ha le 1er septembre, l'incite à la retraite, et la prise de la porte ouest de l'enceinte extérieure de Son Tay amène la chute immédiate de la ville et l'effondrement de la résistance des Pavillons Noirs.

Comme lors de la conquête de la Cochinchine, c'est l'appui constant donné à l'infanterie par l'artillerie, qui amène le succès. On ne dispose que de 6 batteries d'artillerie de marine à 6 pièces; 5 batteries sont armées de 4 de montagne sur affût de 65 de débarquement, et une de 65. Le rendement de ce matériel qui se charge par la bouche est faible : il ne dépasse pas la portée de 2.000 mètres, et la vitesse d'un coup par pièce et par minute; néanmoins 1.150 coups sont tirés pour la prise de Son Tay. Mais l'artillerie reçoit des canonnières un appoint excellent, appoint d'autant plus apprécié que les batteries attelées peuvent difficilement évoluer dans un terrain marécageux.

Toutefois, dans la pratique, l'utilisation des canonnières retient la colonne d'attaque principale à proximité du Fleuve Rouge, et c'est l'une des raisons pour lesquelles la manœuvre de débordement est chaque fois tentée par la droite.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Gravure chinoise de 1883, représentant une « reprise » imaginaire de Son Tay par les Pavillons Noirs. (Cliché de *l'Illustration*.)

(Cliché de *l'Illustration*.)

La prise de Son Tay. (D'après *l'Illustration* de 1883.)

LES COMBATS DEVANT SON TAY, VUS PAR LES DEUX ADVERSAIRES.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE IV.

LA DEUXIÈME EXPÉDITION DU TONKIN (Suite).

LE DÉGAGEMENT DU DELTA.

Les difficultés auxquelles se sont heurtés le général Bouet, puis le contre-amiral Courbet en raison de la dualité de commandement résultant de la présence au Tonkin d'un Commissaire général n'échappent pas aux pouvoirs publics. En décembre 1883, M. Harmand rentre en France, le Commandant des troupes devient le représentant direct du Gouvernement, et pour donner plus de poids à ce dernier ces fonctions sont confiées à un général de division. A l'arrivée du général Millot, le vainqueur de Son Tay reprend le commandement de la division navale du Tonkin.

Un des premiers soins du nouveau commandant en chef est de procéder au regroupement des unités. Dans la réalité, le corps expéditionnaire n'est qu'à peine renforcé : au lendemain de la prise de Son Tay il comportait, en y comprenant les compagnies et batteries de débarquement, 48 compagnies et 7 batteries. L'envoi de France ou d'Algérie d'environ 5 bataillons et 2 batteries permet de créer, en dehors des fusiliers et canonniers marins, une division du type métropolitain avec tous ses services. Les deux brigades, de deux régiments chacune, sont concentrées : la première (général Brière de l'Isle) à Hanoï, la deuxième (général de Négrier), dans le Delta, avec quartier général à Haï Duong.

Cette répartition indique *a priori* l'intention du commandement d'assurer d'une façon définitive l'occupation française dans la région entre Hanoï et Haïphong, où jusqu'alors, n'ont opéré que de petits détachements. Certes les bandes les plus importantes des Pavillons Noirs se sont retirées à l'ouest de la Rivière Noire, mais des fractions occupent Sept Pagodes, Bac Ninh, et d'une manière générale tout le cours du Song Cau et du Song Thuong; elles sont composées en grande partie de réguliers chinois, commandées par des officiers chinois et elles se tiennent par Lang Son en contact étroit

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avec les autorités du Quang Tong. En raison de leur répartition géographique, il leur est toutefois moins aisé qu'aux bandes de Luu Vinh Phuoc d'exploiter la complicité du gouvernement annamite.

D'ailleurs, celui-ci a été l'objet des instances énergiques du Résident de France à Hué, puis du Ministre de France à Pékin envoyé lui-même en mission auprès de la Cour d'Annam : il finit par remettre aux représentants de la France, en audience solennelle, le 1er janvier 1884, la déclaration suivante revêtue du sceau royal :

« Sa Majesté le roi d'Annam et son Gouvernement déclarent solennellement par le présent acte donner leur adhésion pleine et entière au traité du 25 août 1883, s'en remettant au bon vouloir du Gouvernement de la République quant aux adoucissements qui pourraient y être ultérieurement apportés.

« Le texte français seul fera loi ».

Il est donc désormais difficile à la cour de Hué d'appuyer ouvertement les Chinois qui opèrent dans l'est du Delta tonkinois. Mais la tâche n'en reste pas moins ardue pour les Français, car leurs adversaires ne vont pas se confiner dans une défensive inerte au cours de cette nouvelle campagne.

Le point stratégique qu'il convient d'occuper en premier lieu est Sept Pagodes au confluent du Song Cau, du Luc Nam et du canal des Rapides, et qui commande ainsi toute la région entre Bac Ninh et Phu Lang Thuong. Dès le 20 février le général de Négrier, grâce à une action combinée des troupes et des canonnières, enlève Sept Pagodes, mais à trois reprises différentes, les 25, 28 février et 2 mars, un millier de réguliers chinois tente de le reprendre par des attaques brusquées. Ils sont repoussés : en raison de l'importance de ce point pour des opérations ultérieures, la garnison est aussitôt renforcée.

*
* *

La citadelle de Bac Ninh tenue par les réguliers chinois, constitue, en face et à moins de trente kilomètres d'Hanoï, un défi permanent à l'occupation française dans le Delta.

Le général Millot, dès son arrivée, prépare une opération militaire dont Bac-Ninh est l'objectif principal. Les Chinois, avec quelque naïveté, n'avaient guère envisagé qu'on pût les attaquer autrement que par la route

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mandarine Hanoï Bac Ninh Lang Son, et ils l'avaient hérissée de barricades et de retranchements. C'est cependant d'un autre côté que les Français porteront leur effort.

« Il y avait deux partis à prendre, écrit le général Millot dans un rapport : ou bien aborder de front les défenses accumulées sur la route de Hanoï à Bac Ninh, ou bien tromper l'attente de l'ennemi, chercher à prendre ses positions à revers et menacer sa ligne de retraite, en concentrant tout le corps expéditionnaire entre le canal des Rapides et le Song Cau, vers leur confluent, pour faire tomber la place sous l'effort combiné des deux brigades et de la flottille remontant le Song Cau.

« De ces deux solutions, la première devait fatalement entraîner de grands sacrifices d'hommes, la seconde semblait pouvoir être obtenue avec des pertes moindres et amener un résultat plus complet. Le Général en chef n'hésita pas à adopter cette dernière. Il arrêta en conséquence les dispositions suivantes :

« La 1re brigade partira de Hanoï, passera sur la rive gauche du Fleuve Rouge, traversera le canal des Rapides vers le marché de Chi et opérera sa jonction avec la 2e brigade. Celle-ci quittant Haï Duong par eau, débarquera au confluent du Song Cau et du canal des Rapides, prendra à revers les défenses des Chinois sur le canal des Rapides et favorisera ainsi le passage de la 1re brigade. La jonction du corps expéditionnaire une fois réalisée sur la rive gauche du canal des Rapides, les deux brigades réunies se porteront en avant et enlèveront successivement les deux lignes de défense ennemies s'étendant, la première, du massif important du Trung Son au barrage de Lag Buoï, la seconde de Bac Ninh au barrage de Dap Cau. La flottille combinera son action avec celle de la 2e brigade, en marchant à hauteur de sa droite ».

Ces opérations se déroulent selon les prévisions du général Millot. Les marches d'approche commencent le 8 mars, les troupes de la 1re brigade éprouvent quelques difficultés matérielles au passage du Fleuve Rouge, mais après avoir franchi le canal des Rapides elles se présentent le 12 devant le massif de Trung Son. Ce massif commande la route de Bac Ninh à Haï Duong. Il comporte en son sommet quatre fortins dont les feux se concentrent sur cette route comme ceux d'ailleurs d'un cinquième fortin construit sur une colline isolée à l'ouest du massif. L'ennemi s'est rendu compte tardivement des possibilités qu'auraient les Français à tourner par l'Est ce gros centre de résistance et il organise en hâte les villages et les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

boqueteaux entre le massif de Trung Son et le Song Cau, notamment le village catholique de Ke Roy et celui de Xuan Hoa.

La 1re brigade contourne le massif de Trung Son simultanément par la droite et par la gauche, mais il faut donner l'assaut aux fortins qui dominent la position pour s'en rendre maîtres. Les défenseurs se retirent à la faveur de la nuit.

Pendant ce temps, la brigade de Négrier, à l'est, a enlevé les villages de Ke Roy et de Xuan Hoa, puis le fort de Dap Cau, en dépit d'une grosse résistance des Chinois. Avant la fin de l'après-midi, les troupes françaises atteignent la route de Bac Ninh à Thai Nguyen. Complètement tourné, l'ennemi s'enfuit en déroute sur la route d'Hanoï. La citadelle est occupée sans difficultés à 6 heures du soir.

Les deux brigades font leur jonction le 13 mars au matin.

La prise de la citadelle de Bac Ninh a un grand retentissement en Chine. Au point de vue politique comme au point de vue militaire, il est indispensable d'exploiter immédiatement ce succès. Dès le 15 mars au matin, le général Brière de l'Isle se dirige vers Thai Nguyen, tandis que le général de Négrier prend la route de Lang Son.

*
* *

La colonne Brière de l'Isle occupe, dès le 16 mars, la citadelle de Yen Thé, à 40 kilomètres nord-est de Bac Ninh, et d'un accès difficile. Elle atteint Thai Nguyen le 19, et doit livrer un violent combat pour s'emparer de la citadelle défendue par 2.000 Chinois. Une quarantaine de canons, de très nombreux approvisionnements de matériel, armes et munitions tombent aux mains des Français.

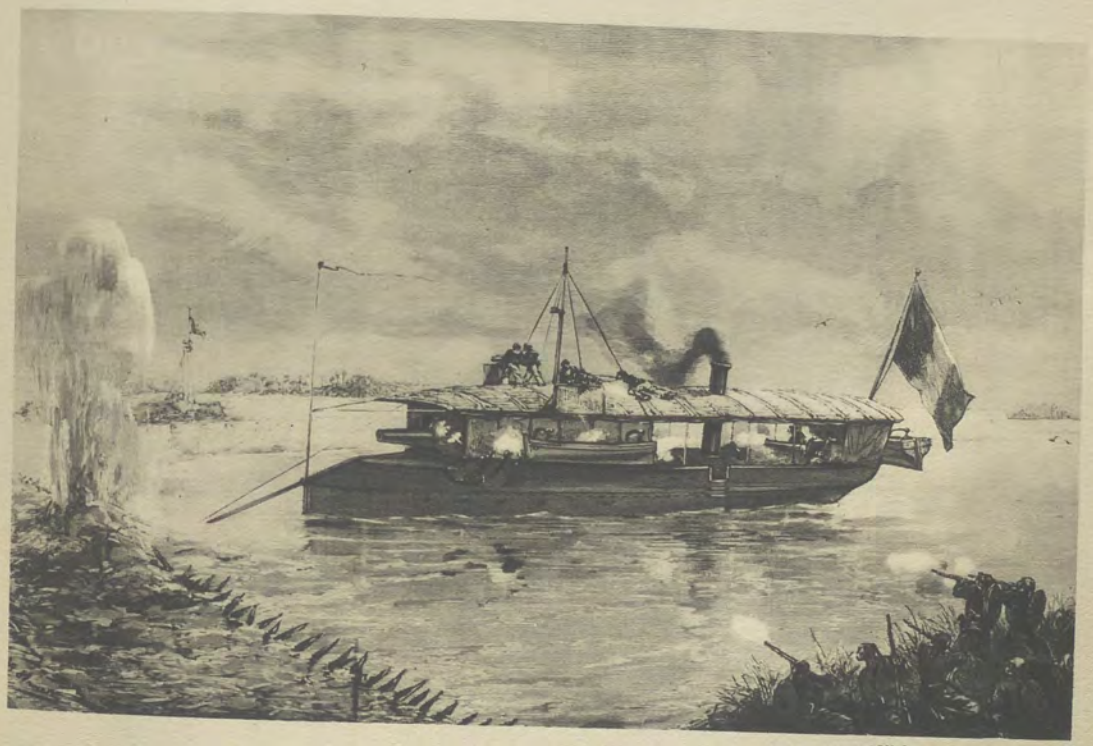
Pendant ce temps, la colonne de Négrier qui a éprouvé quelques difficultés pour traverser le Song Thuong sous le feu de l'ennemi, s'empare de Phu Lang Thuong, et débusque les Chinois de Kep, où ils abandonnent plusieurs canons Krupp.

Mais le général Millot apprend que dans la région à l'ouest de Son Tay les Pavillons Noirs de Luu Vinh Phuoc s'agitent de nouveau. A son avis l'occupation de Bac Ninh et le démantellement des citadelles ou fortins de la région entre le Song Cau et le Song Thuong constitueront de ce côté des sûretés suffisantes. Il prescrit dès lors aux colonnes Brière de l'Isle

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration*).

Gravure chinoise de 1883, représentant les Français « repoussés » de Bac Ninh.



(Cliché de *l'Illustration*.)

Destruction d'un barrage sur le Song Cau (est de Bac Ninh).

LES COMBATS DANS LA RÉGION DE BAC NINH, VUS PAR LES DEUX ADVERSAIRES.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et de Négrier de regagner Bac-Ninh, où elles sont rassemblées le 21 mars, et il prépare aussitôt une opération en direction de Hung Hoa : d'après des émissaires l'ennemi a créé une solide position fortifiée s'étendant sur les deux rives du Fleuve Rouge, et ayant la Rivière Noire comme ligne avancée.

Deux colonnes marcheront simultanément vers la Rivière Noire, flanquées sur la droite par la flottille des canonnières : de Négrier suivra la digue du Fleuve Rouge, Brière de l'Isle la route mandarine de Son Tay à Hung Hoa. Chaque colonne comporte cinq à six bataillons et plusieurs batteries. L'attaque est déclenchée le 11 avril. Les Chinois ne résistent que sur leurs avant-postes. Ils sont terrifiés par l'action de plusieurs pièces de 80 et de 95, qui au prix des plus grosses difficultés ont pu être installées sur la rive gauche de la Rivière Noire, et arrosent de leurs lourds projectiles pendant plus de six heures les ouvrages ennemis.

Dès le 12 ils évacuent la citadelle d'Hung Hoa. Un détachement les poursuit pendant deux jours. Mais le général Millot se contente de faire occuper Hung Hoa, et ramène le gros de ses forces dans la région d'Hanoï. D'ailleurs, les partis ennemis, que les succès du mois précédent à Bac Ninh avaient mis à la raison, relèvent la tête, et il faut intervenir de nouveau vers Da Phuc et Thaï Nguyen, qui devra être repris le 16 avril, et ne sera tenu définitivement par une garnison que le 10 mai.

Quelques jours plus tard, Tuyen Quang qui est le siège d'une agitation des Pavillons Noirs chassés de la région de Hung Hoa, est aussi occupé sans difficultés. Enfin, à la même époque, une colonne de police pourchasse une bande de pirates chinois dans le Dong Trieu.

Ainsi, peu à peu, le cercle d'investissement des Pavillons Noirs autour de la petite garnison d'Hanoï s'est élargi. L'occupation française, en mai 1884, a pour limites Ninh Binh, Hung Hoa, Tuyen Quang, Thaï Nguyen, Phu Lang Thuong, Haïphong, c'est-à-dire une région presque aussi étendue que la Cochinchine, mais qui cependant représente à peine le quart du Tonkin.

La tâche reste donc immense, s'il faut morceau par morceau conquérir tout ce territoire par les armes. La diplomatie doit intervenir. La paix et la tranquillité ne peuvent être assurées au Tonkin que lorsque le mot d'ordre en sera donné par la Chine, et que celle-ci renoncera sincèrement à toute suzeraineté effective sur ces contrées dépendant de la cour d'Annam.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Il faut donc agir du côté de Pékin. La Cour impériale ne cache d'ailleurs plus son jeu, et le chargé d'affaires français en Chine peut écrire à Paris : « La mise en accusation du gouverneur du Yunnan, pour n'avoir pas pu secourir Son Tay, du gouverneur et du général du Quang Si pour n'avoir pas osé défendre Bac Ninh, l'ordre de mettre à mort les deux infortunés officiers qui ont reculé devant notre attaque sont un véritable défi jeté à la France. Tout le monde l'affirme, et ceux-là même qui, la veille encore, plaidaient en faveur de la Chine des circonstances atténuantes, qui exprimaient le désir de nous voir renoncer à la totalité ou à une partie de l'indemnité que nous passions pour avoir réclamée, avouent hautement que désormais nous serions fondés à réclamer frais et dépenses, dommages et intérêts sans merci. »

De son côté, le Ministre de Russie à Pékin écrit à son gouvernement : « C'est la déclaration officielle que la guerre existe entre la France et la Chine » et il dit un jour au représentant français, faisant allusion à la richesse du Tonkin : « Cette affaire vaut pour vous quatre cents millions, si vous voulez les prendre ».

Ces rumeurs ne tardent pas à venir aux oreilles de Li Houng Tchang, ministre des affaires étrangères de Chine et, en avril 1884, celui-ci manifeste le désir d'entrer en pourparlers officieux avec les autorités françaises. Le capitaine de frégate Fournier, qui possède des relations d'amitié dans l'entourage du Ministre, se rend donc, avec l'assentiment du gouvernement français, auprès de ce dernier, et dès le 17 mai, muni de pleins pouvoirs, il signe un accord avec la cour de Pékin; il en passe aussitôt la teneur au général Millot par un télégramme en clair :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les mesures suivantes, arrêtées par les plénipotentiaires, de la convention entre la France et la Chine. Après un délai de 20 jours, c'est-à-dire le 6 juin, vous pourrez occuper Lang Son, Cao Bang, That Ké, et toutes les places du territoire tonkinois adossées aux frontières du Quang Tong, et du Quang Si. Vous pourrez en même temps établir des stations navales sur tous les points de la côte où vous voudrez. Avisez amiral Courbet. Après un délai de 40 jours, c'est-à-dire le 26 juin, vous pourrez occuper Lao Kay et toutes les places du territoire tonkinois adossées à la frontière du Yunnan. J'ai notifié à Li Houng Tchang que ces délais expirés vous procéderiez sommairement à l'expulsion de toutes les garnisons chinoises attardées sur le territoire tonkinois ».

C'est, du moins sur le papier, un très grand succès.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Le général Millot donne tout aussitôt ses ordres pour l'occupation dans les délais voulus des points indiqués. Une colonne d'un millier d'hommes avec 4 canons se forme à Phu Lang Thuong, sous les ordres du lieutenant-colonel Dugenne, et entame le 13 juin sa marche en direction de la frontière de Chine. Étant donné la chaleur et les retards apportés à la marche par la médiocrité du chemin, par le passage de nombreux arroyos, — difficultés qui incitent le commandant de la colonne à renvoyer son artillerie à Bac Ninh — celui-ci n'espère pas atteindre Lang Son avant le 26 juin, c'est-à-dire une vingtaine de jours après la date fixée par le télégramme du capitaine de frégate Fournier. Aucune résistance n'est donc à prévoir. Cependant la colonne après avoir passé le Song Thuong le 23 juin au matin, se heurte à des troupes chinoises, d'où se détachent aussitôt deux parlementaires portant une lettre ainsi rédigée :

« Au noble commandant des troupes françaises,

« Votre compatriote, M. Fournier, a dit à Tien Tsin, au moment où il retournait en France que, après vingt jours, des soldats français seraient envoyés pour parcourir le pays, et que l'armée de Kouei devrait s'en retourner camper dans certains endroits, nous le savons comme vous.

« Vous voulez que nous nous retirions aujourd'hui sur la frontière : mais il faut pour cela un avis du Tsoung Li Yamen. Ce n'est pas que nous voulions violer le traité. Le traité de Tien Tsin porte bien que nos troupes seront retirées sur la frontière. Nous ne voulons pour cela qu'une lettre qui nous fixe sur les mouvements à faire. On ne doit pas rompre la paix par des combats inutiles. Nous vous prions de bien vouloir vous-même adresser un télégramme à Pékin, pour demander une lettre du Tsoung Li Yamen. Il ne faudra que peu de temps pour la demande et la réponse. Dès que nos troupes auront l'avis du Tsoung Li Yamen, elles évacueront le territoire annamite pour retourner aussitôt à la « passe du midi ». Nos deux pays ayant en effet conclu la paix, on ne doit pas faire naître de nouvelles luttes.

« Li, Wang et Wei, chefs du camp chinois.

« Expédié de Kouan Yin Kiao, le 29e jour de la 5e lune de la 16e année

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Kouang Siu (22 juin 1884) à l'heure yeou (de 5 à 7 heures du soir) pour être remis le même jour.»

Entre le lieutenant-colonel Dugenne et les parlementaires chinois, s'engage une discussion assez confuse, à la suite de laquelle vers 3 heures du soir, un avis est donné en termes catégoriques à ceux-ci : «Dans une heure, les troupes françaises continueront leur marche».

Ces dernières avancent sans difficultés pendant plusieurs kilomètres; mais lorsqu'elles s'engagent dans un défilé formé par le Song Thuong et une longue chaîne de rochers à pic, elles se voient brusquement attaquées en tête et en queue par les Chinois. Un combat disproportionné dure toute la soirée et toute la nuit, d'autant plus dur pour le lieutenant-colonel Dugenne qu'il ne dispose plus d'une seule pièce d'artillerie.

Aussi prévient-il sans tarder le général Millot, qui prescrit au général de Négrier de faire partir d'urgence de Bac Ninh une colonne de secours. Le 24 au matin, se voyant menacé d'être complètement entouré par des forces supérieures, Dugenne donne l'ordre de se replier sur Bac Lé, où il stationne le soir même. Le lendemain, il prend la route de Kep, et rallie à environ deux kilomètres à l'ouest de Bac Lé la colonne de secours (3 compagnies, 2 batteries, 1 détachement du génie), qu'accompagne le général de Négrier.

Au cours de ces combats, les troupes françaises ont perdu 21 tués, dont 3 officiers, et 71 blessés, dont 2 officiers. Tout le convoi avec les chevaux et 30 mulets est resté aux mains de l'ennemi. C'est un échec qui risque de nuire grandement au prestige de la France en Extrême-Orient, et que les Chinois seront heureux d'exploiter.

Aussi dès le 28 juin le gouvernement français réclame-t-il auprès de la Cour de Pékin réparation immédiate de l'affront subi.

*
* *

A l'origine de l'affaire de Bac Lé il y a très vraisemblablement un réel malentendu entre les mandarins chinois et le lieutenant-colonel Dugenne. D'autre part, celui-ci, qui dispose de la télégraphie optique, aurait pu demander des instructions à Hanoï. Son excuse est dans l'état d'énervement où l'ont mis sans doute les difficultés d'une longue marche, en pleine saison chaude, et aussi l'attitude assez arrogante des parlementaires ennemis, dont

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'escorte bien équipée semble narguer les vêtements déguenillés et les visages fatigués des soldats français. Peut-être aussi ne prend-il pas au sérieux les menaces de l'adversaire.

En tous cas, préparé ou non, l'incident de Bac Lé est considéré par les troupes chinoises comme une revanche de leurs nombreux déboires dans cette région depuis le mois de février.

Le gouvernement de Pékin plaide sa bonne foi, se retranchant derrière une mauvaise traduction de certains articles du traité de Tien Tsin. Cependant un long échange de notes, de conversations infructueuses ne tardent pas à montrer au représentant de la France que la Chine entend surtout gagner du temps, et le 12 juillet, celui-ci remet au Tsoung Li Yamen un ultimatum demandant que les troupes chinoises évacuent le Tonkin sans autre délai et exigeant une indemnité de 250 millions de francs.

Les mandarins chinois reçoivent bien l'ordre, le 16 juillet, de retirer leurs unités «en deçà des défilés du Yunnan et du Quang Si», mais de nouveaux atermoiements se produisent pour la question d'une indemnité; des conférences ouvertes à Shanghaï le 28 juillet n'aboutissent pas, et le 19 août un nouvel ultimatum est remis à ce sujet au Tsoung Li Yamen.

Une réponse, en termes très vagues, et n'accordant pas les satisfactions réclamées est remise le 20 août. D'ailleurs, on apprend qu'en dépit de ces longues négociations, la Cour de Pékin n'a cessé d'envoyer de nouvelles troupes au Tonkin : au début de juillet, un corps de 7.500 hommes à reçu l'ordre de passer la frontière pour se joindre aux Pavillons Noirs; le 31 juillet, le vice-roi du Setchouen est invité à envoyer un général et 2.500 réguliers au vice-roi du Yunnan et à se concerter avec ce dernier pour empêcher l'occupation de Lao Kay par les Français.

Le vice-amiral Courbet, commandant les forces navales d'Extrême-Orient, reçoit aussitôt la mission de détruire l'arsenal de Fou Tchéou.

L'escadre française se trouve concentrée depuis la fin de juillet dans la rivière Min, face à face avec la flotte chinoise qu'elle surveille. L'action s'engage à 13 h. 45 le 23 août. A 14 h. 25, la flotte chinoise est anéantie; les Chinois ont perdu 22 navires et 2.000 hommes. Le 24, les Français bombardent l'arsenal, puis descendent la rivière pendant une vingtaine de kilomètres, sous le feu des batteries chinoises établies sur les deux rives. Du 25 au 29, l'amiral Courbet procède à la destruction méthodique de ces ouvrages qu'il prend successivement à revers. Le 29 août, l'escadre quitte la rivière Min, après avoir démoli jusqu'au dernier canon de la défense.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

C'est une rude leçon pour la Chine, mais encore insuffisante. La lutte va se poursuivre pendant près d'un an sur le territoire tonkinois.

D'ailleurs, pendant tout l'été de 1884, les troupes françaises ont à effectuer de nombreuses colonnes contre les pirates ou les Pavillons Noirs, qui trouvent dans la résistance du gouvernement chinois un encouragement à la lutte : il est nécessaire d'opérer à la fois du côté de Son Tay, de Ha Dong, au nord de Bac Ninh, vers Nam Dinh, sur le Luc Nam, où le fortin de Chu est enlevé et occupé. A la fin d'août, la Cour de Pékin élève Luu Vinh Phuoc au grade de mandarinat égal à celui de général de division, et les têtes des Français sont mises à prix, depuis 100 taëls [1] pour celle d'un simple soldat jusqu'à 10.000 taëls avec un rang officiel et le mandarinat «à plume de martin-pêcheur» pour celle d'un général commandant en chef.

A ce moment même, une nouvelle révolution de palais, à Hué, met sur le trône Ham Ngi, un cousin de l'empereur Kiem Phoc, qui meurt empoisonné, sans doute parce qu'il essayait de se rapprocher de la France. L'hostilité du gouvernement annamite est très violente à notre égard.

La situation, sans être grave, demeure donc difficile. Le général Millot, très fatigué par le climat, ne se sent plus assez vigoureux pour mener à bien sa tâche, et sollicite son rappel. Le général Brière de l'Isle prend le 8 septembre 1884 le commandement du corps expéditionnaire.

*
* *

Les opérations effectuées au début de 1884 sont intéressantes à plus d'un titre.

Jusqu'à la constitution d'une division de marche en février, on a toujours paré au plus pressé, qui est d'éloigner d'Hanoï la menace d'une attaque des Pavillons Noirs. Les opérations n'ont eu qu'un but tactique : enlever telle ou telle position. Dès que l'importance des effectifs le permet, on procède au contraire à des opérations de plus grande envergure, ayant un caractère stratégique. Le général Millot, s'assurant au cœur du Delta une base solide, manœuvre par les lignes intérieures. En mars, après avoir

[1] Le tael valait à l'époque 7 fr. 13.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

laissé dans les garnisons le minimum de forces, il lance le gros de ses troupes (10 bataillons et 10 batteries) sur Bac Ninh, et la région entre Song Cau et Song Thuong. Ayant pris de l'air de ce côté, il prononce, moins d'un mois plus tard, une grosse attaque vers Hung Hoa, avec des effectifs équivalents. Puis en mai ce sera l'occupation définitive de Thai Nguyen, et celle de Tuyen Quang. Au fur et à mesure de l'avance des troupes, les points nouvellement tenus sont fortifiés, de manière à servir de base éventuellement à une nouvelle opération. C'est ainsi que de la garnison de Bac-Ninh, le 24 juin, peut être tirée la colonne de secours qui rejoindra en une étape les troupes du lieutenant-colonel Dugenne battant en retraite après l'incident de Bac Lé.

Jamais encore dans les campagnes exécutées en Indochine des colonnes comportant des effectifs aussi importants n'ont figuré. En Cochinchine, les colonnes les plus fortes dépassaient rarement 7 à 800 hommes, et les troupes faisaient généralement sur des canonnières ou des transports tout ou partie des étapes qui les amenaient devant My Tho, Bien Hoa ou Vinh Long. Au cours des opérations dirigées par le général Bouet ou l'amiral Courbet, les effectifs engagés sont montés jusqu'à 4 ou 5.000 hommes, mais ces unités demeurent rivées à leur base de ravitaillement, Hanoï, et certaines ont exécuté par voie d'eau une partie du trajet, d'ailleurs très court.

Au contraire, dans les opérations sur Bac Ninh, Thaï Nguyen, Phu Long Thuong, Kep, les colonnes vont s'éloigner de leur base pendant une quinzaine de jours et à une distance de 60 à 100 kilomètres; elles comprendront des effectifs de plusieurs milliers d'hommes qu'il faudra ravitailler en vivres, en munitions, en matériel de toutes natures et elles devront, au surplus, assurer elles-mêmes la sûreté de leurs lignes de communication. La colonne de Négrier s'élève à six bataillons (en y comprenant trois compagnies de marins), quatre batteries, une ambulance, un parc d'artillerie, un parc du génie, un convoi administratif. Sans doute, une partie des troupes et des convois effectuent sur des canonnières ou des remorqueurs le trajet de Haï Duong à Phu Lang, un peu au nord de Sept Pagodes, mais à partir de ce point les mouvements se feront en entier par voie de terre dans des conditions très pénibles. Au-delà de Bac Ninh, cette colonne comporte encore trois bataillons européens, deux compagnies indigènes, deux batteries, une ambulance et un convoi : c'est déjà une formation assez lourde, en pays de brousse, où l'on ne peut guère circuler que sur des sentiers en file indienne, et où il est matériellement impossible, en raison

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de l'orientation des cours d'eau, de les utiliser pour le transport des troupes ou des ravitaillements.

Dans l'expédition de Hung Hoa, les effectifs des colonnes sont comparables à ceux des colonnes de Bac Ninh. La brigade Brière de l'Isle se compose de six bataillons et demi, et d'un groupe d'artillerie, la brigade de Négrier de quatre bataillons et demi, et de deux groupes d'artillerie.

Tactiquement, le général Millot procède comme ses prédécesseurs : démonstration sur l'ensemble d'un front, et débordement par une aile, de manière à atteindre l'ennemi à la gorge de sa position. Mais possédant des effectifs supérieurs il lui est possible d'exploiter davantage un succès et d'obtenir dès lors des résultats plus décisifs. Les Chinois, face aux colonnes peu étoffées du général Bouet, abandonnent un village; pressés par l'amiral Courbet, ils évacuent une citadelle; pris à revers par près de 5.000 hommes sur toute la ligne du Song Cau, ils s'enfuient précipitamment de toute la région de Bac Ninh.

Mais cette manœuvre débordante des troupes françaises exige une infanterie ardente et entraînée, une artillerie qui sache appuyer à tout instant son infanterie et lui ouvrir la route.

*
* *

L'infanterie est de composition hétérogène, mais toutes les unités, formées presque uniquement de volontaires et de soldats de métier, sont excellentes : il y a deux bataillons de légion étrangère, deux bataillons de tirailleurs algériens, un bataillon d'Afrique, trois bataillons d'infanterie de marine, trois bataillons d'infanterie métropolitaine[1] — ceux qu'on appelle dans le corps expéditionnaire les « Électeurs » et dont l'entrain d'ailleurs ne s'est jamais démenti, — et un nombre variable de compagnies de marins.

Il existe en outre des troupes indigènes, tout d'abord quelques unités de « tirailleurs annamites » envoyées de Cochinchine, puis des unités de « tirailleurs tonkinois ».

---

[1] Régiment de marche formé de bataillons des 23e, 111e et 143e régiments d'infanterie.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Entrée des troupes françaises dans la citadelle de Hung Hoa.
(Peinture annamite conservée au Musée de l'Armée.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Jusqu'alors, des auxiliaires du pays ont été utilisés à maintes reprises : un petit corps de 300 volontaires tonkinois, organisé par Francis Garnier, participe activement le 21 décembre 1873 à la défense de Nam Dinh, et aux opérations autour de cette place. Plus tard, un bataillon de Pavillons jaunes, comprenant, il est vrai, à la fois des Chinois et des Annamites, prend part aux affaires de Vong et de Phung; des détachements de volontaires tonkinois combattent à Son Tay et à Bac Ninh. Leur attitude au feu est excellente, et le général Millot demande au ministre de la marine de donner à ces troupes irrégulières un statut légal sur les bases adoptées pour le régiment de tirailleurs annamites de Cochinchine. Un décret du 12 mai 1884 réglemente l'organisation de deux régiments de tirailleurs tonkinois : les cadres sont fournis par l'infanterie de marine, chaque régiment comporte trois bataillons de quatre compagnies, d'effectif variant de 200 à 250 tirailleurs; le recrutement des indigènes est régional, et s'opère par voie d'appels suivant la coutume annamite, chaque commune étant responsable de la présence de son contingent sous les drapeaux.

L'appoint fourni par les troupes indigènes permet, tout en laissant dans les garnisons les contingents nécessaires à la défense, d'utiliser pour les opérations les brigades sensiblement avec leurs effectifs constitutifs.

La colonne Brière de l'Isle dans l'expédition de Hung Hoa est même plus fortement étoffée (six bataillons et demi) qu'une brigade ordinaire : elle comprend 600 tirailleurs tonkinois. C'est une proportion d'environ un Tonkinois pour cinq Européens. Après la prise de Bac Ninh, la colonne de Négrier, dans sa marche sur Kep, comporte une proportion à peu près analogue de troupes indigènes (une compagnie annamite, une compagnie tonkinoise pour trois bataillons européens), et le commandant de la colonne ne se repent pas de leur avoir fait confiance en les mettant à son avant-garde. Les Chinois occupent une bonne position sur la rive gauche du Song Thuong, au village de Phu Lang Thuong, dominé par un fortin. Le fleuve est très profond en cet endroit et d'une largeur d'une centaine de mètres. Les canonnières qui ont reçu l'ordre de se porter de Sept Pagodes vers ce point pour le passage des troupes ont été arrêtées en cours de route par deux barrages successifs qu'il a fallu détruire, et elles manquent au rendez-vous. L'ennemi a retiré tous les sampans sur la rive gauche. Aucun gué. Cette situation ne peut se prolonger sans gros inconvénient. C'est alors que des tirailleurs tonkinois, se jetant à la nage, abordent la rive opposée malgré le feu des Chinois, et ramènent plusieurs sampans sur la rive droite; le transport des troupes commence aussitôt, et dans d'assez

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

bonnes conditions pour que dès la fin de l'après-midi l'ennemi soit chassé du fortin de Phu Lang Thuong, y abandonnant ses morts et des munitions d'artillerie.

*
* *

L'infanterie est aidée dans sa marche par l'action constante de l'artillerie, qui a une triple mission : éteindre le propre feu de l'artillerie ennemie, ouvrir des brèches dans le système de défense, faire terrer les défenseurs pendant la progression des fantassins, et notamment au moment de l'assaut. Les Chinois possèdent une artillerie nombreuse : en dehors de pièces de rempart d'un modèle ancien, — les Français en trouvent 20 à Bac Ninh, 30 à Hung Hoa, 37 à Thaï Nguyen, — ils utilisent des canons Krupp d'un modèle très récent, dont ils abandonnent une dizaine à Bac Ninh et à Kep. Mais ce sont des artilleurs médiocres. Ils garnissent les pièces fixes des forts d'une charge non dosée de poudre, et disposent au petit bonheur, en avant de cette charge, des projectiles, l'un approprié au calibre, les autres plus petits servant de mitraille : aussi les éclatements de canons sont-ils nombreux.

L'artillerie française est moins favorisée en ce qui concerne le nombre des pièces, et la variété des calibres est presque aussi grande, puisqu'elle comporte en tout 63 pièces de cinq modèles différents, ce qui rend le ravitaillement en munitions particulièrement délicat :

24 pièces de 4, servies par l'artillerie de marine,
11 pièces de 65, servies soit par l'artillerie de marine, soit par des marins,
12 pièces de 80 de montagne, servies par l'artillerie de terre,
12 pièces de 80 de campagne, en réserve, sans personnel affecté,
4 pièces de 95, servies par l'artillerie de terre.

La contre-batterie sera relativement aisée, mais notre artillerie éprouvera plus de difficultés pour ouvrir des brèches par tirs percutants dans les ouvrages fortifiés, ou pour disperser, au moyen d'un tir fusant continu, les nombreux défenseurs qui se relaient sur les parapets des citadelles ou des fortins.

Dans les tirs percutants, faute d'une fusée à retardement (qui n'existe pas encore) il faut tirer de très près pour que le projectile entre suffisamment en terre avant l'éclatement. Il en est de même pour les tirs fusants, en raison de la faible vitesse restante des balles au point d'éclatement. Les batteries doivent donc suivre l'infanterie au plus près, et par échelons,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

un échelon se déplaçant pendant que l'autre assure la continuité du tir. Ces alternatives de déplacements et de mise en batterie sont très difficiles en raison de la nature du terrain : absence de chemins, hautes herbes, marécages ou rizières inondées, digues étroites et souvent rompues, multiplicité des arroyos; parfois, on trouve à peine l'espace suffisant entre deux marécages ou rizières pour permettre la mise en batterie et le recul des pièces.

Tous les moyens de transport ou de traction sont utilisés. Les canons sont traînés à la bricole par les artilleurs ou les coolies, embarqués sur des jonques quand on le peut, portés et tractés par des mulets, quelquefois par des bœufs ou des chevaux annamites. Ceux-ci sont vigoureux, mais de très petite taille. Les chevaux de France sont décimés par le climat et l'absence de leur nourriture habituelle des pays occidentaux. Sur 63 pièces, 18 canons de 4, et 6 canons de 80 de montagne peuvent seuls être attelés.

Il a donc fallu aux artilleurs une énergie peu commune pour venir à bout de toutes ces difficultés. Au point de vue tactique, les méthodes employées ont toujours été excellentes : on a agi surtout par concentration de feu sur des objectifs importants. Mais la caractéristique essentielle des campagnes de 1884, c'est l'utilisation pour la première fois en Indochine du matériel de Bange (80 de montagne), du matériel de 95, et du ballon comme moyen d'observation. Le 80, dont sont munies les batteries de l'armée de terre (11e et 12e batteries du 12e régiment), se révèle dès le début très supérieur, en ce qui concerne la portée, la précision, la puissance et la mobilité, aux pièces de 4 sur affut de 65, ou aux pièces de 65 : il se charge par la culasse, atteint 4.000 mètres, et il est possible de tirer deux coups par pièce et par minute. Quant au 95, ses effets sont particulièrement appréciés du commandement français lors de l'attaque de la citadelle d'Hung Hoa. «L'efficacité du tir était merveilleuse», écrit à ce sujet le général Millot.

Le réglage du tir s'effectue par ballon à la prise de Bac Ninh et à l'attaque de Hung Hoa : les observations sont faites à une altitude d'environ 300 mètres, et transmises à la voix. Procédé rudimentaire, mais qui n'en a pas moins facilité la tâche des artilleurs, et apporté dans la lutte un élément d'intimidation pour les Chinois.

*
* *

L'importance des colonnes de 1884 nécessite une organisation nouvelle des différents services. Jusqu'alors les vivres ont pu être aisément trouvés

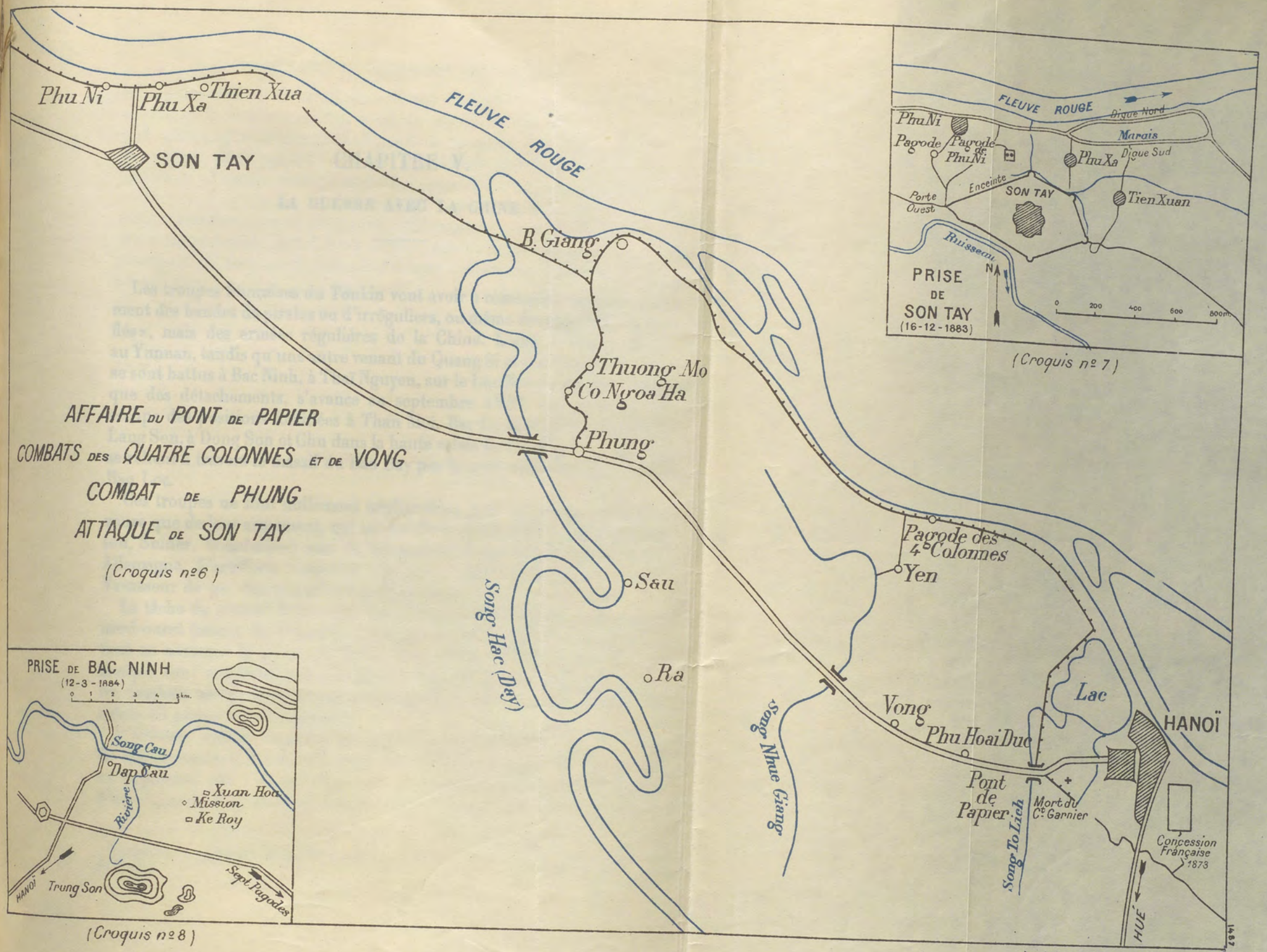
Université Côte d'Azur. Bibliothèques

sur place, ou envoyés de Cochinchine. L'afflux plus considérable de troupes du département de la Guerre (neuf bataillons et un groupe d'artillerie) complique les questions de ravitaillements de toutes natures : les effets demandés dans les dépôts des régiments métropolitains n'arrivent pas ou n'arrivent que trop tard, et on est vite amené à doubler les services du Commissariat de la Marine par du personnel de l'Intendance.

Le service des transports est des plus délicats. Le Commissariat dispose d'une flottille de quatorze chaloupes et cinq grands chalands, absolument insuffisante, surtout pendant la saison des pluies, où la remontée des fleuves et des rivières est très lente : en maintes circonstances, il faut réquisitionner des jonques, des sampans, des pirogues, dont le rendement est médiocre. Dès que l'on quitte les voies fluviales, on doit avoir recours aux coolies, et l'on éprouve souvent des déboires dans leur recrutement. C'est ce qui se produit lors de la mise en marche de la brigade du général de Négrier avant l'attaque de Bac Ninh : « On s'en passera (de coolies), écrit celui-ci au général Millot, pour les officiers et les états-majors, qui vivront à la gamelle, mais il en faut pour le transport des blessés, du matériel du génie et de l'artillerie, des munitions, des subsistances, etc. » Cependant pour la colonne de Hung Hoa on en recrute plus de 2.000. La charge moyenne d'un homme, de 22 à 27 kilogrammes, est partagée en deux parties égales suspendues aux extrémités d'un bambou reposant sur l'épaule ; si elle dépasse ce poids, deux hommes la portent au moyen d'un long bambou dont les extrémités reposent sur leurs épaules.

Les coolies ne donnent pas toujours satisfaction : bien que payés convenablement, ils ont tendance à la maraude et au pillage, et lors de l'affaire de Bac Lé, dix d'entre eux ayant été tués par les balles chinoises, les autres s'enfuient, et la colonne, afin de pouvoir ramener les tués et les blessés, est obligée d'abandonner son convoi.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Imprimé au Service Géographique de l'Armée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE V.

LA GUERRE AVEC LA CHINE.

Les troupes françaises du Tonkin vont avoir à combattre non plus seulement des bandes de pirates ou d'irréguliers, ou même des réguliers « camouflés », mais des armées régulières de la Chine. L'une d'elles s'organise au Yunnan, tandis qu'une autre venant du Quang Si et dont les éléments qui se sont battus à Bac Ninh, à Thaï Nguyen, sur le Luc Nam, à Bac Lé n'étaient que des détachements, s'avance en septembre 1884 vers le Delta. Elle occupe des positions fortifiées à Than Moi, Bac Lé et Kep sur la route de Lang Son, à Dong Son et Chu dans la haute vallée de Luc Nam. Ces positions se relient à travers le massif du Bao Day par le gros centre de résistance de Bao Loc.

Ces troupes ne sont nullement négligeables, tant en raison de leur bravoure que de leur armement, qui est excellent. Les fusils (Mauser, Remington, Snider, Winchester) sont de fabrication récente en Angleterre ou en Allemagne. L'artillerie comporte des pièces Krupp de 65, des canons Vavasseur de 90, des mitrailleuses Nordenfeld.

La tâche du général Brière de l'Isle, obligé de se garder à la fois vers le nord-ouest (armée du Yunnan) et vers le nord-est (armée du Quang Si) tout en assurant la police du Delta, sera d'autant plus délicate que ses troupes sont exténuées par les allées et venues qu'elles ont effectuées et les combats auxquels elles ont pris part depuis le début de l'année, et même en pleine saison chaude.

D'ailleurs, malgré l'appoint de deux régiments de tirailleurs tonkinois de chacun environ 3.500 indigènes, les effectifs du corps expéditionnaire ne dépassent pas 15.000 hommes[1], car celui-ci a dû fournir la valeur d'un régiment pour occuper Formose et renforcer les garnisons d'Annam.

[1] 16.000, en y ajoutant un millier de marins en service sur les 22 bâtiments de la flottille du Tonkin.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et 1.800 hommes sont dans les hôpitaux ou détachés de leurs unités. La garde et la défense des garnisons du Delta qui se sont beaucoup accrues depuis un an en exige plusieurs milliers, de telle sorte que pour faire face à deux armées fortes probablement chacune de plusieurs dizaines de mille hommes, le général Brière de l'Isle disposera d'une force mobile d'environ 10.000 combattants.

Son plan est d'assurer la tranquillité dans le Delta par quelques rapides opérations de police, qui auront surtout pour but de faire parade de la force de la France devant les populations indigènes, puis de se porter au-devant de l'armée chinoise du Quang Si, de lui enlever l'initiative de toute opération, enfin, le cas échéant, de se retourner contre l'armée du Yunnan, qui ne semble pas devoir entrer en action avant plusieurs mois.

*
* *

La deuxième quinzaine de septembre est consacrée à l'exécution de plusieurs colonnes qui opèrent simultanément dans la région de Son Tay, sur la Rivière Noire, aux abords de Phu Lang Thuong, vers Haï Duong. Celles-ci comprennent généralement deux ou trois compagnies d'infanterie, dont une compagnie de tirailleurs tonkinois, ce qui constitue pour ces dernières une excellente école et un très bon entraînement.

Les canonnières appuient en plusieurs circonstances l'action des fantassins, mais sur le Luc Nam trois d'entre elles sont violemment prises à parti par des réguliers chinois postés sur les rives, et en raison du nombre élevé de leurs pertes (plusieurs morts et 33 blessés) rétrogradent sur Sept Pagodes.

Cette circonstance détermine le général Brière de l'Isle à entamer sans délai une opération en vue de bousculer les fortifications chinoises barrant les deux routes d'accès à la région de Lang Son.

Le général de Négrier reçoit la direction des opérations. Il dispose de trois colonnes. La principale, qui doit opérer dans la vallée du Song Thuong, est sous ses ordres directs, et est aussi la plus considérable : trois bataillons et deux batteries. Les deux autres sont de la force d'environ un bataillon et une demi-batterie; l'une, commandée par le lieutenant-colonel Donnier, empruntera la vallée du Luc Nam, l'autre sous les ordres du commandant de Mibielle a pour objectif Bao Loc, à l'ouest du massif du Bao Day, et éventuellement Kep. En somme, de Négrier compte tourner

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

les organisations adverses par sa gauche, où la vallée du Song Thuong lui présente un itinéraire plus facile.

D'après les renseignements obtenus le 5 octobre au soir, l'ennemi a partagé ses forces en deux groupes principaux, l'un vers Chu, sur le Luc Nam, fort d'environ 4.800 réguliers chinois, l'autre vers Kep estimé à environ 3.200 réguliers. Ces deux groupes paraissent reliés par un détachement à Bao Loc. Le général estime qu'en raison de la présence de forces importantes dans la vallée du Luc Nam, il convient d'étayer la colonne Donnier par sa voisine la colonne de Mibielle. La sienne appuiera vers la droite de manière à flanquer plus efficacement le colonel Donnier, et notamment à chasser l'ennemi de Bao Loc, par où il risquerait de gêner toute opération dirigée sur Kep.

Donnier, malgré une violente résistance qui lui occasionne des pertes assez élevées (11 tués, 30 blessés), enlève par ses propres forces la position de Lam, et, renforcé de la colonne de Mibielle, attaque Chu le 8 octobre. Après trois jours de combat, les Chinois se retirent sur le col de Deo Quan, puis, après une nouvelle poursuite, vers Dong Son.

Pendant ce temps, l'avant-garde de la colonne de gauche arrive devant Bao Loc le 7 octobre. Le détachement chinois qui occupe cette position s'enfuit au premier coup de canon; par ailleurs, le général de Négrier a appris la jonction des colonnes Donnier et de Mibielle. Il décide alors de marcher sur Kep. Il y livre un violent combat aux Chinois qui se sont fortifiés dans le village, et à droite et à gauche de la route de Lang Son. Toute l'artillerie, massée sur un mamelon qui domine Kep à courte distance, canonne le village, pendant que deux compagnies ont pour mission de le contourner à l'est pour le prendre de revers. Cette opération s'exécute méthodiquement, mais les Chinois prononcent vers 11 heures une contre-attaque, bien que repoussée celle-ci amène quelque retard dans le mouvement d'encerclement.

Un premier assaut du village par les troupes françaises ne réussit d'ailleurs pas. Le général de Négrier décide alors de masquer Kep, et ils'empare, grâce à un mouvement hardi, des positions qui au nord barrent la route de Lang Son. Ainsi assuré de n'être pas lui-même contre-attaqué, il renouvelle son offensive sur le village, mais ce sera seulement à la quatrième tentative que les Français s'en empareront. Les Chinois se font tuer sur place, et il faut en venir en maints endroits au corps à corps. Aussi les pertes de la journée sont-elles sévères : 32 tués, dont 2 officiers, et 61 blessés, dont 6 officiers, parmi lesquels le général de Négrier.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le lendemain et les jours suivants, des colonnes légères poursuivent les débris des troupes chinoises; une fraction de ces troupes, échappée de Chu, tente même de gagner le Delta par Dong Trieu et Haï Duong : le lieutenant-colonel Dugenne et le commandant Servière lui donnent la chasse. Mais il faut surtout empêcher les Chinois de se réinstaller sur les positions dont ils ont été délogés non sans peine. Des garnisons, chacune d'environ un bataillon avec une section d'artillerie, sont laissées à Kep, Lam et Chu.

*
* *

Le général Brière de l'Isle a reçu, avec sa promotion au grade de divisionnaire, les encouragements du gouvernement français, et pleine autorité sur tout le Tonkin tant que les opérations en cours ne seront pas terminées. Mais les Chinois restent tout aussi entreprenants, inquiètent garnisons et convois, et le commandant en chef voudrait en finir au plus tôt avec eux dans la région de Lang Son, car sur le haut Fleuve Rouge et vers Tuyen Quang les détachements précurseurs de l'armée du Yunnan commencent à faire pression sur les forces françaises. Il redoute toutefois d'engager des effectifs importants loin de leur base de ravitaillement tant qu'il ne disposera pas des moyens de transport nécessaires. C'est là que git la difficulté, car les mulets sont peu nombreux (le général Brière de l'Isle vient de demander qu'on lui en envoie 400 de France) et le recrutement des coolies depuis l'affaire de Bac Lé laisse toujours à désirer.

Cependant il en reçoit un petit noyau venant de Shang Haï, et au début de décembre un convoi de 100 mulets débarque à Haïphong. Cette légère amélioration dans le service des transports l'incite à tenter une action en direction de Nui Bop, où les Chinois semblent avoir installé un camp.

Ces opérations, auxquelles participent quatre bataillons et deux batteries se déroulent du 3 au 6 janvier 1885, sous la direction du général de Négrier, et aboutissent à l'enlèvement du camp retranché de Phong Cot. En se retirant, l'ennemi abandonne un grand nombre de morts sur le terrain, deux batteries Krupp, 356 grandes tentes et un matériel considérable. Les pertes françaises se montent à 19 tués et 65 blessés, dont 3 officiers.

Mais, toujours en raison de la pénurie des moyens de transport, le général Brière de l'Isle ne peut se résoudre à laisser poursuivre l'ennemi. C'est cependant à Lang Son même qu'il faut aller le châtier.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Li Houng Tchang, commandant des troupes chinoises dans les provinces limitrophes du Tonkin, et futur Ministre des Affaires étrangères de la Chine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Son effort se porte donc sur la constitution des moyens de transport indispensables en vue d'une opération de grande envergure qui doit mener les Français jusqu'à la frontière de Chine. A la fin de janvier 1885, une colonne de huit bataillons, deux batteries et les services correspondants est réunie à Chu : elle comprend au total 7.186 combattants et 4.500 coolies. Les troupes sont réparties en deux brigades, la première sous les ordres du colonel Giovanninelli, la deuxième sous les ordres du général de Négrier ; le général Brière de l'Isle prend le commandement de la colonne ; il a le colonel Borgnis-Desbordes comme commandant de l'artillerie.

Bien qu'il ait reçu de mauvaises nouvelles de Tuyen Quang où depuis le 23 janvier la garnison est assiégée, le commandant en chef ne se laisse pas détourner de son idée : détruire d'abord l'armée du Quang Si afin de faire face ensuite à l'armée du Yunnan.

Il a le choix entre plusieurs itinéraires qui ont été étudiés en détail. L'un, par Tien Yen, est mal gardé par les Chinois, et procurerait un effet de surprise certain, mais la base de départ serait trop loin du Delta, et ce petit port n'est au surplus accessible qu'à des jonques. On y renonce : il en est de même de la «route mandarine», la plus connue, puisqu'elle a été en partie parcourue par la colonne Dugenne, mais, outre qu'elle rappellerait un mauvais souvenir aux troupes, elle suit un fond de vallée encaissé où l'ennemi a multiplié ses défenses. L'itinéraire Chu-Nui Bop Phuc Tang est un peu excentrique, augmente de deux jours la durée du parcours, ce qui constitue un inconvénient sérieux en raison de la pénurie des moyens de transport. Reste la route Chu-Dong Son, par le col de Deo Quan ou celui du Deo Van. Ce dernier col offre deux avantages : il permet d'aborder la position de Dong Son par la gauche, de rejeter ainsi l'ennemi en dehors de sa ligne de retraite probable, et de s'emparer, dès la première marche, d'un village désigné comme magasin à riz des troupes chinoises de Dong Son.

Le général Brière de l'Isle s'arrête donc à l'itinéraire Chu-col de Deo Van-Dong Son-Lang Son, non sans faire exécuter le 30 janvier par le général de Négrier une feinte vers Kep, pour attirer l'adversaire du côté de la «route mandarine».

L'offensive commence le 2 février. Trois jours de combats très durs, notamment le 5 février à Hao Ha sont nécessaires pour enlever fortin par fortin, mamelon par mamelon, la barrière fortifiée dont Dong Son constitue

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le réduit, et qui commande les débouchés de Deo Van et de Deo Quan et l'accès des routes de Than Moi et de Lang Son. Après une remise en main de quelques jours, il faut de nouveau, à Pho Vi, le 11, s'ouvrir le chemin non pas seulement à coups de canon, mais à la baïonnette, car les Chinois font preuve de mordant, et prononcent de fréquentes contre-attaques. Une première position enlevée, la colonne se heurte à une deuxième ligne de hauteurs fortifiées, à cheval sur la route de Lang Son. Un audacieux mouvement tournant de deux compagnies d'infanterie de marine, qui profitent du brouillard, les amènent par la droite sur le flanc et les derrières de l'ennemi : celui-ci évacue précipitamment tous les ouvrages, et se replie vers le nord.

La brigade Giovanninelli le poursuit, et vient bivouaquer le 12 février au soir à quelques kilomètres de Lang Son. Le général Brière de l'Isle prescrit à l'ensemble de la colonne de reprendre la marche dès le 13 au matin, pour empêcher les Chinois de se ressaisir. Vers midi, la brigade Giovanninelli entre dans Lang Son évacué, et va occuper Ky Lua, sur la rive droite du Song Ki Kong ; la brigade de Négrier s'installe à Lang Son même dans la soirée.

*
* *

La 1re brigade ne fait qu'un très court séjour à Lang Son. Dès le 16 février, elle est mise en marche vers l'ouest, en direction de Tuyen Quang, où la situation apparaît très critique.

Dès le 12 octobre, la citadelle de Tuyen Quang est attaquée par les Pavillons Noirs, qui mettent le feu au village. Ces tentatives sont renouvelées pendant les cinq nuits suivantes : le petit détachement, qui occupe la citadelle, résiste victorieusement, mais en raison de son faible effectif, il ne peut exécuter aucune sortie. Aussi les troupes ennemies se livrent-elles impunément à toutes sortes de déprédations autour de Tuyen Quang, attaquent les canonnières qui escortent les convois de vivres et de munitions, et leur causent souvent des pertes.

Le général Brière de l'Isle organise une colonne sous le commandement du colonel Duchesne en vue d'infliger une leçon aux Pavillons Noirs et de renforcer la place de Tuyen Quang. Ce détachement comprend quatre compagnies et demie d'infanterie et une section d'artillerie : elle est transportées par la flottille sur la Rivière Claire jusqu'aux approches du

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

village de Duoc qu'il faudra enlever, le 19 novembre, par un assaut sanglant. Le soir même la colonne entre à Tuyen Quang, et l'ennemi, le 20, est repoussé sur Phu Yen Binh.

Le 23 novembre, le colonel Duchesne quitte Tuyen Quang, laissant le commandement de la place au commandant Dominé. Ce dernier dispose de 2 compagnies de légion étrangère, d'une compagnie de tirailleurs tonkinois, d'une section d'artillerie de marine, d'un petit détachement du génie (8 hommes, commandés par le sergent Bobillot). L'armement de la section d'artillerie comporte 2 canons de 80 de montagne, 2 canons de 4, 2 canons-revolvers de 37, avec un approvisionnement d'environ 800 coups de 80, 200 de 4, 1.600 de 37. La canonnière *Mitrailleuse* reste aussi à la disposition du commandant de la défense.

*
* *

Le commandant Dominé prévoit à bref délai une attaque des Chinois. D'après les renseignements fournis par des émissaires, il sait que le commandant des forces du Yunnan est venu conférer à Phu Yen Binh avec Luu Vinh Phuoc, y a séjourné plusieurs jours, et a promis des renforts. A Phu Yen Binh, à Phu Doan, aux environs de Yen Bay, on signale plusieurs milliers de Pavillons Noirs.

Dès le lendemain du départ du colonel Duchesne, Dominé déclare Tuyen Quang en état de siège, et institue un «Conseil de défense», où, en dépit de son grade modeste, est appelé le sergent Bobillot, chef du génie. La place se prête mal à une défense active. La citadelle a la forme d'un parallélogramme de 300 mètres de côté avec une demi-lune au milieu de chaque face. Malheureusement, elle est dominée de trois côtés, au sud, à l'ouest, et au nord par des mamelons dont les pentes viennent en certains points aboutir jusqu'au pied des remparts. En vue d'améliorer cette situation, la construction d'un blockhaus sur l'un de ces mamelons, à 300 mètres au sud-ouest de la citadelle, est entreprise ; des défenses accessoires sont multipliées de tous côtés, ainsi que des tranchées et des boyaux permettant de se porter aux emplacements de combat à l'abri des vues.

Pendant près d'un mois des reconnaissances à quelques kilomètres de Tuyen Quang repoussent aisément des détachements ennemis, leur infligent même, le 21 décembre, à Dong Yen, de fortes pertes, mais cette persistance des Pavillons Noirs à se tenir à faible distance de la place ne

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

laisse aucun doute sur leurs intentions. D'ailleurs, à partir du 31 décembre, ils prennent eux-mêmes l'offensive : ils sont chaque fois repoussés ; cependant, le 27 janvier, ils réussissent à se maintenir à moins d'un kilomètre des lignes françaises, entament aussitôt une tranchée, avec une sape en direction du blockhaus, et celui-ci, bientôt encerclé, doit être évacué le 30 janvier.

Un réseau de tranchées protégées par des fascines ne tarde pas à entourer la citadelle dont les saillants sud-ouest et nord-ouest, ainsi que la demi-lune ouest, semblent être les objectifs principaux de l'ennemi. Le 7 février, celui-ci s'installe sur le mamelon du blockhaus abandonné par les Français, et y place 2 canons de rempart, une pièce de 4, et une autre pièce de gros calibre.

Toutefois, craignant de se lancer à l'assaut contre des obstacles qu'il préjuge bien défendus, il commence dès le 8 février une guerre de mine, qui va maintenir la petite garnison assiégée en alerte perpétuelle : le 8 février les mineurs chinois poussent une sape vers la demi-lune ouest. Le sergent Bobillot fait faire une galerie dans le but de servir d'évent à la sape offensive et réduire ainsi son action. Le 11 février, le légionnaire Naury, occupé à creuser cette galerie, donne un coup de pioche qui défonce la paroi le séparant du mineur ennemi, et ils entament une lutte à bras le corps. Le sergent Bobillot tente alors d'inonder la sape, et n'y réussit que temporairement. Le lendemain, les travaux reprennent du côté Chinois et dans la soirée la mine saute, crevant le mur de la citadelle. La brèche est toutefois assez réduite, et les Pavillons Noirs, qui risquent un assaut, sont repoussés avec de grosses pertes.

Le 13 février, une autre mine joue au saillant sud-ouest. La brèche est de 15 mètres. L'assaut échoue comme le précédent. Il en sera de même le 22, où trois mines exploseront, presque simultanément, mais la garnison a 16 tués dont un capitaine, et 20 blessés. Les 25, 26, 27 et 28 février, d'autres mines sautent, chacune suivie d'attaques, toujours repoussées. Entre temps, l'ennemi démasque sur le mamelon du blockhaus une batterie de 2 pièces de 4, de 3 obusiers de 12, de 2 mortiers de 22. A partir du 17 février, la citadelle est chaque jour l'objet d'un bombardement violent.

Bobillot, qui n'a cessé de donner partout l'exemple, est grièvement blessé le 18 février [1].

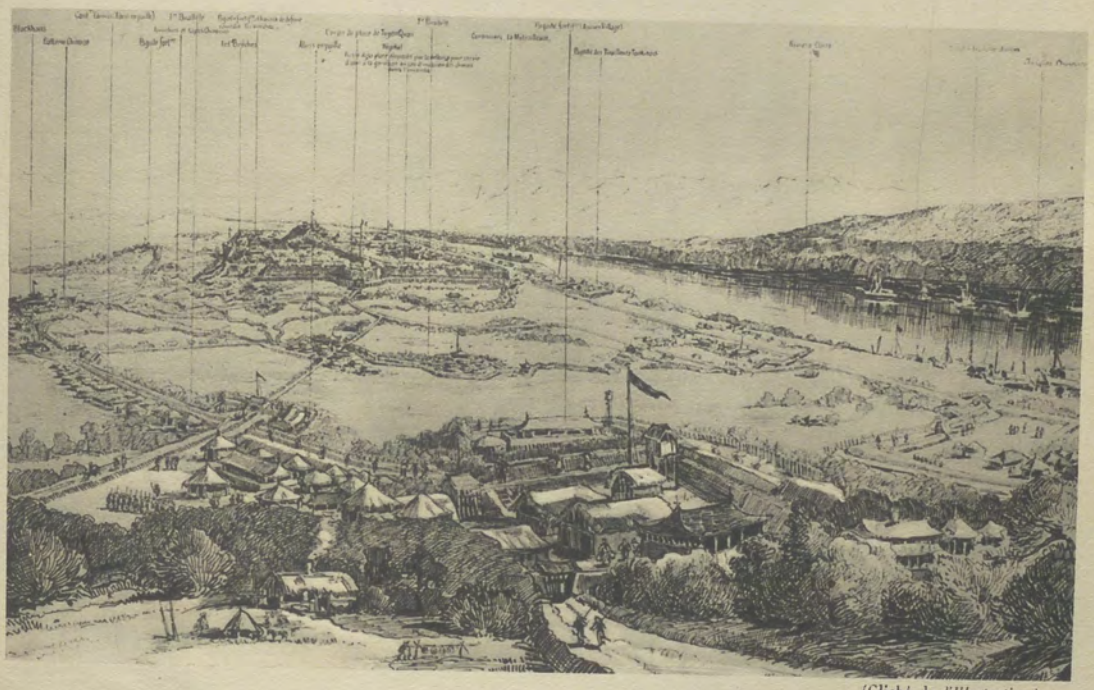
---

[1] Le sergent Bobillot pourra être dirigé sur l'hôpital d'Hanoï après le débloquement : il y mourra le 18 mars.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Deux feuillets de l'album du sergent BOBILLOT.



(Cliché de *l'Illustration.*)

Vue panoramique de Tuyen Quang et de ses abords.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

La situation paraît très compromise, lorsque le 1re mars, dans la soirée, des fusées sont aperçues dans la direction de Yoc. Le 3 mars au matin, le commandant Dominé constate que les retranchements ennemis sont évacués, et dans l'après-midi du même jour le général Brière de l'Isle et la brigade Giovanninelli font leur entrée dans Tuyen Quang débloqué.

A cette date, la garnison a perdu 33 tués, dont 2 officiers, et a eu 264 blessés, dont un officier. Au total, un homme sur deux a été frappé par le feu au cours de ce siège de près de quatre mois, pendant lequel les Chinois, d'après les calculs du commandant Dominé, ont tiré en moyenne 300 obus par jour et brûlé environ un million de cartouches.

La colonne de secours a fait diligence. Arrivée le 27 février à Phu Doan, elle s'y renforce de deux bataillons, et reprend aussitôt sa marche sur Tuyen Quang en suivant la rive droite de la Rivière Claire : cet itinéraire permet le ravitaillement par eau de la colonne, et assure éventuellement à cette dernière l'appui des canonnières. Le 1er mars au soir, elle cantonne à Hoa Moc, à une douzaine de kilomètres en aval de Tuyen Quang.

Le 2 mars, à peine l'avant-garde de la colonne s'est-elle mise en marche vers le nord qu'elle est arrêtée par des ouvrages chinois. Le colonel Giovanninelli, après avoir reconnu en personne la position, estime que le centre en est inexpugnable, mais que par la droite la progression, bien appuyée par l'artillerie, semble pouvoir réussir, d'autant plus que la Rivière Claire protégera le flanc de l'aile marchante. Il n'en faudra pas moins une journée complète pour mener à bien cette manœuvre : la nuit et le brouillard arrêtent le combat, et les troupes bivouaquent à quelques mètres des Chinois.

Le lendemain, à 3 heures du matin, ceux-ci effectuent un fort retour offensif sur les retranchements qu'ils ont perdus la veille. Mais ils sont repoussés, et une nouvelle progression par les deux ailes achève de les mettre en déroute.

A 10 heures, la colonne Giovanninelli a rompu toute résistance, et se met en marche sur Tuyen Quang.

Ce combat de Hoa Moc est un des plus meurtriers de la campagne, puisqu'il a coûté aux troupes françaises 76 tués, dont 6 officiers, et 408 blessés, dont 21 officiers.

*
* *

Pendant ce temps, le général de Négrier ne reste pas inactif à Lang Son.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Dès le 23 février, il entame une opération sur Dong Dang, afin de rejeter les Chinois au delà de la « Muraille de Chine », ce qui constituerait en même temps qu'un succès matériel un symbole dont Pékin saisirait la haute signification.

L'opération réussit. L'ennemi, bousculé, abandonne trois canons Krupp de 65, deux mitrailleuses Nordenfeld, des fusils de tous modèles. De Négrier fait sauter la « Porte de Chine », laisse à Dong Dang une garnison d'un bataillon et une section d'artillerie de montagne et rentre à Lang Son.

Il se donne pour tâche de fortifier cette position et de la mettre à l'abri de toute attaque, car d'après des renseignements précis l'armée chinoise se concentre sur la roue de Long Tchéou, à une heure et demie de marche de la frontière. Le général sait d'ailleurs qu'il ne peut compter pour le moment sur aucun secours venant du Delta : la première brigade est en marche sur Tuyen Quang, et du côté de Hung Hoa les bandes chinoises recommencent à s'agiter. D'autre part, l'attitude de la cour de Hué reste toujours énigmatique.

Dans ces conditions, le général Brière de l'Isle et le général de Négrier, en pleine communauté de vues, estiment impossible de donner satisfaction au desideratum formulé par le Gouvernement français, qui aurait voulu, pour appuyer les négociations entamées au Petchili, agir sur Long Tchéou.

*
* *

D'ailleurs, les Chinois, renforcés, vont bientôt prendre l'initiative des opérations. Le 22 mars, ils contraignent le poste de Cua Ai à se replier. Une contre-attaque, montée le 23 mars avec des moyens assez forts (trois bataillons et demi, une batterie sous les ordres du lieutenant-colonel Herbinger), les refoule, mais ne parvient pas à s'emparer de leur camp fortifié de Bang Bo, comme l'a prescrit le général de Négrier. Un détachement de flanc s'étant égaré dans la brume, le gros des forces se trouve au contraire dans une situation grave, les pertes sont très fortes (72 tués, dont 7 officiers[1] et 190 blessés, dont 6 officiers), et la retraite devient générale. Le général donne l'ordre au poste de Dong Dang de se replier sur Lang Son.

Les Chinois suivent les troupes françaises, et se heurtent dans l'après-midi du 27 aux avant-postes établis devant Lang Son. Le lendemain vers

[1] Parmi les tués figure le lieutenant Mangin. Le futur maréchal Franchet d'Espérey participe aussi à cette affaire comme jeune officier.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

10 h. 45, ils débouchent en colonnes nombreuses des chemins de Dong Dang et de Yen Cua Ai, et tentent une violente attaque au centre du système de défense français. Ils sont repoussés.

A ce moment le général de Négrier reçoit une blessure à la poitrine : le commandement passe au lieutenant-colonel Herbinger. La situation est sérieuse, sans être critique, car les pertes de la journée sont relativement faibles (7 tués ou disparus, 37 blessés) et les Chinois ont cessé toute attaque. Tel est l'avis du général de Négrier ; à la demande du lieutenant-colonel Herbinger, il dicte pour celui-ci la note suivante qu'il lui fait parvenir à son poste de commandement :

« 28 mars, 5 h. 15 du soir.

« Il y aurait lieu de faire tenir les routes de Pho Vi et de Than Moï aux passages importants par des échelons. Faire écouler tout ce qui peut être gênant, et dans cette situation observer ce que fait l'ennemi en ne laissant à Ky Lua qu'une arrière-garde, tandis que toutes les troupes se tiendraient sur les hauteurs de la rive gauche, de telle sorte que si, comme je le crois, l'ennemi n'a plus envie d'attaquer, il devienne inutile d'évacuer. Le lieutenant-colonel Herbinger, qui voit la situation, est meilleur juge ; aussi je ne lui donne cet avis que comme ma manière de voir. »

Mais le lieutenant-colonel Herbinger est encore sous l'impression des combats de la veille. Il donne un ordre formel de retraite, et en rend compte au général commandant en chef en ces termes : « Profiterai de la nuit pour rétrograder sur Dong Song et Than Moï en deux colonnes. Impossible maintenir nos positions, faute de munitions et de vivres. Me dirige personnellement sur Cut et Than Moï... »

La 2e brigade, scindée en deux détachements qui empruntent des itinéraires différents, par Than Moï et Pho Vi, se regroupe à Chu les 30 mars et 1er avril, sans avoir été inquiétée par les Chinois. Toutefois, dans sa retraite elle a sacrifié une partie de son matériel.

Incontestablement, le lieutenant-colonel Herbinger a cédé à un affolement non justifié par les circonstances. C'est ce qu'explique le général Brière de l'Isle au Ministre de la Guerre dans un télégramme du 1er avril.

« L'évacuation de Lang Son, et surtout la précipitation de la retraite sont dues à une faiblesse dans le commandement après la blessure du général de Négrier. La 2e brigade à Lang Son avait encore pour 20 jours de vivres et les munitions suffisantes pour attendre les convois qui étaient

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

en route et annoncés. La batterie de 4 de marine a été jetée dans la rivière par ordre et sans protestation du commandant de Douvres. Le trésor abandonné (130.000 piastres) également jeté par ordre, tout cela après la réussite de nos contre-attaques. Même précipitation pour l'évacuation de Dong Song avec encore moins de raison. Les Chinois jusqu'à présent paraissent se borner à occuper leurs anciennes positions au nord de Déo Quan et de Deo Van. En somme, situation non compromise et meilleure que pouvaient le faire supposer des renseignements alarmants. »

Ce télégramme a été malheureusement précédé le 28 mars d'un autre télégramme du général Brière de l'Isle, où celui-ci sous l'influence des premiers renseignements du lieutenant-colonel Herbinger, se montre lui-même nettement pessimiste, puisqu'il conclut : « Quoi qu'il arrive, j'espère pouvoir défendre tout le Delta ». Cette nouvelle inattendue cause la chute du Ministère Ferry et manque de compromettre l'œuvre laborieuse des Français au Tonkin.

Cependant Brière de l'Isle se rend à Chu, donne le 4 avril le commandement provisoire de la 2e brigade au colonel Borgnis-Desbordes, ordonne de réoccuper les cols de Deo Quan et de Deo Van, ce qui s'exécute sans difficultés, et constitue à Dap Cau, sous les ordres du général Giovanninelli, une colonne mobile prête à marcher sur le point le plus exposé à une attaque ennemie.

Les Chinois se montrent d'ailleurs peu agressifs. Une seule reconnaissance aux environs de Kep est repoussée aisément le 14 avril. Sur ces entrefaites parvient au corps expéditionnaire la nouvelle d'un armistice à dater du 15 avril.

*
* *

Les plénipotentiaires chinois arrivent à Haïphong le 23, franchissent les lignes le lendemain, et dès le 26 les troupes du Céleste Empire commencent l'évacuation du Tonkin, qui est terminée à la fin de mai.

Le 9 juin 1885, le Ministre de France en Chine, M. Patenôtre signe avec Li Houng Tchang, à Tien Tsin, un traité par lequel la Chine s'engage à ne plus faire franchir par ses troupes la frontière du Tonkin et promet de respecter les traités et les arrangements que la France a conclus ou pourrait conclure avec la cour d'Annam. Dans un délai de six mois, une commission se rendra sur place pour reconnaître la frontière entre la Chine et le Tonkin. Les îles Pescadores et Formose seront évacuées par la France.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

L'empereur de Chine approuve le traité le 13 juin, et celui-ci est ratifié par les Chambres Françaises les 22 juin et 11 juillet.

Ce résultat n'a pas été obtenu sans peine. Les négociations entamées par l'intermédiaire des hauts fonctionnaires anglais détachés dans les Douanes chinoises ont commencé à Paris le 11 janvier. Manifestement la cour de Pékin, fâcheusement impressionnée par les brillants succès de la flotte de l'amiral Courbet aux Pescadores et à Formose, veut en finir le plus tôt possible. L'échec complet de ses tentatives dans la région de Tuyen Quang, la série de combats violents qui ont rejeté l'armée du Quang Tong de la région de Phu Lang Thuong jusqu'au delà de la «Muraille de Chine» ont montré aux Chinois qu'ils n'auraient pas le dernier mot dans une lutte avec une grande puissance occidentale. L'affaire de Lang Son du 28 mars aurait pu tout compromettre, mais battus eux-mêmes ce jour-là et la veille, ils ne peuvent considérer que comme une ruse de guerre cette retraite des troupes françaises que la situation militaire n'explique nullement. C'est donc timidement qu'ils se portent en avant. Il est d'ailleurs trop tard : les négociations aboutissent au moment même où pour la première fois depuis plus d'un an la fortune leur sourit.

*
* *

En 1883, et au début de 1884, la lutte contre les Pavillons Noirs, renforcés ou non de réguliers, a été dure, mais elle conservait son caractère de «guerre coloniale», dans laquelle l'adversaire, utilisant toutes les ressources d'un terrain difficile et qu'il connait bien, se plait à la «guerilla» et redoute les opérations de grande envergure. Dès que les autorités chinoises prennent en main la conduite de la guerre, on sent un changement de méthode, qui se traduit par un esprit offensif plus accentué, et une mise en œuvre plus savante des moyens d'action.

L'esprit offensif se manifeste devant Tuyen Quang, aux affaires de Dong Dang, lors de la marche sur Lang Son de l'armée du Quang Si, et surtout dans les multiples contre-attaques déclanchées au cours de tous les engagements, notamment lors de l'avance des Français de Chu vers Lang Son. Par ailleurs, les armements, et particulièrement l'artillerie, sont utilisés avec moins de précipitation, plus de méthode, et c'est ce qui explique l'étendue des pertes françaises : ces dernières rappellent parfois (à Hoa Moc, par

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

exemple) celles de certains combats de la guerre de 1870-1871. D'ailleurs, les organisations défensives de Chu, de Dong Son, et surtout celles des abords de Tuyen Quang, sont très étudiées. Tous les ouvrages sont casematés et enterrés ; les créneaux, au ras du sol, permettent le tir, tout en défilant les défenseurs aux tirs de l'artillerie française. Bien abrités, amplement ravitaillés en munitions, les réguliers chinois reçoivent l'attaque des troupes françaises presque à bout portant, et tiennent dans leurs retranchements jusqu'à la dernière extrémité. Le système de mines destiné à faire tomber Tuyen Quang est la marque d'une sérieuse préparation technique des sapeurs chinois. Il est d'ailleurs probable que ceux-ci sont guidés dans cette tâche par des ingénieurs étrangers.

Contre des adversaires aussi ardents, il faut toute la ténacité du commandement français.

Personne ne se laisse décourager par la succession ininterrompue de campagnes toujours meurtrières, et qui occasionnent parmi les troupes un déchet très considérable dû à la fatigue et aux maladies tropicales. Les généraux Brière de l'Isle et de Négrier donnent les premiers l'exemple : quoi qu'ils aient déjà une carrière bien remplie et payé de leur personne sur maints champs de bataille d'Europe et des colonies, ils manifestent une activité physique qu'on a peine à concevoir au cours d'une expédition caractérisée par le manque de confort, la dureté du climat, les difficultés de déplacements dans un pays accidenté et dépourvu de voies et moyens de communications.

Le général Brière de l'Isle, à peine débarqué à Haïphong le 12 février 1884, organise la 1re brigade, prépare l'expédition de Bac Ninh, y participe, entre dans cette citadelle le 15 mars, occupe Thai Nguyen le 20 mars, rentre à Bac Ninh le 24, prépare l'expédition de Hung Hoa, où il entraîne sa brigade du 10 au 15 avril. Tout l'été est consacré à la pacification du Delta. Nommé commandant en chef le 17 septembre, il exécute en octobre des reconnaissances sur la côte est du Tonkin vers Tien Yen et Mon Cay, prépare et dirige la campagne de Lang Son, et à peine cette ville est-elle atteinte le 13 février qu'il se met en marche avec la brigade Giovanninelli sur Tuyen Quang, débloqué le 3 mars. Au début du mois suivant, à Chu, il remet de l'ordre dans les troupes qui se sont repliées de Lang Son.

Quant au général de Négrier, sa résistance physique est mise à plus rude épreuve encore. D'Haïphong, où il débarque en même temps que Brière de l'Isle, il se rend à Haï Duong pour installer la 2e brigade, exécute une reconnaissance avec la flottille dès le 21 février, enlève Sept Pagodes le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Général Brière de l'Isle.

Général de Négrier.

(Boudet et Masson, *Iconographie de l'Indochine.* Éditions Van Oest.)

(Cliché de *l'Illustration.*)

Chef de bataillon Dominé.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

25, Bac Ninh et ses avancées, de concert avec la 1re brigade, du 7 au 15 mars, marche sur Kep et au delà les 17 et 18 mars, rentre à Bac Ninh le 20, se met en route sur Son Tay au début d'avril, et participe aux opérations d'Hung Hoa du 10 au 15 avril. En avril et mai, ses troupes font des colonnes de police dans la partie est du Delta, il conduit personnellement en juin la colonne de secours qui va recueillir le détachement du lieutenant-colonel Dugenne après l'incident de Bac Lé. Le 5 octobre, c'est la colonne du Luc Nam, dont il a la haute direction, et il est blessé à la rude affaire de Kep. Le 14 décembre, il effectue une reconnaissance sur le Deo Quan, rentre à Phu Lang Thuong le 15, en repart d'urgence le 16 pour combattre à Chu. Puis c'est la préparation de la colonne de Lang Son, les combats de Dong Song et de Pho Vi, l'occupation de Lang Son et de Ky Lua, la prise de Dong Dang, les affaires du 27 et du 28 mars, une blessure grave qui nécessite son évacuation sur Hanoï.

Avec des chefs de la trempe des Brière de l'Isle et des Négrier — et, dans les grades inférieurs, des Giovanninelli, des Borgnis-Desbordes, des Duchesne, des Servière, des Dominé, et de tant d'autres — il n'est pas étonnant que les troupes fassent preuve de la plus belle endurance physique dans des conditions pourtant bien précaires d'installation et de ravitaillement, et au cours de campagnes successives qui leur laissent peu de repos. Les bataillons d'infanterie de marine et de tirailleurs algériens de la brigade Giovanninelli quittent la région d'Hanoï en janvier, combattent en février à Chu, à Dong Song, à Pho Vi, et moins de trois jours après leur entrée à Lang Son le 13 février, entament une marche de 400 kilomètres vers Tuyen Quang, qu'ils ne débloquent qu'après avoir éprouvé de grosses pertes le 3 mars. En moins de deux mois, ils ont parcouru près d'un millier de kilomètres, et participé à une dizaine de combats.

Cette activité physique des chefs a pour complément une remarquable activité intellectuelle. Certes, les opérations que dirige le général Brière de l'Isle ne portent la marque d'aucune innovation dans l'ordre stratégique ou l'ordre tactique : ce sont, comme précédemment, des manœuvres par les lignes intérieures, mais elles se déroulent sur un plus vaste échiquier, qui atteint vers le nord-est les limites mêmes du Tonkin, et dès lors la condition essentielle de leur réussite réside dans la grande mobilité des unités : les troupes gagnent vraiment la victoire «avec leurs jambes». Quant aux combats, ils s'exécutent toujours en essayant de déborder l'adversaire par l'une de ses ailes.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Mais on constate chez les chefs un souci constant d'adapter les procédés de la guerre aux conditions spéciales résultant du terrain, du climat et de l'adversaire. Brière de l'Isle, qui s'est déjà montré un bon organisateur au Sénégal, mène de front au Tonkin l'administration du pays conquis, et la conduite des opérations. Les officiers qui commandent les circonscriptions reçoivent des instructions précises, tout imprégnées des principes d'une bonne politique indigène. Ils ont aussi pour tâche d'ouvrir des routes, de recruter des coolies, et de réunir des ressources de toutes natures pour les troupes qui combattent.

A cet égard, la préparation de la marche sur Lang Son peut être donnée comme modèle. Le pays à parcourir, très peu peuplé, ruiné depuis longtemps par les troupes chinoises, pauvre en produits végétaux et en troupeaux, est dans l'impossibilité de fournir quoi que ce soit pour la subsistance de la colonne, et il faut tout emporter avec les bagages. Brière de l'Isle adopte le dispositif suivant : les vivres et munitions chargés sur bateau à Hanoï sont débarqués à Traï Dam, et transportés à Chu, soit par un Decauville contruit au prix de grosses difficultés par le génie, soit par les sampans et les jonques du service administratif. Un four en briques est construit à Chu pour la fabrication du pain. Le transport du pain et des divers ravitaillements au delà de Chu est confié à des convois : ceux-ci comprennent, soit des coolies-porteurs, soit des mulets de bâts, soit des voitures Lefèvre ou des voitures construites spécialement à Hanoï, et que tirent des bœufs, des mulets d'Algérie, des chevaux de toutes origines. Très difficilement le général Brière de l'Isle a pu rassembler 6.500 coolies ; il leur constitue un encadrement européen et indigène. Ces convois d'ailleurs sont spécialisés, rattachés les uns au service de l'artillerie ou au parc du génie, les autres au service administratif. On calcule les chargements en raison des conditions particulières imposées à chacun d'eux : les caisses à biscuits et à munitions sont réduites de volume si elles sont confiées à des coolies, et l'on invente des systèmes nouveaux de bâts et de cacolets pour faciliter le transport de certains objets. A cette organisation méthodique il faut attribuer une bonne part du succès de la colonne de Lang Son.

Bien que les circonstances de guerre ne lui ait pas toujours permis de laisser aux troupes le repos qu'elles auraient mérité, Brière de l'Isle s'efforce d'économiser les effectifs par de sages mesures concernant l'hygiène générale, le port du casque, l'épuration de l'eau, l'installation matérielle dans les garnisons, et même dans les postes ou les détachements constitués seulement pour quelques semaines. Les tableaux de service pendant la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

saison fraîche comme pendant la saison chaude tiennent compte de la double nécessité de faire reposer les hommes le plus possible et de combattre chez eux le «spleen», la nostalgie, par un contact fréquent avec leurs officiers, et de courtes séances d'exercice, et notamment de tir.

	Saison d'hiver. (Ordre du 9 novembre 1884.)	Saison chaude. (Ordre du 1er mai 1885.)
Réveil	5 h. 30.	5 heures.
Exercices ou tir	6 à 8 heures.	
Corvées	8 à 10 heures.	6 à 8 heures.
Retraite du matin	10 heures.	9 heures.
Soupe du matin	10 h. 30.	9 h. 30.
Réveil de l'après-midi	2 heures.	2 heures.
Temps à la disposition des chefs de corps ou chefs de poste	2 à 5 heures.	2 h. 30 à 4 h. 30.
Appel en armes	5 heures.	4 h. 30.
Exercices ou tir		4 h. 40 à 5 h. 30[1].
Soupe du soir	5 h. 30.	6 heures.
Retraite du soir	7 heures.	7 heures.
Appel	7 h. 30.	7 h. 30.

Comme le général Brière de l'Isle, le général de Négrier est l'une des personnalités les plus marquantes du corps expéditionnaire. Évadé de Metz et trois fois blessé pendant la guerre de 1870-1871, ayant participé à des campagnes pénibles dans le Sud-Oranais, ce général de 44 ans apporte en Indochine une ardeur enthousiaste qui sera bientôt communicative parmi ses troupes.

Les soldats ont vite fait de surnommer leurs chefs, et la plupart du temps avec une précision étonnante. En voici un exemple : au Tonkin, il suffit de connaître trois mots d'annamite pour savoir utiliser une des petites voitures traînées par un coolie et appelées «pousse-pousse» : *maolen* signifie «vite», *man* «doucement», *toi* «arrête». Le général Millot, par allusion sans doute à l'arrêt brusque des colonnes de Thai Nguyen et de Kep au lendemain de la prise de Bac Ninh, avait été dénommé le général *Toi*. Brière de l'Isle, pondéré et prudent, était le général *Man Man*. Et de Négrier était le général *Maolen Maolen*.

---

[1] Dans les localités qui ne reçoivent pas la brise de l'après-midi, la séance d'exercice ou de tir a lieu le matin de 5 h. 30 à 6 h. 30.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ce surnom le dépeint admirablement et non pas seulement du point de vue physique : de Négrier saisit avec une rapidité remarquable les nécessités de l'heure et s'y adapte tout aussitôt. A peine débarqué, il fait exécuter dans les environs d'Haï Duong quelques exercices de mise en marche et de déploiement aux unités de sa brigade, et il constate que les formations bien régulières et bien symétriques, si aisément appliquées sur les terrains de manœuvres qui avoisinent les garnisons de France, sont pratiquement irréalisables et même dangereuses dans les rizières du Tonkin. Dès le lendemain il met sur pied une instruction qui tient compte de tous les éléments nouveaux. Ce système se résume ainsi : la colonne principale avec une ou deux compagnies comme avant-garde, puis l'artillerie et, en queue, tous les impédimenta, suivent la route la moins étroite ; les intervalles entre les différentes fractions sont calculés de telle sorte que toutes les unités puissent se mettre en colonne par un sans créer le moindre à-coup ; à droite et à gauche, des colonnes secondaires marchent par un, sur les talus des rizières, réglant leur marche sur celle de la colonne principale. De cette manière sont supprimés les allongements résultant des accidents de terrain ou des incidents de marche, et la colonne est toujours prête à faire feu de quelque côté que l'ennemi se présente.

Un des officiers qui ont servi au cours de cette campagne sous les ordres du général de Négrier, le dépeint ainsi un jour de combat [1] : « Armé d'une lorgnette, il examine avec un soin scrupuleux le terrain qu'il convoite d'occuper. Il ne craint pas d'écouter son entourage et de provoquer les réflexions de tous ceux qui sont à sa portée ; le moindre sous-lieutenant peut émettre son avis ; il sera reçu avec autant de bienveillance que celui de l'officier le plus élevé en grade.

« Puis un travail énorme se fait dans sa pensée ; il a tout vu, tout pesé, tout entendu et surtout tout écouté.

« Sa résolution est prise. A partir de ce moment, il ne varie plus ; il fait venir le chef de la troupe qu'il charge de s'emparer de la clé de la position. En peu de mots, il lui donne ses ordres clairs, nets et précis... Il ne s'embarrasse pas dans les ordres de détail, il laisse à chacun la part d'initiative qui lui revient. Il s'assure seulement avec un soin tout particulier que le chef auquel il s'adresse ne se trompe pas sur les points désignés. Sous ce rapport, sa patience est sans bornes. Il ne lâche son subordonné que lorsqu'il est pertinemment sûr d'avoir été complètement compris. »

---

[1] *La vérité sur la retraite de Lang Son*, par Jacques Harmant.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

C'est là le portrait d'un véritable chef.

Dominé, l'héroïque défenseur de Tuyen Quang, est lui aussi un animateur. Il dispose de moyens matériels très limités : 600 soldats, 6 canons, un lot infime d'outils pour soutenir une guerre de mines (27 pioches, 40 pelles, 4 haches), et il est encerclé par plus de 10.000 Pavillons Noirs ou réguliers chinois, bien armés, et commandés par un mandarin de valeur, et tenace, Luu Vinh Phuoc. Ce dernier, à plusieurs reprises, fait lancer à l'intérieur des remparts, au moyen de bambous, des lettres contenant des offres honorables de capitulation, et plus d'une fois des voix s'élèvent en français du côté des assiégeants pour demander : « Combien êtes-vous donc pour vous défendre encore ? » Dominé donne l'ordre de rejeter ces lettres, sans même les lire, et interdit de répondre aux paroles tentatrices. Il veille à tout, malgré la fièvre qui bien souvent le mine. Munitions, vivres, secours aux blessés, récompenses, tout est froidement supputé, sagement distribué. Le feu n'est jamais gaspillé, et au moment du débloquement, il restera encore la moitié de l'approvisionnement initial des pièces d'artillerie. Le commandant Dominé a renouvelé, avec une poignée de légionnaires, de tirailleurs tonkinois, d'artilleurs de marine et de sapeurs, les exploits légendaires des sièges de Badajoz, de Huningue et de Mazagran.

Dans une de ses lettres du Tonkin, le commandant Lyautey rend un hommage vibrant aux défenseurs de Tuyen Quang. Il accompagne le colonel Gallieni, lors de l'arrivée de ce dernier dans cette place en mai 1895 à l'issue de la dure colonne du Ke Thuong et il écrit le jour même à un ami :

« N'importe, ce que, lorsqu'on a cru avoir peiné, ça vous rabat la gloriole de voir Tuyen Quang !

« J'ai fait le pèlerinage. Tout est encore à peu près en état. J'ai vu ce saillant de la citadelle, enfilé de partout, où, toutes brèches ouvertes, les 600 ont pendant trois mois substitué aux pierres écroulées le rempart vivant de leurs poitrines contre les furieux assauts de 10.000 Chinois. Tous leurs ouvrages d'approche sont encore là. Et l'on évoque Dominé, le héros tranquille qui ne veut pas recevoir un émissaire, de crainte, s'il fait connaître sa situation, de compromettre le succès du débloquement de Lang Son qu'il sait se faire au même moment... »

Au cours de la guerre contre la Chine, le commandement a donc manifesté de précieuses qualités militaires sans lesquelles, en raison de l'ampleur

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

des difficultés rencontrées, le succès n'eut jamais été obtenu. Une seule ombre figure à ce tableau : la carence du lieutenant-colonel Herbinger à Lang Son, qui faillit compromettre le succès de toute une campagne. Entré premier à Saint-Cyr, sorti premier de cette école, ancien commandant d'un bataillon de chasseurs renommé pour sa belle tenue, professeur de tactique d'infanterie à l'École supérieure de guerre, cet officier supérieur semble destiné aux plus hauts grades ; il se montre d'ailleurs aussi brave au Tonkin qu'il l'a été au Mexique et pendant la guerre franco-allemande. Mais en réalité il est de ces officiers que Lyautey dans une de ses lettres qualifie de «*forts en thème*», et pour qui la science livresque et les spéculations de l'intelligence ont plus de valeur que l'expérience même d'une campagne. Il manque du doigté, de la souplesse d'esprit, de la largeur de vues qui sont indispensables à un chef pour exercer un commandement indépendant ou important sous les tropiques.

Un de Négrier admet volontiers qu'un sous-lieutenant lui présente des objections. Herbinger tout infatué de ses connaissances purement théoriques n'admet aucune contradiction de ses chefs ou de ses pairs. Il est au surplus malveillant et grossier à l'égard de ses subordonnés. Dans ces conditions on s'explique qu'il ait écarté de lui, au moment de l'affaire de Lang Son, tous ceux qui auraient pu lui donner des avis pondérés ; bien peu se risquent à lui présenter des objections, sachant qu'ils ne seront pas écoutés. L'un d'eux, cependant, le commandant Servière, offre de rester seul à Lang Son avec son bataillon, un bataillon de marche nouvellement formé et composé presque uniquement de tirailleurs tonkinois : Herbinger lui répond qu'il n'a pas d'observation à recevoir d'un inférieur et lui ordonne de partir. C'est ainsi qu'il prescrit aussi, et sans réplique, d'abandonner une batterie, de jeter au fleuve 130.000 piastres, alors qu'il eût été très simple de sauver cette somme en confiant quelques piastres à chaque homme. A trois jours de marche de Lang Son, que les Chinois n'ont pas encore dépassé, il répète à tout venant : «Chacun ici pour sa peau. Pas un coup de fusil inutile. Seulement de la baïonnette. Que chacun se garde une cartouche pour se faire sauter le caisson avant d'être pris.»

Dans son rapport détaillé du 24 avril 1885 sur les faits reprochés au lieutenant-colonel Herbinger et qui est accablant pour ce dernier, le colonel Borgnis-Desbordes mentionne un «état de surexcitation qui l'empêchait de jouir de toutes ses facultés». Dans ces conditions, avec des troupes moins aguerries on eût pu redouter les pires désastres. Fort heureusement, le moral de tous reste bon. Un témoin de la retraite note que cette dernière

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

s'est effectuée de la part des hommes dans le calme le plus parfait, chacun restant à sa place ; dans les marches les plus pénibles, aucun intervalle n'est perdu, même de nuit ; aucun cri, aucun murmure...

*
* *

Comme dans les colonnes du début de 1884, l'infanterie est toujours à la peine. Un anglais, M. Scott, qui antérieurement a suivi pour le *Standard* les troupes anglo-indiennes dans la guerre d'Afghanistan écrit de Lang Son à son journal : « Les Français ont dû envoyer ici leurs meilleures troupes ! L'audace de leurs soldats est quelque chose d'étonnant. Chargés comme ils l'étaient de cinq jours de vivres et de 120 cartouches, en gravissant des pentes escarpées, pas un n'a faibli ! Ayant à peu de distance des retranchements ennemis déposé leurs sacs, ils s'élancent à la charge avec autant de vigueur que des troupes fraîches. »

Les différentes unités rivalisent de courage. Les légionnaires peuvent s'enorgueillir des brillantes attaques de Chu, de Dong Son, de la « Porte de Chine » et de leur participation au siège de Tuyen Quang. Les tirailleurs algériens se distinguent à Pho Vi et Hoa Moc, les « joyeux » dans le Dong Trieu et à Lang Son. Le régiment des « Électeurs » revendique souvent sa place à l'avant-garde, et le tableau d'honneur de l'un de ses bataillons, celui du 111e d'infanterie, marque la mesure de sa vaillance. Sur 16 officiers, 7 sont tués, 8 sont blessés. Sur 800 hommes, on compte 306 morts. Dans l'une des compagnies de ce bataillon, sur un effectif de 199 présents au début des opérations, on relève 29 tués, 25 morts de maladie, 42 blessés, dont certains l'ont été plusieurs fois. L'infanterie de marine est particulièrement remarquée au combat de Hoa Moc. Un témoin oculaire écrit : « Nos petits marsouins ont été admirables, ils se jetaient sur les palissades, tombaient par douzaines sous les balles ou brûlés par les fusées à main que les Chinois nous lançaient par dessus le retranchement, reculaient de quelques pas pour riposter au feu et revenaient ensuite à l'assaut d'eux-mêmes : l'assaut a été ainsi donné une vingtaine de fois. Enfin la palissade a cédé et Freystatter, le sous-lieutenant de la 29e compagnie, est entré le premier... C'était fini, mais çà nous coûtait cher... A citer un fait qui prouve le sang-froid de nos hommes : à moins de 100 mètres, Benoît commande un feu de salve ; au commandement de « *Attention* ! » un ou deux

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

hommes tirent. Benoît commande alors : « *Replacez armes* ! » et le commandement s'exécute sous un feu violent comme à l'exercice. »

Quant aux tirailleurs tonkinois, ils ont maintenant leur place dans toutes les opérations. Chacune des brigades Giovanninelli et de Négrier en comporte un bataillon lors de la marche sur Lang Son, ce qui représente à peu près un cinquième de l'effectif de l'infanterie. La colonne de dégagement de Tuyen Quang comprend deux compagnies de tonkinois, et dans Tuyen Quang même la compagnie de tirailleurs tonkinois qui fait partie des troupes investies manifeste les plus belles qualités militaires. Partout, on utilise les petits soldats indigènes pour les missions délicates où leur emploi permet d'économiser des éléments venus d'Occident et si fragiles sous le ciel d'Indochine : tournées de police dans le Delta, reconnaissances offensives, marches à l'avant-garde.

L'artillerie lie de mieux en mieux son effort à celui de l'infanterie, qu'elle appuie en toutes circonstances. Mais ce n'est pas sans peine dans une région de « pitons » et de brousse comme celle qui s'étend entre Chu et Lang Son ou aux abords de Tuyen Quang. A Hoa Moc, la batterie qui accompagne la brigade Giovanninelli doit s'avancer jusqu'à portée de pistolet des Chinois pour donner plus d'efficacité à son tir à mitraille.

Les déplacements des troupes sont facilités par une meilleure organisation des services, que l'on a tendance à calquer sur celle des grandes unités de la métropole. Il existe au Tonkin, pendant la campagne de 1884-1885, un détachement de pontonniers, trois compagnies d'ouvriers et d'artificiers, une compagnie du génie, une compagnie du train des équipages, un détachement de télégraphistes, un détachement d'aérostiers. Manifestement, au cours des opérations, c'est la question des transports et des ravitaillements qui constituera peut-être le souci le plus constant des chefs, et sans nul doute le général de Négrier était encore sous la hantise de ces difficultés, lorsqu'il écrivait, dix ans plus tard, à l'occasion de la prochaine campagne de Madagascar :

« C'est par le défaut d'organisation des trains que périssent les expéditions coloniales. »

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TONKIN

1873-1886

(croquis nº 5)

QUANG - SI

ANNAM

GOLFE DU TONKIN

Bang Bo
Cua Ai
Dong Dang
Ky Lua
Lang Son
Pho Vi
Than Moi
Song Ki Kong
Song Thuong
Thai Nguyen
S. Cau
Phu Yen Binh
Tuyen Quang
Hoa Moc
Phu Doan
Yen Bay
Riv. Claire
FL. ROUGE
Phu Binh
Bac Lé
Dong Song
Col de Deo Van
Col de Deoquan
Massif du Bao Day
Kep
Ha Hoa
Nui Bop
Chu
Bao Loc
Nam Luc
Lam
Trai Dam
Phong Cot
Da Phuc
YEN THE
Phu Lang Thuong
Mon Cay
Tien Yen
Hung Hoa
Bac Ninh
Dap Cau
Son Tay
Canal des Rapides
Chi
Sept Pagodes
Dong Tricu
Phu Hoai
HANOÏ
Gia Lam
Haï Duong
Quang Yen
Haïphong
Baie d'Along
Riv. Noire
FL. ROUGE
Hung Yen
Nam Dinh
Ninh Binh

0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100

Imprimé au Service Géographique de l'Armée.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE VI.

LA PACIFICATION DU TONKIN.

LA PÉRIODE DES "COLONNES EN COUP DE LANCE". (1885-1891.)

La dépêche adressée le 28 mars au Ministre de la guerre par le général Brière de l'Isle a jeté un grand émoi dans le public français, et aussi dans le Parlement. Jules Ferry, qui a été l'un des plus ardents protagonistes de l'expédition du Tonkin, est renversé avec le Cabinet qu'il préside; ses adversaires pensent le flétrir de l'épithète de «Tonkinois», qui est devenue pour lui par la suite un beau titre de gloire. M. Georges Clemenceau va même jusqu'à demander la mise en accusation des initiateurs de la politique coloniale, et M. Pelletan l'évacuation du Tonkin.

Le successeur de Jules Ferry, M. Brisson, refuse d'envisager l'une ou l'autre de ces mesures : «Il ne sera pas dit, s'écrie-t-il du haut de la tribune, que la monarchie a donné l'Algérie et la Cochinchine à la France et que la République a abandonné le Tonkin». Cependant, le maintien du corps d'occupation n'est décidé par la Chambre des Députés qu'à une infime majorité (273 voix contre 265), dans laquelle figurent Mgr. Freppel et quelques autres adversaires habituels du Gouvernement.

La paix, très honorable pour les armes françaises, signée à Tien Tsin au mois de juin, amène dans le courant de l'été 1883 le retrait des troupes chinoises en dehors des limites territoriales du Tonkin. La tâche du commandement s'en trouve très facilitée, mais il reste à occuper effectivement beaucoup de régions, où les Français n'ont même jamais passé, notamment la zone montagneuse bordant le Yunnan, le Quang Si et le Quang Tong; de plus, à côté des forces régulières de la Chine, de nombreuses bandes annamites ou chinoises ont pendant plusieurs années tenu la campagne, hostiles à l'avance des troupes françaises, et la signature du traité de Tien

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Tsin reste lettre morte pour ces bandes, dont le pillage constitue généralement la seule raison d'être.

Dans ces conditions, loin d'être supprimées ou diminuées, les forces d'occupation du Tonkin vont être progressivement portées à 30.000 hommes et elles constitueront un corps d'armée à deux divisions avec une réserve.

Le général de Courcy, commandant en chef, est investi des pouvoirs civils et militaires. Il débarque à Haïphong à la fin de mai, accompagné de son chef d'État-major, le général Warnet. Les deux commandants de division sont les généraux Brière de l'Isle (Hanoï) et de Négrier (Haïphong). Avec l'abnégation dont a fait preuve Courbet, au lendemain de sa victoire de Son Tay, lorsqu'il fut remplacé par le général Millot, Brière de l'Isle accepte sans aucune acrimonie de servir en sous-ordre là où il a commandé en chef. Au ministre qui lui annonce la nouvelle organisation du commandement et lui offre de rester à la tête d'une des divisions, il répond : « Mon patriotisme se réjouit des résolutions prises par le Gouvernement. Ma personnalité n'est rien en présence de l'intérêt du pays. Je prendrai avec plaisir le commandement de la première division, surtout si, tenant compte de mes nombreuses propositions en faveur de Négrier, vous lui donnez le grade et le nommez commandant de la deuxième division[1]. »

---

[1] La composition du *Corps d'armée du Tonkin* est la suivante :
Commandant le corps d'armée : général de Courcy, quartier général à Hanoï.
Chef d'état-major : général Warnet.
Commandant de l'artillerie : général Jamont.
1re division (région d'Hanoï, Bac Ninh) : général Brière de l'Isle, à Hanoï.
1re brigade : général Jamais, à Son Tay (1 rgt de tirailleurs algériens, 1 rgt de zouaves).
2e brigade : général Munier, à Hanoï (1 rgt d'infanterie de marine, 1 rgt de tirailleurs tonkinois).
4 batteries d'artillerie de marine.
2e division (région de Quang Yen, Haï Duong, Lang Son, Cao Bang, Thaï Nguyen) : général de Négrier, à Haïphong.
7e brigade : général Giovanninelli, à Phu Lang Giang (1 rgt de Légion étrangère, 2 bataillons d'Afrique).
4e brigade : général Prudhomme, à Dap Cau (1 regt. mixte d'infanterie et infanterie de marine, 1 rgt de tirailleurs tonkinois).
4 batteries d'artillerie de marine.
Réserve de corps : un bataillon de chasseurs à pied; 8 batteries (dont deux de l'armée métropolitaine).
Cette organisation n'a été maintenue intégralement que pendant un an : dès 1886, le corps d'armée est transformé en une division d'occupation à 3 brigades (Son Tay, Dap Cau, Hué).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Soldats de l'infanterie de marine.

(Cliché de *l'Illustration.*)

Tirailleurs tonkinois et annamites.

LES HÉROS DE LA CAMPAGNE DU TONKIN.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

La mission dévolue au général de Courcy est multiple : procéder à l'occupation de la Haute-Région, et probablement même à une occupation de vive force, pacifier le Delta, enfin anéantir de la part de la cour de Hué toute velléité de résistance ou de protestation à l'égard de la puissance protectrice. C'est cette dernière mission qui paraît la plus urgente au nouveau commandant en chef. Une seule colonne sous les ordres du colonel Mourlan a lieu au Tonkin pendant l'été de 1885; elle est rendue indispensable par l'audace avec laquelle des bandes installées dans le massif du Tam Dao, à une quarantaine de kilomètres d'Hanoï, viennent jeter le trouble jusqu'aux abords même d'Hanoï, à Bac Ninh, Thai Nguyen et Viet Tri.

Pendant ce temps, le général de Courcy s'embarque pour Hué : il désire faire ressortir devant la Cour d'Annam toute l'importance politique de la mission dont il est chargé par le Gouvernement français; il manifeste son intention d'être reçu avec tous les honneurs dus au représentant d'un État suzerain, et dans cette vue se compose une nombreuse et brillante escorte de zouaves et de chasseurs à pied. Il a aussi l'arrière-pensée de s'emparer, selon les circonstances, d'un des régents du jeune Empereur, Thuyet, dont les intrigues antifrançaises viennent d'être démasquées.

Thuyet, d'ailleurs, a pénétré les projets du général commandant en chef, et avec l'aide de l'autre régent, Thuong, il organise une vaste conspiration contre les Français. Celle-ci échoue, mais de bien peu. La Légation de France et les casernements des troupes françaises sont assaillis à coups de canon dans la nuit du 4 au 5 juillet. Le mouvement, auquel participent près de 20.000 soldats annamites, est arrêté net, grâce à une riposte énergique et immédiate du lieutenant-colonel Pernot, commandant de la place de Hué, qui fait enlever la citadelle. Au petit jour, l'Empereur Ham Nghi et ses principaux ministres quittent précipitamment la ville.

Cependant, Thuong vient dès le soir même faire sa soumission, rejetant toutes les fautes sur Thuyet : le Résident général estime politique de le maintenir provisoirement dans ses fonctions de régent[1].

Ham Nghi et Thuyet s'enfuient dans le Than Hoa, et de là ce dernier peut

[1] De nouvelles preuves de sa trahison le font exiler le 6 septembre à Tahiti, où il mourut

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

gagner le Tonkin, où il va prêcher sans répit la rébellion contre les Français. Ham Nghi est déclaré déchu au début de septembre, et remplacé sur le trône de ses pères par son frère Dong Khan, mais la présence de l'ancien souverain dans les provinces Nord de l'Annam y amène une recrudescence de piraterie et de massacres de chrétiens, et un nouveau théâtre d'opérations s'ouvrira ainsi, dans les derniers mois de 1885, aux portes mêmes du Tonkin.

*
* *

De retour à Hanoï, le général de Courcy prépare, pour la période d'automne, une série d'opérations qui ont pour but de pacifier le Delta, d'occuper et de pacifier les hautes régions du Tonkin.

Cette œuvre sera aussi celle de ses successeurs pendant plus de six années, jusqu'à la fin de 1891, mais les résultats obtenus ne correspondront pas aux gros efforts consentis. La méthode aura manqué davantage que la persévérance.

Le problème est assurément complexe et se présente selon les régions sous des aspects très différents.

Dans le Delta, la population n'est guère favorable aux Français : parmi les indigènes, les uns restent, par reconnaissance ou par intérêt, attachés à l'ancien état de choses, à une dynastie qui jusqu'à la mort de Tu Duc n'a pas été dépourvue de grandeur; les autres, ralliés tout d'abord, et spontanément, à l'autorité française, constatent que le nouveau régime n'a supprimé ni les impôts, ni les prestations, et ils redoutent toujours que le départ définitif ou même une défaillance passagère des Français ne les expose à des représailles terribles de la part des mandarins xénophobes; le mécontentement des uns et des autres est exploité par les chefs des petites bandes qui parcourent le Delta, et trouvent de gré ou de force des complices dans tous les villages, et même souvent dans les villes : ceux-là sont les animateurs de la rébellion. Ils savent que l'extension et la consolidation de l'autorité française sur tout le territoire amènera la fin de leurs rapines, et ils lutteront avec acharnement contre les nouveaux occupants, sans trêve ni merci. Chaque semaine, ce sont des convois, des postes, des villages catholiques, ou simplement des villages riches ou légèrement récalcitrants devant les exigences des pillards, qui sont l'objet d'attaques par des bandes comprenant parfois 200 ou 300 hommes. Dans la province

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

d'Haï Duong, on relève en neuf mois dix grosses alertes ayant nécessité de la part des troupes des reconnaissances de plusieurs jours avec des effectifs variant de une section à une compagnie, et au cours desquelles quatre chefs pirates dangereux sont pris ou tués[1].

Dans la montagne, il ne s'agit plus, comme dans le Delta, d'assagir ou de mâter une population mécontente, fréquemment hostile; les races des hautes régions sont simplement juxtaposées, et trop différentes, trop ennemies les unes des autres, pour qu'elles puissent un jour fusionner ou même fraterniser. Leur faiblesse numérique les condamne à subir un maître. Depuis des siècles, ce maître, c'est le Chinois (et non l'Annamite, dont l'autorité nominale se fait à peine sentir sur ces provinces si éloignées de Hué). Le Chinois est peu aimé. Les indigènes le voient donc partir sans regret. Mais celui-ci cherche à s'incruster dans ces territoires qu'il exploite à fond, et l'histoire de la pacification des hautes régions du Tonkin sera presque uniquement celle de la lutte contre les bandes de pirates chinois. Ce n'est qu'exceptionnellement que les populations autochtones entrent en ligne.

Les bandes chinoises ne sont pas nées, comme la plupart des bandes annamites du Delta, des circonstances résultant d'insurrections locales ou de la guerre contre les Français. Elles existent parfois depuis plusieurs centaines d'années. Plus étoffées que les bandes annamites (les unes et les autres comprennent d'ailleurs souvent des Annamites et des Chinois), elles atteignent parfois un effectif d'un millier d'hommes. Généralement, elles possèdent une base solide en Chine même, et de nombreuses années s'écouleront avant que l'autorité française puisse obtenir à ce sujet du gouvernement de Pékin une collaboration sincère et efficace dans la lutte contre ces parasites. Leur organisation est très méthodique, toute militaire. A leur tête, figure le chef, qui s'appelle Luu Ky, Caï Kinh, Ba Ky ou Luong Tam Ky. Chacun d'eux d'ailleurs a son fief et son poste de commandement. Luu Ky opère aux abords du Delta, dans la région de Dong Trieu : il est relié à la Chine par trois lignes d'étapes, l'une par le fleuve de

---

[1] Ces reconnaissances ont eu lieu de septembre 1886 à juin 1887 aux dates ci-après :

27 septembre	1886	2 février	1887
23 octobre	—	15 février	—
26 novembre	—	14 avril	—
2 décembre	—	6 mai	—
15 décembre	—	28 juin	—

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Tien Yen vers le Quang Tong, deux par la région de Dong Dang et Na Cham vers le Quang Si. Ces lignes d'étapes sont bien gardées et c'est presque en sécurité que s'écoule vers le Céleste Empire le butin prélevé sur les paisibles populations tonkinoises, et vers le Tonkin des armes, des munitions et des produits de contrebande. Le Caï Kinh a son fief à mi-chemin entre Phu Lang Thuong et la région de Dong Dang, au centre du massif rocheux qui porte encore son nom; Ba Ky est à Cho Moï, Luong Tam Ky à Cho Chu. Ces deux derniers chefs font les mêmes opérations de contrebande et d'échange que Luu Ky et le Caï Kinh, mais sur une échelle beaucoup plus vaste, et ils constituent, au centre du Tonkin, une véritable puissance militaire et commerciale, qui paralyse en fait toute la vie économique de la Haute-Région. Les ramifications de leurs lignes d'étapes avec le Quang Si et le Yunnan s'étendent de la région de Lang Son à celle d'Ha Giang, c'est-à-dire dans une zone en éventail dont l'arc mesure environ 500 kilomètres de développement.

Parfois, certaines de ces grandes bandes, en raison de l'éloignement de la Chine, ont renoncé à entretenir avec leur pays d'origine un contact constant. Elles deviennent de véritables colonies militaires, qui cherchent surtout à vivre sur le pays. Les Pavillons Noirs de Luu Vinh Phuoc constituent le type de ce genre de bandes. Au moment de l'intervention française l'autorité de ce dernier s'exerce sur toute la vallée du Fleuve Rouge et les vallées adjacentes; vers 1885, certains chefs subalternes ont recouvré ou conquis leur indépendance. Les plus célèbres sont Déo Van Tri, dont la famille règne en maîtresse depuis plusieurs siècles sur la Haute Rivière Noire, et le Bo Giap, d'origine annamite d'ailleurs, installé vers Yen Bay.

Entre les grandes bandes chinoises de la Haute-Région et les bandes annamites du Delta, les contacts ne sont pas rares. Ils sont parfois empreints d'hostilité, car pirates et rebelles se gênent mutuellement dans leurs opérations de rapine (il y aura vers 1892 de véritables batailles entre la bande de Ba Ky et celle de Luong Tam Ky), mais la plupart du temps les uns et les autres font preuve de solidarité contre les Français, et le patriotisme de certains chefs annamites comme Ba Phuc, le Dé Tham, ne tarde pas à se muer en un simple désir d'indépendance absolue ou en un goût prononcé pour le pillage.

L'autorité française a donc à lutter contre une puissante conjuration d'intérêts. Quelle méthode sera la sienne?

En 1885 le corps d'armée du Tonkin a des effectifs suffisants pour per-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mettre la constitution dans le Delta d'une réserve de troupes, et, un peu partout, sur les voies d'accès de la Haute-Région, de postes d'importance variable, mais dépassant rarement l'effectif de deux compagnies. La réserve fournit en principe les colonnes importantes, destinées notamment à l'occupation des contrées encore insoumises; sur les postes, au contraire, sont prélevées les colonnes de police opérant dans un rayon limité. Pour faciliter l'exercice du commandement, le Tonkin est divisé dès 1886 en régions militaires correspondant chacune à un certain nombre des anciennes provinces. La région possède un commandant militaire, qui remplit en somme les fonctions actuellement dévolues à un commandant de subdivision militaire; celui-ci exerce son autorité, du point de vue territorial, sur tous les postes qui y sont détachés.

Mais au fur et à mesure de l'extension de l'occupation, le nombre des régions et des postes s'accroît. C'est ainsi qu'en avril 1890 on compte 12 régions au Tonkin, et en dehors des garnisons importantes du Delta 81 postes détachés. Ces postes ne sont guère occupés que par de l'infanterie : or, celle-ci, pour l'ensemble des forces d'occupation, se monte au maximum à 80 compagnies européennes ou indigènes. Si l'on tient compte de la nécessité de laisser quelques bataillons dans les villes du Delta, il n'existe plus sur la surface du Tonkin qu'une poussière de petits détachements. A Cao Bang, par exemple, le bataillon affecté à cette région occupe 9 garnisons : Cao Bang, Soc Giang, Nguyen Binh, Ngan Son, Tra Linh, Trung Khan Phu, Ha Lang, Phuc Hoa, Nam Nang.

Dès lors les petites fractions, section ou peloton, qui occupent ces postes sont impuissantes à poursuivre une bande, ou à éviter l'attaque d'un convoi. Il faut en certaines circonstances graves avoir recours aux troupes réservées du Delta; il est dans ce cas nécessaire de monter une véritable expédition, et l'adversaire, très mobile, en profite pour s'esquiver, et passer chez le voisin.

Il y a une autre cause à l'insuccès presque complet de la plupart des colonnes à cette époque : les responsabilités sont partagées entre des autorités différentes, et qui parfois sont en désaccord sur les méthodes ou les procédés à employer contre un adversaire toujours rusé. En 1885 et 1886, dans les régions nouvellement occupées, les deux pouvoirs, civil et militaire, sont réunis entre les mains de l'officier commandant la région; dans celles qui apparaissent suffisamment pacifiées, cet officier ne conserve que ses attributions militaires. Malheureusement, et surtout à partir du moment où les fonctions de Résident général sont confiées à des personnalités

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

civiles, on s'écarte insensiblement du principe de la réunion entre les mains de l'autorité militaire, dans les régions troublées, des deux pouvoirs, administratif et militaire : au début de 1891, l'administration de tout le Tonkin, jusqu'aux frontières les plus éloignées, et même dans les contrées les plus infestées de pirates, est uniformément confiée à des résidents civils, à côté desquels des commandants d'armes dans les postes ou des commandants de régions exercent, parallèlement, leurs fonctions.

Avec ce système, lorsqu'une bande manifeste sa présence sur le territoire d'une province, le résident civil établit une réquisition de troupes, et l'autorité militaire, seule juge des moyens d'exécution, se met en chasse. Mais dès que la bande passe sur le territoire d'une province voisine, les troupes doivent stopper, à moins qu'elles ne soient requises cette fois par le résident civil de cette autre province. Les bandes de pirates ont la partie belle dans ce jeu de cache-cache.

Pour pallier les inconvénients résultant de ces réquisitions de troupes, une force armée est mise à la disposition directe des résidents civils : ce sont les miliciens, ou linh-cos. Ce ne sont pas des troupes régulières : composées en majeure partie d'anciens tirailleurs, commandées par d'anciens sous-officiers européens, ces unités sont loin d'être dépourvues de valeur militaire, et elles l'ont prouvé en maintes circonstances. Elles remplissent parfaitement les diverses fonctions d'escorte de convois, de garde des établissements publics ou de prisonniers, et elles débarrassent ainsi de ces fonctions absorbantes les forces régulières. Mais les résidents civils ont dès lors une tendance à se passer des services de ces dernières, et à entamer des opérations de trop vaste envergure pour les quelques dizaines de miliciens, souvent médiocrement armés, dont ils disposent. En outre, il n'existe aucune liaison entre ces deux catégories de forces; dans certaines garnisons, miliciens et tirailleurs s'ignorent, et parfois se détestent, et l'autorité militaire n'a aucun droit de regard sur l'instruction, l'entraînement et la discipline de ces formations, qui cependant, à la mobilisation ou en cas de réquisition pour des opérations, passeront automatiquement sous ses ordres. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que beaucoup de petites colonnes de police aient été si souvent infructueuses.

En résumé, par suite de l'extrême dissémination des troupes et de la dualité fréquente du commandement, les opérations présentent, dans les quelques années qui ont suivi le traité de Tien Tsin, un décousu qui a été mis à profit par les bandes chinoises ou annamites, très mobiles et manœu-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

vrières. C'est une époque de grande agitation au Tonkin : de 1885 à 1891, plus de 200 colonnes, d'effectifs variant entre 75 et 800 hommes, ont été mises en mouvement, et la répartition de ces colonnes par année, ou plus exactement par période d'hivernage (on évite dans toute la mesure du possible les déplacements de troupes à la saison chaude) montre bien que devant la faiblesse de la répression la piraterie a redoublé d'audace dès 1888.

Hivernage	1885-1886	23	colonnes.
—	1886-1887	18	—
—	1887-1888	21	—
—	1888-1889	54	—
—	1889-1890	52	—
—	1890-1891	47	—

On a dénommé avec juste raison ces colonnes, quelle que soit leur importance numérique, des « colonnes en coup de lance ». La plupart du temps, elles frappent dans le vide, et, ne comportant pas des effectifs suffisants pour occuper définitivement le terrain conquis, elles laissent le champ libre aux bandes à qui elles ont parfois infligé de fortes pertes, mais qui se reconstituent très vite. Quelques mois ou mêmes quelques semaines plus tard, tout est à recommencer. Les troupes européennes et indigènes d'occupation du Tonkin acquièrent à ce jeu un entraînement et un sens manœuvrier remarquables, mais leur activité se dépense fréquemment en pure perte.

*
* *

Si les colonnes en « coup de lance » n'ont obtenu que des résultats incomplets, le commandement n'a cependant jamais péché par manque d'initiative, ni perdu de vue la mission qu'il s'est imposée : détruire ou disperser les bandes annamites et chinoises. La pénétration des régions montagneuses jusqu'aux frontières de la Chine est l'objet d'une progression méthodique, dont le plan ne varie pas, en dépit des mutations fréquentes qui se sont produites à cette époque parmi les généraux commandants en chef (huit en six ans) : la résistance éprouvée sur quelques points et les faibles disponibilités en troupes réservées sont les seules causes de l'arrêt de cette progression en certaines directions.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

D'une manière générale, la prise de possession de la Haute-Région se fait de proche en proche le long des six voies principales de communications qui rayonnent du Delta tonkinois vers les frontières.

Littoral de la baie d'Along;
Route de Lang Son;
Route de Cao Bang, par le Song Cau;
Rivière Claire;
Fleuve Rouge;
Rivière Noire.

L'occupation du littoral n'a pas donné lieu à de grosses difficultés jusqu'en 1884 : le capitaine de vaisseau Beaumont, commandant la Division navale, s'installe de janvier à juillet 1886 dans l'île de la Cat Ba, à Tien Yen, et à Ha Coï. A Mon Cay, une mission civile, envoyée dans cette région avec l'espoir de régler pacifiquement la délimitation des frontières sino-annamites, est attaquée le 25 novembre 1886; le chef de mission, M. Haïtce, est capturé, et mis à mort après avoir subi d'atroces supplices : cet événement motive en décembre l'envoi d'une colonne sous les ordres du lieutenant-colonel Dugenne, qui, l'année suivante, pénètre vers l'intérieur, et occupe Hoan Mo. En 1888, la liaison s'effectue avec la région de Lang Son par l'installation du poste de Dinh Lap. Mais à partir de 1889, le grand massif escarpé et désert qui s'étend au centre même de la région entre Mon Cay, Hoan Mo, Tien Yen et Ha Coï sert de vaste repaire à des fractions de bandes de Luu Ky, contre lesquelles plusieurs colonnes devront être mises en mouvement.

La route que suivit la colonne de Négrier par la vallée de Luc Nam et Chu est récupérée jusqu'à Than Moï dès la signature du traité de Tien Tsin, mais pour éviter tout nouvel incident avec les forces régulières chinoises, les troupes françaises ne se réinstallent à Lang Son que le 18 décembre 1885. Aussitôt, le commandant Servière entreprend vers le nord-ouest, en suivant la frontière, un mouvement de progression qui, jusqu'à Bao Lac, comporte trois étapes :

Occupation de Dong Dang et de That Khé, en décembre 1885;

Occupation de Cao Bang, Nuoc Haï, Mo Xat, Tra Linh, Phuc Hoa, Trung Kanh Phu, d'octobre 1886 à octobre 1887, par le général Mensier et le lieutenant-colonel Servière;

Expédition des lacs Ba Bé (décembre 1887 et début de 1888) dirigée

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

par le lieutenant-colonel Servière, qui crée les deux postes de Bao Lac et Bac Me, bat le chef chinois La Hoan Dong, et reçoit la soumission (qui ne sera que temporaire) du chef chinois A Coc Thuong.

Dès 1886, la route mandarine de Bac Ninh à Lang Son par Phu Lang Thuong et Kep est remise en état et utilisée pour le ravitaillement de la région de Lang Son, et des colonnes opérant plus au nord. Celles-ci se multiplient à partir de 1888 : les postes sont constamment attaqués, les pirates installent un véritable camp retranché à quelques kilomètres au nord-ouest de Cao Bang, et un peu de tranquillité ne revient qu'au prix de sanglants combats à Bon Daï, dans le Lukku, aux repaires de Coc Tié, de Gia Heo et de Lung Kett, dans les Ba Chau. Les bandes chinoises qui opèrent de ce côté sont stimulées par le régent Thuyet, qui, à la même époque, rallume la révolte au Than Hoa.

Sur le Haut-Song Cau, les Français occupent Thaï Nguyen au moment du traité de paix, mais la région reste troublée, malgré de nombreuses battues et la création du poste de Huong Son, en raison de la présence de Ba Ky à Cho Moï et de Luong Tam Ky à Cho Chu : le massif du Tam Dao, tout proche d'Hanoï, constitue l'un de leurs repaires avancés. Ce n'est qu'en 1889 qu'un gros effort sera tenté contre ces deux chefs par le général Borgnis-Desbordes, qui s'empare le 17 janvier de Cho Moï et le 2 février de Cho Chu. Ba Ky et Luong Tam Ky se retirent vers le nord, mais faute d'effectifs, l'occupation n'est pas poussée plus loin de ce côté. Cho Chu est même abandonné à Luong Tam Ky en 1890 et l'on observe à l'égard de l'un et de l'autre une sorte de trêve qui durera quelques années.

Sur la Rivière Claire, Tuyen Quang marque en 1885 la limite nord de l'occupation française. En mai 1886, le commandant Bergounioux s'installe à Bac Mue, Vinh Thuy, Chiem Hoa, et en octobre à Bac Quang. Une reconnaissance très audacieuse gagne Ha Giang en décembre, mais ce poste n'est définitivement tenu par les troupes françaises qu'en septembre 1887. Peu de temps après, le poste de Bac Me, créé par le lieutenant-colonel Servière au cours de la colonne des Ba Be, assure la liaison entre Ha Giang, la région de Bao Lac et celle de Cao Bang.

Vers l'ouest, entre Ha Giang et Lao Kay, il se maintient pendant longtemps une grosse solution de continuité; cette contrée est si tourmentée et si éloignée de tout centre important qu'il n'est guère possible d'en assurer l'occupation avec les seules ressources des troupes stationnées dans la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

région. La création du poste de Yen Binh Xa, en septembre 1887, constituera l'établissement d'une première antenne en cette direction.

La conquête du Fleuve Rouge nécessite plusieurs expéditions successives :
Celle de Than Moï, en octobre 1885, par le général Jamont;
Celle de Than Quan (Yen Bay) en février 1886 par le général Jamais;
Celle de Lao Kay en mai 1886 par le colonel de Maussion.

Les deux premières expéditions sont dirigées contre le Bo Giap : chassé de Than Quan, il prend position sur le flanc de la ligne d'étapes du Fleuve Rouge, dans la région d'An Lap.

Un grand nombre de ses partisans remonte le Fleuve Rouge, et rallie la bande de Déo Van Tri, qui jusqu'en 1889 est l'adversaire le plus redoutable des Français dans les hautes vallées du Fleuve Rouge et de la Rivière Noire. A ce moment, il se soumet, mais ses hommes rallient les bandes du chef Hoang Man, sur la rive droite du Fleuve Rouge, ou du chef Nguyen Trien Trong, sur la rive gauche et dont le principal repaire fortifié est au Ke Dinh. Ce repaire n'est enlevé qu'en janvier 1891 par le commandant de Beylié.

La progression vers le sud-ouest, le long de la frontière, commence au début de 1887 par l'occupation de Phong Tho, d'où rayonnent des colonnes pendant toute l'année, notamment vers Laï Chau, et d'où part en janvier 1888 le colonel Pernot pour atteindre Dien Bien Phu, à 200 kilomètres plus au sud : ce dernier bat les partisans de Déo Van Tri à Bac Tan Trai et Chinh Nua, et rejoint à Son La une colonne venue de Bao Ha.

L'expédition de Dien Bien Phu a pour résultat la proclamation officielle des droits de la France sur les vallées de la Rivière Noire et du Song Ma : cette reconnaissance est sanctionnée le 12 décembre 1888 par une convention signée de M. Pavie, consul de France à Luang Prabang, et du général siamois Phia Smissa. Dans les années suivantes il appartiendra au commandant Pennequin de pacifier cette région par l'emploi judicieux d'effectifs toujours réduits et surtout par la mise en œuvre d'une excellente politique indigène. Il doit cependant livrer quelques violents combats en 1889 à Ban Co et Lang Buong.

La vallée inférieure de la Rivière Noire ne constitue qu'une voie de communication médiocre vers les régions de Son La et de Laï Chau, qui sont mieux desservies par le Fleuve Rouge. Toutefois, l'établissement de postes en 1886 à Tu Vu et Cho Bo, par le commandant Jorna de Lacale, puis en 1887 à Maï Chau et Phu Le, par le général Brissaud, assure la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Un chef pirate soumissionnaire.

(Cliché de *l'Illustration.*)

Le chef Déo Van Tri dans un groupe de fidèles.
Il est devenu par la suite un loyal ami de la France.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

liaison entre le cours inférieur de la Rivière Noire et la vallée du Song Ma et permet d'intercepter la grande ligne d'étapes par laquelle le régent Thuyet communique du Than Hoa vers la Chine.

Jusqu'en 1899, cette région n'est troublée que par de petites bandes embusquées dans le Mont Bavi et les montagnes de Yen Lang. A cette date apparaît pour la première fois le chef De Kieu, un des fidèles de Thuyet, et qui pousse des pointes hardies jusqu'aux environs de Hung Hoa. Au début de 1891, il s'allie avec un autre chef, le Doc Ngu, qui signale son entrée en ligne par un massacre des défenseurs du poste de Cho Bo. Trois colonnes (Geil, Bergounioux et Fouquet) poursuivent ces bandes, détruisent leur repaire de Xom Giong, et rétablissent un poste à Yen Lang.

Pendant que ces différentes colonnes cheminent lentement, et au prix des pires difficultés, vers la haute région montagneuse, d'autres unités circulent dans le Delta, en vue de réduire successivement les chefs des bandes annamites qui traquent dans une guerre sans merci les détachements et les convois.

Les opérations les plus dures sont dirigées contre les chefs qui ont fait du Yen Thé leur repaire principal : le Cai Kinh, puis De Nam, Ba Phuc et leur lieutenant Dé Tham. Le général Godin s'empare en novembre 1889 de Cao Thuong, installe le poste de Nha Nam; en décembre 1890, trois tentatives échouent sur le fort de Huu Thué, et il faut organiser, sous les ordres du colonel Frey, un véritable siège pour venir à bout, à coups d'artillerie, de cette position, qui est occupée en janvier 1891.

A la même date, de nombreuses colonnes sillonnent le Bao Day, la région de Sept Pagodes, le Dong Trieu à la poursuite de Luu Ky et de ses lieutenants. En janvier 1890, ceux-ci enlèvent à Ben Chau des armateurs d'Haïphong, les frères Roques, et massacrent plusieurs Européens. Les prisonniers sont relâchés en mars contre le payement d'une forte rançon : le commandant Pretet dirige alors contre ces bandes une nouvelle expédition, qui aboutit à la création du poste de Deo Gia.

*
* *

En cette période d'organisation de la conquête, les différentes colonnes ont des effectifs de moins en moins étoffés à mesure qu'elles deviennent plus fréquentes. Il ne s'agit pas là d'ailleurs d'une simple conséquence d'ordre mathématique du fait que les effectifs du corps d'occupation ont

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

atteint leur maximum en 1886, et que dans la suite les forces disponibles pour des opérations sont allées en décroissant. Ce sont surtout des considérations d'ordre tactique qui incitent le commandement à réduire progressivement l'effectif des colonnes. Au lendemain de la conquête, on est encore sous l'impression de la lutte qu'il a fallu soutenir contre des armées de dizaines de mille hommes munies d'une nombreuse artillerie : il était alors nécessaire de «monter» des opérations analogues, en certains points, à celles qu'on aurait pu conduire à la même époque sur des fronts européens. Mais, contre des bandes qui n'acceptent que rarement le combat, et s'en tiennent surtout à la «guerilla», on s'aperçoit bien vite que des colonnes trop importantes comportent plus de risques qu'elles n'amènent de résultats positifs. D'ailleurs, au fur et à mesure de l'extension de l'occupation vers les hautes régions, le sol devient plus tourmenté et les communications plus médiocres, et le chef d'une colonne isolée ne peut vraiment faire sentir son impulsion que sur des effectifs ne dépassant pas quelques centaines d'hommes.

En octobre 1885, la colonne organisée sous le commandement du général Jamont comprend encore plus de 5.000 hommes : il s'agit de déloger les pirates, débris des bandes de Pavillons Noirs qui se sont installés dans la presqu'île formée par le Fleuve Rouge et la Rivière Claire, entre Viet Tri et Phu To. Trois détachements comprenant chacun deux bataillons, deux batteries partent de la région d'Hanoï : l'un (général Jamais) remonte la Rivière Claire, l'autre (colonel Mourlan) passe le Fleuve Rouge en amont de Hung Hoa, et tous les deux ont pour mission de prendre à revers les positions ennemies que le détachement du centre (général Munier) est chargé d'attaquer de front. Avec ce dernier marche en réserve une batterie de 95. En dépit de l'importance de ces effectifs, l'ennemi se glisse sur des barques légères, à travers les mailles forcément relâchées d'un réseau de surveillance qui s'étend sur plusieurs kilomètres de pourtour. Certes, le but principal est atteint : la route vers le Haut-Fleuve Rouge est ouverte, mais la bande des pirates est seulement dispersée, elle n'est nullement détruite. Les résultats ne correspondent pas à l'effort réalisé.

C'est une leçon qui n'est pas perdue. Quatre mois plus tard, les effectifs participant à la colonne de Than Quan (Yen Bay) sont déjà plus restreints, et répartis en formation mieux articulées. Ils comportent onze compagnies, un peu plus de deux batteries et quelques petits éléments, soit un total, encore élevé, d'environ 2.500 hommes, mais le fractionnement de ces troupes est intéressant, parce qu'il dénote une organisation appropriée

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

aux conditions particulières de la lutte et qu'on retrouvera à l'avenir au cours des différentes opérations.

Le général Jamais a en effet réparti ses effectifs en quatre colonnes empruntant un itinéraire distinct. Placée sous les ordres d'un officier supérieur responsable, chacune doit se suffire entièrement à elle-même, soit pour subsister, soit pour se garder, soit pour combattre.

Colonne n° 1. Chef de bataillon Godin :
Une compagnie et demie de tirailleurs algériens,
Une compagnie de tirailleurs tonkinois,
Deux sections de 80 de montagne,
Une fraction du génie.

Colonne n° 2. Colonel de Maussion :
Deux compagnies de tirailleurs algériens,
Un peloton de tirailleurs tonkinois,
Une section de 80,
Un peloton de spahis,
Une fraction du génie.

Colonne n° 3. Chef de bataillon Béranger :
Une compagnie de tirailleurs algériens,
Une compagnie de tirailleurs tonkinois,
Une section de 80,
Une escouade de spahis,
Une fraction du génie.

Colonne n° 4. Chef de bataillon de Mibielle :
Deux compagnies de tirailleurs algériens,
Deux compagnies de Tonkinois,
Une section de 80,
Un détachement du train,
Une fraction du génie.

La composition de chacune de ces colonnes est d'environ 600 hommes, c'est-à-dire deux à trois compagnies d'infanterie : elle comporte à la fois des troupes indigènes, et des troupes non autochtones, et dans une proportion un peu plus forte en ce qui concerne ces dernières; l'artillerie est représen-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tée par une section, quelquefois deux. D'ailleurs, une colonne de cette nature, sur un sentier de la Haute-Région, avec une petite réserve de munitions et huit jours de vivres, n'occupe pas moins de 7 à 8 kilomètres de longueur depuis ses éclaireurs de pointe jusqu'aux derniers éléments de son arrière-garde.

L'expédition la plus importante dans la suite est celle que dirige le général Borgnis-Desbordes contre Cho Moï et Cho Chu en janvier et février 1889. Une seule colonne est formée; elle comprend :

Une compagnie d'infanterie légère d'Afrique,
Trois compagnies d'infanterie de marine,
Trois compagnies de tirailleurs tonkinois,
Une section d'artillerie à mulets (deux pièces),
Un peloton de spahis tonkinois,
Des services.

L'effectif des services est particulièrement important : 1.200 coolies affectés à l'ambulance légère, aux trains de combat, et au convoi. Le nombre des coolies dépasse largement celui des combattants, qui est d'environ 800 hommes, la moitié formée de troupes indigènes.

Dans la colonne des Ba Bé, le lieutenant-colonel Servière n'utilise que 450 combattants; au combat de Lung Kett, en avril 1891, le lieutenant-colonel Tournier n'en a que 300 sous ses ordres, et les premières opérations contre les forts du Yen The sont faites avec 150 et 300 hommes.

En résumé, contre les bandes chinoises solidement fortifiées, et dont les effectifs dépassent parfois 5 ou 600 hommes, la colonne-type est le groupement de deux, trois ou quatre compagnies avec une ou deux sections d'artillerie, et une fraction du génie. Cependant, contre les bandes annamites du Delta, qui dans leur résistance escomptent davantage leur mobilité que les ressources de la fortification, les colonnes sont d'ordinaire moins fortement constituées : elles comprennent le plus souvent un détachement de la valeur d'une compagnie, auquel s'ajoute parfois une pièce d'artillerie.

Dans tous les cas, ces divers détachements sont « panachés » : la proportion des troupes indigènes ne dépasse guère en 1885 un Tonkinois pour deux Européens ou Algériens (colonne du général Jamont). Mais la très belle attitude des indigènes au feu incite le commandement à créer le 28 juillet 1885 un troisième régiment de tirailleurs tonkinois, puis le 15 avril 1886 un quatrième régiment. Les colonnes de 1886 comprennent dès lors deux indigènes pour cinq Européens ou Algériens, et dans la suite cette proportion passe à un indigène et même en maintes circons-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tance à deux indigènes pour un combattant non autochtone. La plupart du temps, les unités sont amalgamées en cours d'opérations, et forment des unités mixtes comprenant, par exemple, un peloton de tirailleurs tonkinois, un peloton de légionnaires ou de soldats d'infanterie de marine. On s'aperçoit très vite qu'il est dangereux de pousser trop loin cet amalgame, qui amène alors une dissociation complète des compagnies et soustrait le tirailleur tonkinois à l'autorité de son chef habituel, qui est pour lui «le père et la mère».

Les bandes chinoises ou annamites ne possèdent aucune artillerie, ce qui supprime pour la nôtre toute mission de contre-batterie; d'autre part l'adversaire opère par petites fractions souvent insaisissables : l'artillerie ne constitue donc plus dans les colonnes qu'une précaution, d'ailleurs nécessaire, en vue des résistances qui se produisent sur certains points fortifiés. En quelques circonstances, c'est le bombardement des pièces d'artillerie qui décide du succès d'une affaire. Sur les forts d'Huu Thué, au Yen Thé, que la colonne Winckel-Mayer n'a pu réduire avec quatre pièces de 80, le colonel Frey utilise, en plus de ces quatre pièces de 80, deux mortiers de 150, et l'on n'aura finalement raison de ces forts qu'avec un groupement de 16 pièces de 80 de montagne, quatre mortiers de 150 et deux pièces de 95. Parfois aussi l'artillerie constitue un sérieux appoint d'ordre moral pour le fantassin, comme au combat de Cho Moï par exemple : trois attaques ont été infructueuses et sanglantes. Pour donner du cœur aux assaillants, le général Borgnis-Desbordes ordonne au lieutenant Lalune, commandant la section de 80, d'aller coûte que coûte se mettre en batterie à une position qui est à moins de 200 mètres de l'adversaire. Ce geste, et aussi l'action efficace des feux à faible portée, redonnent un nouvel élan aux troupes qui pénètrent enfin dans Cho Moï et en chassent les Chinois.

La diminution des effectifs des colonnes, et particulièrement celle de l'artillerie, réduit dans une forte proportion l'importance des trains, des parcs et des convois. Par contre, le fait que la plupart des grosses opérations ont lieu en pays montagneux où n'existent que de rares sentiers souvent à pic, interdit l'utilisation de toute voiture; l'emploi même des mulets n'est pas toujours pratique. Le commandant Chabrol retrace les difficultés qu'éprouve la colonne du général Mensier, chargé d'aller occuper Cao Bang en octobre 1886. «L'artillerie était portée à dos de mulet. Elle a ralenti à tel point la marche des troupes que pour aller de That Khe à

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Cao Bang (60 kilomètres) elles ont mis six journées entières et ne sont arrivées devant Cao Bang que dans la matinée du septième jour. La veille du départ, les sapeurs du génie avaient travaillé toute la journée à améliorer le col de Bang Bo; malgré cela, le retard s'est produit dès la première étape. Pendant toute la durée de la deuxième, à la fin de laquelle on arrive péniblement à Donh Khe (20 à 22 kilomètres de That Khe), les sapeurs travaillèrent à abattre les pointes rocheuses dont était hérissé le chemin, et sur lesquelles les mulets ne pouvaient se tenir debout. Dès la troisième étape, le général essaya, sinon d'alléger la colonne, du moins de lui donner un peu d'élasticité en la scindant en un échelon léger et un échelon lourd, ce dernier comprenant l'artillerie, mais le deuxième échelon fut arrêté à un col rocheux que les mulets ne pouvaient pas franchir, *même déchargés,* et dut coucher à l'entrée de ce passage, pendant que l'échelon léger s'arrêtait à Nam Nang; le lendemain, les sapeurs travaillèrent toute la matinée à rendre le couloir praticable aux mulets déchargés; l'échelon léger fut contraint de faire séjour à Nam Nang, afin que ses coolies pussent retourner au col pour y faire passer à dos d'hommes, le matériel qui ne parvint au camp qu'à 3 heures du soir... »

La colonne Pernot, chargée d'occuper Laï Chau à la fin de 1887, est pourvue de mulets non seulement pour le transport de l'artillerie, mais encore pour le ravitaillement : ceux-ci ne peuvent avec leur charge franchir le col des Nuages entre Ba Xat et Phong To. La colonne conduite en avril 1888 sur le Ngoï Hutt par le commandant Bosc éprouve les mêmes déboires, les mulets tombent dans les précipices entraînant avec eux pièces et munitions.

Aussi, à partir de 1890, la règle est-elle de n'utiliser dans les régions montagneuses que des coolies pour les trains et convois.

Le recrutement des coolies, qui peut d'ailleurs s'exercer désormais sur de vastes territoires, présente moins de difficultés qu'au moment de la conquête, d'autant mieux que leur effectif n'est plus généralement que d'une centaine de coolies par colonne, et non pas de plusieurs milliers comme lors de la marche sur Lang Son. Mais, à ce moment-là, dans les opérations d'une certaine envergure, les trains, les convois et les parcs pouvaient être relégués à une certaine distance des éléments de tête, et protégés eux-mêmes par une troupe spécialement désignée à cet effet et assez forte. Dans les petites colonnes au contraire, le convoi est obligé de suivre de très près les éléments de tête pour profiter éventuellement de sa protection et ne pas trop disperser les éléments d'une colonne relativement peu nom-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

breuse. Il en résulte fréquemment que les convois se trouvent pris au milieu d'un engagement, et la fuite ou l'affolement des coolies a parfois amené de graves perturbations dans les opérations.

*
* *

Au point de vue du combat, l'étude des colonnes contre les bandes chinoises ou annamites n'apporte aucun nouvel enseignement d'ordre tactique : l'adversaire accepte rarement la lutte en rase campagne. Poursuivi, il se réfugie dans l'un des nombreux repaires fortifiés qui parsèment son fief. Attaqué dans un repaire, il se défend, cherche à infliger quelques pertes sanglantes aux troupes françaises, mais dès qu'il se sent menacé d'encerclement, il évacue la position, et attend de pied ferme une autre attaque dans un autre repaire. Sa politique (et elle lui réussit bien souvent) est de lasser les Français par la longueur des opérations dans des pays d'accès très difficile et souvent malsains.

Dans ces conditions, les procédés de combat ne varient guère : une fraction des troupes attaque de front, pendant qu'une autre fraction, parfois la plus importante, et souvent appuyée par de l'artillerie, tente un mouvement débordant.

Mais, à défaut d'innovation dans l'exécution tactique d'une attaque, l'obligation d'effectuer constamment de nouvelles colonnes contre des bandes insaisissables amène progressivement le commandement à des conceptions un peu différentes concernant la conduite de la lutte contre de tels adversaires.

De 1883 à 1885, dans des opérations contre des troupes à peu près organisées à l'européenne, on a recherché, comme le prescrivent les règlements militaires, la destruction de l'adversaire. En fait, l'armée chinoise qui défend la région de Bac Ninh au début de 1884 perd presque tout son matériel et un nombreux personnel; elle voit ses liens tactiques complètement disloqués; on peut par la suite la considérer comme détruite. Mais il n'en est plus de même quand on descend à l'échelon bande de 300 ou 400 hommes. Les pirates ou rebelles glissent entre les doigts des Français qui les pourchassent, et l'effet produit n'est jamais que le déplacement des bandits d'une région vers une région voisine. Ce résultat n'est d'ailleurs pas négligeable s'il a pour corollaire l'occupation définitive de la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

position conquise. Mais il a généralement nécessité de lourds sacrifices. L'exemple le plus typique est celui du combat de Cho Moï le 17 janvier 1889 : « Le commandant de la colonne (général Borgnis-Desbordes) s'est constamment tenu pendant toute la dernière partie de l'affaire à l'un des points les plus battus, et a vu tomber à ses côtés ses deux officiers d'état-major; le lieutenant d'artillerie est venu mettre sa section à une centaine de mètres de la ligne de feu ennemie, pour imprimer un dernier élan à l'infanterie; quant à celle-ci, elle a fourni successivement trois assauts à chacun desquels tous les officiers présents ont été atteints. Les troupes de première ligne étaient trop engagées à fond pour qu'une retraite ne menaçât pas d'être pénible et meurtrière; dans ces conditions il fallait coûte que coûte enlever Cho Moï, et Cho Moï a été enlevé, mais au prix de 95 tués ou blessés, tandis que les pirates en ont eu 25 à peine; quant au résultat pratique, il a été strictement ce qu'il est d'habitude, l'évacuation par les pirates du point enlevé et leur installation à une quinzaine de kilomètres au nord dans le repaire de Ke Thuong[1] ».

Il n'est pas étonnant que certains chefs, se rendant compte de l'impossibilité matérielle de détruire les bandes pirates ou rebelles, aient cherché à appliquer d'autres méthodes de pacification. Les colonnes « en coups de lance », frappant dans le vide, ou laissant à la fin d'une opération le champ libre à l'adversaire, sont incapables d'assurer la maîtrise d'une contrée; seules des garnisons fixes, qui tiennent les points de passage obligés, les gros centres, les marchés, peuvent en interdire définitivement l'accès aux bandes. Mais l'accroissement du nombre des garnisons amène à en réduire l'importance numérique, et par suite la force de résistance : il est donc indispensable de pallier cet inconvénient par l'adoption d'autres mesures appropriées.

Il convient tout d'abord de se rendre un compte exact des aspirations et des besoins de la population locale et de gagner sa confiance en s'appliquant à les satisfaire. L'indigène, satisfait de son sort, n'est plus tenté de se soumettre aveuglément à tous les caprices des pirates ou des rebelles et de favoriser en sous-main leur action. Certains commandants de région vont plus loin, et remettent des armes aux habitants des villages pour qu'ils procèdent eux-mêmes à leur propre défense.

Le lieutenant-colonel Pennequin, à qui est due la pacification de la plus

---

[1] Commandant Chabrol : *Opérations militaires au Tonkin.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

grande partie des régions de la Rivière Noire et du Fleuve Rouge, prend une initiative particulièrement audacieuse. Il réussit à entrer en rapport avec certains chefs de bandes, et par d'habiles concessions, flattant leur amour-propre, il obtient leur soumission. Celle de Déo Van Tri exige plusieurs mois de négociations : une fois qu'elle est effective, ce chef de bandes tient sa parole, et devient dans toute la région entre le Haut-Fleuve Rouge et la Rivière Noire l'un des meilleurs serviteurs de la France.

D'autres initiatives sont aussi couronnées de succès. D'une manière générale les mandarins chinois tolèrent volontiers le passage sur leur territoire des bandes qui viennent de commettre leurs méfaits en pays tonkinois : parfois même ils encouragent ces dernières. Cependant la plupart des commandants de postes situés à la frontière entrent en rapport avec les mandarins, et tentent d'obtenir au moins d'eux qu'ils ne favorisent en aucun façon l'action des pirates. Ce n'est pas toujours aisé à obtenir, malgré de belles promesses. Pourtant, l'adjudant Pourchet, commandant le poste de Phuc Hoa, près de Ta Lung, grâce aux bonnes relations qu'il entretient avec les officiers chinois, se voit aidé très efficacement par les réguliers dans la poursuite d'une bande qui s'est réfugiée de l'autre côté de la frontière, et sur une simple présentation d'une liste de personnes enlevées et d'objets dérobés, il reçoit intégralement le butin, les femmes et les enfants volés par les pirates.

Dans d'autres régions, on ne craint pas d'incorporer comme coolies, ou d'utiliser pour des travaux de routes, des individus, chinois ou annamites, que le souci de la nourriture quotidienne a jetés dans les rangs des bandits. Bien traités, régulièrement payés, ils donnent toute satisfaction.

C'est cet ensemble de dispositions qui constitue les bases d'une bonne politique indigène, et c'est par la généralisation de cette méthode, beaucoup plus que par la multiplicité des colonnes «en coups de lance» que sera obtenue en définitive la pacification du Tonkin. La période des cinq ou six années qui ont suivi le traité de Tien Tsin représente à cet égard une longue et douloureuse expérience : la période qui suivra apportera la formule décisive par laquelle la paix française régnera désormais sur ces régions.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE VII.

LA PACIFICATION DU TONKIN. (Suite.)

LES TERRITOIRES MILITAIRES.

LA POLITIQUE DE LA TACHE D'HUILE (1891-1896).

Bien que l'autorité militaire ait cherché à appliquer méthodiquement et avec esprit de suite son plan de pénétration vers le Haut-Tonkin, les opérations qui se déroulent en toutes régions de 1885 à 1891 donnent une impression de décousu, qui provient sans doute de l'instabilité du personnel administratif. Le 7 avril 1886, le général Warnet remet ses fonctions de résident général à un haut fonctionnaire civil : jusqu'en juin 1891, soit en cinq ans, neuf résidents généraux ou gouverneurs généraux, titulaires ou intérimaires, auront la tâche de pacifier le Tonkin. Tous ont été de bons serviteurs de la France, et l'un d'eux, Paul Bert, est mort à la peine. Mais la courte durée de leur mandat ne leur permet pas de mener une politique de grande envergure, et, se conformant aux directives venues de Paris, ils s'efforcent de substituer partout et le plus rapidement possible l'autorité civile à l'autorité militaire : c'est la manière la plus sûre de calmer l'opinion publique française qui suit toujours avec quelque inquiétude et un peu de scepticisme les progrès de la pacification dans ces contrées lointaines.

M. de Lanessan, nommé gouverneur général en 1891, va changer de méthode, et il restera suffisamment longtemps à la tête de l'Indochine pour faire sentir partout son impulsion. Il ne débarque pas d'ailleurs en pays inconnu; il a circulé à plusieurs reprises en Extrême-Orient; dans la presse comme au Parlement, il s'est montré l'adversaire résolu de l'administration directe et d'une politique trop rapide d'assimilation, et à ce titre, il a maintes fois exprimé le regret qu'on eût trop hâtivement substitué en Cochinchine le régime civil au gouvernement des amiraux. A peine installé, l'un de ses

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

premiers soins sera de rendre à l'autorité militaire la responsabilité entière de la sécurité dans les régions qui ne sont pas complètement pacifiées.

Ces régions, d'une manière générale, sont celles qui bordent la frontière chinoise, tout d'abord parce que les pirates et les rebelles trouvent le plus souvent aide et protection de l'autre côté de cette frontière, ensuite parce qu'elles sont occupées par les troupes françaises depuis moins de temps et que leur terrain accidenté et touffu ne favorise guère la bonne marche des opérations.

Dans ces conditions, le gouverneur général de Lanessan laisse sous la dépendance des résidents civils les seules provinces du Delta et de ses abords immédiats; un général commande le groupement des unités stationnées dans ces « provinces civiles ». Par ailleurs tous les territoires montagneux du Tonkin sont placés sous le régime militaire et cette décision se trouve ainsi motivée dans le texte d'un arrêté du 6 août 1891 :

« La région montagneuse qui entoure le Delta ne se prête, ni par ses caractères physiques qui la rendent presque partout très difficilement accessible, ni par les conditions dans lesquelles vivent ses habitants, à l'application du même régime administratif que le Delta.

« Tous les bandits du Tonkin et des pays voisins y trouvent un refuge d'où ils descendent pour piller les villages du Delta.

« Les populations y sont très disséminées et peu nombreuses et le produit des impôts y est insuffisant pour subvenir aux besoins d'une administration analogue à celle du Delta.

« Par conséquent, il est indispensable de doter cette région d'un régime administratif spécial et très économique.

« Cette région constitue la protection naturelle militaire du Delta contre une invasion étrangère et il est indispensable d'y entretenir d'une manière permanente des forces militaires suffisantes pour s'opposer à la pénétration des bandits étrangers, protéger les abords du Delta et empêcher les bandes de se fixer, comme elles le font aujourd'hui où elles vont jusqu'à se fortifier.

« D'après les expériences déjà faites, ces résultats ne pourront être atteints que grâce à une organisation dans laquelle les pouvoirs civils et militaires seront concentrés dans les mêmes mains.

« En conséquence, la région montagneuse du Tonkin est constituée à l'état de territoires militaires, et les commandants de ces territoires exerceront les pouvoirs militaires sous les ordres du général commandant en chef et tous les pouvoirs civils du résident supérieur du Tonkin, sous la haute autorité du Gouverneur général. »

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ainsi sont créés quatre territoires militaires qui ont comme chefs-lieux Sept Pagodes, Lang Son, Son Tay et Son La. Chacun d'eux correspond à une région bien définie du Tonkin : la région côtière, la région montagneuse d'Ha Giang à Lang Son, le Fleuve Rouge, la Rivière Noire, et est découpé en un certain nombre de cercles, déterminés eux-mêmes selon la situation géographique ou militaire. Le commandant du territoire est en principe un colonel et les commandants de cercle sont des officiers supérieurs. Chaque cercle comporte un nombre variable de postes. A tous les échelons les pouvoirs politiques et administratifs sont exercés entièrement par l'autorité militaire responsable, quel que soit le grade du commandant de territoire, de cercle ou de poste[1].

Dans les provinces civiles comme dans les territoires militaires, M. de Lanessan va introduire une réforme qui lui tient à cœur et qui lui semble destinée à amener la pacification des esprits et des cœurs : il rend aux mandarins annamites une partie de l'autorité qui leur a été enlevée antérieurement, et il ne réserve aux fonctionnaires français que la surveillance des actes des mandarins, le soin de donner une impulsion générale à leur administration, et la tâche de réprimer la petite piraterie. C'est le programme dont s'inspirait naguère l'amiral Bonard lors de son arrivée en Cochinchine : cette fois, une déjà longue expérience des choses de l'Indochine devrait permettre d'éviter les difficultés auxquelles s'était heurté ce dernier. Et cependant une telle méthode trouvera des détracteurs passionnés, tout particulièrement parmi les résidents civils. Trois ans plus tard, en novembre 1894, le commandant Lyautey, que ce système a séduit tout de suite, constate l'opposition qu'il rencontre, dans une lettre à sa famille au sortir d'une longue conversation avec M. de Lanessan lui-même.

« Sa doctrine se résume en ceci : faire du protectorat et non de l'administration directe. Au lieu de dissoudre les anciens cadres dirigeants, s'en

---

[1] Des modifications fréquentes ont été apportées à la répartition des territoires militaires Lors de leur organisation, ils sont constitués comme il suit :

1° Territoire (Sept Pagodes) : cercle de Moncay (4 postes), cercle de Sept Pagodes (10 postes), cercle de Thai Nguyen (6 postes).

2° Territoire (Lang Son) : Cercle de Lang Son (4 postes), cercle de Cao Bang (11 postes), cercle de Ha Giang (6 postes).

3° Territoire (Son Tay) : Cercle de Yen Bay (9 postes), cercle de Lao Kay (5 postes), cercle de Tuyen Quang (3 postes).

4° Territoire (Son La) : Cercle de Van Bu, annexe de Lai Chau (10 postes).

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

servir, — gouverner avec le mandarin et non contre le mandarin. Partir de ceci, qu'étant, et destinés à ne jamais être ici qu'une infime minorité, nous ne pouvons prétendre à nous substituer, mais tout au plus à diriger et à contrôler. Donc, ne froisser aucune tradition, ne changer aucune habitude, nous dire qu'il y a dans toute société une classe dirigeante, née pour diriger, sans laquelle on ne fait rien, et une classe à gouverner, — mettre la classe dirigeante dans nos intérêts...

« Voici la théorie : *a priori,* je le déclare, elle me séduit parce que j'ai constaté de visu en Algérie l'absurdité du système inverse... enfin, il a réussi en Tunisie, — l'inverse a raté partout, dans toutes nos colonies sans exception, pauvres phtisiques sucées, catalepsiées, tuées par l'administration directe. Seulement, il faudrait être logique et, pour que celui-ci donnât du fruit, il importerait qu'il n'y eût pas à côté de l'administration indigène conservée, toute une administration française juxtaposée, bien supérieure aux nécessités d'un contrôle, prétexte à traitements, et dont le plus clair résultat, c'est que l'indigène paye deux administrations complètes... »

Et le commandant Lyautey ajoute à cette première objection celle que lui fait à la même date un haut fonctionnaire de l'Indochine :

« Toute la puissante organisation indigène restée debout, avec nous aujourd'hui, parce que c'est son intérêt, d'un mot, demain, soulevant le pays entier, et non plus des pirates cette fois, mais, grâce à nos organisations de milices indigènes, une armée toute prête, encadrée, disciplinée, — et alors notre expulsion d'un souffle. Ensuite quel démenti à nos traditions de n'être pas ici les libérateurs du peuple, allégeant ses charges, élevant son niveau, mais au contraire l'appui de ses oppresseurs, dont nous ne faisons que doubler le poids et partager les bénéfices, qui doivent en être d'autant plus considérables!... »

Le système mis en pratique par M. de Lanessan n'a peut-être pas apporté tous les résultats positifs qu'en attendait son auteur, il est cependant à la base de la doctrine si féconde expérimentée dans la suite par les Gallieni et les Lyautey.

En territoire civil comme en territoire militaire, le gouverneur général de Lanessan donne aussi une grande impulsion aux travaux publics, et notamment à la construction des routes. Il en résulte certes de lourdes charges pour les populations, mais en créant des voies d'accès vers les hautes régions, les relations commerciales et par suite la situation écono-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mique du pays se trouvent améliorées, et surtout les troupes peuvent ainsi se porter plus facilement et plus rapidement aux points de sédition.

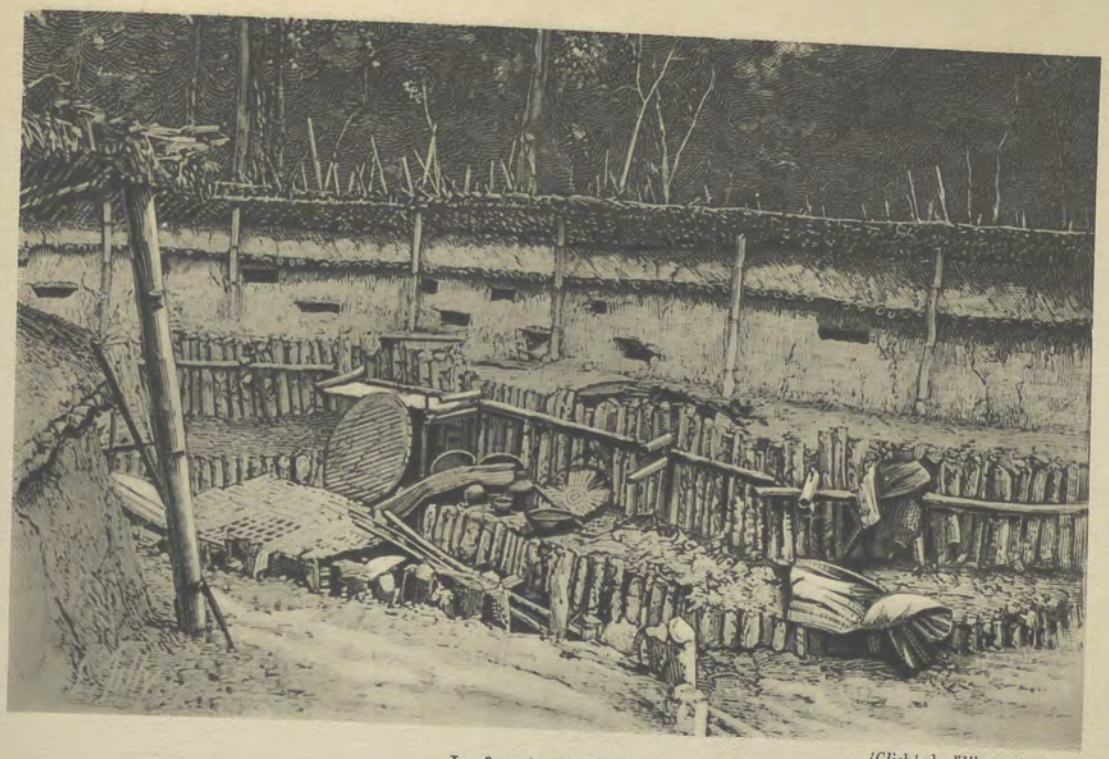
*
* *

Les différentes mesures prises et notamment la création des territoires militaires porteront leurs fruits, et amèneront progressivement la pacification définitive du Tonkin, mais seulement au bout de quelques années, vers 1896. Les bandes chinoises ou annamites opposeront une résistance acharnée à l'action persévérante du commandement français, et il faudra procéder encore à de nombreuses et coûteuses opérations.

Certes, les grands chefs du début de la piraterie disparaissent les uns après les autres. Luu Ky est tué le 9 juillet 1892. D'autres se tiennent tranquilles ou se soumettent. Mais dans leur soumission, ils n'entraînent avec eux qu'une fraction minime de leurs partisans, et généralement les bandes se reforment sous la direction d'autres chefs non moins ardents que leurs devanciers. Il semble même que la résistance s'accentue chez certains précisément en fonction de leur désir d'entrer en relations avec l'autorité française, et de négocier ultérieurement une soumission avantageuse. D'anciens pirates comme Luong Tam Ky, du fait qu'ils ont traité avec les Français, reçoivent du même coup pension, honneurs, considération, une certaine indépendance, et conservent, à condition de se montrer discret, le loisir de pressurer comme par le passé les populations voisines. C'est à un calcul de ce genre que se livrent les chefs du Yen Thé, De Kieu, Ba Phuc et surtout le Dé Tham, et ils font de cette région une véritable zone fortifiée, où, leurs méfaits accomplis, ils viennent se réfugier, narguant l'autorité française. Il ne faudra pas moins de plusieurs expéditions solidement montées pour s'en emparer. A cheval sur le Song Soï, ce camp retranché comprend sept ouvrages, dont le commandant Chabrol donne la description suivante, qui prouve avec quel art de la fortification ces travaux ont été menés.

« Chaque ouvrage se compose d'un parapet en terre et pisé percé de créneaux permettant les feux étagés (dans une caponnière du fort n° 1, on a compté jusqu'à quatre étages de feux), flanqué soit à l'aide de bastionnets prévus dans le tracé, soit à l'aide de caponnières ou de tambours et entouré à distances variables d'une ou plusieurs palissades en bambous. Dans l'intervalle annulaire compris entre le parapet et la palissade exté-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



Le fort de Ba Phuc. (Cliché de *l'Illustration*.)

(Cliché de *l'Illustration*.)

Les approches d'un ouvrage chinois.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

rieure, étaient accumulées toutes les défenses accessoires que des gens patients et tenaces comme le sont les Annamites étaient capables d'y accumuler (abatis, petits piquets, trous de loup, chevaux de frise, croix de Saint-André, etc.). Mais la meilleure de toutes les défenses accessoires était la forêt; loin de débroussailler les abords de leurs forts, ils ont toujours placé, au contraire, leurs palissades extérieures contiguës au fourré; ils réduisaient ainsi la portée de leur tir, mais ils réduisaient de même celle du tir de l'adversaire. Or, celui qui y perdait le plus était encore ce dernier, seul pourvu d'une bonne artillerie; ils forçaient surtout ainsi les colonnes d'attaque à s'émietter et à se présenter sans cohésion à bonne portée de leurs créneaux; ce n'était pas trop mal tirer parti des circonstances pour des gens qui n'étaient pas allés à l'École de guerre «apprendre» qu'on ne débouche pas d'un bois.»

Le colonel Gallieni donne la description du repaire de Lung Lat où le chef Hoang Thaï Ngan et ses acolytes vivent en paix du produit de leurs rapines. Ce repaire est défendu par 800 à 900 hommes répartis en quatre groupes d'environ 200 pirates et une réserve d'une quarantaine d'hommes éprouvés, formant la garde personnelle du chef. La défense est organisée comme il suit :

«Cent hommes de chaque groupe gardaient le repaire à un jour ou un jour et demi de marche, principalement vers Pho Binh Gia et Hun Len, les pirates ne se croyant menacés que par deux colonnes françaises. La garde immédiate du repaire est formée par une douzaine d'hommes surveillant les portes vers Hun Vinh et Bac Son, par lesquelles seuls les habitants ont accès dans le repaire. En outre, des sentinelles étaient placées en observation sur les rochers formant l'enceinte du cirque. Chaque groupe avait pour mission, en cas d'attaque, de défendre une face du repaire. Les bandes possédaient environ 900 fusils dont un tiers de Winchester, quelques fusils de 1886; le reste étaient des fusils gras provenant du Dong Trieu..., le repaire lui-même était constitué par quatre villages établis aux quatre angles et occupés chacun par un groupe, les dimensions du cirque étant d'environ 1.200 mètres dans le sens nord-sud et 600 mètres dans le sens est-ouest.»

A côté de chefs avides surtout de leur indépendance, certains autres continuent à tenir la brousse par désœuvrement, ou par suite d'une longue habitude. D'autres ne sont que des courtiers en marchandises ou en femmes indigènes : dans la région de Mon Cay, le Chinois Lo Man est le pourvoyeur intéressé des négociants du Quang Tong. Les uns et les autres sont soutenus

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

par les autorités chinoises, qui ont intérêt à créer le plus d'embarras possible au gouvernement français au moment où la commission d'abornement des frontières tranche d'une façon définitive toutes les contestations d'ordre territorial entre les deux pays : les mandarins ne sont pas fâchés de voir les travaux traîner en longueur, par suite de la nécessité pour les officiers français de la commission de se faire escorter et protéger au cours de leurs pérégrinations, et ils espèrent que ceux-ci se montreront plus accommodants quand le gouvernement chinois revendiquera certains territoires infestés de pirates.

Au cours de cette période, les chefs de bande ont recours à un nouveau procédé d'intimidation à l'égard de l'autorité française : c'est l'enlèvement d'Européens. Opération essentiellement lucrative, et de beaucoup supérieure à ce point de vue à la prise d'un poste, car le gouvernement général n'a pas hésité parfois à payer des rançons de trente, cinquante et même soixante cinq mille piastres. Le 1er juillet 1892, la bande de Luu Ky capture M. Vezin, entrepreneur du chemin de fer d'Hanoï à Lang Son. Le 13 octobre, une des bandes de la région de Mon Cay enlève M. Picinelli. En 1893, trois nouveaux attentats ont lieu sur la voie ferrée de Lang Son, amenant la prise de MM. Rotty le 28 juillet, Bouyer le 5 septembre, Humbert-Droz le 11 octobre. En 1894, dans la région de That Khé, le douanier Carrère est capturé le 21 mai et un autre fonctionnaire des douanes, M. Chaillet, se voit attaqué en plein centre de Mon Cay, le 26 août, par la bande de Lo Man; sa femme et sa fille sont emmenées dans la montagne. Des attentats analogues se renouvellent l'année suivante, l'un au nord de Thai Nguyen, qui aboutit en février à l'enlèvement d'un télégraphiste, M. Sabot, l'autre à Port Wallut, en avril, où toute une famille, M. et Mme Lyaudet et une petite fille, doivent suivre les pirates. En 1896, le Dé Tham fera enlever sur la voie ferrée de Lang Son MM. Chesnay et Logiou.

Ces enlèvements constituent un véritable «chantage» envers le gouvernement général de l'Indochine, et c'est bien là leur caractéristique. Certes, il arrive que les pirates, dans le feu de l'action, massacrent des Européens qui se défendent — c'est le cas de M. Piganiol, compagnon de M. Bouyer, de M. Chaillet et de M. Hirlet, compagnon de M. Sabot; mais, d'une manière générale, ils traitent leurs otages avec quelques égards, et se gardent de leur infliger de mauvais traitements. Le capitaine Senèque, qui a participé à toutes les opérations dans la région de Mon Cay à l'occasion de l'enlèvement des familles Chaillet et Lyaudet, écrit à ce sujet :

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« Afin d'activer les négociations, les pirates faisaient écrire par Mme Chaillet des lettres désolées en lesquelles elle se plaignait des tortures qu'on lui faisait subir.

« En réalité, les tortures endurées par Mme Chaillet étaient surtout morales, les Chinois traitant bien leurs prisonnières, même les femmes annamites qu'ils enlèvent. Celles-ci destinées à être vendues, ont une valeur marchande qu'ils ne s'exposeraient pas à déprécier. Il en est de même pour les Européens qui tombent entre leurs mains, l'espoir d'une rançon les empêche de les torturer.

« Ce qui tend à prouver que les mauvais traitements infligés aux captifs sont souvent imaginaires, c'est que, dès le 1er septembre, Mme Chaillet s'informe si ses bijoux ont été volés. Cette préoccupation d'intérêts matériels dénote une certaine tranquillité d'esprit.

« Nous verrons aussi plus tard M. Lyaudet, captif avec sa femme et sa fille, demander, en post-scriptum d'une lettre où ils détaillaient les raffinements de cruauté dont ils étaient victimes, un peigne, une glace, et... un jeu de cartes »[1].

La plupart du temps les captifs une fois libérés, des colonnes sont entreprises contre les ravisseurs; cependant dès le mois de décembre 1893 le colonel Gallieni, nouvellement nommé au commandement du 2e territoire militaire, télégraphie au commandant en chef : « J'estime, si nous voulons empêcher de nouveaux enlèvements, qu'il faut agir énergiquement contre bandes sans nous préoccuper Européens prisonniers ». En fait, c'est de vive force que le capitaine Bulleux, après l'enlèvement du repaire du Ke Thuong, délivre M. Sabot des mains des pirates de Baky. Quant à la famille Lyaudet, le gouverneur général M. Rousseau pense que le plus sûr moyen d'obtenir sa délivrance est de contraindre, par des opérations rapidement conduites, les bandes pirates à repasser en Chine avec leurs prisonniers. Ce plan se réalise de point en point, après une campagne difficile dans la montagne du Panaï, et en définitive, c'est par la voie diplomatique que la France obtient la mise en liberté des captifs.

On a d'ailleurs au cours de cette expédition la preuve écrite de la complicité des autorités chinoises dans l'enlèvement de la famille Lyaudet, grâce à un document trouvé sur le chef Ly A Cap, un des principaux lieutenants de Lo Man, tué en 1895 près de Mon Cay :

---

[1] *Luttes et combats sur la frontière de Chine*, par le capitaine Senèque.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« Nous, soussignés, Duong, Li, Chaï, Dong et On, faisons le présent acte avec la condition suivante :

« Autrefois, pour faire du commerce, nous sommes venus à Kébao, où nous avons été ennuyés et maltraités par les Européens qui y sont venus et qui nous ont expulsés du territoire du Tonkin.

« Nous sommes très fâchés contre eux et nous avons arrêté un entrepreneur européen à Kébao pour nous venger et pour demander la rançon.

« Nous avons demandé *aux autorités civiles et militaires chinoises* l'autorisation de faire cet enlèvement. Elles ont accepté et les familles Dong et On nous ont aidé de leurs biens.

« Si nous réussissons, nous nous engageons à payer la rançon en dix parties.

« Deux parts seront remises aux émissaires et deux à celui qui a dirigé l'attaque. Trois seront remises aux trois chefs Duong, Li et Chaï et à leurs hommes, *trois autres seront offertes aux mandarins civils et militaires*, et à ceux qui nous ont fourni des armes et des munitions.

« Le 12e jour du 4e mois de la 21e année de Quang Thi (6 mai 1895) ».

(Signatures.)

En résumé, dans la période qui suit la nomination de M. de Lanessan au gouvernement général de l'Indochine, la piraterie ne désarme que très lentement. Elle a perdu tout caractère national ou patriotique. Ses chefs n'obéissent qu'à des mobiles utilitaires, soit qu'ils dirigent de vastes entreprises de pillage ou de contrebande, soit qu'ils cherchent, en intimidant ou en lassant l'autorité française, à se faire reconnaître la propriété des territoires qu'ils considèrent comme leur fief. Dans tous les cas, leurs entreprises ont la sympathie, et souvent l'appui, des mandarins chinois.

*
* *

Une politique d'énergie sans défaillance à l'égard des chefs pirates, de bienveillance envers la population indigène, de fermeté envers les autorités chinoises amènera progressivement le calme dans les régions troublées. Mais cette politique s'appuiera encore fréquemment sur l'emploi de la force, et de 1891 à 1896 on ne compte pas moins d'une centaine de colonnes, dont plusieurs sont des expéditions de grande envergure.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché Tong Sing.)

Le colonel Gallieni.

«... Le colonel Gallieni, le *Monsieur d'ici*. Tu connais certainement son nom, déjà illustré au Sénégal et au Soudan. Il a 44 ans, il vient de venir ici passer huit jours et m'a bigrement empoigné comme seigneur lucide, précis et large...»

(Lettre du commandant Lyautey à son frère. Hanoï, 20 décembre 1894.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Un « tour d'horizon » sur le Tonkin permet de s'en rendre compte.

A l'Est, une succession de petites colonnes dirigées par les capitaines Messier de Saint-James et Freystatter, le commandant puis lieutenant-colonel Courot ramènent le calme dans la région de Mon Cay pendant une durée d'une année. Mais en 1894, le chef Lo Man réorganise la piraterie, et à la suite de l'enlèvement des familles Chaillet et Lyaudet les colonels Chaumont et Riou doivent conduire des campagnes très pénibles qui se terminent par les combats sanglants du massif du Panaï.

Luu Ky, chassé du Dong Trieu, se réfugie dans le Bao Day et se spécialise dans les embuscades tendues aux convois. Une de ces attaques, à 4 kilomètres de Bac Lé, coûte la vie au commandant Bonneau et au capitaine Charpentier le 9 juillet 1892, mais Luu Ky périt lui-même au cours de l'action. Sa veuve, puis un autre chef, Hoang Thai Ngan, prennent le commandement de la majeure partie de la bande; celle-ci se retire dans le repaire de Luong Day, qu'elle doit évacuer à la suite de plusieurs combats qui lui sont livrés par le colonel Servière en 1893. Étroitement surveillé par les nouveaux postes de Tri Le et de Van Linh, Hoang Thai Ngan émigre au repaire de Lung Lat, laissant un poste avancé vers la ligne du chemin de fer à Len Day. Ce poste est enlevé à la fin de 1893, et en janvier 1894 le repaire principal tombe entre les mains du colonel Gallieni à la suite d'une expédition particulièrement brillante. Le chef Hoanh Toï Ngan est tué au cours de la poursuite.

Plus au Nord, les bandes chinoises, soutenues par les mandarins du Quang Si, s'en prennent tout particulièrement au poste de That Khé, car leur chef A Kanh Sinh se considère comme l'ancien seigneur de cette région. Le colonel Servière vient de Lang Son débloquer le poste, mais les pirates s'enfuient dans le Cercle de Cao Bang : là aussi ils trouvent un adversaire implacable en la personne du commandant Famin qui, avec une activité inlassable, les traque dans les Ba Chau et les bouscule en novembre 1892 à Lung Noi, au Song Quay Choum, à Kéo Méo et Bang Po. Après un an de tranquillité, le commandant Lamary doit de nouveau leur livrer combat à Gia Héo et Me Luong.

Il importe non seulement de châtier les pirates dès qu'ils se livrent à quelque agression, il convient aussi de les prévenir en occupant peu à peu toutes les régions montagneuses qui peuvent leur servir de repaires.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

C'est dans cette vue que sont entreprises plusieurs actions, sous l'impulsion du colonel Gallieni, commandant le 2e territoire militaire. On procède d'Est en Ouest : le lieutenant colonel Vallière partant de Cao Bang s'empare de vive force des deux repaires de Lung Sung (à l'ouest de la route de Soc Giang à Mo Xat) et de Phia Ma, puis occupe tout le pays jusqu'au sud de Cho Ra. En novembre 1894, le capitaine Rémond s'installe au nœud de communication de Cuc Duong, le commandant Tournier à Tong Hoa Phu, et en mars 1895 le commandant Gérard s'avance jusqu'à Ban Thinh, tout près de Ke Thuong.

Ainsi désormais il n'existe plus qu'un seul obstacle entre la région de Cao Bang et celle de Thai Nguyen, le fief de Ba Ky, à l'égard duquel l'autorité française observe une sorte de trève depuis 1889.

Mais l'attentat commis sur les télégraphistes Sabot et Hirlet, dans lequel malgré ses dénégations Ba Ky a une complicité certaine[1], donne l'occasion au colonel Gallieni d'en finir de ce côté. En avril 1895 quatre colonnes partant respectivement de Cho Moï (commandant Moreau), Ban Tinh (commandant Gérard), Na Ri (lieutenant-colonel Clamorgan), Tong Hoa Phu (lieutenant-colonel Vallière) dégagent complètement cette région. Le 2e territoire militaire rejoint ainsi le 3e territoire militaire sans aucune solution de continuité, et la zone qui constitue le fief de Luong Tam Ky se trouve dès lors isolée de la frontière de Chine.

Dans la région restée longtemps inoccupée entre Ha Giang et Lao Kay, le colonel Servière s'avance jusqu'à Hoang Su Phi et Xin Man, où il installe des postes. Plus au Sud-Ouest, le lieutenant-colonel Pennequin poursuit inlassablement le chef Hoang Man dans le Phong Du, en janvier et février 1893, puis dans les montagnes qui avoisinent la vallée de Tu Lé. Aidé de la population, qui a été armée par ses soins, il repousse définitivement cette bande à l'ouest de Bat Xat. Une autre bande, celle de Hoang Than Loi, sous les ordres de Nguyen Trien Trong, attaque à la même époque le poste de Muong Moi, et se retire ensuite au repaire de Lang Hac, près de Pho Rang. Le lieutenant-colonel Pennequin organise aussitôt deux colonnes, l'une dont il prend le commandement direct, l'autre qu'il

[1] Le colonel Gallieni écrit dans *Trois colonnes au Tonkin* : «Le rapport de ce dernier (Sabot) prouve la duplicité de Ba Ky qui le 22 avril menaçait Sabot de lui faire trancher la tête si la rançon réclamée pour sa mise en liberté n'était arrivée sous trois jours : et cependant Ba Ky ne cessait de se déclarer innocent de l'attentat du 23 février».

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

confie au commandant Pretet. Ces bandes refluent vers le Nord, où elles se heurtent aux postes nouvellement créés par le colonel Servière, émigrent vers le Chieu Thanh, d'où en 1894 et en 1895 une série d'opérations conduites par le commandant Bertin, le capitaine Diguet, les commandants d'Aubignosc et Gouttenègre, le général Servière et le lieutenant-colonel Vimard parviennent, non sans avoir livré de durs combats, à les repousser vers la Chine.

En somme, à la fin de 1895, la situation s'est nettement améliorée dans toute la zone montagneuse. Il reste quelques points noirs cependant. Dans la province de Thai Nguyen, la présence du De Tham et de Luong Tam Ky continue à être un élément de désordre. Luong Tam Ky est soumissionnaire, mais le De Tham ne l'est pas, et les partisans de Luong Tam Ky se mêlent à ceux du De Tham pour piller des villages jusqu'au voisinage même de Phu Lang Thuong. La dure leçon constituée par les opérations du général Voyron contre les forts du De Duong et du De Nam en 1892 n'a pas suffi. Dans ces conditions, le colonel Gallieni est chargé d'occuper le Yen Thé : les colonnes Hoblinger, Rondony et Roget s'emparent des forts du De Tham, mais ce dernier prendra la brousse, et ce n'est qu'à la fin de 1897 qu'il fera sa soumission.

Au Nord, le chef A coc Thuong, après une période de soumission, est entré de nouveau en campagne; aidé de ses lieutenants Mac Que an, Le chi Tuan et Hoang Cau, il oppose une résistance pied à pied à la poussée des troupes françaises, qui veulent d'abord le maintenir au nord de la ligne Ha Giang, Bac Me, Bao Lac, puis le rejeter progressivement au delà de la frontière chinoise. Ce résultat ne sera obtenu qu'en 1897, après de nombreuses colonnes dirigées par le colonel Vallière, le colonel Audéoud, le commandant Nouvel, au nord d'Ha Giang, et par le colonel de Badens et le lieutenant-colonel Vimard, dans la haute vallée du Song Chay.

*
* *

Toutes ces expéditions amènent sinon la destruction matérielle des bandes, du moins leur dispersion, et comme toutes les opérations sont suivies de l'occupation immédiate et définitive du pays par des postes, dans la pratique les pirates disparaissent complètement des régions victimes

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de leurs rapines, et qui renaissent instantanément à la vie économique après leur départ.

Au cours de cette période ce n'est pas dans la composition des colonnes et les procédés de combat qu'on trouvera le plus d'innovations. La réussite des opérations est due surtout au rigoureux esprit de méthode des chefs qui les conduisent.

Les résultats sont recherchés par la concentration, à une date donnée, de plusieurs colonnes aussi près que possible du repaire qui constitue l'objectif. Les unes ont pour mission d'attaquer à fond, les autres de barrer des voies de communications par où pourraient s'échapper les pirates. C'est toujours le débordement ou l'encerclement de la position ennemie qui doit amener la décision. Gallieni le précise dans ses instructions pour les opérations du Ke Thuong : « L'attaque de front est un accessoire, l'attaque de flanc est l'acte principal... ».

Ces diverses colonnes reçoivent un point commun de direction, mais elles proviennent souvent de contrées éloignées les unes des autres. Lors des opérations du général Voyron contre Ba Phuc en 1892, l'investissement est recherché par la concentration sur tout le pourtour du Yen The d'unités envoyées d'Hanoï, de Bac Ninh, de Sept Pagodes, de Phu Lang Thuong, de Lang Son, de Thaï Nguyen : il n'y a pas moins de 9 détachements distincts. Au Caï Kinh (prise du repaire de Lung Lat), les troupes viennent de la région de Lang Son ou du Delta. Celles qui participent aux affaires du Ke Thuong se concentrent initialement à Thaï Nguyen, Bac Tinh, Na Ri, et dans la région de Cao Bang.

Leur composition est à peu près identique. Commandée par un officier supérieur, chacune d'elles comprend :

120 à 150 soldats blancs (infanterie de marine ou légion étrangère),

200 à 300 tirailleurs tonkinois,

1 ou plus généralement 2 pièces d'artillerie.

Quelquefois — c'est le cas en 1895, lors de l'expédition du Yen Thé dirigée par le colonel Gallieni — les tirailleurs sont remplacés par des « miliciens ». Le plus généralement, les commandants de colonne disposent d'un certain nombre de partisans, qui sont particulièrement utiles à l'avant-garde comme éclaireurs en raison de leur connaissance du pays. Pour une raison analogue, les colonnes qui opèrent sous les ordres du colonel Chaumont dans la région de Mon Cay après l'enlèvement de la famille Lyaudet, comprennent un petit noyau de « linh cos chinois » recrutés dans le pays.

La proportion des indigènes par rapport aux Européens s'est accrue :

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

elle atteint désormais environ deux Tonkinois pour un blanc. Gallieni fait du panachage une règle absolue, sans jamais dissocier cependant les unités de tirailleurs au-dessous du peloton. Il écrit à propos des opérations de Lung Lat :

« Chaque colonne fut subdivisée en groupes. Le groupe qui est devenu classique au Tonkin, est une unité de marche et de combat, composée d'un noyau d'Européens et d'une quantité double ou triple de tirailleurs; il est placé le plus souvent sous les ordres d'un capitaine appartenant à l'une des deux fractions qui le composent et dont chacune conserve à sa tête l'officier de peloton ou le sous-officier qui la commande en temps normal.

« Cette organisation a le double avantage : 1° d'unifier la composition des unités d'une colonne, qui comprend ainsi trois, quatre, cinq éléments de même force et de même valeur, au lieu de deux compagnies européennes à 80 ou 100 fusils, et deux ou trois compagnies indigènes à 250 par exemple; 2° de mettre dans chaque unité, en toute circonstance de temps et de lieu, par conséquent, un noyau européen en soutien immédiat des troupes indigènes, dont le moral se trouve décuplé par ce seul fait. »

La plupart des groupes dans les colonnes du colonel Gallieni comprennent environ 100 tirailleurs tonkinois et 50 légionnaires ou marsouins.

*
* *

Au cours de cette période, l'artillerie n'a plus à agir par masse. Elle est répartie entre les colonnes en petites fractions de une ou deux pièces, rarement davantage. Cependant, la colonne Chaumont dans la région de Mon Cay comporte deux pièces de 80 et une pièce de 4, et au Yen The en 1895 l'une des colonnes comprend cinq pièces. Mais le rôle de ces petites fractions d'artillerie reste considérable. A l'attaque du repaire de Ke Thuong, le colonel Gallieni note l'action particulièrement efficace des pièces des diverses colonnes.

« A 6 heures, l'artillerie de la 2e colonne (Gérard) ouvre le feu, enfilant le repaire de l'Est à l'Ouest...; à 6 h. 45 l'artillerie de la 3e colonne (Clamorgan) a pris position au nord-ouest de Chang Giaï; elle a là un champ de tir parfait, et des vues complètes sur le repaire qu'elle enfile par le Nord-Ouest; elle croise ses feux avec ceux de la 2e colonne »...

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« Rien avant l'ouverture du feu n'a décelé notre attaque; aussi les premiers obus qui tombent dans la redoute annamite, dans les forts de De Nguyen et sur la maison de Ba Ky y jettent-ils le plus complet désarroi. On voit distinctement les pirates en grand nombre courir aux armes, plusieurs tomber...

« Les pirates commencent à fuir une partie dans le massif sud, le plus difficile et le plus impénétrable, dont ils connaissent tous les détours; l'artillerie et les fusils de la 3e colonne, en allongeant leur tir, les y poursuivent. Le gros des pirates s'enfuit par l'Est, le long de l'arroyo, et par Pa Cop, gagne la direction de Cao Ky, en recevant quelques coups de canon de la 1re colonne (Moreau)... »

Mais de pareils résultats ne sont pas obtenus sans peine. Les pièces doivent être juchées sur des pointes de rochers presque inaccessibles, et au prix des plus grandes difficultés. Aux affaires de Lung Lat « plusieurs fois, écrit le colonel Gallieni, les commandants de section avaient dû eux-mêmes aider à porter les pièces pour encourager les coolies qui s'asseyaient et refusaient d'aller plus loin ».

A la colonne Chaumont, la situation est encore plus grave, car il s'agit de monter deux pièces de 80 au piton 590, d'où l'on aura un champ de tir excellent sur le fortin occupé au sommet du Panaï par les pirates de Lo Man. Il n'y a pas un sentier, et le terrain est très découvert, ce qui expose plus d'une fois les travailleurs au feu d'un ennemi audacieux : or, il fallut quinze jours d'efforts pour hisser les pièces démontées, morceau par morceau, d'étage en étage jusqu'au sommet du piton.

Le 21 août 1893, 280 projectiles tirés à 500 mètres, ont réduit en miettes le fortin des pirates : mais ceux-ci se sont abrités dans des trous casematés, et à la moindre accalmie du feu de l'artillerie, de nouveaux coups de feu partent des ruines du fortin.

Le colonel Chaumont, qui espérait obtenir un résultat décisif uniquement par l'efficacité du tir de ses canons, change de procédé : il fait donner l'assaut; les pièces, par des feux à une cadence plus lente, mais continue, maintiennent les Chinois sous une menace constante; pendant ce temps les assaillants abordent la position ennemie, et après un corps à corps sanglant restent maîtres du terrain. Il est probable que sans l'appui des pièces d'artillerie, ils n'eussent pu progresser sur des arêtes de rochers d'un accès aussi difficile, et où les pirates pouvaient les tenir en joue à courte distance.

La faible importance numérique des diverses colonnes, au cours de cette période, tend à rendre plus précaire la protection accordée aux pièces

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

d'artillerie pendant les opérations, Dans une colonne de 200 ou 300 hommes, celles-ci risquent à un moment donné de se trouver isolées, et cette circonstance faillit avoir de graves conséquences à l'une des affaires dirigées par le commandant Famin dans les Ba Chau en 1892. Les Chinois ont tendu une embuscade à la colonne du capitaine Bachelier, qui se rend de Canh Ma vers Lung Kien : ils laissent passer l'avant-garde, mais lorsque la pièce d'artillerie arrive à leur hauteur ils ouvrent sur elle un feu très intense, qui la fait abandonner par les coolies. Grâce à l'énergie des officiers, la pièce est sauvée, mais au prix de lourdes pertes pour un faible détachement : 5 tués dont un officier, 21 blessés dont un officier.

*
* *

La principale caractéristique de toutes ces opérations, c'est leur minutieuse préparation, qui ne laisse rien au hasard. Les expériences coûteuses de la période des « colonnes en coups de lance » ont été productives. On ne se jette plus à l'aveuglette dans la brousse. D'ailleurs, la création des territoires militaires a placé entre les mains d'une même autorité responsable beaucoup de moyens qui lui échappaient antérieurement, notamment en ce qui concerne la centralisation des renseignements, et la possibilité de regrouper des forces, de procéder à des déplacements de troupes sans avoir recours à l'appareil des réquisitions. Et surtout, il y a unité de doctrine tout le long de l'échelle hiérarchique.

Cependant jusqu'en 1894, il s'est maintenu aux colonies une tradition préjudiciable à la bonne marche du service en temps normal, et qui amène très fréquemment du retard ou de la perturbation dans les opérations. Les services administratifs sont encore, suivant les vieux errements d'avant 1870, complètement indépendants du commandement et l'on a même vu cette situation paradoxale au Tonkin, vers 1885 : alors que les troupes du corps expéditionnaire dépendaient du Ministre de la Guerre, les organismes chargés de les entretenir continuaient à dépendre du Ministre de la Marine.

Cette organisation défectueuse entrave grandement les opérations du commandant Famin dans les Ba Chau. Celui-ci est obligé d'entrer en campagne avec un approvisionnement qui comprend du biscuit, du riz, de la viande sur pied, mais qui ne comporte ni farine, ni vin, ni tafia. Fort heureusement, le chef peut suppléer en cette circonstance à la carence

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

des services administratifs par de l'ingéniosité et de la bonne humeur. La colonne est surtout constituée de légionnaires : le commandant Famin fait mettre à l'ordre de la place de Cao Bang, qu'il n'emmènera que des volontaires, ajoutant qu'il ne faut compter ni sur le pain, ni sur le vin, ni sur le tafia, qu'on mangera souvent du riz au lieu de biscuit, mais qu'on aura en abondance de la viande et de tout le reste et surtout des coups de fusils. Ainsi prévenue, toute la garnison est volontaire pour partir en colonne.

En raison de l'importance des effectifs sous ses ordres et de la longueur présumée des opérations, le colonel Gallieni ne peut se contenter de procédés de fortune, et il s'élève avec force contre la piteuse organisation des ravitaillements, au moment où il organise l'affaire de Lung Lat.

« J'ai toujours estimé, avec juste raison, je crois, que le ravitaillement des troupes doit être le premier et le plus constant des soucis d'un chef, mais durant toute cette période de préparation j'avais à lutter contre un système défectueux, en usage alors au Tonkin; l'indépendance des services administratifs vis-à-vis du commandement, qui, cependant, avait seul en mains les moyens d'action nécessaires pour opérer ce ravitaillement, donnait ici ses résultats accoutumés : les magasins étaient vides, les vivres et munitions étaient entassés à Than Moï, base du ravitaillement, dans des abris en paillottes, exposés à l'incendie et aux intempéries, sous la surveillance et la responsabilité d'un simple magasinier incapable de répondre au moindre renseignement qui lui était demandé; les agents du service administratif, n'ayant pas sous leur autorité les fonctionnaires indigènes, ne pouvaient recruter les coolies nécessaires pour le transport des vivres sur Van Linh et, de là, sur la colonne. »

Aussi, le 9 décembre, le colonel Gallieni prévient-il par télégramme le général en chef qu'il n'accepte pas la direction des opérations envisagées si les services administratifs ne sont pas entièrement placés sous ses ordres.

Il ajoute : « Le lendemain, un incendie consumait les magasins de vivres et de munitions de Than Moï. Je l'ai dit plus haut, aucune mesure de précaution n'avait été prise pour parer à un semblable accident. Aucune responsabilité ne pouvait être saisie. Ce sinistre occasionnait à l'État une perte d'environ 50.000 francs, et mettait nos forces du Caï Kinh dans la situation la plus fâcheuse ».

Cet accident eut au moins pour heureux résultat de faire donner gain de cause au colonel Gallieni. Il expédie aussitôt ses ordres pour le ravitaillement des colonnes, et le recrutement des coolies nécessaires. Cette question

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

des coolies est capitale pour Gallieni, et dans ses ordres et ses instructions il y revient constamment. Il a d'ailleurs résumé sa doctrine à ce sujet à la fin de son ouvrage «Trois colonnes au Tonkin», et les principes qu'il pose ont toujours conservé leur actualité.

A son avis le poids de la charge d'un coolie ne doit pas dépasser 18 kilogrammes, ce qui avec son menu bagage représente une charge totale d'environ 20 kilogrammes, suffisante en pays généralement accidenté. Le nombre des porteurs nécessaires pour transporter les bagages d'une colonne étant ainsi calculé, il faut le majorer :

de 10 p. 100 pour l'encadrement. Les cadres (*doïs* et *caïs*) doivent être choisis de telle sorte qu'ils aient une autorité réelle sur les coolies;

de 25 p. 100 pour faire face aux déchets, proportion qui peut être légèrement réduite si les coolies n'ont été acceptés qu'après la visite d'un médecin;

de 10 p. 100 pour fournir les coolies haut-le-pied, absolument indispensables afin de parer à toutes les circonstances imprévues.

La majoration totale varie donc de 30 à 40 p. 100.

Pour l'emploi des coolies, il convient de subdiviser autant que possible la besogne et les responsabilités. Chaque «groupe» mixte d'environ 150 fusils possède donc son petit convoi, avec 4 jours de vivres, par exemple. De même, l'officier d'artillerie d'une colonne a non seulement sous son commandement la pièce ou les pièces accompagnées de leur premier approvisionnement, mais encore, sous le titre de sections de munitions, la réserve de munitions d'infanterie et d'artillerie de la colonne. Le commandement de la colonne ne demeure ainsi chargé directement que de ce qui correspond en France au convoi administratif, c'est-à-dire de ce qui dépasse les six jours de vivres des groupes (deux jours sur les hommes, quatre jours sur les coolies), soit donc généralement de 6 à 10 jours de vivres.

«Cette répartition des moyens de transport et des approvisionnements, écrit le colonel Gallieni, outre le premier avantage de répartir les difficultés de conduite et de surveillance du convoi, présente le deuxième avantage de scinder la colonne en un certain nombre de fractions tout organisées et pouvant, par conséquent, être à chaque instant détachées et opérer isolément pendant quelques jours.»

L'encadrement des coolies par des *doïs* et des *caïs* est doublé par un personnel militaire choisi avec soin. «Un soldat européen, aidé de deux tirailleurs, peut ainsi être rendu responsable en permanence d'une sorte d'escouade de 25 à 30 coolies, correspondant à un ou deux jours de vivres,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

qu'ils accompagneront pendant la route et feront placer en lieu sûr à l'arrivée à l'étape.»

D'autres mesures, concernant les approvisionnements, sont indispensables. Le colonel Gallieni s'élève contre la tendance à distribuer d'avance aux coolies, sous prétexte d'alléger le convoi, 4, 5 et même 6 jours de riz. «Cette pratique est défectueuse, pour les deux raisons suivantes : la première est que l'allégement ainsi obtenu est illusoire, car, distribué ou non, ce sont toujours les coolies du convoi qui portent le riz à eux destiné; la deuxième est qu'il est impossible d'empêcher un être aussi peu discipliné et aussi peu maniable qu'un coolie de consommer en trois jours, par exemple, les cinq jours de riz qu'il aura reçus. Comme en définitive il faut que les coolies marchent et par conséquent qu'ils mangent, on est bien obligé de leur en donner d'autre.»

Le riz doit être ensaché sérieusement et autant que possible dans une double enveloppe, car il faut enlever toute tentation aux porteurs! De même, il convient d'empaqueter dans des boîtes en fer blanc étanches les denrées solubles, comme le sel et le sucre, car ces dernières n'ont pas seulement à redouter l'avidité des coolies ou des soldats, mais aussi les méfaits de la pluie ou du soleil.

Enfin, Gallieni préconise un ravitaillement tiré le plus possible des pays traversés pour éviter la constitution de convois trop importants, qui alourdissent les colonnes.

C'est grâce à ces dispositions aussi étudiées et poussées dans le détail que les différentes colonnes du colonel Galliéni ont pu suivre avec une exactitude mathématique les horaires de marche qui leur étaient imposés.

Une seule fois l'une de ces colonnes faillit éprouver de gros déboires, lors de l'expédition du Ke Thuong. Il s'agit de la colonne qui devait se concentrer à Na Ri. «Les 725 coolies du Delta ayant eu, à Pho Binh Gia, par les renseignements indigènes, connaissance de la surprise à Vu Monh d'un convoi de coolies, dont plusieurs étaient restés sur le carreau, par la bande de Muong Tong Gié, avaient pris peur. A la faveur d'un violent orage, 400 d'entre eux avaient pris la fuite pendant la nuit du 8 au 9. Comme ils étaient destinés à transporter en deux voyages 12.000 kilogrammes de riz à Na Ri, le ravitaillement devenait gravement compromis, et la troisième colonne (Clamorgan) ne trouvait à son arrivée que cinq jours de riz au lieu de quinze. Grâce aux émissaires lancés dans toute la région, au zèle du chef de canton de Con Minh et à l'appât de l'argent comptant, 6.000 kilo-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

grammes de riz sortirent en trois jours des cachettes où, jusque-là, les habitants les avaient enfouis par peur des pirates. En outre, 4.000 kilogrammes purent être prélevés sur le magasin de Ban Tinh, et aucun retard ne fut, de ce fait, malgré des craintes momentanées, apporté aux opérations.»

Dans la sécheresse voulue de son exposé, Gallieni ne parle que de «craintes momentanées». Son chef d'État-major, le commandant Lyautey, a montré, dans une de ses «lettres du Tonkin», combien fut délicate en cette circonstance la question du réapprovisionnement des troupes, et comment pour lui, spécialement chargé du ravitaillement, ces craintes constituaient une véritable angoisse :

«C'est ce matin (17 avril) que la débâcle imprévue du ravitaillement m'a été annoncée. Successivement sont venus à mon abri les officiers d'approvisionnements, les commandants de colonne, m'apportant des nouvelles désastreuses, se lamentant, déclarant que l'affaire est ratée...

«Si nous n'avons pas la marge indispensable de nos dix jours de vivres, ne pouvant plus nous ravitailler avant d'avoir atteint le Song Cau, il n'y a plus moyen de nous embarquer dans cet inconnu. Si donc, d'ici demain soir, je n'ai pas trouvé moyen de combler le déficit, il faudra mettre le colonel au pied du mur, et prendre une décision, retarder, et peut-être même renoncer, si nos rabatteurs de riz font buisson creux.

«Pour Gallieni, ce serait plus qu'une déconvenue, un échec matériel et moral, et pour lui, à qui tout a toujours réussi, une vraie faillite comme entrée de jeu vis-à-vis du nouveau gouverneur général (M. Armand Rousseau). Or, son abri est à dix pas du mien. Il n'a pu matériellement perdre aucune des paroles échangées près de moi. Il est au courant. Pas un des muscles de sa figure n'a bougé. Il ne m'a pas fait une allusion... Visiblement, il ne veut pas ajouter à l'affolement général et pense que, puisqu'on fait tout le possible, il n'y a qu'à me laisser tranquille, et qu'il y a déjà assez de gens sur mon dos sans s'y mettre lui-même. J'observe et je prends la grande leçon de commandement...»

Seulement, le commandant Lyautey se souvient avec quelque amertume des paroles de Gallieni avant le départ en campagne : «Je vous ai jaugé, je crois que ça marchera, mais si ça ne marche pas, je vous lâcherai comme une muscade; dès qu'il s'agit de service, je ne fais pas de sentiment», et l'infortuné ravitailleur termine sa lettre du 17 avril sur ces mots : «C'est pourquoi je me rends compte que, tandis qu'il s'absorbe dans la lecture

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

d'un livre de philosophie en se bouchant les oreilles, il est fidèle à sa doctrine, mais que, si demain soir le riz n'est pas là, je serai jaugé».

Le 18 avril, 4.000 kilogrammes de riz étaient rassemblés, les colonnes pouvaient continuer sans accrocs les opérations prévues, et le commandant Lyautey était «jaugé» par son chef comme ayant réussi une opération joliment difficile.

*
* *

L'esprit de méthode avec lequel sont préparées les opérations de cette période se reconnaît encore à maints détails d'organisation : il s'agit d'éviter de la fatigue aux troupes pour que les marches puissent s'exécuter sans à-coups et dans les délais convenus, et de leur éviter des pertes au cours du combat. Les procédés varient quelque peu selon le tempérament des chefs : le commandant Lyautey note que les troupes du 2e territoire militaire (Gallieni) ont un entraînement à la marche supérieur à celui des troupes du territoire voisin, et cependant Gallieni s'écarte très sensiblement des prescriptions des règlements de manœuvre. Pour ce dernier, il est préférable de faire effectuer une forte étape avec le minimum de haltes, et en tous cas sans grand'halte, que de s'éterniser pendant toute une journée le long d'un sentier de montagne : arrivé assez tôt dans son cantonnement ou son bivouac, l'homme jouit d'un repos prolongé et complet, qui le laisse dispos pour l'étape du lendemain.

Les directives et instructions de Gallieni sont d'ailleurs pleines de prescriptions excellentes concernant l'alimentation, les mesures d'hygiène en marche et en station, la sécurité, les procédés de combat. Surtout, pas d'assauts inconsidérés ou mal préparés par le feu : «En montagne, le feu est tout, le choc est une exception», et il se réjouit de ce que toutes les opérations qu'il a dirigées aient abouti à des résultats satisfaisants avec le minimum de «casse».

A peine la position conquise, vite à l'ouvrage pour construire un poste, qui concrétise sur le terrain l'intention de l'autorité française d'occuper définitivement le pays. Les travaux commencent sans délai. Après la prise du repaire de Lung Lat, alors que des reconnaissances recherchent encore dans la montagne les traces des pirates, les ordres sont déjà donnés pour l'installation.

«Le commandant de la 2e colonne prendra, dès demain matin, toutes

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché Dièrle fils.)

Le chef d'escadrons Lyautey à son arrivée au Tonkin.

(Cliché Dièrle fils.)

Le chef d'escadrons Lyautey en voiture.

«... Chaque jour je passe quelques heures avec cet homme passionnant (Gallieni), je le promène en voiture, j'ai emprunté un phaéton en attendant la victoria que j'ai achetée à mon passage à Saïgon.. j'ai deux petits chevaux bai clair presque isabelle, robe de ce pays-ci, qui ont 1 m. 18 et filent ferme.»

(Lettre du commandant Lyautey à sa sœur. Hanoï, 8 janvier 1895.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ses dispositions pour employer tout son monde disponible à la construction du poste de Mo Nhaï et laisser les travaux aussi avancés que possible au moment où la colonne quittera la région.

« On commencera immédiatement le four à chaux, ainsi que l'enceinte du poste. Les tirailleurs commenceront immédiatement leur logement en torchis. On coupera les bois, on préparera les pierres et l'on réunira tous les matériaux nécessaires.

...« La 3e colonne fera immédiatement construire un blockhaus provisoire au marché de Tian Lang. Ce blockhaus, qui devra être terminé en trois jours, sera occupé par un poste de 25 hommes pour garder la plaine de Tian Lang, et toute la 3e colonne se transportera à Mo Nhaï pour participer aux travaux du poste... »

On ne se contente pas d'ailleurs de construire des postes et des blockhaus. La question du ravitaillement et de l'entretien des troupes pose de multiples problèmes qui ont leur incidence immédiate sur la vie même du pays. L'institution des « masses », réclamée avec tant d'insistance par les Famin[1] et les Gallieni, permet, en laissant une large initiative aux commandants d'unités, de rechercher sur place les ressources nécessaires aux détachements, notamment celles qui concernent l'alimentation : ainsi se crée, au lendemain même de la bataille, un commerce local qui ne demande qu'à prospérer, sous la protection du vainqueur.

Mais, comprise de cette manière, l'occupation des territoires nouvellement conquis constitue déjà l'application d'une autre formule de la pacification du Tonkin. Après avoir ramené le calme dans une région par la capture ou la dispersion des bandes pirates, il importe de donner confiance aux populations locales par une bonne politique indigène.

Les principes de la pacification et de l'organisation des colonies ont été codifiés par Gallieni et après lui par Lyautey dans plusieurs de leurs écrits. L'un et l'autre d'ailleurs se réclament de Faidherbe et de Bugeaud. Mais au Tonkin, le premier instigateur de la méthode qu'ils préconisent est le colonel Pennequin, qui a su amener en quelques années le calme et la prospérité dans la région particulièrement troublée qui s'étend entre le Fleuve Rouge et la Rivière Noire. Gallieni ne peut mieux affirmer d'ailleurs l'identité de ses vues avec celles de Pennequin qu'en demandant

[1] Cette question est développée d'une manière fort intéressante dans le livre du commandant Famin : *Au Tonkin et sur la frontière du Quang Si.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ce dernier comme successeur intérimaire, en 1899, lorsqu'il s'absente pendant une année de Madagascar. De son côté Lyautey parle, dans ses lettres, avec le plus grand enthousiasme du colonel Pennequin, qu'il n'a fait qu'entrevoir. Il l'appelle un « Gallieni bis », et en février 1897, à bord du bateau qui l'emmène vers la Grande Ile, il écrit à son sujet : « M. de Lanessan et le général Gallieni ont été les vrais initiateurs de cette méthode; il faut leur associer le colonel Pennequin, qui le premier avait donné la formule de la politique de races à suivre dans la haute région, ayant reconnu les différences profondes qui séparent le Haut Tonkin, de race Tho et Man, aux traditions féodales, du Bas Tonkin, de race annamite, ployé de toute origine au joug des fonctionnaires et de la fiscalité, et il a le premier préconisé l'utilisation et l'armement des populations elles-mêmes. »

Cette méthode à laquelle reste attaché le nom de Gallieni — sans qu'il soit possible d'oublier ses devanciers et ses collaborateurs — est profondément humaine et constructive.

« Le meilleur moyen pour arriver à la pacification, écrit ce dernier, dans son ouvrage : *Trois colonnes au Tonkin*, est d'employer l'action combinée de la force et de la politique. Il faut nous rappeler que, dans les luttes coloniales que nous impose trop souvent, malheureusement, l'insoumission des populations, nous ne devons détruire qu'à la dernière extrémité et, dans ce cas encore, ne ruiner que pour mieux bâtir. Toujours, nous devons ménager le pays et ses habitants, puisque celui-là est destiné à recevoir nos entreprises de colonisation future et que ceux-ci seront nos principaux agents et collaborateurs pour mener à bien ces entreprises. Chaque fois que les incidents de guerre obligent l'un de nos officiers coloniaux à agir contre un village ou un centre habité il ne doit pas perdre de vue que son premier soin, la soumission des habitants obtenue, sera de reconstruire le village, d'y créer immédiatement un marché et d'y établir une école. Il doit donc éviter avec le plus grand soin toute destruction inutile. »

L'action politique est de beaucoup la plus importante. Elle a pour base indispensable la connaissance du pays et des habitants : « C'est l'étude des races qui occupent une région, qui détermine l'organisation politique à lui donner, les moyens à employer pour sa pacification. Un officier qui a réussi à dresser une carte ethnographique suffisamment exacte du territoire qu'il commande est bien près d'en avoir obtenu la pacification complète, suivie bientôt de l'organisation qui lui conviendra le mieux.

« Toute agglomération d'individus, race, peuple, tribu ou famille, représente une somme d'intérêts communs ou opposés. S'il y a des mœurs

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VIe Section
BIBLIOTHÈQUE

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ou des coutumes à respecter, il y a aussi des haines et des rivalités qu'il faut savoir démêler et utiliser à notre profit, en les opposant les unes aux autres, en nous appuyant sur les unes pour mieux vaincre les secondes.»

C'est le rappel du fameux adage des excellents colonisateurs qu'étaient les Romains : «Divide ut regnes».

Cependant, chaque race doit conserver ses chefs naturels, de cette race même. Au début de l'occupation, le fait, dans certaines régions, d'avoir appuyé de notre autorité celle des mandarins annamites, détestés des populations locales, a suffi parfois à rejeter ces dernières parmi les adversaires des Français, qu'elles avaient presque toujours accueillis en libérateurs. Par une mesure inverse, c'est en délivrant les Muongs du joug annamite et en leur rendant leurs chefs naturels, que le lieutenant-colonel Pennequin en 1892 réussit à les détacher du parti du Doc Ngu, et c'est par des Muongs que celui-ci fut tué quelques semaines plus tard.

En vertu de ces principes, l'officier ou plus généralement l'administrateur cherche à se donner comme alliée la masse travailleuse de la population, qui est plus particulièrement avide de tranquillité et de justice. A cet égard, un contrôle rigoureux des actes des Chefs indigènes s'impose, car trop souvent ceux-ci font preuve d'une cupidité insatiable. Une certaine réserve à leur égard est indispensable : le représentant de César ne doit même pas être soupçonné.

S'il est nécessaire d'intervenir par la force, tout mouvement de troupes en avant a pour sanction l'occupation effective du terrain conquis. Il ne faut employer que rarement les colonnes militaires, et encore seulement contre des objectifs nettement déterminés. On cherche plutôt à s'infiltrer dans les régions douteuses, à y créer des postes permanents et suffisamment étoffés dans les centres politiques importants, aux marchés principaux, aux nœuds de voies de communication.

La population voisine, se sentant protégée, n'hésite pas à prendre fait et cause pour le protecteur. Les habitants, armés et ravitaillés en munitions par nos soins, se décident à se défendre s'ils sont attaqués, et à prêter main-forte en toute circonstance à l'autorité française. Ils en sont ostensiblement récompensés chaque fois. Ainsi progressivement telle ou telle portion de territoire est nettoyée de pirates. Mais on ne se contente pas de ce premier résultat. Il faut consolider et arrondir ses gains : «C'est la méthode de la tache d'huile. On ne gagne du terrain en avant, qu'après

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avoir complètement organisé celui qui est en arrière. Ce sont les indigènes insoumis de la veille qui nous aident, qui nous servent à gagner les insoumis du lendemain. Le dernier poste occupé devient, tout d'abord, l'observatoire d'où le commandant du cercle, du secteur, du district, examine la situation, cherche à entrer en relations avec les éléments inconnus qu'il a devant lui, en utilisant ceux qu'il vient de soumettre, détermine les nouveaux points à occuper et prépare, en un mot, un nouveau progrès en avant... »

Mais la sécurité n'est pas le seul résultat recherché : il faut que le pays se cultive, que les marchés se rouvrent, que le commerce reprenne. Chaque commandant de Cercle, chaque chef de poste doit se faire ingénieur, topographe, architecte, agriculteur, percepteur, éleveur, parfois vétérinaire ou médecin. Le développement économique de sa circonscription territoriale doit être son œuvre personnelle, et il éprouvera plus de joie à construire un marché qu'à diriger une colonne de police.

La correspondance de Lyautey, pendant son séjour au Tonkin, montre quel enthousiasme suscite en lui l'œuvre des Gallieni, des Pennequin, des Vallière et de tous ceux qui ont appliqué, toujours avec foi, et le plus souvent avec plein succès, cette méthode de la « tache d'huile ».

« Toute la population autochtone, pressurée depuis des siècles par pirates et Chinois, est absolument avec nous, et ce fut une idée géniale que celle du colonel Pennequin et du colonel Gallieni, le jour, où l'ayant clairement reconnue, ils ont eu la conception d'utiliser activement cette situation par l'institution des *villages armés*. A mesure que la ligne de blockhaus s'établit, que les chemins se tracent, les habitants reçoivent des fusils — à eux de se défendre! — et voici déjà quatre villages (environs de Cao Bang) qui, se sentant soutenus par nos postes voisins, ont reçu les pirates à coups de fusil, et rien ne refroidit ces derniers comme cet accueil. Il y a ainsi plus de 10.000 fusils distribués en deuxième territoire; ils sont matriculés, contrôlés, inspectés chaque trimestre un à un par les chefs de secteurs. Un seul a manqué jusqu'ici, l'homme a deux ans de prison, et cent coups de rotin, ce qui est très pénible : l'exemple a suffi. »

Voici entre beaucoup d'autres une silhouette de jeune officier broussard de l'école Gallieni. « Ce qui est tout à fait remarquable, c'est, grâce à cette bonne volonté obtenue de tous, le résultat atteint en moins d'un an. Le poste de Po Sinh où j'ai déjeuné ce matin était en mars dernier le grand

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

repaire pirate de la zone ; il a fallu une colonne de 500 hommes et un mois pour venir à bout de la bande, et c'est l'officier même qui y est entré à coups de fusil, il y a huit mois, le petit lieutenant Mattei, qui y *règne* maintenant. Il a donc la joie complète de l'avoir conquis, d'y avoir planté le drapeau français et d'y avoir créé tout ce qui existe; changeant son revolver contre une truelle, il a fait ces briques, choisi et taillé ces charpentes dans la forêt voisine, dessiné le plan de la maison, rendu leurs rizières à trois villages dont les habitants armés forment maintenant autour de lui un ceinture protectrice. Vraiment, voilà une année aussi bien remplie que celle du plus chic de nos sportsmen. Et il avait le droit de jouir des compliments du colonel, ce matin, comparant le présent au passé, tandis que nous faisions un sort au déjeuner extraordinaire qu'il avait préparé... Il n'a comme hommes que des tirailleurs tonkinois, il leur a donc tout appris, même la cuisine... Vraiment on n'a pas idée du degré de débrouillage auquel arrivent ces petits officiers perdus, campés à trois jours de toute ressource, nez à nez avec un fort Chinois, leur seul voisin. »

Pendant la campagne du Ke Thuong, Lyautey décrit l'arrivée des troupes à Bac Kan, et marque combien celle-ci rend la confiance aux populations indigènes.

« 7.000 fusils, 500 coolies, 7 canons, ça fait un joli camp dans la plaine, au pied du mamelon où nous avons planté notre fanion; autour grouille un faubourg de 2.000 indigènes réfugiés de partout, paysans traqués par les pirates chinois, qui n'attendaient que notre arrivée pour reprendre leurs champs. En attendant, nous nourrissons ces affamés : mais c'est la jolie conclusion pratique, consolante et politique de notre affaire. »

Après avoir servi auprès de Galliéni, Lyautey, l'année suivante, accompagne le colonel Vallière dans la région d'Ha Giang.

« ...Le colonel Vallière organise la partie ouest conquise, et c'est tout un travail de secteurs, de décarcassement de compagnies, de devis de postes, d'organisation de magasins, de réquisition d'outils et de matériaux, d'étude de circonscriptions indigènes, d'interrogatoire des autorités — du Gallieni en tartine, quoi! — et tu sais combien cette œuvre me passionne, et que, malgré son exquise saveur, je ne trouverais pas le coup de fusil payé si le lendemain même le résultat n'apparaissait pas pacifique, fécondant, administratif. Et c'est là le charme de la guerre coloniale comprise à la Gallieni, que de toucher du doigt le but atteint et la vie qui repousse au lendemain même des têtes coupées et des morts ensevelis.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« De cette doctrine, le colonel Vallière est imprégné. Elle est sienne autant qu'elle est celle de Gallieni, car, depuis le Soudan, ils ne font qu'un... »

*
* *

Disperser des pirates, occuper leurs anciens fiefs et y ramener la confiance parmi les populations autochtones ne sauraient constituer des résultats définitifs tant que les pirates pourront trouver un refuge ou une base d'opérations en Chine même.

Gallieni prend le premier l'initiative de la construction de blockhaus gardant tous les passages obligés le long de la frontière et correspondant généralement aux postes chinois d'en face. En arrière de cette ligne de blockhaus, des postes plus importants forment réserve. Mais cette mesure n'est qu'une précaution illusoire si les bandes continuent à trouver aide et complicité chez les mandarins chinois.

Maintes fois des plaintes sont adressées au Tsoung li Yamen. Mais elles ont suivi une longue filière, et lorsque des remontrances — lorsque ce sont vraiment des remontrances — sont adressées de Pékin aux chefs civils ou militaires qui commandent à la frontière du Tonkin, il y a longtemps que les pirates ont émigré dans la province voisine ou ont accompli quelques nouveaux méfaits.

Dès le mois de septembre 1912, le colonel Servière, qui commandait alors le 2e territoire, a une entrevue, à la porte de Nam Quan, avec le maréchal chinois Sou, qui passe pour n'être pas hostile aux Français. Celui-ci proteste de son désir de nous aider contre la piraterie. Mais ses promesses restent sans résultat.

Exaspérés par cette attitude, plusieurs officiers n'hésitent pas en diverses occasions à passer la frontière et à poursuivre en Chine même les pirates assez imprudents pour se maintenir aux abords du territoire français. En 1895, un des lieutenants de Lo Man, Ly a Cap vient conférer à Tong Hing, la ville voisine de Mon Cay, avec le mandarin chinois qui lui fournit des vivres et des subsides. Le lieutenant Laulhier, chancelier du Cercle de Mon Cay, connaît trop l'inanité des démarches entreprises auprès des mandarins pour se faire livrer des pirates, dont ils sont les complices : il s'embusque avec quelques partisans sur la route mandarine qui, en Chine, suit la frontière. Ly a Cap y circule sans la moindre inquiétude, il sait que les Français poussent la longanimité et le respect du territoire étranger

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

jusqu'à ne jamais répondre aux salves qui partent de la rive chinoise pour atteindre leurs troupes. A son passage, Ly a Cap est saisi, et décapité sans autre forme de procès. Le mandarin de Tong Hing, dont la conscience n'était pas à l'aise, feignit toujours d'ignorer cette violation de territoire.

Dans la même région, quelques mois plus tard, le colonel Chaumont adopte des mesures plus catégoriques encore. Une bande venue de Chine commet-elle un pillage en territoire français : à bref délai un forfait de même nature est perpétré sur le territoire chinois en un point symétrique par rapport à la frontière. Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard! Bien entendu, l'autorité française reçoit des doléances du mandarin chinois : « Le colonel Chaumont fit sortir des archives où elles sommeillaient les nombreuses réponses pleines de promesses, autrefois faites, en des circonstances analogues par le sous-préfet de Phong Sinh à nos demandes d'enquête et de châtiment. Elles servirent d'original au lettré de la chancellerie pour les réponses à faire au mandarin chinois. Et les promesses du colonel eurent le sort de celles du mandarin. Celui-ci ne s'y méprit pas longtemps. Dans une entrevue mémorable qui eut lieu à Mon Cay entre le colonel assisté de ses officiers et le préfet de Ham Chau, accompagné du sous-préfet de Phong Sinh et du général Phau, commandant les forces de la frontière, la question fut mise sur le tapis. Le colonel Chaumont répondit que ne pas mettre les exactions commises en Chine au compte des mêmes pirates qui opéraient sur notre territoire, c'était avouer implicitement que ceux-ci accordaient aux villages de la Chine une immunité qui faisait présager leur complicité. Dans ce cas, et alors même qu'il serait prouvé que les derniers méfaits avaient pour auteurs des habitants du Tonkin, il y avait réciprocité de brigandage et c'était à ceux qui avaient commencé à cesser les premiers leurs incursions et leurs vols [1]. »

Ce langage énergique, « en termes tels que l'interprète chinois hésita à les traduire », fut du plus heureux effet sur les mandarins chinois. Lorsque la même tactique eut été appliquée pendant quelque temps tout le long de la frontière, on constata un changement radical dans l'attitude des autorités locales, et même de la cour de Pékin. D'ailleurs, le maréchal Sou, qui commande au Quang Si, est vraiment désireux d'entretenir avec la France des relations de bon voisinage; de 1893 à 1895 il s'est rencontré maintes fois avec le colonel Gallieni, et bien des questions de police-frontière ont été

[1] *Luttes et combats à la frontière de Chine*, par le capitaine Senèque.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ainsi réglées à l'amiable. Le général Duchemin, commandant en chef, pense qu'un pas de plus peut être fait dans cette voie, et il invite le maréchal à lui rendre visite à Lang Son le 9 avril 1896. C'est l'occasion de grandes fêtes, qui comportent, dans un but politique, beaucoup de cérémonial. Sou reçoit des mains du général Duchemin la propre croix de commandeur de la Légion d'honneur de ce dernier. Il fait une promenade de quelques kilomètres en chemin de fer, car il ignore ce mode de locomotion, et se montre ingénument ravi de la cordiale réception qui lui est faite.

Le commandant Lyautey figure parmi les assistants, et il tire de cette visite la conclusion suivante :

« Le rêve de Sou, c'est obtenir l'extension de ses pouvoirs à la frontière militaire du Yunnan : c'est aussi le mien. L'an passé, je n'étais pas de cet avis, craignant qu'une extension trop grande de son autorité le fît sortir de nos mains, le jour où il n'aurait plus rien à obtenir. Depuis que j'ai constaté de visu l'anarchie de la frontière yunnanaise, l'impossibilité d'y avoir la moindre prise, je suis amené à croire que c'est encore la combinaison Sou qui est la meilleure. Le prétexte est tout trouvé, le faire charger du côté chinois de l'abornement de la frontière sino-yunnanaise qui est à faire...

« Je suis convaincu qu'après la chasse que nous venons de donner à la piraterie, du jour où ses derrières seront interceptés par une continue et solide organisation de police frontière mixte, elle aura vécu... »

Cet espoir se réalisera. Le Tonkin connaîtra de temps à autre quelques soubresauts, très localisés, de la piraterie, et aussi quelques mouvements d'origine politique, qui seront aisément réprimés. Mais d'une manière générale l'année 1896 marque la fin de la grande piraterie commerciale.

*
* *

La pacification du Tonkin a été le résultat de coûteuses expériences. Mais si la mauvaise fée de la politique s'est penchée, comme on l'a dit, sur le berceau de la jeune possession française, d'autres bonnes fées sont intervenues dans la suite. L'Indochine a eu la chance de connaître à partir de 1891 une certaine stabilité dans son personnel dirigeant. Il n'y a, en fait, que six gouverneurs généraux titulaires depuis cette date jusqu'au début de la guerre de 1914, et ceux qui ont à « liquider » la question épineuse de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Commandant FAMIN, *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si.*)

Le maréchal Sou.

Lieut[t] DÉTRIE. Lieut[t] QUÉRETTE. Préfet de Long-Tchéou. Lieut[t]-Colonel VALLIÈRE. M. TCHANG, interprète.
Comm[t] FAMIN. Maréchal Sou. Le TAOT'AI de Long-Tchéou. Colonel GALLIENI. M. BONS d'ANTY, Consul de France.

Une réunion de chefs français et chinois à l'occasion des travaux d'abornement du Quang Si.

(Commandant FAMIN, *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si.*)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

la piraterie, MM. de Lanessan, Armand Rousseau et Paul Doumer, se montrent des administrateurs habiles et énergiques. L'un d'eux, M. Armand Rousseau, meurt dans l'exercice de son mandat, épuisé de fatigue.

Ils sont parfaitement secondés par les généraux commandants supérieurs. Parmi ceux-ci, c'est le nom du général Duchemin qui domine. La longue période — trois ans et demi — au cours de laquelle il exerce ses fonctions, lui permet d'asseoir, parmi toutes les troupes du corps d'occupation, une doctrine féconde, celle-là même que certains de ses subordonnés, Pennequin, Gallieni, Vallière, Famin, appliquent avec tant d'éclat. Le commandant Lyautey, à maintes reprises, rend à ce chef un hommage ému et pittoresque.

« Par chance, nous avons dans le général en chef un homme du plus sûr bon sens, n'aimant pas beaucoup la peine, mais trouvant très bien que les autres s'en donnent, et, ce qui est très rare, nullement jaloux de grands subordonnés tels que Gallieni, qu'il a au contraire la coquetterie de monter en épingle de cravate et à qui il laisse toute liberté d'action... »

Et dans les mois qui suivent :

« Je suis confondu de la confiance absolue du général en chef : ses lettres, ses dépêches journalières en témoignent au delà du possible...

« Chez le général en chef, l'accueil le plus émouvant, le plus ému. Quel homme excellent, loyal et chaud, sous cette enveloppe réservée et sceptique. »

« Le général Duchemin part demain... Je lui dois tout ici, à lui et à Gallieni. Il m'a comblé de confiance, d'amitié, d'occasions de me mettre en relief et d'agir. Je lui dois dix-huit mois de labeur le plus acharné, mais jamais dans le vide, et constamment créateur et productif. »

A côté des généraux en chef, à côté des Voyron, des Pennequin, des Gallieni et des Vallière, vétérans de nombreuses campagnes, il y a au Tonkin à cette époque toute une légion d'officiers jeunes et entreprenants, et dont beaucoup commencent ou continuent dans le brousse d'Indochine une carrière brillante. C'est Famin, c'est Audéoud, dont Lyautey trace ce beau portrait, — deux ans avant la prise de Sikasso!

« Comme chef de guerre, Audéoud a le don; ses officiers, ses hommes l'adorent : on sent qu'une troupe le suivra toujours et partout. Il est né pour enlever des repaires comme un autre pour faire de la musique; peu d'ordres, très brefs, très clairs. La plus large initiative à chacun; une énergie de fer et une décision qui ne comporte pas de réplique sous la plus bienveillante politesse. Sur ce diable de rocher (Lung Men), des rosiers

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

étaient en fleurs. Le repaire enlevé, à la sonnerie «au drapeau», les hommes ont spontanément raflé les roses et les ont apportées au colonel.»

C'est de Grandmaison, un des disciples aimés de Gallieni, et Bataille, jeune vétéran de tous les coups durs au Tonkin, — et qui vingt ans plus tard tomberont l'un et l'autre sur le sol français à la tête d'une division.

C'est l'audacieux sous-lieutenant Moll, commandant le poste de Dong Chau, qui avec une petite troupe d'une vingtaine de tirailleurs et de partisans, en septembre 1893, enlève un repaire et disperse toute une bande.

Mais s'il est impossible de les nommer tous, on peut du moins les saluer en invoquant de nouveau le témoignage de Lyautey. Un mois après son arrivée au Tonkin, il écrit à son frère :

«Il n'y a pas ici un de ces petits lieutenants, chefs de poste et reconnaissance qui ne développe en six mois, plus d'initiative, de volonté, d'endurance, de personnalité, qu'un officier de France en toute sa carrière. Et quelle maturité acquise, quelle confiance en soi, quelle prise de corps avec le réel, le pratique, le fécond!...»

Et quelques jours plus tard, au début de 1895, à Melchior de Voguë :

«Vous venez d'écrire un très bel article : «Nos africains». Vous pourriez lui donner un pendant avec «Nos asiatiques». Ah! les modestes, énergiques, endurants et laborieux officiers, qui, après avoir fait jusqu'à ces derniers mois la chasse la plus dure et la plus ingrate aux pirates, organisent maintenant le pays désormais conquis, chefs de cercles, de secteurs, faisant des routes, bâtissant des marchés, administrant et seuls, loin de tout, jouissant à pleins poumons de cette vie complète de jeune chef, chef de guerre, chef de tribu...»

S'adressant au même écrivain, après avoir parcouru une partie du deuxième territoire avec Gallieni, il ajoute cette réflexion mélancolique :

«Le Tonkin est semé de petits «Mazagrans» de ce genre (défense du Deo Thung par le lieutenant la Carrière) dont personne ne parle, qui n'ont donné leur nom à aucune rue; vraiment le Tonkin n'a pas eu de chance : dépopularisé par le patronage de Jules Ferry, exploité par la politique, défavorisé par la distance, il n'a jamais excité l'opinion que pour se faire maudire. Et pourtant il s'y est dépensé autant d'héroïsme qu'en Algérie, avec un pays aussi rude, un climat plus meurtrier. Mais personne ne l'a chanté, illustré, et c'est une grande injustice.»

Fort heureusement, il se trouve qu'en 1894, au cours de grandes manœuvres en Brie, un chef d'escadron de cavalerie reçoit un «télégramme libérateur» qui l'expédie de Meaux à Hanoï, — simple mutation d'état-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

major à état-major. Ce cavalier arrive là-bas, a-t-il écrit, «après vingt ans de vie militaire de France, partageant l'ignorance, peut-être le dédain de l'armée métropolitaine pour cette armée de parents pauvres dont nous méconnaissions trop la rude vie». Un concours de circonstances favorables lui permet de «jauger» tour à tour les chefs et les soldats. Les uns et les autres excitent son admiration et nulle autre plume n'a certes mieux célébré leurs exploits. Et la plus belle conclusion de ces pages consacrées à la pacification du Tonkin, c'est encore un extrait d'une des lettres de Lyautey :

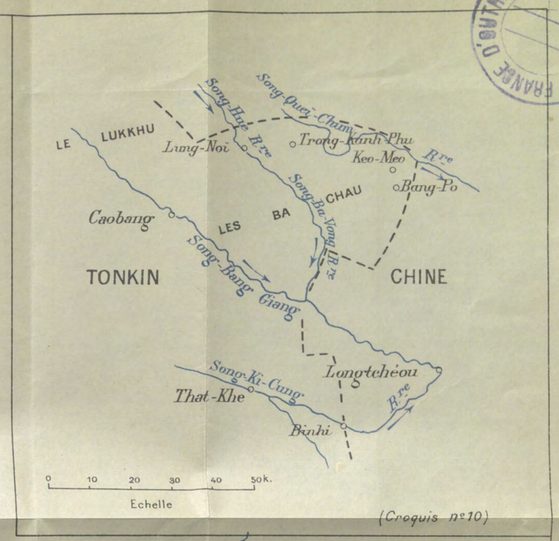
«Ah! les braves gens, et le réchauffement de cœur de songer que c'est avec cette pâte d'officiers et d'hommes qu'on a marché hier, qu'on marchera demain! Vive le Tonkin!»

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

MUSEE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CROQUIS DU TONKIN (1885-1896)

N° 9



(Croquis n°10)

Dressé au Service Géographique de l'Armée. Reproduction interdite.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LIVRE III

L'OCCUPATION ET LA PACIFICATION DE LA CHAINE ANNAMITIQUE

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE PREMIER.

LES FRANÇAIS EN ANNAM.

Les rapports de la cour d'Annam et du Gouvernement français deviennent très tendus après la mort de Gia Long. Ses successeurs, Minh Mang, Thieu Tri et Tu Duc voudraient ignorer la France, et plus généralement les étrangers, mais la France se doit de protester contre les persécutions et les supplices infligés à ses missionnaires. Aussi en moins de quarante-ans — de 1822 à 1859 — est-elle obligée d'intervenir dix fois. Ces interventions sont la plupart du temps des démonstrations pacifiques de navires de guerre dans la baie de Tourane : cependant en 1847 et en 1856 le canon élève sa voix, mais seulement après une menace ou une attaque du gouvernement annamite à l'égard de la flotte française. En 1858 devant l'insolence de celui-ci il deviendra nécessaire d'effectuer une descente à terre; en 1859, au lendemain de l'occupation de Saïgon, les Français qui ont pris Tourane comme base tentent d'enlever Hué de vive force.

La tâche est ardue. Nguyen Tri Phong, commandant en chef des troupes annamites, multiplie les travaux de défense au nord-ouest de Tourane. Le 8 mai 1859, l'amiral Rigault de Genouilly lance à l'assaut environ 2.000 hommes (8 compagnies d'infanterie de marine, plusieurs compagnies de débarquement, un détachement espagnol) répartis en trois colonnes sous les ordres du capitaine de vaisseau Reynaud, du capitaine de frégate Faucon, et du colonel espagnol Lanzarote.

La première ligne est enlevée, et 54 canons tombent entre les mains des assaillants. Mais les Annamites se sont repliés sur une seconde position, les lignes de Cam lé fortement organisées. Le petit corps expéditionnaire, renforcé en août de huit compagnies d'infanterie de marine, tente un nouvel effort le 15 septembre. Encore une fois, l'ennemi cède. Mais il s'en faut que la route de Hué soit ouverte. Les forts de Kien Chang, au nord de la baie de Tourane, constituent toujours un obstacle sérieux, et une opération montée avec soin permet de s'en emparer le 18 novembre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

C'est sur ces entrefaites que l'amiral Page, successeur de l'amiral Rigault de Genouilly, reçoit l'ordre de rallier Canton : la guerre avec la Chine recommence, le gouvernement français craint de disperser ses efforts. Tourane est évacué. L'obstination des Annamites a trouvé sa récompense. Chassés par trois fois de leurs positions, ils voient en définitive les Français renoncer à la lutte, et se réembarquer.

La campagne de Cochinchine et les premières affaires du Tonkin n'ont pas de répercussion directe en Annam. Certes, la cour de Hué est l'animatrice de la résistance, mais elle s'acquitte de cette tâche avec une sérénité d'autant plus grande qu'elle se croit à l'abri de toute occupation militaire de Hué et de l'Annam central par les Français. Le traité de 1874 n'est signé qu'à contre-cœur, bien qu'il contienne des clauses avantageuses pour le gouvernement annamite, mais celui-ci le considère avec quelque raison comme un premier engrenage dans la voie d'un véritable protectorat de la France sur l'Annam, et cette formule choque l'amour-propre de Tu Duc et de ses conseillers. Aussi les uns et les autres entretiennent-ils des sentiments d'hostilité contre les Français.

Très ostensiblement, le 18 septembre 1877, une mission annamite va porter le « tribut ordinaire » à la Cour de Pékin, beaucoup moins par sympathie pour cette dernière que pour narguer le gouvernement français, et ses représentants en Indochine.

La situation du représentant de la France à Hué, le commandant Rheinart, est particulièrement délicate, notamment au moment de l'enlèvement de la citadelle d'Hanoï par le commandant Rivière. Aussi le 5 avril 1883, c'est-à-dire six semaines environ avant le combat du Pont de Papier, le commandant Rheinart, jugeant sa sécurité compromise, quitte l'Annam, emmenant tout son personnel. En fait, les relations diplomatiques se trouvent ainsi brisées avec la Cour, et Tu Duc, bien qu'il n'y ait pas de notification officielle de rupture, manifeste aussitôt sa haine contre la France.

Tu Duc meurt le 17 juillet 1883, et pendant une durée d'un peu plus de deux ans cinq empereurs — dont certains seront presque des enfants — se succéderont sur le trône d'Annam : Du Duc, Hiep Hoa, Kien Phuoc, Ham Nghi, Dong Khan. Ce sera le règne des régents[1].

[1] En réalité sous le règne de Hiep Hoa, fils posthume de Thieu Tri, âgé de 35 ans, les régents deviennent des ministres, mais sans perdre aucune de leurs attributions. Ce règne ne dure d'ailleurs que quelques semaines.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Débarquement devant Hué.

(Cliché de *l'Illustration.*)

Attaque des forts de Hué.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

La situation en sera d'autant plus difficile pour la France. Un souverain comme Tu Duc ayant une longue expérience du pouvoir, honoré de son peuple et craint de ses courtisans, oscillait librement entre les tendances extrêmes qui l'incitaient tour à tour à rechercher l'amitié des Français ou à résister à l'emprise occidentale. Après lui, c'est cette dernière politique qui prévaut sans aucun contrepoids.

Les régents ne veulent pas en connaître d'autre; les jeunes souverains n'ont ni assez d'expérience, ni assez d'autorité pour imposer leur propre volonté à leurs conseillers, et quand la voix du bon sens leur fait envisager un rapprochement avec les Français ils ne tardent pas à être déposés ou assassinés. La règle est de se soumettre ou de périr : comme faveur digne de son rang élevé, Hiep Hoa conserve le choix entre trois modes de suicide, concrétisés par l'envoi qui lui est fait protocolairement de trois plateaux, l'un portant un lacet, l'autre un poignard, l'autre un poison. Il choisit le poison.

La haine de la France sera désormais le levier de la politique annamite, et aussi le lien qui donnera une certaine homogénéité au gouvernement des trois régents, Thuong, Thuyet et Thang. Ce dernier apparaît bientôt d'ailleurs trop tiède aux yeux de ses collègues et est assassiné avec leur complicité. Thuong et Thuyet sont eux-mêmes d'origine et de caractère trop dissemblables pour ne pas se détester. Le premier, fils d'un forgeron de Quang Tri, s'est élevé à force de travail persévérant, en suivant tous les degrés d'une hiérarchie compliquée; archiviste au ministère de la justice, sous-préfet, préfet de Hué, directeur des établissements agricoles de la province de Quang Tri, ambassadeur à Saïgon, envoyé extraordinaire auprès de Garnier et de Philastre, il signe le traité de 1874, et reçoit à cette occasion les insignes de grand officier de la Légion d'honneur : une de ses filles épouse un neveu de Tu Duc, qui sera lui-même empereur. Thuyet appartient par sa naissance à la famille impériale, et il a surtout servi dans l'armée : récemment encore il a combattu les Français au Tonkin sous les ordres de son parent le prince Hoang Ke Vien. Moins souple, moins diplomate que Thuong, il est d'une ténacité que rien ne rebute; il le prouvera à partir de 1886 en se faisant l'infatigable agitateur du Tonkin. L'un et l'autre en dépit de leur intelligence vive, de leurs rapports fréquents avec des Européens, n'ont rien abandonné de leurs préjugés et de leur haine contre les Occidentaux et surtout contre les chrétiens, et bien que Thuyet soit le rival déclaré de Thuong, premier des régents, ils feront preuve d'une entente parfaite dans les manifestations de leur politique antifrançaise.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

A peine débarqué à Hanoï, M. Harmand, en plein accord avec le général Bouet et le contre-amiral Courbet, estime qu'il convient de répondre à l'attitude hostile de la Cour de Hué par un acte de force, et le 16 août 1883 la division navale du Tonkin se présente devant Tourane. Elle comporte un petit corps de débarquement envoyé de Saïgon (600 soldats d'infanterie de marine, 100 tirailleurs annamites, une batterie d'artillerie de marine, un convoi de 100 coolies).

Le 18 août, la flotte appareille pour Thuan An, en face de l'embouchure de la rivière de Hué. Des parlementaires annamites se rendent à bord, et demandent à l'amiral Courbet la cause de sa présence. Ce dernier, pour toute réponse, leur intime l'ordre de rendre les forts, dans les deux heures, sous peine de bombardement. Les envoyés se retranchent derrière des questions de protocole pour éluder toute réponse. Courbet fait entreprendre aussitôt le bombardement, qui dure toute la soirée. Le lendemain cependant, un répit est accordé à la Cour d'Annam. Faute d'une acceptation de la condition imposée, le feu est repris le 20 au matin, et dans l'après-midi les troupes de débarquement, auxquelles se joignent quelques compagnies du *Bayard*, de *l'Atalante* et du *Chateau Renaud*, prennent place dans des canots, et, sous la protection des feux de la flotte, enlèvent d'assaut les forts principaux. La position est entièrement entre les mains des Français dans la soirée.

Le 21 août, à trois heures du matin, le ministre des relations extérieures de l'Annam vient en parlementaire de la part du régent Thuong : Mgr. Gaspar, évêque français de Hué, sert d'interprète. Une suspension d'armes de quarante-huit heures est convenue. L'armistice prévoit l'évacuation de douze forts intérieurs, l'enlèvement des barrages sur la rivière de Hué, la destruction des munitions et la restitution de deux navires (le *Scorpion* et le *D'Entrecasteaux*) que la France a cédés à l'Annam par le traité de 1874.

M. Harmand, qui a accompagné l'expédition, décide de brusquer les événements en se rendant à Hué avant même la fin de la suspension d'armes. Il s'installe à la Légation de France, et envoie à la Cour de Hué un ultimatum, dans lequel il fait ressortir les nombreux griefs de la France et indique les conditions d'une paix durable. Le 25 août, un nouveau traité est signé : l'Annam reconnaît et accepte le protectorat de la France, ce qui

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

implique son indépendance vis-à-vis de toutes les puissances étrangères *y compris la Chine*. Ces quelques mots sont rajoutés à la demande expresse des régents, très vraisemblablement dans le but de blesser la Cour de Pékin et de l'exciter contre la France. Des troupes françaises occuperont les forts de la rivière de Hué — mesure qui constitue une innovation importante — et le gouvernement annamite retirera ses troupes du Tonkin. Un résident français, représentant du Protectorat, s'installara à Hué.

En septembre 1883, tout est rentré dans le calme, et le contre-amiral Courbet quitte Tourane pour la baie d'Along.

Les régents n'ont cédé qu'à la force; c'est la haine au cœur qu'ils apprennent, impuissants, la victoire des Français à Son Tay, et leur consolidation dans le Delta du Tonkin. Ils suscitent une agitation dans la province de Than Hoa, ou quatre prêtres et vingt-trois chrétiens annamites sont massacrés en représailles des succès des blancs. Pour ne pas disperser ses effectifs au delà des limites du Delta, l'amiral Courbet se borne à esquisser une menace dans cette direction : quelques bâtiments de guerre viennent croiser au large de la province de Than Hoa.

Cependant, le gouvernement français, désireux d'aplanir toute difficulté du côté de la Cour d'Annam, décide d'envoyer à Hué, en mission spéciale, M. Patenotre, ministre plénipotentiaire à Pékin, en vue de régler les nouveaux rapports entre les deux pays sur une base amicale, et en tenant compte de la reconnaissance officielle de la France comme puissance protectrice. Le Président du Conseil, Jules Ferry, estime en effet que les choses viennent de «prendre en Annam une nouvelle face» et il ajoute dans les instructions du 25 avril 1884 : «Depuis la prise de Bac Ninh et de Hung Hoa, le Delta du Fleuve Rouge se trouve en notre possession; la dispersion des Pavillons Noirs et des contingents chinois a clos la période des opérations militaires proprement dites et notre action sur le Tonkin tout entier ne rencontrera plus d'obstacle sérieux».

M. Patenotre débarque au Cap Saint-Jacques, au moment même où l'annonce de la convention Fournier permet de considérer comme terminé le conflit qui divise la France et la Chine au sujet de l'Indochine. Il est difficile aux régents de se montrer moins accommodants que le Tsoung Li Yamen, et ils acceptent le 6 juin 1884 un nouveau traité qui confirme celui du 25 août 1883 avec quelques modifications territoriales à leur avantage : les provinces de Nghe An, de Thanh Hoa et de Ha Tinh, antérieurement rattachées au Tonkin, font retour à l'Annam. D'autre part, le Tonkin

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et l'Annam passent définitivement sous le protectorat français, et le sceau, que jadis l'Empereur de Chine avait envoyé à Gia Long comme symbole de la vassalité de ce dernier, est détruit publiquement avant la signature du traité.

*
* *

L'abrogation officielle, et acceptée par la Chine, de cette vassalité sera d'ailleurs la clause dont se réclameront les régents deux mois plus tard pour introniser, sans plus de contrôle, un nouveau souverain en remplacement du jeune empereur Kien Phuoc. Dès le lendemain de la mort de celui-ci, son beau-père, Thuong, que l'on soupçonne d'avoir aidé à sa disparition, fait pavoiser la citadelle de Hué, et annoncer en grand cérémonial l'élévation au trône de Ham Nghi, frère de Kien Phuoc.

Le commandant Rheinart, représentant de la France, ne peut tolérer que ce prétendant soit proclamé sans le consentement préalable de la puissance protectrice, et il demande au général commandant en chef d'intervenir aussitôt. Le général Millot dirige sur Hué son Chef d'État-major, le colonel Guerrier, avec un bataillon et une batterie. Les troupes débarquent le 12 août; un ultimatum indiquant que la citadelle sera occupée le 13 si les dispositions envisagées par le gouvernement français ne sont pas adoptées produit son effet. A la cérémonie du couronnement, qui a lieu le 17 août, le colonel Guerrier et le commandant Rheinart entrent dans le palais par la porte du milieu, réservée au souverain. C'est la reconnaissance totale des droits de la puissance protectrice. Dans un but de conciliation, les troupes françaises se réembarquent pour Hanoï dès le lendemain de la cérémonie.

Quelques jours plus tard, le 12 septembre 1884, M. Lemaire est désigné pour exercer les hautes fonctions de Résident général en Indochine. Il s'installe à Hué; sa présence auprès de l'autorité souveraine de l'Empire d'Annam sera de nature, espère-t-on, à éviter les heurts et à préparer la pacification des esprits.

Il n'en est rien. L'hostilité sourde de la Cour d'Annam continue à se faire sentir au Tonkin, où Hoang Ke Vien, beau-frère de Tu Duc, commande une fraction des troupes qui combattent les Français. Quant aux Annamites qui se sont ralliés à la cause française, ils sont l'objet de véritables persécutions : le Tong Doc de Hanoï est dégradé d'une classe de mandarinat pour

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avoir accepté la croix de la Légion d'honneur; ayant refusé de se rendre à Hué pour se justifier sous le prétexte que sa présence était nécessaire à Hanoï, il reçoit l'ordre de s'empoisonner, ordre qu'il se garde d'ailleurs d'exécuter. Mais cette indépendance est assez rare; la plupart des mandarins, beaucoup plus par crainte de la Cour de Hué que par haine véritable des Français, font preuve d'hostilité à l'égard de ces derniers, et la bonne marche des opérations au Tonkin, où les réquisitions de coolies, d'animaux, ou de vivres, sont constamment entravées par la mauvaise volonté des autorités locales, s'en ressent fréquemment.

Dès le mois de novembre 1884, le général Brière de l'Isle, désireux de pouvoir disposer de toutes ses forces au Tonkin, sans être obligé de se dégarnir par l'envoi de troupes en Annam, suggère au nouveau Résident général d'exiger, comme gage de la bonne volonté du gouvernement annamite, le désarmement des bastions de Hué; à son avis, cette mesure suffirait en effet pour permettre aux seules garnisons de Hué et de Thuan An de parer à toute éventualité en Annam. C'est seulement en mars 1885, et après bien des atermoiements, que le commandant Pernot, commandant les troupes françaises de Hué, obtient toute faculté de procéder à ce désarmement. Mais pour éviter de nouveaux froissements d'amour-propre chez les Annamites, le Résident général décide que toutes les pièces d'artillerie seront maintenues sur place, et qu'elles seront enclouées sans démonstration militaire. Cette concession ne donne aucunement satisfaction au gouvernement de Hué, qui rappelle aussitôt de nombreuses troupes. Devant cette menace, le commandant Pernot reprend le désarmement complet des forts, dont les Annamites retirent en hâte leurs pièces avant qu'elles ne soient enclouées ou détruites.

Les esprits sont très montés contre les Français, et non seulement à Hué, mais aussi dans les provinces du Nord-Annam, où le maréchal Hoang Ke Vien se dispose, en cas d'échec des forces françaises vers Lang Son ou Tuyen Quang, à déboucher en direction du Fleuve Rouge, en amont de Hung Hoa. Le général Brière de l'Isle sent la menace, et il exprime au Résident général l'opinion qu'il est indispensable et urgent de réclamer à la Cour d'Annam la réduction de ses effectifs : Brière de l'Isle ajoute que la seule solution pour obtenir la pacification matérielle et morale est le déplacement des régents actuels.

Le Résident général tergiverse encore, et d'autant plus que l'affaire de Lang Son a redonné espoir aux adversaires de la France, au moins pendant

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

quelques jours. Mais au début de mai, le ministre de la Guerre d'Annam adresse au Résident général une lettre qui constitue un véritable défi. Vers la même date, le Conseil privé ordonne une réforme importante d'ordre monétaire, sans attendre l'autorisation de l'autorité française. Une nouvelle démonstration armée est décidée.

Toutefois, la transmission au général de Courcy des fonctions de commandant en chef par le général Brière de l'Isle et de Résident général par M. Lemaire retarde quelque peu cette démonstration, et elle n'a lieu en fait que par la venue à Hué, au début de juillet, du général de Courcy. Bien que celui-ci ait envisagé l'arrestation éventuelle du Thuyet, ce voyage présente un caractère quelque peu théâtral.

Mais l'attentat longuement préparé par les régents et réalisé dans la nuit du 4 au 5 juillet 1885 montre au général français quels sont les véritables sentiments du gouvernement annamite à l'égard de la France.

Les avis ne lui ont certes pas manqué. L'évêque de Hué, Mgr. Gaspar, notamment, l'a mis au courant des projets de complot. Mais sa confiance est restée intacte, et au milieu de la nuit du 4 au 5 juillet, « lorsque le lieutenant Boucher, de l'infanterie de marine, alla le prévenir de ce qui se passait, il le traita d'halluciné, et le menaça de le faire enfermer, en disant que les Annamites tiraient le canon en réjouissance pour l'heureuse issue des négociations avec la Cour »[1].

C'est d'ailleurs une véritable surprise pour tous les Français, lorsque vers minuit 40, moins d'une heure après la fin d'une réception donnée à la Résidence de France, des coups de canon assaillent la Légation et les casernements.

Le lieutenant-colonel Pernot, commandant la place de Hué, dispose de trois compagnies d'infanterie de marine, d'une batterie d'artillerie de marine et des troupes d'escorte du général de Courcy (bataillon de zouaves Metzinger, et un détachement du 11e bataillon de chasseurs à pied), soit au total d'environ 1.400 hommes, et 17 pièces de canon de calibres variés (six pièces de 4, six pièces de 12, trois canons-revolvers, deux mitrailleuses). C'est peu en face des 22.000 soldats annamites que les régents ont su grouper depuis quelques jours sous des prétextes variés dans Hué ou aux abords de la ville. Mais les attaques d'infanterie sont très décousues,

[1] Capitaine Masson, *Souvenirs de l'Annam et du Tonkin.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Hué. — Le palais de la Reine Mère.

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Hué. — Le palais de l'empereur d'Annam. Porte de Ngo Môm.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

et peuvent être ainsi repoussées successivement. L'artillerie ennemie, dont les pièces ont été pointées tout à loisir dans les semaines précédentes sur les endroits sensibles de la concession française, est plus mordante, et plusieurs officiers français sont mis hors de combat dès le début de l'action.

Les incendies allumés un peu partout par les émissaires de Thuyet illuminent la ville et la citadelle comme en plein jour. Cette circonstance permet au lieutenant-colonel Pernot de monter une manœuvre, qui aboutit à l'enlèvement de la citadelle par trois colonnes d'assaut. Chacune de ces colonnes est d'environ deux compagnies, et comprend un noyau d'infanterie de marine, seule troupe connaissant bien la citadelle et ses abords.

A l'aube, l'Empereur et une partie de sa cour quittent précipitamment la ville. Les Annamites laissent sur le terrain près de 1.500 tués, et de nombreux blessés; ils abandonnent, dans l'arsenal et dans le palais impérial, de nombreuses lances, 812 canons, 16.000 armes portatives.

Du côté français, les pertes s'élèvent à 11 tués, dont 2 officiers, et 76 blessés, dont 5 officiers.

Sans l'énergie du lieutenant-colonel Pernot et de tous ses officiers, cette affaire eût pu être désastreuse pour les troupes françaises de Hué, et surtout pour le prestige de la France en Extrême-Orient.

La situation y gagne d'être plus nette. Si le régent Thuong simule une soumission qui n'a rien de sincère (moins de deux mois plus tard, il devra être exilé à Tahiti), la fuite de l'Empereur et de Thuyet laisse la place libre aux Français, maîtres désormais de Hué. Le général de Courcy ne tarde pas d'ailleurs à faire proclamer Empereur un des frères de Ham Nghi, Dong Khan, en plein accord avec la famille impériale et les nouveaux régents, moins xénophobes et plus accommodants que leurs prédécesseurs. Mais les deux fugitifs soulèvent les provinces du Nord de l'Annam, et pour enrayer ce mouvement de rébellion, il devient nécessaire d'organiser leur poursuite dès le milieu de juillet.

*
* *

Les troupes de la garnison de Hué apparaissent au début suffisantes pour cette tâche. Ham Nghi et son ministre ont trouvé asile dans la forteresse de Cam Lo, à l'ouest de Quang Tri. Dès le milieu de juillet, le général de Courcy fait occuper Quang Tri et Dong Hoi par des compagnies d'infanterie de marine embarquées à Thuan An, et une colonne se porte le 25 juil-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

let de Dong Hoi vers le Nord-Ouest. Craignant de se voir coupés du Tonkin, les rebelles évacuent Cam Lo et parviennent à atteindre la province de Than Hoa. Mais de nombreux massacres de chrétiens — 8.000 dans la région de Quang Tri — indiquent toute l'ampleur du mouvement xénophobe. Le commandement décide de faire appel aux troupes du Tonkin. Cette agitation est d'ailleurs surtout menaçante pour notre situation au Tonkin et Thuyet devient désormais l'animateur des nombreuses bandes qui troublent le Delta et ses abords.

Une colonne part de Ninh Binh le 22 novembre 1885 sous le commandement du lieutenant-colonel Mignot : elle comporte une compagnie de zouaves, trois compagnies de tirailleurs tonkinois, une batterie d'artillerie de marine et un détachement du génie. Elle a pour mission de suivre la côte, de s'arrêter quelque temps dans chaque centre important, et, par des reconnaissances rayonnantes, d'agir contre les pirates et les fugitifs.

C'est en somme le type d'une « colonne en coup de lance ».

Les résultats sont ceux qu'on peut attendre de cette méthode. Le gros de la colonne fait étape à Tam Le, Vinh, Ha Tinh, Dong Hoi, Quang Tri et Hué, où il parvient le 20 mars. Des détachements se sont écartés à deux ou trois jours de marche pour détruire des approvisionnements et même une petite citadelle sur le Song La, ou disperser quelques fractions de rebelles. Mais ces manœuvres, exténuantes pour la troupe, n'aboutissent à aucun résultat positif et dans les régions échappant à l'emprise directe du commandement français les attentats contre les officiers ou soldats isolés, ou contre les mandarins ou fonctionnaires annamites ralliés à la cause des Français, se multiplient.

A la suite d'une attaque du poste de Than Hoa par les rebelles, une nouvelle expédidion, qui n'est pas plus fructueuse, doit être dirigée de Nam Dinh vers cette région en avril 1886, sous les ordres du commandant Terillon, et les troupes françaises livrent plusieurs durs combats à de grosses bandes d'Annamites et de Chinois, qui atteignent jusqu'à un millier d'hommes.

Pour marquer cependant l'intention de se maintenir définitivement dans le pays, quelques postes permanents sont installés dans les environs de Than Hoa.

*
* *

La recrudescence des attentats contre les postes français ou les isolés amène le commandement à entreprendre à la fin de 1886 une opéra-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tion de grande envergure contre deux chefs rebelles, Cai Mao et De Shoan, lieutenants de Thuyet, qui espèrent donner la main aux bandes chinoises du Fleuve Rouge pour rejeter les Français vers le bas Delta du Tonkin.

Les insurgés ont établi une forteresse en pleine rizière, à Ba Dinh, dans une île formée par des ramifications du Song Ma. C'est le régent Thuyet lui-même qui a choisi cet emplacement. La position centrale est constituée par plusieurs villages que relient entre eux d'importants travaux de fortification. La garnison comporte environ 3.000 défenseurs.

Une première tentative pour s'emparer de vive force de la position échoue le 18 décembre : le lieutenant-colonel Metzinger l'aborde par le Sud-Ouest, tandis que le lieutenant-colonel Dodds prononce son effort par le Nord-Est. L'ennemi profite de la non-concordance des attaques pour y faire face successivement. Un siège régulier est alors entamé le 31 décembre 1886, mais après une semaine d'investissement un nouvel assaut donné par les troupes du lieutenant-colonel Dodds ne réussit pas davantage.

Des renforts sont envoyés du Tonkin, et non sans peine, car il n'existe nulle part de réserve importante de troupes en cette période agitée : on doit même faire appel aux ressources de l'escadre des mers de Chine, qui fournit une compagnie de débarquement et du matériel de siège. Le colonel Brissaud[1] prend le commandement de cette colonne de près de 4.000 hommes, et dont la composition est aussi panachée qu'on peut l'imaginer :

6 compagnies blanches :
- 2 compagnies de zouaves;
- 1 compagnie d'infanterie de marine;
- 1 compagnie de légion étrangère;
- 1 compagnie d'infanterie légère d'Afrique;
- 1 compagnie de fusiliers marins.

6 compagnies indigènes :
- 4 compagnies de tirailleurs tonkinois;
- 2 compagnies de chasseurs annamites.

24 pièces de canon :
- 10 pièces de 80 ;
- 4 pièces de 95;
- 4 pièces de 65 de marine;
- 2 canons revolvers Hotchkiss;
- 4 pièces d'artillerie des troupes régulières annamites ;

[1] Il a pour adjoint le capitaine d'Amade et pour commandant du génie le capitaine Joffre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Quatre canonnières surveillent les arroyos et protègent les lignes de ravitaillement. 5.000 coolies, recrutés surtout parmi les chrétiens, participent aux travaux de siège et aux convois.

Le 20 janvier 1887, une ligne presque continue de postes, de haies, de gabionnades, de réseaux de fil de fer, enserrent la position ennemie : les Annamites pilonnés par l'artillerie tentent une sortie au cours de la nuit. Un violent combat s'engage, 500 rebelles sont tués ou capturés. La forteresse est occupée le 21, et détruite. Des colonnes secondaires sous les ordres des lieutenants-colonels Dodds et Metzinger et du capitaine Joffre sillonnent le pays. Leur effet, grâce notamment à la présence de l'artillerie, est certain sur les populations, très heureusement impressionnées aussi par l'installation de nombreux postes fixes. Cai Mao et De Shoan abandonnent les abords de la côte pour regagner la montagne : ils donneront d'ailleurs la main au chef Nghe On, très actif dans la province de Nghe An. Une colonne devra les y poursuivre jusque dans la région de Cay Chanh, sur le Song La, et y délivrera un certain nombre de catholiques emmenés en otage. Quelques mois plus tard, le sous-lieutenant Bulleux capturera de vive force Nghe On.

Plus au Sud, dans la province de Quang Binh, le capitaine Mouteaux, très bien secondé par un petit corps de 250 volontaires chrétiens, livre une succession de combats heureux, et dans des conditions parfois difficiles : il se mesure en effet à une bande de 700 à 800 pirates, disposant de 7 ou 8 canons et de plusieurs éléphants de combat. Il parvient à s'emparer de plusieurs chefs, dont un ministre d'Ham Nghi, Nguyen Pham Tan, mortellement blessé dans la rencontre, et du plus jeune fils du régent Thuyet.

La mort de Nguyen Pham Tan a un grand retentissement dans les provinces du Nord de l'Annam.

La province du Quang Tri est calme, comme d'ailleurs les provinces limitrophes de la Cochinchine, occupées par des troupes de cette colonie. Mais le Quang Nam, en plein centre de l'Annam, sert de repaire à une bande de 2.000 rebelles, contre lesquels plusieurs colonnes doivent opérer, pendant les premiers mois de 1887, non sans difficultés. Le poste de Truong Phoc, sur le Song Bu Tong, soutiendra en sept mois, — depuis sa fondation, le 28 octobre 1886, jusqu'en juin 1887, — 37 combats, dont 13 attaques de nuit.

La situation s'améliore à la fin de 1887, et il devient possible de réduire sensiblement le nombre des postes, dans la région de Than Hoa notamment.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Mais la pacification de l'Annam n'est réalisée que par la capture de Ham Nghi le 3 novembre 1888, à Nha Hoi, sur le Haut Nai.

Ce dernier est trahi par ses serviteurs moïs, qui le livrent aux Français. Ce résultat décisif n'a pu être obtenu que grâce à l'action persévérante du capitaine Boulangier; ce dernier a su en effet rallier à la cause française, par une politique indigène avisée, les populations moïs, particulièrement sauvages, et qui se décident après de longs mois à abandonner le souverain annamite. Ham Nghi est exilé en Algérie.

En essayant de le défendre, l'un des fils de Thuyet est tué. Quelques jours plus tard, l'aîné des fils de celui-ci succombe à son tour de la fièvre, dans la région de Mong Cam.

La disparition successive des chefs annamites amène de très nombreuses soumissions.

Désormais, la tranquillité règne en Annam, les villages abandonnés se repeuplent. Progressivement l'autorité française diminuera le nombre des postes de l'intérieur, pour ne plus conserver qu'un noyau central de troupes à Hué et à Tourane.

*
* *

Les opérations effectuées en Annam ont les mêmes caractéristiques que celles qui se déroulent à la même époque au Tonkin. Seules, les affaires de Ba Dinh présentent une physionomie particulière, tant par l'importance des effectifs mis en œuvre que par l'acceptation, tout à fait exceptionnelle chez les Annamites, des risques d'un siège en règle dans une position totalement encerclée. Partout ailleurs, on pratique, comme au Tonkin, la méthode des «petits paquets»; des colonnes ne dépassant que rarement l'effectif d'un bataillon s'épuisent en de vaines poursuites contre des adversaires essentiellement mobiles.

On conçoit cependant que le commandant ait hésité à entreprendre des opérations d'une certaine envergure en Annam, alors que la conquête et la pacification du Tonkin exige l'utilisation d'effectifs déjà nombreux. Les conditions de la lutte sont aussi assez différentes : l'Annam est un pays surtout montagneux, il n'existe en bordure de la côte qu'une bande de terrain assez étroite, souvent marécageuse, et où la marche des troupes n'est guère facilitée. Au Tonkin comme en Cochinchine, un réseau fluvial très dense rend aisé le transport, par voie d'eau, des unités et des objets, denrées

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ou munitions nécessaires à leur ravitaillement. Tout au contraire, une colonne qui se dirige de la région de Nin Binh vers Hué ou Tourane ne doit compter, dans ce long couloir de 600 kilomètres, que sur les ressources trouvées en cours de route. Mais celles-ci sont mises d'autant moins volontiers à la disposition des Français que ces provinces sont peuplées d'Annamites purs et restent fidèles à l'antique dynastie qui règne à Hué. Ce qui a aidé en effet, dans une très large mesure, la progression et l'installation des troupes françaises dans le delta tonkinois, c'est la haine de l'indigène pour l'oppresseur annamite. Par contre, à l'appel de Thuyet et de Ham Nghi, les villages des provinces les plus riches de l'Annam se soulèvent en faveur du souverain fugitif, et ils ne rentreront dans le calme que lorsque la situation du nouvel Empereur Dong Khan leur semblera bien assise.

Mais cette constatation montre aussi combien l'action militaire en Annam a trouvé et eût pu d'ailleurs trouver beaucoup plus tôt, un sérieux appui dans une politique avisée à l'égard du pouvoir central annamite. En Cochinchine et au Tonkin, lors des premiers débarquements des troupes françaises, ce pouvoir central n'existe pas, et les difficultés auxquelles se heurtent toutes les tentatives d'administration indirecte proviennent du fait qu'il faut créer de toutes pièces un corps de mandarins fidèles à la France, et qui par ailleurs réunisse toutes les qualités voulues de doigté, de compétence, d'esprit de justice, de fermeté. En Annam, l'armature est solide depuis le règne de Gia Long : loin de la détruire par la force, il convenait de l'épauler, et de l'utiliser pour faire sentir dans toutes les provinces la volonté du souverain, volonté qu'il eût été aisé, par une politique habile et persévérante, d'identifier avec celle de la puissance protectrice.

Tu Duc l'avait bien compris. Il redoutait une occupation de sa capitale par les troupes françaises, ce qui l'eût amené à la merci de la France, et il s'ingénia toujours, par des concessions opportunes, à éviter cette éventualité. L'hostilité violente, et d'ailleurs évidente, des régents eût dû inciter le premier résident général, M. Lemaire, puis le général de Courcy à des mesures de force, qui eussent écrasé dans l'œuf les préparatifs de la rébellion armée du 5 juillet 1885. Le pouvoir central ainsi placé en tutelle, on eût mis rapidement bon ordre à toutes les velléités de résistance dans les provinces : il est probable même qu'il ne s'en fût produit aucune.

Le général de Courcy se rend vite compte de la nécessité de respecter avant tout les antiques institutions de l'Empire d'Annam, et il s'efforce de consolider l'autorité du nouveau souverain, Dong Khan, exigeant toutefois la destitution de tous les mandarins hostiles à la France qui s'agitent

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

encore dans l'entourage de ce dernier. D'ailleurs, en vue de bien marquer que les troupes françaises, en poursuivant Ham Nghi et Thuyet, n'ont pas d'autre mobile que de restaurer l'ordre troublé, le général de Courcy fait appel aux troupes régulières annamites, qui, à leurs côtés, participent à plusieurs opérations, sous la direction du Ministre de la Guerre de la Cour de Hué.

L'attitude très honorable de ces formations conduit le commandement à envisager la création sur le modèle européen, d'une véritable armée annamite, dont les cadres, dans les débuts tout au moins, seraient des Français. Cette disposition n'est-elle pas d'ailleurs conforme aux stipulations du traité du 25 août 1883, dont une clause est ainsi rédigée : « La France s'engage également à fournir à Sa Majesté le Roi d'Annam tous les instructeurs, savants, officiers, etc. dont elle aura besoin ». C'est en vertu de cette clause qu'en novembre 1885 débarque à Tourane une mission, sous le commandement du colonel Brissaud, et qui comporte 52 officiers et 248 sous-officiers de toutes armes, appartenant à l'armée active ou aux réserves.

Leur rôle sera d'instruire et d'encadrer des forces indigènes se montant initialement à six bataillons d'infanterie, deux escadrons de dragons, deux batteries d'artillerie, un escadron du train. La mission débute sous d'heureux auspices. Au cours d'une brillante réception, où le protocole annamite ne néglige rien qui puisse contribuer à éblouir des Occidentaux, le jeune souverain souhaite la bienvenue aux nouveaux instructeurs dans un discours habile, où l'on trouve l'éloge des conseillers français de Gia Long, une appréciation flatteuse sur l'École supérieure de Guerre, dont le colonel Brissaud a été directeur des études, et une allusion aux espoirs de revanche de la nation française désireuse de « réparer les malheurs du passé ».

Il est possible que Dong Khan soit sincère, et même que ses ministres ne voient pas d'un mauvais œil la création, par les soins des Français, d'une armée annamite qui, le cas échéant, pourra se retourner contre ces derniers. Dans les provinces, les mandarins marquent moins d'enthousiasme, car il leur faut recourir à la conscription qui n'est populaire nulle part, et ils opposent la force d'inertie la plus complète. L'un des membres de la mission a d'ailleurs relaté les difficultés de toutes sortes rencontrées par les instructeurs français, dont la majorité ignoraient tout du pays et des habitants avec lesquels ils se trouvaient en contact.... « Tout se compliquait par notre ignorance de la langue annamite, écrit le capitaine Masson. Nous

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

avions bien quelques bons interprètes formés par les missionnaires catholiques, mais fort peu d'entre eux connaissaient l'écriture chinoise, ce qui nous obligeait à recourir aux lettrés pour la traduction de la langue écrite, et ces lettrés qui prévoyaient que notre ingérence dans les affaires du pays devait forcément diminuer leur autorité nous étaient naturellement hostiles.

« Les difficultés de communication ralentissaient aussi considérablement nos correspondances avec les fractions échelonnées le long de cette immense bande de territoire qui constitue l'Empire d'Annam, et la moindre question nous obligeait à attendre quelquefois sa réponse pendant plus d'un mois. »

D'autres déboires attendent la mission. Ce sont, par exemple, les chevaux achetés dans les îles de la Sonde qui ne peuvent s'acclimater en Annam. On renonce donc à la création des deux escadrons annamites, dont l'utilité était d'ailleurs contestable dans un pays où il n'est guère possible de circuler autrement qu'à la file indienne dans des sentiers de montagne ou sur des talus de rizière.

Puis, c'est le massacre du capitaine du génie Besson, et de plusieurs de ses collaborateurs, pendant l'exécution du tracé d'une route de Hué à Tourane.

Par ailleurs, le gouvernement de Hué estime que ces troupes équipées à l'européenne grèvent fortement son budget, et l'autorité française, en raison de la persistance de l'agitation à l'intérieur de l'Annam, se rend compte du danger qu'il y aurait à pousser l'instruction militaire d'un trop grand nombre d'Annamites.

En mai 1886, la ratification du traité du 6 juin 1884 constitue le prétexte qui fait abandonner la création d'une armée autonome.

Cependant, quatre bataillons de « chasseurs annamites » subsistent, encadrés par des Français, et seront utilisés jusqu'en 1890.

En diverses circonstances, ces unités, étayées par des troupes européennes, se comportent très honorablement, (un bataillon de 2 compagnies figure au siège de Ba Dinh) et supportent la comparaison avec les tirailleurs tonkinois.

Quant à ces derniers, dont l'organisation date déjà de plusieurs années, leur loyalisme et leur entrain sont remarquables dans toutes les affaires auxquelles ils assistent. Combattre en Annam, c'est pour eux participer quelque peu à une guerre de revanche. Le capitaine Masson, qui était

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

à l'état-major du colonel Brissaud au siège de Ba Dinh, a noté cet état d'esprit.

...« Rien n'était plus étrange que d'entendre les assiégés et les assiégeants indigènes s'invectiver au moyen de porte-voix, à la façon des héros d'Homère, puis terminer leurs bruyantes conversations par des feux de mousqueterie tirés de part et d'autre. « Enfants du Nord, crient les rebelles aux soldats tonkinois, nous avons quitté nos foyers et nous nous sommes armés pour venir vous délivrer des barbares envahisseurs de l'Occident, qui sèment la ruine et la désolation dans vos belles contrées. Nous comptions sur vous pour nous aider à détruire ces hordes maudites, et, au lieu de cela, vous avez obéi aux mauvais génies qui vous ont poussés à combattre dans les rangs de nos ennemis communs, pour le malheur de notre patrie. Tournez vos armes contre ces barbares que l'enfer a vomis et venez recevoir près de nous la juste récompense d'une aussi noble action. »

« Les Français, répondaient les soldats tonkinois, sont de chevaleresques guerriers, qui n'ont pas craint de quitter leur belle patrie pour venir, jusque sous notre ciel inclément, délivrer les peuples de votre cruelle oppression, car c'est vous qui êtes cause de tous les malheurs qui accablent depuis trop longtemps notre pays. Non seulement nous ne vous servirons plus, mais nous vous ferons, au contraire, expier chèrement votre tyrannie. Ne comptez donc plus que sur les balles que nous vous enverrons à coups de fusil. »

*
* *

Quelques années plus tard, le commandant Lyautey, séjournant en Annam avec le Gouverneur général Armand Rousseau, en août 1896, constatait le calme qui régnait en ce pays. Cependant, les années troublées n'étaient pas encore lointaines : à la Cour de Than Thaï, — en 1889, celui-ci, alors âgé de 11 ans, a remplacé Donh Khan — figurent deux grands oncles du souverain, eux-mêmes petits-fils de Gia Long, et Lyautey, au cours d'une réception d'apparat au Palais, se demande à combien d'événements passés ces mandarins d'allure si noble peuvent arrêter leur pensée « depuis l'époque triomphale de leur père Minh Mang, le conquérant du Cambodge, depuis l'apparition du premier envoyé français, M. de Montigny, voici quarante ans, depuis le premier traité de cession territoriale imposée ici même par l'amiral Bonard voilà trente-sept ans, depuis la bousculade

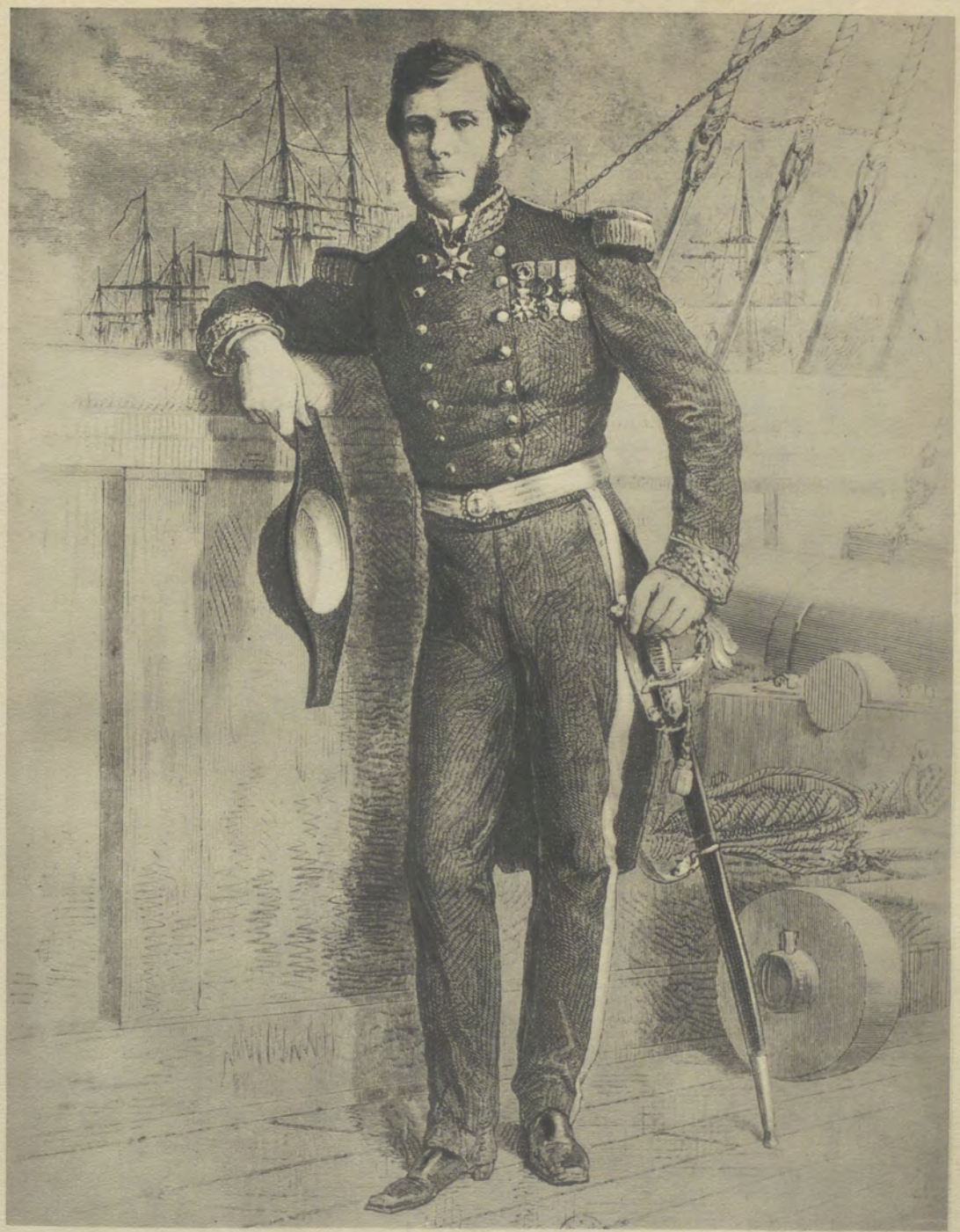
Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de 1886, l'irruption du général de Courcy, les soubresauts d'agonie, la tentative de résistance, le tir des boulets contre notre Résidence par dessus ce même escalier, la prise d'assaut du Palais, le pillage, la déchéance définitive, et maintenant la fiction de ce petit roi fragile fait de nos mains et à qui les vieux survivants concèdent l'apparence du même respect traditionnel... »

Ce respect traditionnel à l'égard du souverain annamite, à l'égard d'un pouvoir central qui fait rayonner sa volonté sur tout l'empire, semble à Lyautey la meilleure garantie du succès de l'entreprise tentée par la France en Indochine. Il n'ignore pas les vices et les turpitudes du jeune souverain, dont il apprécie par ailleurs l'esprit souple et délié, la grande distinction naturelle : qu'importe! Than Taï, « c'est le petit-fils des Gia Long et des Minh Mang, le dernier des Nguyen, c'est *la grande force sociale* de cet empire de 20 millions d'hommes, au passage duquel les populations se couchent dans la poussière, dont un signe du petit doigt est un ordre absolu; et grand Dieu! servons-nous en et n'énervons pas cette force, puisque nous en tenons les ficelles, et persuadons-nous que ce n'est ni l'Administration directe, ni toute la compétence technique des B. et des N. qui la remplaceront, et, ne fût-ce pas par conviction, honorons-le par politique. Toute la philosophie du Protectorat est là-dedans ».

Cette réflexion date de 1896, et elle conserve toute sa valeur en ce qui concerne l'Indochine. Mais dans l'esprit de son auteur n'est-elle pas déjà le programme de l'œuvre grandiose qu'il lui sera donné plus tard d'accomplir dans un autre grand Empire protégé de la France, le Maroc?

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



DOUDART DE LAGRÉE.
(BOUDET et MASSON, *Iconographie de l'Indochine*. Éditions Van Oest.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

LES FRANÇAIS AU LAOS.

De temps immémorial, la Cour de Hué a considéré comme une de ses dépendances les territoires du Laos. Mais ces territoires sont deux fois plus étendus que l'Annam lui-même, dont une chaîne montagneuse les sépare; ils sont tributaires du Mékong, et par suite volontiers portés à entrer en rapports commerciaux avec les royaumes du Cambodge et du Siam. Par ailleurs, Hué s'intéresse beaucoup plus aux riches pays du Tonkin et de la Cochinchine qu'à ces cantons à peine peuplés, et d'un accès difficile. Les petits princes, comme les rois de Luang Prabang ou de Vien Tiane, qui gouvernent les populations paisibles du Laos se tournent dès lors, de gré ou de force, vers le Siam, qui, petit à petit, s'insinue par les vallées des affluents de gauche du Mékong jusque sur les hauts plateaux : il prendra même pied dans la région nord-ouest du Tonkin, et c'est seulement en décembre 1888 que par une convention signée de M. Pavie et du général siamois Phia Smissa, ce dernier renoncera, au nom de son gouvernement, à toute prétention sur les vallées de la Rivière Noire et du Song Ma.

Du jour où la France établit son protectorat sur le Cambodge, ses représentants en Indochine se préoccupent de ces territoires laotiens, dont le Cambodge constitue comme le vestibule vers l'extérieur. Il est d'ailleurs de bonne politique, à une époque où il s'agit de substituer l'influence française à l'influence de la Cour de Bang Kok dans le bassin du Mékong, de chercher à devancer les Siamois dans cet immense arrière-pays de l'Indochine. Telle est l'origine de la mission dont est chargé en 1866 le capitaine de frégate Doudart de Lagrée. La reconnaissance du Mékong, qui n'a été que vaguement exploré jusqu'alors par le voyageur Henri Mouhot, en constitue le prétexte.

Doudart de Lagrée est accompagné des lieutenants de vaisseau Francis Garnier et Delaporte, des médecins de marine Joubert et Thorel, et de M. de Carné, attaché au ministère des Affaires étrangères. La mission quitte

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Saïgon le 5 juin 1866, et elle atteint la frontière chinoise au bout de seize mois, en octobre 1867, mais elle a dû depuis longtemps abandonner le cours du Mékong. «A la vérité, écrivait le commandant Doudart de Lagrée à l'amiral de la Grandière en janvier 1868, la question de navigabilité n'est plus en cause, car dès le 20e degré (c'est-à-dire à partir de Luang Prabang) les difficultés sont déjà trop nombreuses et trop fréquentes.»

Le fait même d'avoir abandonné la voie fluviale pour des pistes ou sentiers montagneux contribue à mettre la mission davantage en contact avec les populations indigènes de l'intérieur. Partout celle-ci reçoit un accueil cordial, et ce premier passage des Français dans ces régions lointaines et déshéritées, trop souvent pressurées par de petits potentats ou des généraux siamois, laissera dans le pays un souvenir assez favorable et durable pour que, près de vingt ans plus tard, un autre Français, M. Pavie, qui sera le conquérant pacifique du Laos, y trouve dès le début sa tâche très facilitée.

De 1886 à 1895, M. Pavie parcourt le Laos en tous sens (il relève, dans les trois dernières années, 14.000 kilomètres d'itinéraire), reconnaît toutes les voies d'accès de ce pays vers le Siam, l'Annam et le Tonkin, et en note toutes les possibilités agricoles et minières. Mais c'est surtout son action sur les populations indigènes qui tient du prodige : il gagne à lui, et à la France, les cœurs de tous les habitants.

Ce Français a été remarquablement préparé à une mission si ample et si délicate par un passé bien employé en Extrême-Orient. Ayant débuté en 1874 comme agent des télégraphes à Kampot, ses fonctions l'amènent à parcourir le Cambodge : psychologue et très artiste, il est enthousiasmé par les splendeurs naturelles du pays, et par les vestiges de l'antique civilisation Khmer, il se familiarise avec tous les dialectes, il s'entretient aussi bien avec les paysans qu'avec les princes et les bonzes, et sait se faire aimer de tous. Fort heureusement, le gouverneur de la Cochinchine, M. le Myre de Vilers, ne s'effraie pas de cette mentalité si peu «bureaucratique» d'un de ses fonctionnaires subalternes, et il le charge de plusieurs missions dans les contrées les moins connues du Cambodge. Frappé des excellents résultats obtenus, M. le Myre de Vilers donne un nouveau cadre à l'activité du jeune explorateur, et le fait nommer consul de France à Luang Prabang en 1886. C'est en cette qualité que M. Pavie mène de front de savantes études géographiques et linguistiques et une action méthodique en faveur de la France auprès de tous les clans laotiens, à qui il fait désirer la tutelle bienfaisante de sa patrie.

Il est d'ailleurs servi par les circonstances. Peu après son installation à

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Luang Prabang, la ville est attaquée et dévastée par les bandes chinoises de Deo Van Tri. Pavie se fait l'animateur de la défense dans cette cité paisible; il sauve le vieux roi Thiao Oun Kham et la population, qu'il entraîne à Paklaï, d'où il revient ensuite occuper Luang Prabang évacué par les pirates. Avec ses forces improvisées, il se relie ensuite à Dien Bien Phu avec les troupes du colonel Pernot, en décembre 1888, et c'est à ce moment que se place la convention qui libère toute cette région de l'emprise siamoise.

D'ailleurs, dans sa reconnaissance pour son bienfaiteur européen, le roi Thiao Oun Kham demande à Pavie de faire étendre sur ses états, — qui sont les débris d'un vieil empire laotien, — la protection de la France. Pavie acquiert une autorité complète dans le pays, et le prestige français est d'autant plus considérable que dans les provinces voisines, au Tonkin, le commandant Pennequin rallie à ce moment même toutes les populations rebelles par une politique indigène habile, faite à la fois de bienveillance et de fermeté.

*
* *

Il reste cependant à persuader le Siam de renoncer à toute domination non pas seulement sur les hautes vallées de la Rivière Noire et du Song Ma, mais sur le Laos tout entier. Pavie est nommé, dans cette vue, résident de France à Bang Kok en 1892. Il ne tarde pas à se heurter à la mauvaise volonté du gouvernement siamois qui refuse de retirer ses postes installés sur les rives du Mékong dans le Haut-Cambodge et au Laos. La France doit recourir aux armes.

Tandis que la flotte fait une démonstration devant Bang Kok, un détachement d'une centaine de tirailleurs annamites sous le commandement du capitaine Thoreux, se porte par voie fluviale de Sadec sur Strung Treng, dont le poste est occupé le 1er avril 1843 sans coup férir : les soldats siamois se retirent à l'invitation de M. de Coulgeans, représentant du gouverneur général de l'Indochine, qui accompagne le détachement. Il en est de même à Khône, à la frontière du Laos, le 4 avril. Les troupes françaises, légèrement renforcées, mettent en état de défense ces nouveaux postes.

Les Siamois ont été surpris par cette agression. Ils se reprennent : le 4 mai, le capitaine Thoreux, qui a commis l'imprudence de se rendre sans escorte avec un convoi de Strung Treng à Khône, est enlevé, et emmené, ainsi que le convoi, à Kong, à une vingtaine de kilomètres au nord de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Khône. Dès le lendemain, le poste de Khône est bloqué par les troupes siamoises.

Le nouvelle de ces incidents parvient à Saïgon le 10. Le soir même, une colonne est mise en marche vers le Haut-Mékong, elle comprend deux compagnies d'infanterie de marine, trois compagnies de tirailleurs annamites, et quatre pièces de canon. L'avant-garde, sous les ordres du capitaine Adam de Villers, arrive le 22 au sud de l'île de Khône, et se trouve aussitôt en butte aux tirs des forts siamois établis dans les îles voisines. Malgré la faiblesse de cette avant-garde (environ 200 hommes et un canon), Adam de Villers débarque ses troupes sur la rive droite, ouvre le feu sur les forts, et débloque le poste français.

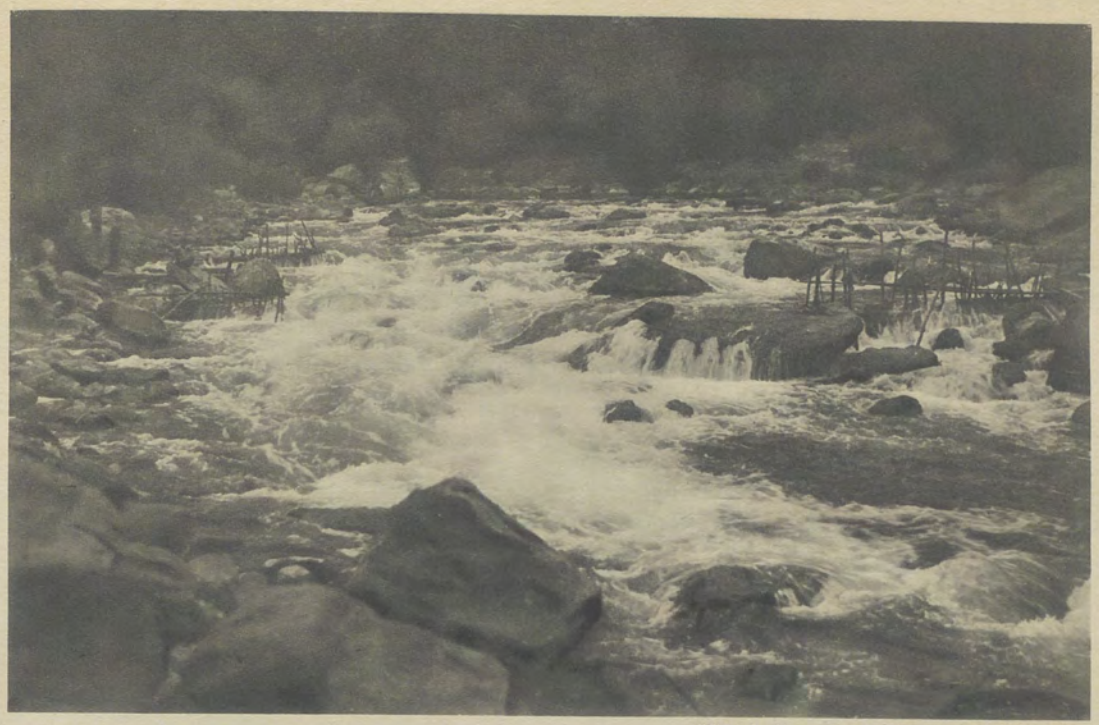
La petite garnison, commandée par le lieutenant Pourchot, s'est vaillamment défendue : bien que la ration ait été réduite des deux tiers, il ne reste plus, le 22, que des vivres pour un seul jour. Dès le 7 mai, 500 soldats siamois ou laotiens ont donné un premier assaut. A partir du 11, il y a eu des assauts presque tous les jours. Toutes ces tentatives ont été repoussées, mais non sans pertes.

Le 23, tous les forts siamois des abords de Khône sont occupés par les troupes françaises. Les Siamois se fortifient à Kong, et dans les îles qui séparent de Khône ce poste; des renforts leur viennent de Bang Kok par la voie du Se Moun, et Bassac.

Les Français, de leur côté, ne veulent rien entreprendre avant de s'être eux-mêmes renforcés. L'envoi de nouvelles troupes est retardé par suite d'épidémies, et aussi en raison de la période des basses eaux au nord de Kratié. En attendant l'arrivée des contingents expédiés de Saïgon, on tente, sans aucun succès, à la fin de juin, un essai d'intimidation : à un ultimatum du capitaine Adam de Villers de se retirer des îles au nord de Khône, le Pri-da-Prachar, général siamois, répond « que les deux rives du Mékong appartiennent au Siam depuis vingt millions d'années » et que les Français cherchant à s'en emparer à la façon des pirates, Siamois et Laotiens les défendront jusqu'à la mort.

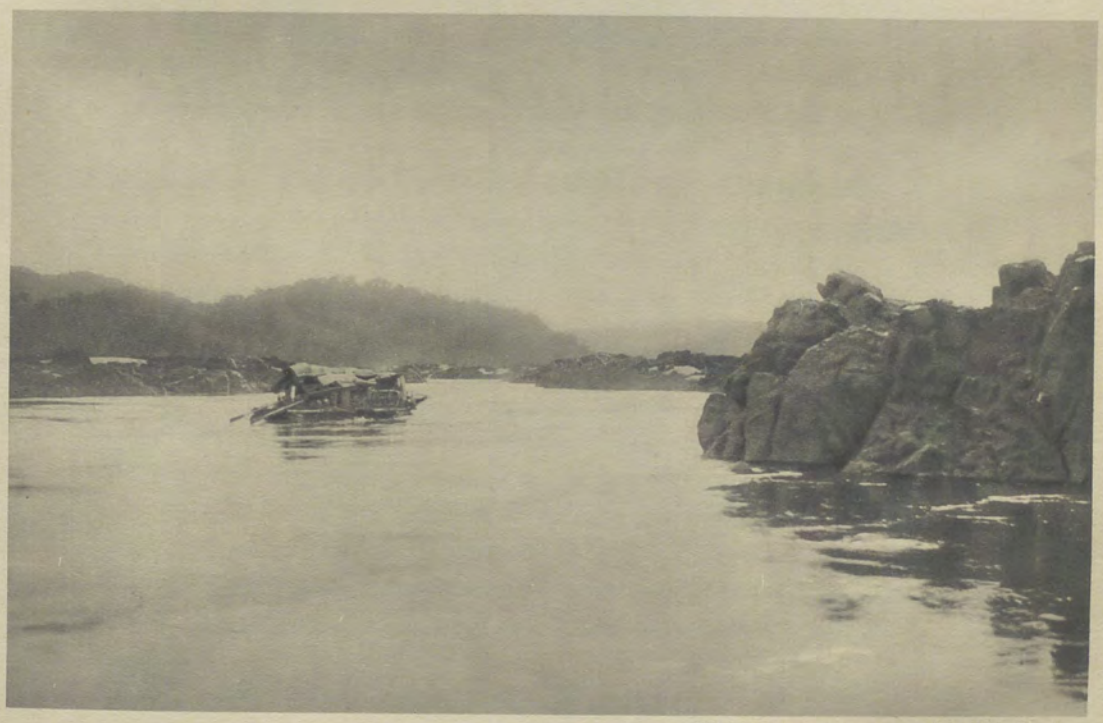
L'attaque des troupes françaises est enfin fixée au 14 juillet. Celles-ci comportent 400 tirailleurs annamites, un peloton du 11e régiment d'infanterie de marine, une section de 80 de montagne et deux Hotchkiss. Leur progression, d'îlot en îlot, par une pluie battante, et sous le feu ininterrompu des forts siamois, est lente et pénible; en outre, l'adversaire procédera, surtout de nuit, à des contre-attaques vigoureusement menées.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Le Mékong. — Rapides de Luang Pra bang.



(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Le Mékong à Vien Tiane.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

C'est seulement le 20, dans la matinée, que toutes les positions ennemies, entre Khône et Khong, seront aux mains des Français.

Les Siamois se fortifient plus au Nord. Le gouvernement français marque son intention d'avoir le dernier mot dans cette affaire : tout d'abord, il prescrit de renforcer de nouveau les troupes d'opérations qui seront portées, réserves comprises, à sept compagnies et demie d'infanterie, et à six pièces de 80 (trois de campagne, trois de montagne); en même temps, la diplomatie entre en jeu. Le 22 juillet, un ultimatum est signifié au roi de Siam. Sa réponse étant inacceptable, M. Pavie, consul général de France, quitte Bang Kok le 25, avec les canonnières de l'escadre d'Extrême-Orient, qui avaient d'ailleurs forcé l'entrée de la passe de Mei-Nam dès le 14 juillet. Le 26, le blocus des côtes du Siam est réalisé par tous les bâtiments de l'escadre.

Sur le Mékong, le nouveau commandant des troupes, le lieutenant-colonel de Beauquesne, se borne à faire enlever un petit fort siamois qui a reçu à coups de fusil les troupes françaises au cours d'une reconnaissance, et bombarder les positions avancées de Khong.

La Cour de Siam ne tarde pas à accepter les conditions de la France : le 30 juillet, elle s'engage notamment à évacuer dans un délai d'un mois toute la rive gauche du Mékong, à n'avoir plus aucun poste fortifié à moins de 25 kilomètres de la rive droite du grand fleuve.

Khong est occupé par les Français le 10 septembre. Le Laos est donc libéré définitivement de la tutelle du gouvernement de Bang Kok. Il fait désormais partie intégrante de l'Union Indochinoise. Des conventions ultérieures — en 1895 avec la Chine et en 1896 avec la Grande-Bretagne — fixent d'autre part les limites du Laos avec le Yunnan et la Birmanie.

L'établissement du protectorat français au Laos en 1893 est salué par les populations laotiennes comme la fin d'une période de calamités. Les Siamois ont à peine quitté Khong et Bassac, que les habitants viennent en foule pour reconstruire leurs villages abandonnés et détruits, et acclamer les Français.

Depuis lors, le calme règne dans ce territoire. Seules, à l'appel de sorciers fanatiques, quelques peuplades montagnardes, les Khas du plateau de Boloven, les Méos des provinces de Xieng-Khouang et de Luang Prabang, ou quelques bandes de pirates chinois du Yunnan contrarieront de temps à autre, par des mouvements de révolte vite étouffés ou des velléités de pillage, les efforts de l'administration française pour mettre en valeur ce beau pays.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

LIVRE IV

LA DEUXIÈME "UNION INDOCHINOISE"

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE PREMIER.

ORGANISATION MILITAIRE DE L'INDOCHINE DEPUIS LA CONQUÊTE.

L'Union Indochinoise réalisée une première fois par Gia Long est reconstituée, en novembre 1887, sous la suzeraineté de la France par la désignation d'un Gouverneur général, M. Constans, qui doit exercer son autorité sur tous les pays de l'Indochine. Dans la réalité, il s'écoulera une dizaine d'années avant que cette organisation ait fait sentir ses effets : le Laos délaissé par la Cour d'Annam jouit à l'égard de cette dernière d'une véritable indépendance, que menace d'ailleurs le Siam; l'Annam est à peine pacifié, et le Tonkin ne l'est pas du tout; tous les soins de l'Administration, toute l'activité militaire se concentreront de ce côté, et la Cochinchine pourra se plaindre que sa mise en valeur sera quelque peu sacrifiée à la nécessité de pourchasser et de détruire les rebelles et les pirates du Tonkin. On l'a comparée à une «parente riche que les cousins pauvres exploitent sans vergogne» : elle a en effet longtemps payé les frais du protectorat au Cambodge; elle a financé les débuts de l'expédition du Tonkin par une avance de douze millions, et jusqu'en septembre 1883 ce sont presque uniquement ses troupes qui ont constitué les forces expéditionnaires dans le delta tonkinois; on puise dans ses caisses pour la campagne de 1893 contre le Siam et l'occupation du Laos.

Il serait injuste de reprocher aux premiers gouverneurs généraux, et notamment à MM. de Lanessan et Armand Rousseau, d'avoir systématiquement délaissé les autres pays de la nouvelle Union Indochinoise pour le seul Tonkin. Il fallait évidemment en finir avec la pacification de cette région difficile : c'était en premier lieu une question de prestige vis-à-vis de la Cour de Hué, c'était affirmer en outre aux autres puissances, et tout particulièrement à la Chine, la volonté bien arrêtée de la France de se maintenir en Extrême-Orient, et d'y faire œuvre colonisatrice. Il est

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dès lors naturel qu'après avoir pratiqué au Tonkin pendant trop longtemps la politique des « petits paquets » on se soit décidé, en y mettant les moyens, à terminer la tâche entreprise.

Les périls sont conjurés au moment où M. Paul Doumer est nommé Gouverneur général en février 1897, mais l'ère des difficultés subsiste, et il aura à résoudre le délicat problème de la mise en valeur d'un vaste empire composé d'éléments disparates, et dont les finances sont loin d'être prospères. Un écrivain qui a servi à cette époque comme officier en Indochine[1] a tracé ce tableau assez sombre de la situation économique en 1896 :

« Malgré l'emprunt de 80 millions accordé par la France, le déficit était établi à l'état chronique dans les budgets : plus d'un million de piastres en Cochinchine, plus de deux millions pour l'Annam-Tonkin. La métropole avait dû garder à sa charge toutes les dépenses militaires, dites « dépenses de souveraineté », sauf celles du régiment de tirailleurs annamites que la Cochinchine était fière de payer et d'entretenir. Les travaux publics étaient rudimentaires ou entrepris au petit bonheur et ne contribuaient guère à la prospérité du pays. En Cochinchine, par exemple, le merveilleux réseau hydrographique desservi par la puissante compagnie des Messageries Fluviales et les nombreuses chaloupes de ses concurrents chinois, s'envasait peu à peu. Certains grands canaux, creusés par les rois d'Annam ou les anciens gouverneurs militaires n'étaient déjà plus praticables... Le petit chemin de fer Saïgon-My Tho; quelques appontements aux escales des chaloupes; quelques routes tracées le plus souvent à la convenance des chefs de province, sans plan d'ensemble, parce que le réseau fluvial suffisait à tout; des bâtiments officiels, élégants et confortables, élevés à grands frais dans les centres administratifs; quelques monuments imposants dus à la sagesse et au sens politique des « amiraux », tels la cathédrale, le palais du Gouverneur, le musée transformé en résidence, les casernes, pouvaient éblouir le voyageur superficiel, mais cachaient mal l'arrêt de croissance d'une colonie naguère promise à de plus brillants destins. Tandis qu'au Siam, modernisé par son roi, l'électricité éclairait Bang Kok, on était, à Saïgon, sous le régime du pétrole. Chez nos voisins, les chefs-lieux des plus lointaines provinces étaient reliées à la capitale par

---

[1] *Un Gouverneur général de l'Indochine : Paul Doumer*, par Pierre Ibos (général Ibos). *Correspondant* du 25 décembre 1931.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le téléphone et le télégraphe; en Cochinchine, le téléphone était inconnu. A 50 kilomètres de Saïgon, le pays moï restait hostile et mystérieux...

« Au Cambodge, en Annam, les bâtiments administratifs, les escales des chaloupes fluviales ou du paquebot annexe des Messageries maritimes, quelques lignes télégraphiques hâtivement dressées et soumises aux caprices des troupeaux d'éléphants, des tronçons de routes pour la promenade quotidienne des Européens, étaient les principaux témoignages d'un protectorat définitivement accepté... Au Tonkin, la fondation de villes européennes, la création d'une milice nombreuse, la construction du Decauville à voie de 0 m. 60 Phu Lang Thuong-Lang Son, qui, sous des rubriques diverses, avait coûté 400.000 francs le kilomètres, l'installation des centres administratifs, les opérations de pacification et de police avaient empêché de consacrer des sommes suffisantes aux travaux d'intérêt public... Dans toutes les régions de l'Indochine, les ports maritimes et fluviaux étaient restés tels que les avait faits la nature. Le particularisme local des colons et des autorités se trouvait ainsi favorisé, développé par la difficulté, la lenteur des communications. Grâce à lui, l'Indochine formait une série de vases clos, où bouillonnaient toutes les discordes et tous les préjugés... »

Lorsque M. Paul Doumer rentre en France, après avoir exercé pendant cinq ans ses hautes fonctions, il laisse l'Indochine pacifiée[1], même agrandie, puisque le territoire de Quang Tchéou Wan y a été annexé en 1900. Mais c'est surtout dans l'ordre politique et économique que des modifications profondes sont intervenues : l'Indochine devient au début du XX^e siècle un véritable état fédératif disposant de finances saines, de réserves abondantes (la caisse de réserve du budget général est passée de 329.000 piastres en 1897 à 8.475.000 piastres en 1902), et dont le Gouverneur général est le chef indiscuté. De grands travaux publics, et notamment plusieurs centaines de kilomètres de voies ferrées, concourent à sa prospérité; ce résultat est obtenu tout en permettant à la métropole de réduire ses charges de souveraineté, et le budget général de l'Union inscrira même dans ses dépenses une « contribution volontaire » pour l'entretien des troupes, qui passera de 2 millions en 1899 à 14 millions en 1902. Enfin l'Indochine est désormais capable de jouer, dans la politique générale en Extrême-Orient, un rôle conforme à la grandeur de la France.

---

[1] Il a reçu en décembre 1897 la soumission du De Tham, et les quelques troubles qui agitent le 2^e territoire militaire au début de 1901 sont très localisés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Les successeurs de M. Paul Doumer suivent la voie qu'il leur a tracée, et dix ans plus tard, à la veille de la Grande Guerre, l'un d'eux, M. Albert Sarraut, peut célébrer la mission qui incombe désormais à l'Union Indochinoise : elle constitue une France lointaine, une «Métropole seconde», postée en observation sur un large balcon en bordure de l'Océan pacifique et qui réclame sa place aux côtés des grands peuples asiatiques et américains.

Ce rôle a pour condition essentielle une organisation militaire appropriée, et en rapport avec l'importance des problèmes de l'heure : pacification totale des pays qu'il s'agit de mettre en valeur, défense propre de l'Union Indochinoise contre toute agression extérieure, réserves suffisantes pour permettre une intervention éventuelle et maintenir haut en toutes circonstances le pavillon national.

*
* *

L'organisation générale des troupes de l'Indochine n'a pas subi de modifications profondes depuis la fin du XIX^e^ siècle. C'est d'ailleurs à ce moment-là qu'apparaissent un certain nombre de lois et de décrets qui forment le statut de l'organisation militaire de l'Empire colonial français : loi du 7 juillet 1900, créant une armée coloniale autonome avec les troupes de la marine, qui passent au Département de la Guerre; décret du 9 novembre 1901 réglant les relations des Gouverneurs généraux et des Commandants supérieurs des troupes; décret du 26 mai 1903 constituant des groupements de forces militaires aux colonies.

En vertu de ces dispositions «le Gouverneur général, responsable de la défense de la colonie, dispose des forces de terre et de mer qui y sont stationnées». Sous sa haute autorité, un Général Commandant supérieur exerce le commandement de toutes les forces militaires. Ces forces sont fournies par les troupes coloniales; mais elles peuvent le cas échéant être renforcées par des éléments des troupes métropolitaines, comme ce sera le cas, en Indochine, pour les bataillons de la Légion étrangère, les cadres des unités du génie, et plus tard, les formations d'aéronautique. Les unes et les autres sont en principe entretenues au compte du budget du Ministère des Colonies.

Les effectifs stationnés en Indochine ont varié dans de notables proportions selon les nécessités du moment : à de fréquents accroissements de troupes justifiés par des événements mondiaux, des troubles locaux, de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché du Gouvernement général de l'A. O. F.)

M. Van Vollenhoven,
gouverneur général de l'Indochine.

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

M. Maurice Long,
gouverneur général de l'Indochine.

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

M. Albert Sarraut,
gouverneur général de l'Indochine.

(Cliché Khanh-Ky.)

M. Martial Merlin,
gouverneur général de l'Indochine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

simples précautions militaires, succèdent des réductions, parfois massives, qui résultent d'une amélioration subite de la situation générale ou le plus souvent de l'obligation de comprimer les dépenses budgétaires. L'éloignement de la métropole occasionne de telles lenteurs administratives que les renforcements sont tout juste réalisés à l'instant où ils paraissent n'être plus utiles; par contre, les suppressions d'unités ont souvent lieu alors que la situation redevient troublée. Il y a là maintes fois d'ailleurs une relation de cause à effet : la recrudescence de la piraterie au Tonkin en 1908-1909 a manifestement parmi ses origines la forte réduction des effectifs dans ce pays en 1907-1908.

En 1899, le corps d'occupation comporte 30 bataillons et 14 batteries. L'alerte de Fachoda, les événements de Chine de 1900, la tension provenant dans tout l'Extrême-Orient du conflit russo-japonais feront porter ces effectifs à 46 bataillons et 23 batteries. Mais à ce moment la conclusion de l'Entente cordiale en 1904, puis de l'accord franco-japonais de 1907, enfin le calme apparent des divers pays de l'Indochine permettent d'envisager une importante réduction : on en revient à 29 bataillons et 19 batteries, forces à peine suffisantes pour faire face de 1908 à 1912 à de nouvelles entreprises de piraterie et à une agitation de « réformistes chinois ».

Cependant, au cours de la Grande Guerre, l'obligation de rendre disponible pour la défense de la métropole le maximum de troupes conduira à diminuer encore les forces militaires de l'Union Indochinoise et il ne reste plus en 1916 sous les ordres du Général Commandant supérieur que le chiffre minime de :

70 compagnies (c'est-à-dire la valeur de 17 bataillons);
5 batteries.

Bien que les bataillons d'infanterie soient dotés désormais de quelques sections de mitrailleuses (28 au total pour l'Indochine), une pareille réduction n'a pas lieu sans riques, comme le prouvent de nombreuses velléités de rébellion un peu partout. Aussi, dès 1919, le Ministère des Colonies envisage-t-il la réorganisation progressive du corps d'occupation sur des bases analogues à celles de l'avant-guerre. Les difficultés du recrutement des troupes coloniales au lendemain des hostilités, la situation budgétaire de la France, l'obligation de faire front dans de dures conditions simultanément au Levant, au Maroc, puis en Chine, retardent la réalisation des réformes projetées : en 1926, au moment où l'on peut redouter les événements les plus graves à la frontière sino-tonkinoise, il n'existe encore en Indochine que 23 bataillons et 13 batteries.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Ce sont là d'ailleurs des chiffres un peu théoriques. Ces formations, déjà si réduites par le nombre, sont aussi à l'état squelettique, et leur valeur combattive s'en trouve affaiblie d'autant. Le régime de «l'incomplet budgétaire» est en faveur dans ces années d'après-guerre au cours desquelles l'élévation du taux de la piastre majore automatiquement la plupart des dépenses; il faut en outre diriger des unités de marche vers Shang-Haï; enfin, l'encadrement des formations qui luttent au Maroc ou en Syrie absorbe une bonne partie des cadres européens qui seraient nécessaires en Indochine. Dans les régiments tonkinois il n'y a souvent à cette époque qu'un officier par compagnie.

C'est seulement en avril 1931 que les projets du Ministère des Colonies sont entièrement réalisés sur la base de :

31 bataillons,

7 groupes d'artillerie (21 batteries),

auxquels il convient d'ajouter des éléments nouveaux :

5 escadrilles d'avions ou hydravions,

2 compagnies de chars légers,

2 escadrons d'autos-mitrailleuses-canons, etc.

*
* *

Si le nombre des unités en 1931 n'est pas sensiblement plus élevé qu'en 1899, s'il est même très inférieur à ce qu'il était vers 1905, la force combattive de chacune d'elles s'est singulièrement accrue. En 1899, les compagnies, blanches ou indigènes, sont armées uniformément du fusil. Un peu avant la grande guerre les mitrailleuses font une timide apparition, on en compte une section à deux pièces par bataillon, et ce chiffre n'est guère dépassé jusqu'en 1920. Mais à l'heure actuelle la dotation des divers bataillons en mitrailleuses, engins d'accompagnement, fusils mitrailleurs, tromblons Viven-Bessière, matériel de transmission, tend à se rapprocher de celle des unités correspondantes stationnées dans la métropole. Toutefois, toutes les compagnies de mitrailleuses sont du type sur bâts, seul utilisable dans les régions montagneuses ou dépourvues de routes, et une part plus forte a été faite aux fusiliers voltigeurs (au détriment de l'emploi des mitrailleuses) dans les formations indigènes de l'Annam-Tonkin, qui sont appelées à «pitonner» à travers une brousse où la manœuvre joue souvent un rôle plus important que le feu lui-même.

L'artillerie a aussi délaissé progressivement le 80 de campagne et de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

montagne pour adopter en 1906 le 75 de campagne attelé, en 1920 le 65 de montagne, en 1921 le 75 de campagne porté et plus récemment les 75 ou 105 Schneider de montagne. Cette gamme de divers calibres lui permet d'opérer dans tous les terrains. [1]

Les formations indigènes se sont enrichies de nouvelles recrues. Dès 1903, naissent un bataillon de tirailleurs-frontières chinois (recrutés dans la région de Mon Cay), et un bataillon de tirailleurs cambodgiens. Après la guerre un bataillon tho est créé dans la région de Lang Son, et plusieurs compagnies de montagnards sont mises sur pied en Annam. Un décret du 8 avril 1923, reprenant et améliorant les dispositions de décrets de 1904 et de 1908, réglemente tout ce qui concerne le recrutement des indigènes de toutes races.

D'une manière générale la proportion des troupes indigènes par rapport aux troupes blanches (infanterie coloniale et légion étrangère[2]) a peu varié : dans l'infanterie, qui constitue la majeure partie des troupes du corps d'occupation, elle est sensiblement de trois indigènes pour deux Européens, excepté dans les périodes de la guerre ou de l'après-guerre où des circonstances exceptionnelles ont amené à atteindre une proportion qui dépasse deux indigènes pour un Européen, comme l'indique le tableau suivant. Celui-ci représente le nombre des compagnies blanches ou indigènes du corps d'occupation de l'Indochine à diverses époques caractéristiques.

	1899.	1904.	1916.	1926.	1931.
Européens	52	76	20	28	52
Indigènes	68	104	50 [3]	66	72
Total	120	180	70	94	124
Pourcentage des indigènes sur l'ensemble.	56,6	57,5	71,5	70,1	58,1

[1] En 1922 une batterie de 58 a été créée en Cochinchine, mais les difficultés de transport et de ravitaillement de ce matériel dans la brousse en ont fait abandonner l'emploi.

[2] Le nombre des bataillons étrangers en service en Indochine a varié, de 1897 à 1931, de deux à quatre.

[3] On pourrait s'étonner à première vue de la suppression d'unités de tirailleurs pendant la Grande Guerre, alors qu'un recrutement intensif et le rappel de réservistes indigènes auraient permis, semble-t-il, d'accroître au contraire le nombre de ces unités pour compenser la réduction des unités européennes.

Mais c'est précisément l'*absence des cadres européens,* absolument indispensables, qui a empêché la constitution d'un plus grand nombre de compagnies de tirailleurs.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Les troupes de l'Union Indochinoise ne sont à aucun moment réparties uniformément sur l'ensemble du territoire. Le centre de gravité de l'appareil militaire est évidemment vers le Nord, où les derniers soubresauts de la piraterie et le voisinage de la Chine le long d'une frontière de 2.000 kilomètres obligent à maintenir au Tonkin un solide noyau de troupes. Un autre noyau, moins fort, existe en Cochinchine; sa présence y est justifiée par l'importance économique de ce pays et l'existence du point d'appui de la flotte Saïgon Cap Saint-Jacques. Par contre, le Laos jusqu'au début de la Grande Guerre ne sera pas occupé militairement, le Cambodge le sera à peine : deux compagnies de tirailleurs cambodgiens, une compagnie d'infanterie coloniale auront à Pnom Penh une mission presque uniquement honorifique. Quant à l'Annam, des considérations politiques ont fait placer un bataillon de troupes blanches dans le voisinage de la Cour de Hué, mais jusqu'au lendemain de la Grande Guerre aucune autre force armée n'existera à l'intérieur des riches et paisibles provinces du royaume annamite.

D'une manière générale, les deux tiers des troupes sont stationnées au Tonkin, et l'autre tiers en Cochinchine, les troupes du Tonkin ayant un faible détachement en Annam et éventuellement au Laos, celles de Cochinchine détachant elles-mêmes quelques unités au Cambodge.

L'organisation du commandement résulte de ces dispositions générales, mais la constitution des groupements d'unités a présenté une grande variété. Le Général Commandant supérieur a de tout temps séjourné à Hanoï, qui est aussi la résidence du Gouverneur général au moins pendant six mois de l'année. Mais les troupes sont réunies tantôt en brigades dépendant directement du Général Commandant supérieur, tantôt en divisions, quelques éléments relevant d'ailleurs dans l'un et l'autre cas directement du Général Commandant supérieur. Aux périodes d'économies budgétaires, c'est le premier système qui prévaut : on en revient au second dès qu'un péril intérieur ou extérieur apparaît imminent.

L'organisation par brigades non endivisionnées rend en effet très lourd le maniement des unités. C'est ainsi qu'en 1899 les deux brigades stationnées au Tonkin sont respectivement de 11 et de 13 bataillons. L'une d'elles (1re brigade à Hanoï) comprend cinq corps différents :

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché H. Manuel.)

Général Leblois.

(Cliché du Louvre.)

Général Puypéroux.

Général Blondat.

(Cliché Walery.)

Général Andlauer.

(Cliché Sartony.)

Général Aubert.

(Cliché Melcy.)

Général Billotte.

LES COMMANDANTS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

9e régiment d'infanterie de marine;
1er régiment tonkinois;
4e régiment tonkinois;
3e bataillon du 2e étranger;
4e bataillon du 2e étranger.

Ces formations qui représentent un effectif de près de 10.000 hommes sont dispersées de Lao Kay à Hué et de Nam Dinh à Ha Giang, c'est-à-dire sur une superficie aussi étendue que 30 départements français.

Par mesure d'économie, c'est souvent à un Colonel qu'est confié un commandement aussi vaste.

En plus de trois brigades (dont une en Cochinchine), le Général Commandant supérieur possède alors sous ses ordres directs de nombreux éléments non embrigadés : quelques-uns sont de peu d'importance numérique, comme des compagnies du génie, des sections de télégraphistes coloniaux, etc., et ils contribuent à aiguiller l'activité du grand chef militaire de la colonie vers des questions de détail. C'est seulement le 1er août 1900 que les batteries du Tonkin et de la Cochinchine forment un régiment d'artillerie. Le 1er janvier 1903, ce régiment est lui-même dédoublé, et la désignation d'un général comme commandant de l'artillerie dégagera le Commandant supérieur de multiples soucis de détail à ce sujet.

D'ailleurs, à cette époque, on en vient par la force des choses à une organisation générale plus rationnelle. Les événements de Chine de 1900 ont amené le gouvernement français à envisager la constitution d'une force disponible prête à intervenir dans les délais les plus brefs, le cas échéant, soit au Petchili, soit en quelque autre province chinoise. Où cette réserve serait-elle mieux placée qu'au Tonkin : répartie le long de la côte en vue d'un embarquement toujours probable, elle y peut jouir d'un climat qui permet à l'Européen de reprendre des forces au cours d'une agréable saison d'hiver. Une brigade mixte s'installe donc entre Haïphong et Mon Cay en septembre 1902[1]. Elle dépend administrativement du Ministère de la

[1] La brigade de réserve de Chine, placée sous les ordres d'un colonel séjournant à Haïphong, comprend :
Un régiment colonial (18e) à 4 bataillons, dont l'un détaché à Quang Tchéou Wan;
Un régiment tonkinois (5e) à 2 bataillons, dont une compagnie à Quang Tchéou Wan;
Un régiment d'artillerie coloniale à 2 groupes (un groupe de 2 batteries de 80 de campagne, un groupe de 3 batteries de 80 de montagne, dont une à Quang Tchéou Wan);
Un détachement télégraphique;
Services administratifs et de santé.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Guerre (alors que les autres troupes stationnées sur le sol de l'Union Indochinoise sont entretenues par le budget du Ministère des Colonies), mais elle est placée sous les ordres du Général Commandant supérieur, et en fait ces unités font partie intégrante du corps d'occupation.

Il est désormais difficile de conserver le système des « brigades » relevant directement du Général Commandant supérieur. La constitution du point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques a d'ailleurs conduit au renforcement de la garnison de la Cochinchine. Aussi adopte-t-on l'organisation divisionnaire, et les troupes sont réparties comme il suit au début de 1904 :

Une division d'Annam-Tonkin (quartier général à Hanoï),
à deux brigades, l'une de 13 bataillons (Hanoï), l'autre de 9 bataillons (Bac Ninh).
Une division de Cochinchine-Cambodge (quartier général à Saïgon),
à deux brigades, l'une de 6 bataillons (Saïgon), l'autre de 7 bataillons (My Tho);
Une brigade de réserve de Chine (Tonkin et Quang Tchou Wan).

Cette organisation apparaît bien vite onéreuse, et le calme semble revenu du côté de la Chine. Le 3 mai 1907, la brigade de réserve est dissoute; la même année, le nombre des bataillons de Cochinchine est ramené de 13 à 8. De nouvelles réductions effectuées en 1908 par le Parlement sur les crédits destinés à la défense des colonies entraînent encore des suppressions dans le corps d'occupation. On croit dès lors possible de revenir à l'organisation par brigades. Cette organisation coïncidera d'ailleurs avec les débuts d'une période troublée au cours de laquelle de nombreuses colonnes sillonnent le Tonkin : aussi en 1912 reprendra-t-on l'organisation divisionnaire, mais pour le Tonkin seulement, la brigade stationnée en Cochinchine continuant à dépendre directement du Général Commandant supérieur. Organisation toute passagère : dès 1915, en raison de la réduction des effectifs du corps d'occupation, et de la nécessité de ne maintenir loin des fronts actifs que le moins possible de cadres européens, on en revient au système de 1908. Mais en 1924 la division d'Annam-Tonkin sera reconstituée, et en 1928, celle de Cochinchine-Cambodge, et l'organisation au début de 1932 est la suivante :

Une division d'Annam-Tonkin (quartier général à Hanoï),
à deux brigades (Haïphong et Bac Ninh), comprenant chacune un régiment d'infanterie coloniale, un régiment de tirailleurs tonkinois;

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Une brigade dite «Brigade de Tong», comprenant un régiment étranger (à quatre bataillons), deux régiments de tirailleurs tonkinois;

Une division de Cochinchine-Cambodge (quartier général à Saïgon), comprenant une infanterie divisionnaire formée de :

Un régiment d'infanterie coloniale,
Un régiment de tirailleurs annamites,
Un bataillon cambodgien;

Et une artillerie divisionnaire formée de :

Un régiment d'artillerie coloniale mixte (trois groupes, compagnie de chars, auto-canons, auto-mitrailleuses), différentes formations du génie, d'ouvriers, de transport;

Des éléments non endivisionnés :

Un régiment d'artillerie coloniale mixte du Tonkin (quatre groupes, compagnie de chars, auto-canons, auto-mitrailleuses;
Diverses formations du génie, de l'aéronautique, des services.

*
* *

En temps de guerre ou lors d'une mobilisation partielle l'organisation du temps de paix se complète par un appel aux réserves européennes, relativement peu nombreuses, et aux réserves indigènes. Depuis 1899, tous les tirailleurs libérés après le temps de service normal doivent huit années de service dans les réserves, cinq années seulement s'ils sont rengagés. Ces dispositions n'ont donné lieu à aucune difficulté au cours de la Grande Guerre.

Les *forces de police*[1] qui en temps de paix concourent au maintien de la sécurité intérieure sous l'autorité des chefs de province, passent en temps

---

[1] Ces forces de police, appelées communément *milice,* portent le nom de «garde indigène» dans les pays de protectorat; la «garde indigène» est répartie en «brigades», formations de l'importance d'une compagnie de tirailleurs, mais qui n'ont pour encadrement européen que deux ou trois fonctionnaires, anciens sous-officiers. Il y a en principe «une brigade» par province.

En Cochinchine, les forces de police sont appelées «garde civile» et ne comportent pas de cadres européens, elles sont rattachées à la gendarmerie.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

de guerre ou de troubles à la disposition du commandement militaire : maintes fois elles ont participé aux diverses opérations contre les pirates et contre les réformistes chinois, et d'une manière générale ont donné satisfaction, en dépit d'une instruction souvent défectueuse. Quant aux *partisans,* choisis parmi les indigènes vigoureux, énergiques, dévoués des hautes régions du Tonkin, ils sont armés par les soins de l'autorité française et se classent, selon leurs aptitudes et leur résidence, en «sédentaires» ou «mobiles»; leur connaissance du pays et des ruses des pirates et des rebelles fait en toutes circonstances apprécier leurs services, notamment pour la recherche du renseignement et la sûreté des troupes.

Les partisans ne sont pas seulement des auxiliaires du temps de guerre. C'est, en temps de paix, chaque jour, qu'il est fait appel à leur concours par les officiers des territoires militaires ou des provinces frontières.

Les *territoires militaires* ont survécu aux diverses modifications apportées depuis près de quarante ans à l'organisation militaire de l'Union Indochinoise. Ils sont toutefois réduits à trois en 1905, puis à deux en 1906, les deux seuls territoires restant (Cao Bang et Ha Giang), étant d'ailleurs limités au total à trois Cercles (Cao Bang, Bao Lac, Ha Giang). Mais le premier territoire miliaire est rétabli en 1912 dans la province de Mon Cay. Pendant la guerre, on procède à la création à l'ouest du Fleuve Rouge d'un nouveau territoire dont le chef-lieu est Lai Chau. Enfin, les tentatives de rébellion qui se produisent à cette époque dans le Haut-Laos amènent l'institution d'un cinquième territoire à Phong Saly.

Jusqu'en 1905 les territoires militaires dépendent entièrement du Général Commandant supérieur, tant en ce qui concerne l'administration et la mise en valeur du pays que le commandement des troupes. A cette date, dans un but d'unification, ces territoires passent au point de vue administratif sous l'autorité du Résident supérieur du Tonkin. Par contre, pour créer le long de la frontière un «front unique» contre les infiltrations d'éléments indésirables, les subdivisions-frontières appartenant à des provinces civiles sont placées sous le commandement d'officiers, eux-mêmes «délégués» des résidents civils chefs de provinces. Ainsi la surveillance et la garde de la frontière conservent-elles un caractère d'homogénéité et d'esprit de suite qui a toujours facilité l'exécution d'un service délicat.

Toutes les précautions prises du côté français restent illusoires si les pirates ou les rebelles trouvent des complices sur le territoire chinois.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'institution d'une « police-frontière mixte » constitue la meilleure assurance contre ce risque : Gallieni en a fait maintes fois l'essai. Les résultats de son expérience ne seront, il est vrai, généralisés et réglementés qu'après son départ du Tonkin : en mai 1896, des accords entre les gouvernements français et chinois sanctionnent leur mutuelle intention de collaborer à la police de la frontière sino-tonkinoise.

Le système adopté comporte essentiellement deux organisations parallèles et symétriques de chaque côté de la frontière. Celle-ci est divisée en un certain nombre de zones correspondant chacune à une « Commission mixte de police-frontière » composée d'un commissaire français et d'un commissaire chinois, dont les résidences sont reliées par une ligne télégraphique ou téléphonique. La police est exercée au moyen de postes militaires échelonnés de telle sorte qu'un poste français soit *conjugué* avec un poste chinois installé sur la même voie de pénétration. La garnison de ces postes est au minimum de 30 soldats réguliers commandés par un officier, qui est le *délégué* du commissaire de police-frontière de même nationalité.

Les postes conjugués français et chinois servent d'intermédiaires pour l'obtention de passe-ports, pour le règlement de petits différends. En cas de rassemblements suspects les chefs de postes se transmettent les renseignements, et s'entendent, s'il y a lieu, pour la destruction ou la poursuite des pirates.

Ce système a fonctionné dans ses débuts d'une manière très satisfaisante. Le Maréchal Sou, comblé d'honneurs et de prévenances par les autorités françaises, fait sentir sur les mandarins une heureuse impulsion. Plus d'une fois, et notamment en mai 1901 dans la haute vallée du Song Bang Giang, des opérations combinées entre les troupes françaises et chinoises permettent de donner le coup de grâce à certaines bandes de pirates ou d'agitateurs. Mais des considérations budgétaires, au moment où la tranquillité de la frontière semble acquise, font supprimer un certain nombre de postes vers 1907-1908. Les mailles du filet s'élargissent, tandis qu'à l'intérieur la densité du corps d'occupation décroît : les mandarins ne sont peut-être pas fâchés de voir quelles seront les réactions du commandement français en présence de nouvelles et importantes incursions de bandes, dont certaines, celles des « réformistes chinois » sont très gênantes pour eux. En certains points, la frontière tonkinoise est « crevée » par des groupements atteignant plusieurs centaines d'hommes en armes.

Après bien des récriminations, la France obtiendra en 1915 une révision dans un sens plus strict, des accords franco-chinois. Mais c'est la guerre en

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Europe : les effectifs des postes français sont réduits au minimum, et la surveillance reste difficile. Lorsque la situation s'améliorera, ce sera alors l'effondrement, dans ces contrées éloignées de Pékin, de l'autorité du gouvernement central chinois; celle des gouvernements provinciaux n'est pas moins précaire. Le gouvernement du Quang Tong renonce à désigner un « Commissaire de police-frontière », et dans la pratique, pour régler des questions parfois de la plus haute importance en ce qui concerne la sécurité du territoire français, le commandant du territoire militaire de Mon Cay doit s'adresser à un modeste fonctionnaire subalterne de Tong Hing. Au Quang Si, la forme est sauvegardée, les chefs de postes chinois se montrent aimables et courtois dans leurs relations avec les officiers français, mais ils font preuve de peu d'activité, et la médiocrité des moyens matériels dont ils disposent leur interdit d'intervenir contre des bandes d'un effectif dépassant quelques dizaines d'hommes. La situation est un peu meilleure à cet égard sur la frontière du Yunnan. Dans l'ensemble, il n'est guère possible de compter actuellement sur une collaboration sincère et efficace des mandarins chinois : l'autorité française doit assurer presque entièrement par elle-même la police de la frontière, et sur ce point la situation n'est pas beaucoup plus favorable qu'à l'époque de Gallieni.

Le tableau ci-après résume l'organisation de la « police-frontière » en 1931.

ZONES FRONTIÈRES.	COMMISSIONS-MIXTES (résidences des commissaires). Indochine.	Chine.	CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES de l'Indochine.	POSTES MILITAIRES français (avec officiers délégués).	OBSERVATIONS.
Quang Tong .	Mon Cay.	Tong Hing.	1er territoire militaire (Mon Cay).	4 postes.	
Quang Si. . . .	Lang Son.	Nam Quang.	Province civile de Lang Son.	3 postes.	
	Cao Bang.	Thuy Khan.	2e territoire militaire (Cao Bang).	5 postes.	(1) La frontère le long des 4e et 5e territoires militaires est tranquille, et offre peu de points de passage. Aucune « commission mixte » n'a été prévue. Les questions se règlent entre les postes qui se font face.
Yunnan	Ha Giang.	Malipo.	3e territoire militaire (Ha Giang).	6 postes.	
	Lao Kay.	Ho Kéou.	Province civile de Lao Kay.	4 postes.	
	(1)	. . . . .	4e territoire militaire (Laï Chau).	1 poste.	
		. . . . .	5e territoire militaire (Phong Saly).	4 postes.	

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Talung.

Tra Linh.

LES POSTES FRONTIÈRES DU TONKIN.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Les territoires militaires constituent pour le temps de paix, comme en cas d'hostilité avec la Chine, de véritables avant-postes le long de la frontière sino-tonkinoise. Cette organisation conditionne dans une large mesure la répartition des unités stationnées au Tonkin. Les régiments indigènes sont généralement échelonnés en profondeur : un bataillon, parfois deux[1], occupent la zone frontière, un autre la moyenne région, un autre le Delta. Quelques compagnies européennes sont aussi détachées dans la moyenne ou la haute région, où elles forment en somme des réserves locales.

Les formations stationnées dans le Delta constituent une réserve générale, à laquelle il a été fait maintes fois appel pour des opérations soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'Indochine. Elles comprennent des unités de toutes armes, et sont composées surtout de troupes européennes : la présence de ces dernières est d'ailleurs une garantie au moins morale de sécurité pour les nombreux Français que leur situation dans l'administration, le commerce ou l'industrie retient dans les villes ou centres importants du Delta tonkinois.

Les unités stationnées au cœur du Delta cochinchinois jouent le même rôle. Elles ont en outre à assurer la défense de la base navale Saïgon-Cap Saint-Jacques.

Les bases navales aux colonies ne sont pas forcément destinées à la défense propre de la colonie sur le territoire duquel elles sont organisées. C'est le cas, par exemple de Diégo-Suarez : la défense de l'île de Madagascar ne s'appuie en aucune façon sur cette place, qui est à quarante jours de marche du plateau de l'Emyrne, centre vital du pays. Il en est tout autrement en Indochine. La base de Saïgon-Cap Saint-Jacques possède à la fois un rôle d'intérêt national pour une flotte française destinée à opérer en Extrême-Orient, et aussi un rôle d'intérêt colonial. Saïgon peut être considéré comme le cœur de la Cochinchine : sa chute entraînerait certainement la perte de la colonie. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit à la fin du XVIII[e] siècle lorsque les *Tay Son* s'emparent de cette ville, et de nouveau en 1861 lorsque les Français, par la prise des lignes de Chi Hoa, s'y installent.

---

[1] Les régiments tonkinois sont à 3 ou 4 bataillons.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Il est évident aussi que la perte de la Cochinchine amènerait à bref délai celle de toute l'Indochine.

Le Ministère de la Marine se rend compte dès 1872 de la nécessité de créer à l'embouchure du Mékong et du Donaï une vaste région fortifiée, mais la France se relève avec peine de ses déboires de la guerre franco-allemande : c'est seulement en 1882 que le Conseil d'Amirauté obtiendra des crédits pour la défense à terre du port de Saïgon, celle des rivières qui en constituent les goulets d'accès et de leur débouché en mer au Cap Saint-Jacques. Le Conseil envisage même en juin 1890 un programme plus vaste, qui engloberait l'île de Poulo Condore dans la base de Saïgon, et il propose en outre la création d'une autre base maritime à Haïphong ou dans un autre point du delta tonkinois. Toutefois, il classe la construction de la base Saïgon-Poulo Condore en première urgence, tandis que celle de la base du Tonkin reste en deuxième urgence, comme celle de Nouméa, avant toutefois celle de Libreville.

En octobre 1898, le projet de *base* Saïgon-Poulo Condore est ramené à un cadre plus modeste : on n'envisage plus que la création d'un *point d'appui* (c'est le terme désormais officiel) Saïgon-Cap Saint-Jacques. Au Tonkin, le point d'appui choisi est Port-Courbet (rade de Hon Gay).

Les travaux sont d'ailleurs conduits mollement, car les crédits diminuent d'année en année, et en 1899 la situation est la suivante :

En Cochinchine,

à Cap Saint-Jacques : quatre batteries de gros calibre, trois batteries de moyen calibre;

à Saïgon : développement de l'arsenal maritime, mais aucun ouvrage pour la défense propre de la ville et des rivières y accédant.

Au Tonkin,

à Haïphong : quatre batteries de canons disparates;

à Hon Gay : une batterie de gros calibre (de modèle ancien).

L'alerte de Fachoda donne un coup de fouet à l'opinion; le Parlement se montre beaucoup plus large en ce qui concerne l'attribution des crédits. Mais une équivoque subsiste : comment et par qui seront utilisés ces crédits. Les colonies ne dépendent plus du Ministère de la Marine, et d'ailleurs les mouvements d'une flotte à travers le monde ne sont pas complètement liés à l'existence de nos colonies : il suffit que celle-ci y trouve de temps à autre, le long de sa route, quelques solides points d'appui ou bases de ravitaille-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

ment. Par contre, la défense propre d'une colonie dépend étroitement de l'aide de la Marine, qui doit lui assurer la libre communication avec la métropole. Il n'existe à l'époque aucun organisme, comme l'est à partir de 1906 le Conseil supérieur de la Défense nationale, qui puisse jouer un rôle coordinateur à l'égard des deux Ministères intéressés. Le Parlement résout ce problème complexe en votant à vingt jours d'intervalle deux lois, l'une à la demande du Ministre de la Marine (30 juin 1900), l'autre à la demande du Ministre des Colonies (20 juillet 1900). La première vise l'outillage des bases maritimes, la deuxième, appelée loi Gautret, esquisse une vue d'ensemble de la défense des colonies, plaçant toutefois en première urgence l'organisation des places fortes coloniales, qui, en fait, sont toutes des places maritimes.

L'Union Indochinoise ne souffre guère cependant de cette dualité, puisque l'intérêt colonial est d'accord en la circonstance avec l'intérêt national. Le Comité technique militaire des Colonies a d'ailleurs été très impressionné par un rapport des généraux Borgnis-Desbordes et Delambre envoyés en mission en Cochinchine en 1899 : ce rapport concluait que «l'Indochine était à qui voulait la prendre». Aussi la loi Gautret prévoit-elle l'affectation de dix millions et demi aux travaux de défense des places fortes d'Indochine. Trois autres millions sont acquis au point d'appui de Saïgon-Cap Saint-Jacques au titre de la loi du 30 juin sur l'outillage des bases maritimes. Le programme définitivement adopté s'est quelque peu élargi : les points d'appui de Saïgon-Cap Saint-Jacques et de Hong Gay-Port Courbet seront activement poussés; Tourane devra être garanti d'une insulte maritime par croiseur isolé, et l'accès de Poulo Condore sera interdit à toute unité ennemie.

L'artillerie coloniale, chargée de cette organisation, se met aussitôt à l'œuvre, et dans des conditions rendues difficiles par la nature souvent marécageuse du terrain. Mais le principal obstacle à la bonne marche des travaux provient des abattements successifs de crédits. Dès 1902, il n'est plus question d'autres travaux de défense en Indochine que ceux du point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques. En 1914, ce dernier présentera une organisation honorable : depuis 1900, il a perdu quelque peu de sa valeur au point de vue maritime en raison du tonnage des grosses unités, qui ne peuvent guère remonter jusqu'à Saïgon, mais il conserve toute son importance pour la défense propre de l'Union Indochinoise.

Au cours des hostilités, la presque totalité des ouvrages du point d'appui est désarmée : dès la fin de 1914, il n'y a plus à craindre d'insultes des

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

croiseurs allemands, et l'alliance de l'Angleterre et du Japon constitue la meilleure des garanties. Aussi les pièces ayant une certaine valeur sont-elles dirigées sur l'Europe et même des affûts de 95 auront une destination un peu imprévue : ils gagneront le Tchad pour être utilisés dans la campagne du Cameroun aux sièges de Mora et de Garoua.

Les conceptions d'après-guerre ont quelque peu varié, mais sous une nouvelle terminologie, la *base navale* de Saïgon-Cap Saint-Jacques garde une grande importance au point de vue national comme au point de vue de la défense propre de l'Indochine.

*
* *

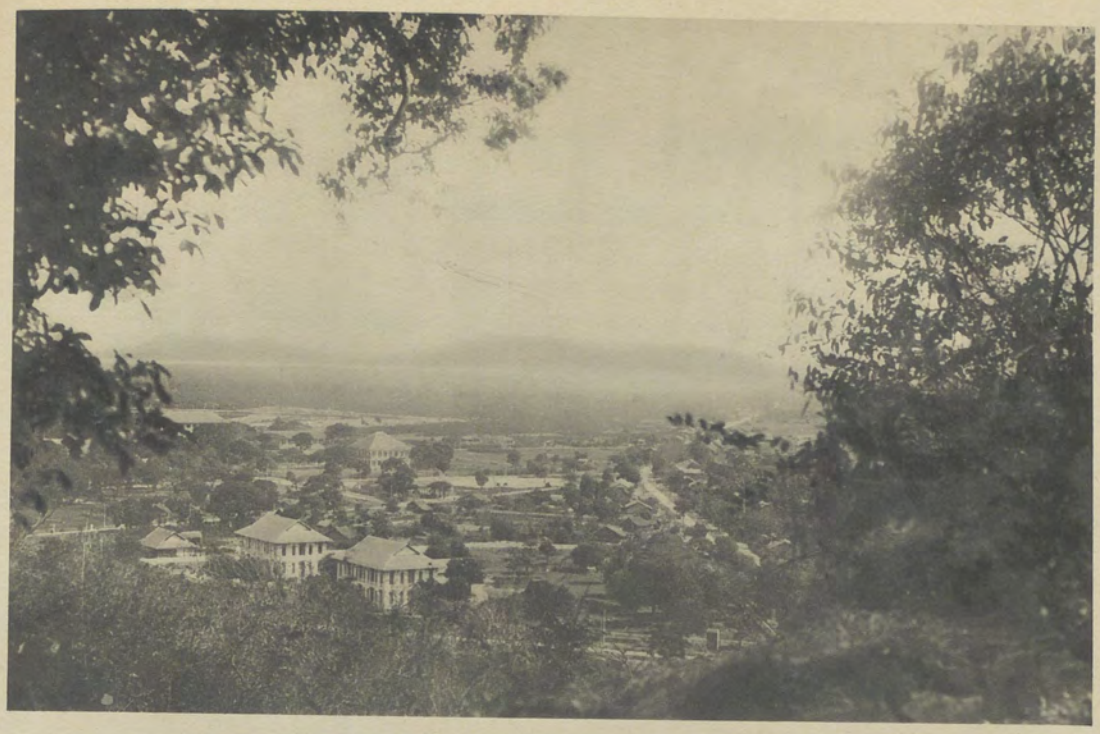
L'organisation militaire de l'Union Indochinoise a été mise depuis plus de trente ans bien souvent à l'épreuve.

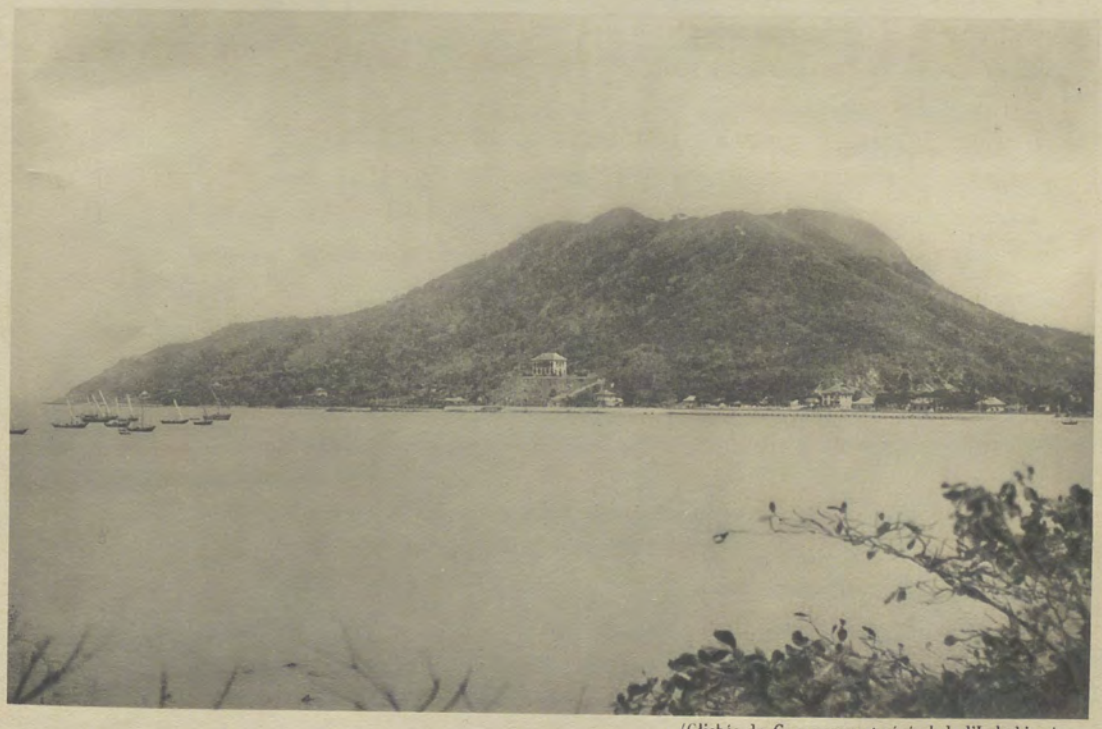
Elle a permis d'assurer la pacification intérieure en de nombreuses circonstances : mouvements de révolte dans le deuxième territoire militaire en 1901, reprise de la piraterie avec le concours des réformistes chinois de 1908 à 1912, troubles en Cochinchine, au Laos, en Annam, dans le Haut-Tonkin pendant la guerre, mouvements au Laos, au Tonkin et en Annam depuis 1919.

Elle a permis aussi à l'Indochine d'intervenir à l'extérieur à maintes reprises : occupation de Quang Tchéou Wan, campagnes de Chine de 1900-1901, campagnes aux confins siamois en 1903 et 1907, guerre franco-allemande, événements de Chine à partir de 1925.

En toutes circonstances les forces d'occupation se sont montrées dignes de la confiance mise en elles.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques





(Clichés du Gouvernement général de l'Indochine.)

Vues du cap Saint-Jacques.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE II.

LES OPÉRATIONS DE POLICE INTÉRIEURE DE 1897 À LA GRANDE GUERRE.

Au moment de l'arrivée de M. Paul Doumer en Indochine, la situation est tout à fait calme dans le Delta, et dans les provinces limitrophes de la Chine. Seule, la moyenne région présente quelque agitation : Luong Tam Ky se tient tranquille dans son enclave de Cho Chu, surveillé de près par un réseau de postes militaires, mais les provinces de Thaï Nguyen, de Bac Ninh et de Bac Giang se ressentent du voisinage des bandes du De Tham, qui y prononcent de fréquentes incursions armées.

Ces bandes ne craignent même pas de s'attaquer à des détachements de troupes : le 10 janvier 1917, c'est au convoi régulier descendant de Cho Moi sur Thaï Nguyen; le 30, c'est au campement du lieutenant Labarrière, chargé de la construction de la route de Cho Moi à Bac Kan; le 25 février c'est à un détachement du poste de Mona Luong. En avril la garde indigène a plusieurs escarmouches avec des rebelles commandés par le De Tham lui-même et son lieutenant Ma Man. Le 2 juin, le garde principal Beauvais, tombé dans une embuscade, est tué.

Des colonnes sillonnent le Yen The dès le début de la saison fraîche; le quadrillage des postes est maintenant si serré autour du fief du De Tham que celui-ci se rend bien vite compte des difficultés qu'il éprouvera désormais à tenir la campagne : des pourparlers sont engagés avec lui au milieu de novembre par l'intermédiaire de Mgr Velasco, évêque espagnol de Bac Ninh, et en décembre il fait sa soumission. Ce sera de sa part une trêve d'une dizaine d'années.

Pendant plus de trois ans, on n'enregistrera aucune opération de guerre en Indochine : fort heureusement d'ailleurs, car pendant cette période le corps d'occupation est mis à contribution d'abord en raison de la mainmise de la France sur le territoire de Quang Tchéou Wan, ensuite pour la constitution des forces expéditionnaires du Petchili. La situation trou-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

blée de la Chine aura aussi ses répercussions à la frontière du Tonkin, mais seulement en 1901.

*
* *

Le 24 mars 1901, le Maréchal Sou, «commissaire chinois de police-frontière» dans la province du Quang Si, prévient le général commandant supérieur des troupes de l'Indochine qu'il entame des opérations contre des bandes d'au moins 3.000 pirates : très vraisemblablement il sera amené à les refouler vers la frontière sino-tonkinoise, entre Dong Van et Binh Mang.

Le deuxième territoire militaire est aussitôt renforcé de trois compagnies de tirailleurs tonkinois et d'une compagnie de légion étrangère, groupées sous le commandement d'un chef de bataillon dans la région Soc Giang-Nguyen Binh.

Il importe en effet de s'opposer à toute infiltration des pirates en territoire tonkinois, et aussi d'y réduire au minimum la présence éventuelle des troupes régulières chinoises : celles-ci en vertu des accords de 1895 ont en effet le droit de franchir la frontière à la suite d'une bande afin de garder le contact jusqu'à l'arrivée des forces françaises.

En dépit de la surveillance exercée, les pirates pénètrent au Tonkin en deux points, au nord de Bao Lac et vers Soc Giang.

Le 16 avril 1901, ils cernent le poste de Lung Lan. Celui-ci est défendu par une soixantaine de tirailleurs tonkinois sous les ordres du lieutenant Debain. La petite garnison repousse aisément plusieurs assauts dans la journée, mais au coucher du soleil les Chinois se font plus pressants, et elle se réfugie dans un blockhaus qui sert de réduit. Les bâtiments avoisinants sont aussitôt incendiés par les pirates, qui lancent aussi des bottillons de paille enflammée sur la toiture en «paillottes» du blockhaus. Le 17, à 3 heures du matin, cette toiture prend feu et s'effondre, transformant le réduit en une fournaise. Le lieutenant Debain donne un point de rassemblement à tous ses hommes, puis ordonne l'évacuation individuelle du poste, qu'il quitte le dernier. La sortie des défenseurs provoque une vive fusillade, et c'est une véritable chasse à l'homme qui commence. Cependant, la plupart peuvent atteindre le 18 le poste de Dong Van.

Cette affaire coûte 8 tués, 11 blessés dont le lieutenant Debain et un sous-officier français; plusieurs partisans sont en outre tués ou blessés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le capitaine Trioreau, commandant le poste de Dong Van, alerté dès le 16 au soir, se porte aussitôt avec un peloton au secours des assiégés, tandis que le capitaine Dereix rassemble 150 hommes à Coc Pan pour couper aux pirates la route de l'est. Ceux-ci craignant de se voir cerner évacuent Lung Lan le 18 au matin et regagnent la Chine.

Du côté de Soc Giang, l'incursion des pirates en territoire tonkinois est plus profonde, puisqu'ils atteignent, au nombre d'environ 500, le poste de Nuoc Haï, qui est à 35 kilomètres à l'intérieur du Tonkin, et qui n'est distant de Cao Bang que d'une quinzaine de kilomètres; les Chinois essuient d'ailleurs un échec très net devant ce poste le 22 et le 23 août; à la suite de plusieurs assauts repoussés, ils laissent 33 cadavres sur le terrain, n'ayant infligé aucune perte à la garnison. Mais plus à l'Ouest, par un affluent du Song Bang Giang, une autre infiltration s'est produite vers Trung Trang, le poste de partisans de Tap Na, qui est enlevé, et Lung Giao, à quelques kilomètres de Nguyen Binh.

Le colonel Riou, commandant le deuxième territoire, reçoit quelques renforts du Delta : deux sections d'artillerie, deux compagnies de légion étrangère, une compagnie de bataillon d'Afrique et la valeur de trois compagnies et demie de tirailleurs tonkinois. Il lui devient dès lors possible d'organiser une colonne fortement constituée sans dégarnir les postes. Le 28 avril, le colonel Riou a une entrevue à Binh Mang avec le maréchal Sou qui s'engage à interdire aux pirates toutes les routes de Chine.

Une vaste opération de ratissage est alors effectuée; les troupes françaises agissant de l'Ouest à l'Est et du Sud au Nord doivent rabattre les pirates sur le massif du Lung Sung, un groupe de deux compagnies (commandant Faret) les y pourchassera, tandis que des unités de réguliers chinois, franchissant notre frontière, bloqueront les débouchés Nord et Est du massif.

Ce mouvement ne s'exécute pas entièrement selon les prévisions. Des incursions chinoises sont signalées le 4 mai en direction de Ban Cra et de Ha Lang, menaçant directement Cao Bang; une partie des troupes engagées doit faire face à ce nouveau front d'attaque. Cependant, pressés de toutes parts, les pirates parviennent à passer par petits paquets du massif du Lung Sung dans celui du Luu Khu. Pris en chasse par les troupes françaises, ils subissent des pertes sérieuses à Na Giang, et à Son Sien, et sont poursuivis de ce point à Dong Co par le capitaine Ibos. C'est la frontière : ils s'y heurtent aux réguliers, qui perdent eux-mêmes dans un violent combat 16 tués et 22 blessés. Mais le maréchal Sou tient sa parole : les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

petites fractions isolées de pirates sont capturées les unes après les autres, et le commissaire chinois fait procéder à de multiples et rapides exécutions. Dès le 15 mai, la tranquillité règne complètement le long de la frontière française.

*
* *

Après une longue période de calme dans toute l'Indochine, c'est encore une violation de frontières qui amène de nouveaux événements de guerre en 1908. Toutefois, en 1901, les opérations qui se déroulent dans le deuxième territoire militaire n'affectent guère le reste de l'Union : en 1908, au contraire, la longue randonnée entreprise par les bandes chinoises sur le territoire du Tonkin et qui les amènera presque aux portes d'Hanoï mettra toute l'Indochine en effervescence; elle entretiendra ou suscitera de nombreux mouvements de rebellion dans de nombreuses provinces de l'Annam ou du Tonkin.

Ce nouvel état d'esprit des populations indigènes a des causes complexes : tout l'Extrême-Orient tressaille au moment de la guerre russo-japonaise, et la victoire des hommes jaunes sur les Occidentaux exalte l'orgueil de tous les peuples asiatiques aux civilisations millénaires. Par ailleurs le gouvernement français procède en 1907 à d'importantes réductions de troupes, atteignant presque la moitié des effectifs du corps d'occupation; déjà, en 1905 et 1906 les provinces frontières de Mon Cay, Lang Son, Yen Bay et Lao Kay ont été remises à l'autorité civile. Pour les mécontents ne serait-ce pas le moment de relever la tête ? Le loyalisme de l'empereur Than Taï a semblé suspect depuis quelques mois; le souverain ne jouit d'ailleurs certainement pas de la plénitude de ses facultés mentales; l'autorité française croit devoir le faire interner dans son palais le 30 juillet 1907, et l'invite à abdiquer au début de septembre en faveur de son jeune fils Duy Tan. Sans doute ce changement s'effectue sans amener aucun trouble apparent en Annam : mais dans la masse de la population, qui est attachée à sa dynastie et à d'antiques coutumes, il est sûrement l'occasion de commentaires qui ne sont pas toujours favorables à la nation protectrice. Enfin, l'inaction pèse à certains chefs pirates, à qui ne suffisent plus les pensions et les honneurs que leur vaut leur titre de « soumissionnaire » : ils regrettent les équipées et la vie large d'autrefois. L'effervescence qui gagne toute l'Indochine au début de 1908 résulte donc de facteurs variés.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Mais les manifestations en auraient certainement été bien plus vite réprimées si les troupes du corps d'occupation avaient été plus étoffées.

En Annam un mouvement nationaliste a sa source au Japon, où des réfugiés annamites, le prince Cuong De, prétendant au trône, et l'agitateur Phan Boi Chau, ont mis sur pied un plan habile; des sociétés à tendances antifrançaises s'organisent dans les villages sous le couvert d'une organisation commerciale; des souscriptions, des conférences publiques, dont le programme comporte le développement de l'agriculture ou des industries locales, ont pour but inavoué la critique de l'administration du protectorat. Peu à peu, les orateurs font entrevoir l'affranchissement du pays, grâce notamment à l'intervention armée du Japon, véritable défenseur des peuples jaunes. Cette propagande n'a pas partout le même succès. Elle porte surtout ses fruits chez les populations du centre et du Sud-Annam, moins pondérées, plus exubérantes que celles du Nord. La consigne, fort habile, est de ne pas recourir aux armes, ni même à la violence : les manifestations resteront pacifiques, mais le nombre imposant des protestataires devra suffire par lui-même à impressionner l'autorité française.

Ces manifestations débutent au Quang Nam le 9 mars 1908, à la suite de l'arrestation de trois individus suspectés de propagande séditieuse. Elles s'étendent aux provinces de Quang Ngai, de Binh Dinh, et de Hué. Dans l'ensemble, les manifestants se bornent à des démonstrations bruyantes contre les charges fiscales, et la garde indigène suffit pendant plusieurs semaines à maintenir l'ordre, mais des chefs de canton, des notables, des collecteurs de taxes sont maltraités en divers points, et le Gouverneur général se décide à faire appel aux troupes régulières. Il juge en effet qu'il convient d'éviter dans toute la mesure du possible l'usage des armes à feu contre des bandes parfois nombreuses, mais non munies de fusils, et qu'à cette parade de la force populaire annamite il faut répondre en étalant, sans l'utiliser, la force française.

Comme il ne serait pas prudent de dégarnir Hué de sa garnison européenne, un bataillon mixte est envoyé du Tonkin (deux compagnies du 9^{e} colonial, deux compagnies de tirailleurs tonkinois). L'opération la plus délicate consiste à débloquer la population européenne de Binh Dinh, qui s'est réfugiée dans la citadelle de cette place. Généralement la dispersion des manifestants — dont le nombre parfois dépasse 2.000 — se fait pacifiquement. Les troupes doivent cependant utiliser leurs armes à Binh Dinh à deux reprises, et aussi à Bong Son, où un peloton de tirailleurs tonkinois est assailli le 9 mai par les rebelles.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'agitation se calmera peu à peu, et les troupes rejoindront en grande partie le Tonkin vers la fin de juillet.

La situation y est d'ailleurs particulièrement grave. Un véritable complot tramé par quelques sous-officiers indigènes, appartenant surtout à l'artillerie, avait pour but de s'emparer de la place d'Hanoï, et d'exterminer les Français. Une tentative d'empoisonnement de militaires européens du régiment d'artillerie et du 9e colonial échoue[1], mais cause une profonde impression dans la population européenne, qui apprend sur ces entrefaites les multiples incidents se déroulant à la frontière chinoise, et le massacre de plusieurs officiers. La rigueur justifiée avec laquelle la Commission criminelle réprime l'attentat d'Hanoï ramène quelque peu le calme dans la population européenne et indigène.

*
* *

La Chine, humiliée par les puissances occidentales après la guerre sino-japonaise, mal remise des mouvements révolutionnaires de 1900, a suivi à la fois avec envie et fierté les progrès de l'armée jaune sur les champs de bataille de Mandchourie. La Cour de Pékin reste violemment xénophobe. Mais de nombreux intellectuels chinois ont vécu et étudié en Europe, en Amérique, au Japon, et ils se rendent compte de l'état d'anarchie où se débat leur pays. S'ils sont hostiles aux Occidentaux, ils voudraient cependant introduire dans la machine gouvernementale quelques-unes des institutions dont ils ont vu le fonctionnement à l'étranger. La Cour répugne à entrer dans la voie des réformes : dès lors les « *réformistes* » font bien vite figure d'opposants, et leur mouvement ne tardera pas à prendre un caractère antidynastique. Celui-ci se doublera bientôt d'ailleurs, dans le Sud de la Chine, de tendances séparatistes et révolutionnaires sous l'influence d'un Cantonais, le docteur Sun Yat Sen.

La rébellion prend naissance au Quang Si et au Quang Tong, où, en raison de l'éloignement, il est difficile au gouvernement central d'étouffer

---

[1] Le 27 juin dans la soirée, le général commandant supérieur est avisé par la Mission catholique de ce complot, et notamment de l'empoisonnement des militaires européens. Énergiquement soignés, tous les hommes intoxiqués sont rapidement hors de danger. Les cuisiniers avaient versé du datura dans les mets.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

dans l'œuf le mouvement. Sun Yat Sen pense aussi qu'en cas d'échec les troupes républicaines insurgées trouveront au Tonkin un accueil bienveillant de la part des représentants de la grande République des pays occidentaux. Les récentes réductions apportées au corps français d'occupation lui semblent encore une garantie que ses partisans pourront au besoin se créer chez le voisin un asile sûr.

Les provinces chinoises limitrophes du Tonkin seront donc pendant toute l'année 1907 le champ de manœuvre des réformistes. Ils s'y organisent, s'exercent à des coups de main, dont la ville chinoise de Tong Hing, proche voisine de Mon Cay, est plusieurs fois et en pure perte l'enjeu. En novembre 1907, leur entraînement a porté ses fruits, d'autant qu'ils disposent désormais de quelques canons : ils enlèvent les forts de Nam Quan, au nord-est de Lang Son. Les réguliers de la garnison passent eux-mêmes aux rebelles le 2 décembre avec leurs armes et leurs munitions. Cet événement, à quelques centaines de mètres de la frontière française, produit une énorme impression au Quang Si comme au Tonkin.

Les réguliers chinois reprennent d'ailleurs les forts le 9 décembre, et donnent la chasse aux réformistes, dont le gros se retire vers les « Cent mille Monts ». Un certain nombre franchissent la frontière; ils sont aussitôt désarmés et internés. C'est ainsi qu'avait agi la Suisse en 1871 au moment du passage sur son territoire des débris de l'armée de Bourbaki. Mais une telle mesure ne satisfait en aucune manière ni les chefs du mouvement réformiste, ni le gouvernement de Pékin. D'après ce dernier qui invoque les accords franco-chinois de 1895 sur la « police-frontière », les troupes françaises auraient dû coopérer à la destruction des rebelles, comme le fait s'était produit dans le 2e territoire militaire en avril 1901. Quant aux réformistes ils avaient escompté un accueil favorable en raison de leurs tendances politiques.

Enfin, cet incident démontre aux autorités françaises que si le mouvement se généralise tout le long de la frontière, les effectifs, tout récemment réduits par mesure budgétaire, seront vite dans l'impossibilité matérielle de procéder soit au désarmement, soit à la poursuite des rebelles cherchant un refuge en territoire français.

C'est précisément l'éventualité qui va se produire. Les réformistes, chassés du Quang Si et du Quang Tong, essaient de transporter l'insurrection du côté du Yunnan. Le 30 avril 1908, ils s'emparent de Ho Kéou, en face de Lao Kay, se dirigent sur Mong Tseu, mais, repoussés, ils se rejettent vers l'Est, en direction de la frontière tonkinoise, qu'ils atteignent

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le 29 mai. Ils demandent au capitaine de Marquessac, commandant le poste de Muong Khong, l'autorisation de traverser en armes le territoire français pour rentrer éventuellement en Chine. Cette autorisation leur ayant été refusée, talonnés par des forces supérieures, ils font irruption au Tonkin le 2 juin.

Malgré un renforcement de trois compagnies dans cette région en mai, la densité des troupes est très faible : deux compagnies et demie occupent Lao Kay, gros centre sur le Fleuve Rouge et point important de la voie ferrée du Yunnan, mais les cinq postes de Ban Phiec, Ban Lao, Ke Chou, Muong Khong et Pha Long, échelonnés sur un arc de cercle de 70 kilomètres en pays montagneux, ne comportent au total que trois compagnies et demie. Pha Long n'est occupée que par une section de tirailleurs tonkinois, commandée par le lieutenant Weygand.

Celui-ci s'interpose au village de Lao Kha (à un kilomètre à l'intérieur du Tonkin) entre les réguliers et les réformistes, et désarme sans difficulté un noyau d'une centaine de ces derniers. Mais, furieux de cette intervention, les réguliers au nombre de 7 à 800, massacrent le lieutenant et plusieurs tirailleurs, et le soir même accueillent à coups de fusil le capitaine de Marquessac accouru de Muong Khong avec un peloton de tirailleurs. Prévenus télégraphiquement, les détachements de Bhan Phiec, Ban Lao et Ke Chan rallient aussitôt Pha Long : les réguliers repassent en Chine. Ce rassemblement de troupes le 4 juin à Pha Long, où leur tâche est terminée, a pour effet de dégarnir tout le reste de la frontière entre ce poste et Lao Kay. Les réformistes, qui se sont dissimulés aux abords de cette partie de la frontière, profitent d'une telle occasion pour passer au Tonkin, au nombre de plusieurs centaines; obligés de piller pour se ravitailler, ils ne tardent pas à y commettre toutes sortes d'exactions.

Il faudra mener contre eux pendant plus de six mois toute une série de colonnes très pénibles qui aboutiront enfin à leur capture ou à leur destruction.

*
* *

Les réformistes, reprenant de l'assurance à mesure que leur nombre grossit, ne cachent plus leur intention de rester au Tonkin et de rejoindre leurs compatriotes établis dans la région de Cho Chu sous l'égide de Luong Tam Ky. Évitant Pa Kha, ils se dirigent sur Luc An Chau, où ils ont de nom-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

breuses intelligences parmi les anciens pirates.

Deux compagnies de tirailleurs de la province de Lao Kay leur donnent la chasse, par Pa Kha et Ban Lieu. Les chefs des provinces civiles de Yen Bay et Tuyen Quang, peu soucieux d'une intrusion des réformistes sur leur territoire, se hâtent de réquisitionner des détachements de troupes régulières qui viennent former barrage, de concert avec la garde indigène, sur toutes les voies d'accès par où peuvent se présenter les Chinois. De son côté, le chef de bataillon Lecreux, commandant le 3e territoire militaire, pousse une reconnaissance de Xin Men vers Lan Co Loum, pour leur fermer la route de Hoang Su Phi. Tous ces mouvements aboutissent en définitive à disséminer 6 à 7 compagnies, qui sont réparties en de multiples détachements opérant chacun pour leur compte.

Deux de ces détachements — le peloton Eymard venant de Ban Lieu, et le peloton Reynaud venant de Xin Men — font leur jonction à Na Sinh, le 17 juin. Les renseignements des habitants sont formels : les réformistes se sont réfugiés dans le cirque de Ban Mang. Bien que les tirailleurs soient exténués, les deux officiers décident de poursuivre leur route, et ils arrivent le 18 au soir au contact des Chinois. Une partie de la bande se laisse désarmer, mais les principaux chefs se refusent à abandonner leurs fusils, et dans la nuit ils viennent réclamer ceux qui ont été livrés la veille. Cette demande n'est pas accueillie.

Le 19, au petit jour, alors que les tirailleurs, harassés des marches fatigantes des jours précédents, sont encore endormis, les réformistes les assaillent brusquement. Les deux lieutenants sont tués dès le début, et avec eux deux sous-officiers européens et 23 tirailleurs; 31 tirailleurs sont blessés. Il y a 19 disparus, très vraisemblablement tués.

L'incident de Pha Long, uniquement imputable aux réguliers chinois, n'avait pas modifié l'opinion générale des Français du Tonkin, jusque-là assez favorable aux réformistes : mais le guet-apens de Ban Mang ne laisse plus de doute sur la conduite à tenir à leur égard. Le Gouverneur général prescrit de les combattre sans arrêt; le général commandant supérieur, à qui n'a pas échappé le danger résultant de l'absence d'une direction supérieure et du manque de coordination des efforts de tous ces détachements dispersés, a d'ailleurs placé ceux-ci dès le 14 juin sous le commandement unique du commandant Lecreux.

Le commandant Lecreux se porte le 18 juin de sa personne à Yen Binh Xa, position qui commande deux voies de pénétration intérieure, l'une au Sud par Luc An Chau et le Song Chay, l'autre à l'Est par Vinh Thuy et la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Rivière Claire. Il s'occupe d'y concentrer les détachements épars dans les environs. Le 21, il apprend à la fois le guet-apens de Ban Mang et l'approche du gros de la bande. Les pirates au nombre de 7 à 800 se présentent en effet devant le poste au cours de la journée : mais toutes les dispositions ont été prises pour les recevoir, et le feu des 350 tirailleurs qu'a pu réunir le commandant Lecreux leur cause des pertes si fortes qu'ils se débandent, et rentrent en forêt. Ils se reconstituent péniblement en deux groupes qui vont suivre désormais deux destinées différentes.

Le plus faible, de 200 à 300 hommes, s'élève au nord de Yen Binh Xa, et gagne le Pou Nam Khan, massif boisé et difficile qui s'étend entre Bac Quan et Hoang Su Phi.

Le commandant Lecreux se crée un groupe de manœuvres avec trois compagnies de tirailleurs tonkinois et un peloton de légion étrangère. Il dispose en outre des partisans Mans de cette région, qui lui rendent les meilleurs services. Talonné par les troupes, le groupe du Nord se divise lui-même en deux nouvelles fractions, dont l'une cherche un refuge dans le massif de Cao Mot, au sud de Bac Quang. Les Mans leur y livrent une guerre d'embuscade acharnée; errant de village en village par petits paquets, en butte au tir des partisans, les pirates se rendent les uns après les autres. Quant à la fraction restée dans le Pou Nam Khan, elle se décide, sous la menace de l'encerclement des troupes régulières, à repasser la frontière par le col de Tien Tsong le 27 juillet.

Les opérations ont duré un mois et amené la destruction de ce groupe, sans pertes du côté français.

Il n'en sera pas de même de la poursuite entamée contre le groupe de 500 fusils environs, qui de Yen Binh Xa a pu le 21 juin reprendre sa marche vers Luc An Chau.

Le commandant Muller, de la Légion étrangère, est chargé de le détruire, il a sous ses ordres trois compagnies et demie de légion, deux compagnies de tirailleurs tonkinois, et dans la suite une compagnie du 9^{e} colonial. Cette colonne est un peu lourde, en raison de la prédominance de l'élément européen. En outre, opérant en territoire civil, le commandant Muller ne peut utiliser le concours de partisans dressés et dévoués. Les réformistes possèdent au contraire des sympathies agissantes dans la population chinoise de la région de Luc An Chau.

Ils sont cependant bloqués pendant quelques semaines dans le massif du Con Voi, qu'ils évacuent le 20 juillet pour gagner la forêt de Lang Chap. Le 30 juillet, deux compagnies (Buy du 9^{e} colonial, Fleury du 1er Tonki-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

nois) les prennent en chasse, mais près du village de Lang Nu, le 31 au matin, la compagnie Fleury tombe dans une embuscade. Le capitaine Buy arrive sur ces entrefaites, et essaie d'enlever le repaire, devant lequel en guise de trophées les Chinois ont accroché les têtes des capitaines Fleury et du lieutenant Delattre, tués deux heures plus tôt. Faute de munitions, le détachement rétrograde sur Pho Rang dans la soirée. Les pertes sont de 8 tués, dont deux officiers, 11 blessés dont un officier.

*
* *

Les pirates se rendent compte de l'impossibilité de gagner Luc An Chau, et de descendre la vallée du Song Chay. Une porte leur est ouverte vers le Nord. C'est alors que deux fonctionnaires indigènes révoqués, Hoang Van Quan et son frère Hoang Van Dong, les rejoignent le 7 août près de Nhé Do, et les persuadent de gagner la région de Ban Koa, dans le 3e territoire, où ils leur amèneront un renfort de 200 fusils recrutés par les Méos.

Le 23 août, ce groupement de 6 à 700 bandits attaque le poste de Hoang Su Phi; le capitaine Bonnet n'y dispose que de 80 tirailleurs. Il résiste vaillamment pendant plus de trois jours, tuant ou blessant une soixantaine de Chinois, et donnant ainsi au commandant Lecreux le temps d'intervenir.

A l'approche de ce dernier, la bande se replie à l'est de Hoang Su Phi, dans le village de Ban Koa, et y établit une solide position fortifiée.

Les premières tentatives du commandant Lecreux pour s'en emparer, le 30 août, échouent, faute d'artillerie. Il faudra attendre l'arrivée d'une section de montagne envoyée de Dap Cau. Le 14 septembre, impressionnés par les éclatements d'obus, les Chinois évacuent leur repaire en désordre sans attendre l'assaut. La bande se trouve scindée en deux groupes distincts.

Le commandant Lecreux repousse vers le Nord l'un d'eux qui, bousculé sans arrêt, repasse la frontière au nord de Man Mei.

Se retournant alors vers le groupe du Sud, il les atteint à Nam Kic le 22 septembre, à Bang Yang le 23. Traqués de repaire en repaire, les pirates s'enfuient en petites fractions vers la Rivière Claire, la franchissent à Ban My, pénètrent dans la province de Tuyen Quang, et gardent comme objectif Cho Chu. Luong Tam Ky leur a d'ailleurs envoyé des émissaires pour les guider.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

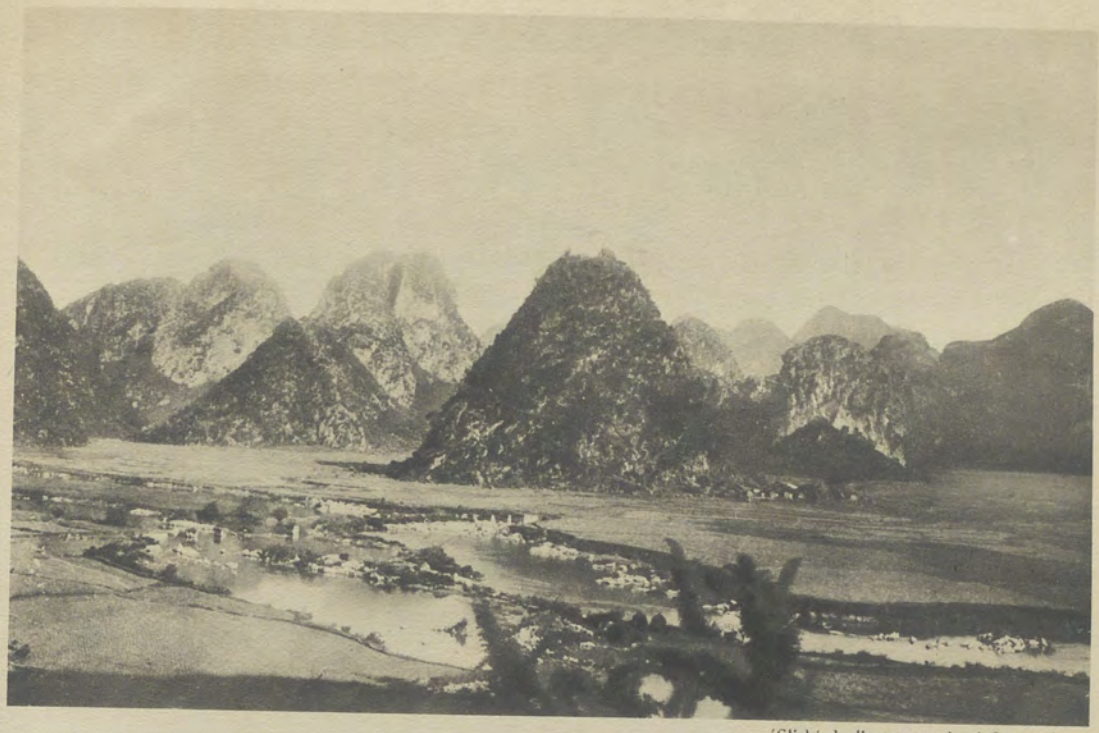
*
* *

Il ne reste plus aucune bande organisée dans le 3e territoire militaire. Un nouveau groupe de manœuvre est alors constitué, à partir du 10 octobre, dans la province de Tuyen Quang, sous les ordres du commandant Juchereau de Saint Denys, de la Légion étrangère. Il dispose d'environ 400 légionnaires ou tirailleurs tonkinois, de 120 gardes indigènes, et d'une centaine de partisans.

Cette colonne présente un certain caractère de décousu du fait que la bande se désagrège, se reconstitue, change souvent de direction pour en revenir toujours à celle de Cho Chu. En outre, la population indigène terrorisée par les pirates n'est d'aucune ressource pour le commandement : les renseignements qu'elle lui fournit sont la plupart du temps erronés, alors que les pirates n'ignorent rien généralement des mouvements des troupes françaises. C'est ainsi qu'à Yen Thin et Nha Lai ces dernières viennent frapper dans le vide, les bandits ayant été prévenus de leur approche. Cependant à Kouei Lei, le 30 octobre, ceux-ci sont complètement surpris par un détachement français, perdent des tués et des blessés, et se rejettent dans le massif du Pou Kouei Hai. Luong Tam Ky, qui juge leur cause perdue, leur conseille de demander leur soumission, et par son intermédiaire une sorte d'armistice de trois jours est conclu. Mais les pirates en profitent pour s'échapper. Le 14 novembre, ils pillent le village de Ha Luong, et se rejettent vers le Sud-Ouest pour gagner le massif alors presque impénétrable du Tam Dao. De là ils espèrent pouvoir rejoindre au Yen The le De Tham, qui a recommencé ouvertement à s'agiter.

En raison des difficultés de pénétration et de l'étendue du Massif du Tam Dao, un deuxième groupe de manœuvre est organisé à Bac Ninh sous les ordres du commandant Desdouis, du 3e Tonkinois. Mais dès le 17 novembre, un détachement de gardes indigènes et de partisans rattachés à ce groupe de manœuvre tombe dans une embuscade, et perd plusieurs tués et blessés. Le général commandant supérieur décide alors d'augmenter les moyens mis en œuvre pour en terminer avec les réformistes, dont la présence à une quarantaine de kilomètres de Hanoï finit par impressionner la population européenne, et il donne la direction des opérations au colonel Bataille, commandant la 2e brigade à Bac Ninh.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



(Cliché du lieutenant-colonel GILLIER.)

Le blockhaus de Pac Muong.

(Cliché du lieutenant-colonel GILLIER.)

Le poste de Quang Uyen.

POSTES MILITAIRES DU HAUT TONKIN.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Le colonel Bataille dispose sur chaque flanc de la montagne du Tam Dao une colonne de 7 à 800 fusils, commandée celle de l'Ouest par le commandant Juchereau de Saint-Denys, celle de l'Est par le commandant Desdouis. Chaque colonne est divisée en quatre groupes de manœuvres de 150 à 200 fusils, comprenant en principe une compagnie de tirailleurs tonkinois et une section de troupes européennes (légion étrangère ou infanterie coloniale). Deux de ces groupes sont chargés de pourchasser la bande en se relayant : chaque groupe pris isolément compte un nombre de fusils à peu près équivalent à ceux dont disposent les réformistes, il ne peut donc y avoir de surprise; les deux autres gardent les issues du massif du Tam Dao, et surtout, en occupant par des fractions de 50 à 60 hommes les villages les plus importants, ils mettent ceux-ci à l'abri des incursions des pirates et gênent le ravitaillement de ces derniers. Les indigènes, sachant leur famille et leurs biens protégés efficacement par les troupes françaises, n'hésitent pas à prendre leurs fusils, et à se lancer eux-mêmes dans la montagne, où ils précèdent et flanquent les groupes de manœuvre. Un roulement établi entre les quatre groupes de manœuvre de chaque colonne permet de donner à chacun d'eux le repos nécessaire entre deux expéditions dans la montagne.

Cette tactique donne rapidement d'excellents résultats : les pirates, affaiblis dans des rencontres journalières, s'émiettent en un essaim de fuyards démoralisés, que les partisans traquent et détruisent peu à peu. Le 27 novembre, Ly Loc, le chef qui a été l'animateur de la bande depuis son entrée au Tonkin, est tué. Les derniers réformistes viennent se rendre pour obtenir la vie sauve.

Le 20 février 1909, les troupes mises à la disposition du colonel Bataille rejoignent leur garnison. Elles ont rempli intégralement la tâche qui leur était assignée.

*
* *

Une nouvelle mission a été confiée au colonel Bataille dès le mois de janvier, celle d'occuper le Yen The, petit territoire formant un triangle équilatéral de 8 kilomètres de côté et qui constitue le fief du De Tham.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

En dépit de bruyantes protestations de fidélité, le soumissionnaire de 1897 n'en est pas moins demeuré le chef occulte de tous les mécontents, et ses domaines donnent asile à de nombreux malfaiteurs. Son double jeu apparaît nettement en 1908 à la suite des troubles d'Annam et du complot d'Hanoï : les enquêtes menées à ce sujet établissent ses relations avec les instigateurs de ces mouvements. Le Gouverneur général, M. Klobukouski, se décide à ne plus tolérer un État dans l'État.

Le De Tham a droit à une garde personnelle de 25 partisans en armes. Dans la réalité il dispose d'environ 200 bandits bien armés, et bien approvisionnés de munitions. Cependant, les renseignements que l'on possède sur ses forces sont assez vagues, et comme il importe pour le prestige de la France de ne pas échouer dans une nouvelle tentative au Yen The, le colonel Bataille reçoit le commandement d'un ensemble de troupes relativement élevé :

Cinq compagnies européennes : (Quatre compagnies et demie, et une section de mitrailleuses, d'infanterie coloniale; un peloton de légion étrangère);
Cinq compagnies de tirailleurs tonkinois;
Une batterie de 80 de montagne et une batterie montée de 75;
Une compagnie du génie;
Un peloton de cavaliers (dépôt de remonte).

La colonne comporte en outre un état-major et des services de l'Intendance et de Santé.

Le colonel Bataille met en pratique les enseignements de la récente campagne du Tam Dao : deux groupes mobiles envahiront inopinément le Yen The, pendant qu'une autre fraction des troupes constituera autour de cette région un réseau de postes ayant pour but de rassurer les populations, d'empêcher le ravitaillement des rebelles, et de s'opposer à leur fuite.

Chaque groupe mobile comprend :

Une compagnie d'infanterie coloniale;
Une compagnie de tirailleurs tonkinois;
Une section de 80 de montagne;
Une demi-compagnie du génie;
Des partisans (une centaine).

L'un des deux groupes, celui du commandant Mayer, est renforcé d'une

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

section de mitrailleuses. Ils sont concentrés le 29 janvier, le groupe Mayer à Nha Nam, le groupe Le Canu à Bo Ha. Les autres troupes sont réparties en quatre secteurs de surveillance autour du Yen The :

Bac Le, et la voie ferrée (deux compagnies et demie environ);
Mo Trang (une compagnie environ);
Cho Phong (une compagnie environ);
Ha Chau (une compagnie, une section de 80 de montagne).

Le secret est une des conditions du succès, et à cet égard toutes les dispositions sont prises : les unités, parties de directions diverses, sans connaître elles-mêmes leur destination exacte (on a répandu le bruit que les troupes se rendent au camp de Tong pour y exécuter des écoles à feu) arrivent toutes à l'heure prévue aux points fixés. Mais une attaque inopportune de la Garde indigène engagée le 29 au matin, sur l'initiative du délégué de Nha Nam, et suivie d'un échec complet, prévient le De Tham des intentions des Français. Celui-ci prend immédiatement la brousse. Les groupes Mayer et Le Canu entrent sans difficultés dans les repaires abandonnés de Cho Go et Am Dong, et le 30 janvier le colonel Bataille établit son poste de commandement à Cho Go, dans la résidence même du De Tham.

Le problème n'est qu'en partie résolu : certes le Yen The est occupé, et dès le premier jour marsouins et tirailleurs se mettent au travail pour la construction de postes qui concrétiseront l'intention bien arrêtée du Gouvernement général de ne plus évacuer ce territoire. Mais la bande du De Tham reste intacte, on ne possède que peu de renseignements sur la direction qu'elle a prise : la poursuite s'annonce comme malaisée.

Les reconnaissances marchent donc quelque peu à l'aveuglette. Le groupe Le Canu se heurte le 1er février à Rung Tre au gros des forces du De Tham, le 11 février le groupe Mayer engage un combat avec une fraction commandée par deux de ses fils, Ca Rinh et Ca Huynh, combat à la suite duquel ce dernier se sépare du reste des pirates. Le 21 février, une reconnaissance combinée des groupes Mayer et Le Canu tombe le 21 février à Don Den sur des retranchements solidement occupés. Les difficultés du terrain arrêtent longtemps l'élan des troupes, et occasionnent quelques pertes, 5 tués et 13 blessés, dont le capitaine Teissier, chef d'état-major de la colonne, et le lieutenant Beneyton.

Cependant, les bandits éprouvent les plus graves difficultés à se ravitailler, et sont obligés de se disperser, ce qui les met fréquemment à la

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

merci des partisans ou des reconnaissances des troupes régulières. Dès le 11 février, un repaire en dehors du Yen The, à Sau Qua, est enlevé après une excellente préparation de l'artillerie. Un secteur de Cho Go est constitué le 1er avril avec les troupes du Yen The, sous les ordres du commandant Vautravers et il n'y aura plus aucun engagement sérieux à partir du 16 avril. Le 1er mai, 26 pirates ont fait leur soumission, 15 ont été capturés, les corps de 44 autres ont été identifiés, d'autres sont certainement mis hors de combat par des blessures ou ont abandonné la cause du De Tham. Les opérations dans le Yen The sont considérées dès lors comme terminées : elles ont coûté 29 tués (dont 7 Européens), 74 blessés (dont 5 officiers et 24 Européens).

*
* *

Le calme cependant ne renaît pas dans le Delta. Le De Tham circule entre la province de Bac Giang et celle du Phuc Yen, et sa présence est signalée au début de juin à moins de 15 kilomètres d'Hanoï.

Le 5 juillet, un Français, M. Voisin, est enlevé sur la route de Thai Nguyen. Le prestige du De Tham, bien chancelant après le 21 février, s'est brusquement rétabli. Aux yeux des indigènes, il apparaît une fois de plus comme le vieux chef insaisissable qui a toujours su résister aux Français. La piraterie s'est transplantée du Yen The, région pauvre, au Phuc Yen, province riche et peuplée.

Le Gouverneur général décide aussitôt de réentreprendre des opérations en vue d'obtenir la délivrance de M. Voisin et d'en finir avec les pirates, dont la proximité d'Hanoï influe d'une manière fâcheuse sur l'état d'esprit de la population européenne et aussi de la population indigène.

Une colonne est constituée de deux compagnies du 9e colonial et de deux compagnies de tirailleurs tonkinois sous les ordres du commandant Chofflet : c'est la saison chaude, et les troupes souffriront particulièrement des rigueurs du climat, d'autant plus que l'incertitude régnant sur la position de la bande les oblige à de fréquentes marches et contre-marches. Le 22 juillet, à Da Phuc, le commandant Chofflet apprend la présence d'une importante fraction vers Xuan La, point sur lequel il concentre aussitôt ses troupes; mais ces dernières n'arrivent que tard dans la soirée, et pendant la nuit les pirates trompent la surveillance et évacuent le village. Le 25, leur trace est retrouvée : gênés dans leurs mouvements par

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

la présence de M. Voisin, ils abandonnent leur prisonnier à Krin Anh, et se portent sur Hien Long. Le commandant Chofflet reprend le contact; craignant comme le 22 de voir la bande s'échapper à la faveur de la nuit, il décide de faire l'attaque du village à 4 heures de l'après-midi. Il dispose d'environ une compagnie et demie, d'un détachement de garde indigène, et d'une section d'artillerie. Le capitaine Pertuis tente en vain de pénétrer dans le village, mais il est arrêté par des mares et des haies de bambous parfaitement flanquées. Les pertes sont fortes : 13 tués, dont le capitaine Pertuis, et 20 blessés, tous Européens (à l'exception d'un garde indigène). Le commandant Chofflet fait replier les troupes, et enlever les morts et les blessés. Le lendemain, le village est trouvé évacué.

Dans les journées qui suivent, d'autres engagements auront lieu à Bach Da, à Thuong Yen; les troupes sont exténuées. En vue de soulager les Européens d'un service aussi pénible en pleine chaleur, et par ailleurs pour agir plus efficacement sur la population indigène, toujours intimidée par la présence proche des pirates, le Gouverneur général a décidé dès la fin de juillet l'intervention d'un haut mandarin auquel des moyens de répression empruntés à la législation annamite permettront de modifier l'attitude des indigènes. Le Tong Doc de Haï Duong, Le Hoan, est intronisé *Kham Sai,* c'est-à-dire délégué spécial de l'Empereur d'Annam : il a autrefois rendu les meilleurs services dans des fonctions analogues auprès du colonel Pennequin contre le chef De Kieu.

Le *Kham Sai* dispose de 400 partisans, dont le rôle est de rechercher le contact des pirates et de le conserver jusqu'à l'arrivée des troupes régulières. Mais à l'affaire de Thuong Yen, où les troupes françaises eurent 3 tués et 6 blessés dont le lieutenant Terraz, les partisans n'ont pas occupé le poste qui leur était assigné; la bande peut s'enfuir et le commandant Chofflet les rend responsables de cet insuccès. En raison des conflits d'attribution s'élevant entre ce dernier et le *Kham Sai,* et aussi de la nécessité de relever les compagnies européennes, la colonne est réorganisée.

Le commandant Bonifacy réussit en septembre à chasser les pirates du Phuc Yen; en vue de leur en interdire de nouveau l'accès, des postes de garde indigène sont installés au fur et à mesure de la progression des troupes régulières. En octobre, le De Tham s'est retranché au Nui Lang, sur la rive gauche de la Rivière Claire. Son repaire est fortement organisé, et l'artillerie doit intervenir. L'assaut nous coûte cher, 17 tués, dont 7 Européens, et 35 blessés dont le lieutenant Gressin, et d'ailleurs les pirates profitent de la nuit pour s'enfuir. Mais ils semblent démoralisés, et beau-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

coup de soumissions se produisent, notamment celle du fils et premier lieutenant du De Tham, Ca Rinh. Le De Tham n'ayant plus avec lui que quelques fidèles passe dans la province de Thai Nguyen pour se rapprocher du Yen The. Ses fidèles sont tués ou pris les uns après les autres. La colonne Bonifacy est dissoute le 9 décembre 1909.

Dans les mois qui suivront auront lieu de nouvelles soumissions. Toutefois c'est seulement en février 1913 que la tête du De Tham, mise à prix dès le début de 1909, pourra être exposée au marché de Nha Nam. Il fut trahi par deux Chinois qui avaient su gagner sa confiance de longue date.

*
* *

En même temps que les troupes eurent à soutenir en 1909 une longue campagne de onze mois contre le De Tham, il fallut aussi réprimer quelques mouvements locaux, plus ou moins liés d'ailleurs à l'agitation provenant de la rebellion du Yen The. De nombreux détachements sillonnent le Luc Nam, le Dong Trieu et la région d'Hoa Binh, où plusieurs combats permettent de détruire la bande du chef Kiem. L'incident le plus grave est celui de Ban Lao dans la région de Lao Kay, où s'établit un groupe de 120 réguliers chinois révoltés à la fin de décembre 1909. C'est seulement après plusieurs combats, au cours desquels le capitaine Mosse est tué, le lieutenant Zweiss blessé, que les derniers déserteurs se rendent ou repassent au delà de la frontière le 20 janvier 1910.

Les années qui précèdent la Grande guerre sont encore marquées par des mouvements de rébellion, qui ont leur origine en Chine, chez les populations Méos de la région de Don Van, dans le 3e territoire militaire. Le lieutenant-colonel Mortreuil par quelques actions énergiques et des mesures politiques appropriées (notamment le remplacement, dans les cantons Méos, des chefs thos impopulaires par des chefs méos), fait rentrer dans le devoir ces populations. A la même époque ont lieu en Cochinchine et au Cambodge quelques tentatives en vue de provoquer une insurrection, et en avril 1913 au Tonkin des jets de bombes — dont l'une tue les chefs de bataillon Mongrand et Chapuis à la terrasse de « Hanoï Hôtel » — montrent l'importance de ce mouvement politique, qui possède à sa tête le prétendant Cuong De et Phan Boi Chau. Un grand nombre de condamnations à la peine capitale ou aux travaux forcés sont prononcées.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

Dans la période de 1897 à 1914 quelques opérations, et notamment celles de 1908-1909, sont comparables par leur ampleur et l'importance des effectifs mis en jeu à celles qui se sont déroulées à l'époque des Pennequin, des Vallière et des Gallieni, et il n'est pas inutile de considérer comment la tradition des grands maîtres s'est perpétuée.

Les préceptes et les enseignements de la période héroïque ont été bien vite oubliés. On en est revenu aux « petits paquets », à la dissémination des troupes en de multiples détachements, qui sont tout juste capables de défendre un poste quelques heures, mais sur lesquels il est dangereux de prélever le moindre effectif pour organiser une poursuite. On procède de nouveau par colonnes en « coups de lance »; dès que les dernières troupes françaises ont tourné les talons, les pirates ont beau jeu, et avec la complicité des populations qu'ils terrorisent, ils restent les maîtres de la situation. Les colonnes Muller, en juillet 1908, Juchereau de Saint-Denys en octobre-novembre 1908, Chofflet en juillet-août 1909, sont des courses aux bandits, dans lesquelles ceux-ci ont toujours le dernier mot. Parfois des principes élémentaires de la sûreté en station ou en marche sont oubliés : c'est le cas des détachements des lieutenants Reynaud et Eymard dans le guet-apens de Ban Mang, où la fatigue des troupes a entraîné un relâchement du système de surveillance au cours de la nuit; c'est encore le cas de la poursuite des bandits dans la forêt de Lang Chap : le capitaine Fleury et le lieutenant Delattre, marchant en tête de leur unité, sont tués presque à bout portant, sans que des éléments d'avant-garde aient éventé l'embuscade des pirates.

Au contraire, le succès couronne les efforts des Français dès qu'on en revient aux vrais principes de la guerre coloniale, ou même de la guerre tout court. Le commandant Lecreux n'engage le combat qu'après avoir réuni des effectifs qui lui permettent d'éviter toute surprise et d'infliger des pertes sérieuses à l'adversaire, et lors du siège d'Hoang Su Phi, la défense est assez habilement préparée par le commandant du poste pour lui permettre de tenir pendant trois jours jusqu'au débloquement. Au Tam Dao, les dispositions du colonel Bataille visent à ne jamais laisser au contact des pirates des effectifs qui leur soient inférieurs en nombre.

Une autre caractéristique de ces diverses affaires, c'est le manque de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

liaison qui se manifeste à de nombreux échelons, et qui a pour origine une sorte de méfiance entre les divers organismes se partageant la responsabilité des opérations. Toute cette période est encore sous le signe de «l'extraordinaire atmosphère de méfiance» qui étonnait si fort le commandant Lyautey à son débarquement au Tonkin.

Méfiance chez les chefs de province : chacun organise à son gré la défense propre de son territoire contre toute incursion des pirates, source d'ennuis d'ordre administratif; l'essentiel est de rejeter ces indésirables chez le voisin. Chaque province s'entoure ainsi d'un réseau protecteur de petits postes de gardes indigènes ou de troupes réquisitionnées, et pour le commandant du 3e territoire, par exemple, la poursuite des pirates dans la province de Tuyen Quang en juin 1908 ou celle de Yen Bay en octobre 1908 entraînait des complications plus grandes que s'il se fût agi pour lui d'opérer en Chine d'accord avec le «commissaire chinois de police-frontière». Ces réquisitions de troupes, faites au petit bonheur, constituent d'ailleurs une des causes de la dispersion des unités.

Méfiance réciproque ou tout au moins manque d'entente entre l'autorité civile et l'autorité militaire. La garde indigène, et en août 1909 les partisans du *Kham Sai,* ne se plient pas toujours aux exigences des horaires et des itinéraires indiqués dans les ordres d'opérations. Le désir d'enlever aux troupes régulières l'honneur et la satisfaction de capturer le De Tham pousse aussi des fonctionnaires à un véritable acte d'indiscipline : un détachement de la garde indigène de Nha Nam lance une opération, d'ailleurs malheureuse, contre le De Tham le 29 janvier, la veille du jour où doit se dérouler par surprise et toutes forces réunies l'attaque du Yen The. L'alarme est donnée : cette tentative inopportune a peut-être retardé de quatre ans la capture du chef pirate, et se trouve ainsi à l'origine des nombreuses pertes occasionnées par les colonnes de 1909 et de 1910[1].

Méfiance de l'élément européen à l'égard de la population indigène. Un vent de panique souffle à certains jours sur la population européenne des grandes villes, notamment au moment du complot d'Hanoï en juin 1908. Les autorités civile et militaire s'ingénient à calmer ces angoisses en affec-

[1] Cet incident est à rapprocher de celui du 18 mai 1894, au cours duquel M. Muselier, résident de Bac Ninh, sans attendre l'arrivée d'un chef de bataillon et des troupes régulières de Phu Lang Thuong, entreprit, malgré l'avis formel du général Duchemin, une attaque contre le De Tham. Cette attaque sans résultat coûte 3 tués, dont un garde principal de la garde indigène, et 20 blessés, dont M. Muselier lui-même.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tant la tranquillité : pendant que la moitié du 3e régiment de tirailleurs tonkinois participe à des opérations dans la moyenne ou la haute région, l'autre moitié exécute des manœuvres dans le Delta, absolument comme dans une période normale, et le 17 novembre, lorsque les circonstances obligeront à confier la direction d'ensemble des opérations contre les réformistes au colonel Bataille, il faudra rappeler celui-ci de la région d'Haïphong où il dirigeait des exercices de cadres. Toutefois, au cours de ces diverses manœuvres — et c'est là où reparait la méfiance — il était prescrit, pour les cantonnements dans les villages, de retirer chaque soir aux troupes leurs cartouches à blanc et de les remplacer par des cartouches à balles, et pendant la nuit chaque unité devait veiller à sa sécurité comme en campagne.

Méfiance dans l'armée même à l'égard des militaires indigènes, dont quelques-uns d'ailleurs ont trempé dans le complot d'Hanoï. La proportion des troupes européennes dans les diverses colonnes atteint celle des troupes indigènes, ou lui est supérieure, ce qui ne s'était plus produit depuis près de vingt ans.

Méfiance encore de la population indigène à l'égard des Français. En cas de désobéissance, ceux-ci se contentent d'infliger des amendes, les pirates coupent le cou; il vaut donc mieux désobéir aux Français qu'aux pirates. Cette mentalité trouve son point d'appui dans l'impossibilité matérielle où, par suite de leurs faibles effectifs, les troupes françaises sont d'assurer la protection efficace des villages contre les incursions des bandes. Le colonel Bataille écrit dans un rapport sur les opérations du Tam Dao, au sujet de la population de cette région :

« Les villages de la plaine sont peuplés de Thos, de Mans et d'Annamites : la proportion de ces derniers diminue rapidement au fur et à mesure que l'on s'élève dans la montagne. Les uns et les autres, plus ou moins alliés ou affiliés aux bandes chinoises nous sont peu favorables : c'est par un Man que la bande des pirates est informée, le 16 et le 17 novembre, de tous les mouvements des groupes Barbassat et Primault lancés à leur poursuite, alors qu'il devint parfois très difficile aux officiers de recruter des guides, et des coolies-trams, même en payant à l'avance une partie du salaire. Les mieux disposés à notre égard préfèrent, encore, obéir aux injonctions des bandits que nous seconder : car ils craignent leurs représailles, qui furent cruelles à l'égard de quelques villages, trop peu empressés à leur faire parvenir, dans la montagne, le tribut demandé. »

D'ailleurs, les pirates ne craignaient pas d'user à la fois des arguments

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

directs par des menaces de châtiments, et de leurres mensongers par des exagérations manifestes sur l'importance de leurs forces. On a trouvé dans un repaire du Tam Dao une lettre en caractère chinois destinée aux chefs indigènes de la région :

« Tous les soldats de notre arrière-garde sont près d'arriver. Déjà M. Hoang a envoyé plus de 200 hommes qui sont arrivés à Cho-Chu, et sont près d'arriver ici. De suite, nous commencerons les affaires. Tous les chefs de canton et ly-truongs de votre circonscription doivent apporter des vivres pour nos soldats. S'ils ne veulent pas obéir à mes ordres, dites-le aussitôt par un avis secret, et j'enverrai mes soldats les battre, je n'ai pas autre chose à dire, et vous souhaite la paix ». C'était signé : « Le général en chef du Yunnan et du Kouey Chéou ».

L'étalage de ce titre superbe de « général en chef du Yunnan et du Kouey Chéou » pourrait paraître une supercherie bien grossière à l'égard des populations tonkinoises. Il est cependant permis de penser qu'il réalisait l'effet cherché, tant est grande la naïveté de l'indigène, et aussi bien souvent celle de l'Européen. Car cette méfiance réciproque entre Français, ou entre les Français et leurs protégés, a comme contre-partie une véritable admiration sentimentale des uns et des autres à l'égard des perturbateurs. Jusqu'à l'attentat de Ban Mang, les réformistes doivent à leurs tendances politiques de bénéficier d'une indulgence qui sera sans doute à la base de la trop grande confiance dont feront preuve à leur égard les lieutenants Eymard et Reynaud. Le prestige des Luong Tam Ky et des De Tham est fait, pour une large part, de l'engouement manifesté à leur égard par des Français : certains tirent gloriole de leur avoir rendu visite dans leur fief, ou de les avoir reçus à leur table. Les chefs pirates, photographiés maintes fois au milieu de groupes de fonctionnaires, d'officiers, de Françaises, exploitent habilement auprès des populations indigènes ces sortes d'hommages, qui consacrent leur puissance aux yeux de tous.

*
* *

Si, parmi les divers commandants de colonne de cette période, le colonel Bataille occupe incontestablement le premier rang, c'est qu'une connaissance approfondie des hommes et des choses du Tonkin, datant de l'époque de la conquête et de la répression de la grande piraterie, lui a permis de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché de *l'Illustration.*)

Le Dé Tham avec son fils se laisse photographier aux côtés d'un resident français.

(Cliché de *l'Illustration.*)

Un des fortins du Dé Tham.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

saisir les causes psychologiques du malaise dont souffre ce pays. Sa tactique va consister à substituer au règne de la méfiance celui de la confiance : il redonne confiance aux troupes, en ne les lançant que dans des manœuvres minutieusement préparées et à caractère nettement offensif, il redonne confiance aux populations indigènes en assurant leur protection par des mesures efficaces. De cette manière, les pirates en butte aux attaques ou aux réactions simultanées des troupes et des populations indigènes, subiront bientôt à leur tour une « crise de confiance », et, dans l'impossibilité matérielle de vivre sur la contrée, viendront à résipiscence.

Cette doctrine est condensée dans le préambule d'un rapport sur les opérations du Tam Dao.

« Mon but était de substituer une tactique nettement offensive à la méthode qui était imposée au commandant de Saint-Denys par la fatigue de ses troupes, et qui se bornait surtout à barrer aux bandes certains points de passage importants, que celles-ci bien renseignées, évitaient, facilement. J'étais résolu au contraire à m'attacher à leurs pas, avec une partie de mes forces, le reste occupant et protégeant les villages les plus menacés; cette deuxième fraction se trouvait ainsi en état de relever la fraction mobile lorsqu'elle était fatiguée par la poursuite des bandes, qui pouvait ainsi être continuée sans interruption et sans surmenage. »

Le colonel Bataille sait aussi combien peut être utile l'action des chefs indigènes. Il se rend auprès de Luong Tam Ky, et si l'intervention de ce dernier auprès des pirates du Tam Dao n'amène aucun résultat positif, du moins le vieux chef soumissionnaire comprend qu'il ne saurait lui-même s'écarter impunément du droit chemin. Par ailleurs, le colonel Bataille se fait adjoindre le commandant Bonifacy, qui a commandé autrefois dans la région où se déroulent les opérations, et qui connaît à fond la langue, les mœurs et le caractère de ces populations. Par son intermédiaire, un contact fréquent sera pris avec ces dernières, et surtout avec les chefs indigènes. « Pensant que c'était surtout par les autorités locales que je pourrais faire sentir mon action sur la population, écrit le colonel Bataille, je conviai auprès de moi les quan ans, huyens, et chefs de canton des deux provinces de Tuyen Quang et de Vinh Yen. C'est de cette façon que je pus toujours avoir dans la suite les guides et les coolies-tram nécessaires. Je fis organiser des groupes de partisans armés et par l'intermédiaire des mandarins je fis savoir aux habitants que je donnerais des gratifications pour toute perte qu'ils feraient subir aux bandes chinoises ».

De telles dispositions découlent normalement de l'autorité d'un com-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

mandant de territoire militaire; mais, dans des provinces civiles — c'était le cas pour les colonnes Bataille — le morcellement des responsabilités amenait de sérieux retards dans l'exécution de mesures de ce genre, d'autant plus que les opérations se déroulaient à la fois sur le territoire de plusieurs provinces; en la circonstance il n'a été possible d'obtenir des autorités indigènes un rendement sérieux que lorsqu'elles entendirent s'élever la voix du chef militaire responsable.

*
* *

Les troupes ont fait preuve d'un entrain égal à celui de leurs devancières. Peut-être pourrait-on même leur reprocher quelque témérité, et bien des pertes auraient été évitées si les cadres, les militaires européens et indigènes n'avaient rivalisé de vaillance, et ne s'étaient parfois portés à l'assaut prématurément contre des fortifications intactes et bien garnies de défenses accessoires. On peut voir là déjà une influence de la doctrine d'offensive à outrance préconisée à l'époque dans certains milieux militaires. Cependant, comme dans les campagnes précédentes au Tonkin, seuls les mouvements débordants ont assuré le succès avec le minimum de pertes.

La proportion élevée des Européens dans les colonnes n'a pas été sans inconvénients : l'état sanitaire, notamment au cours de l'été 1909, a laissé à désirer, les mouvements en ont aussi parfois été ralentis. C'est ainsi qu'à la colonne Muller un peloton de légion étrangère, arrêté par les hautes eaux du Song Day, ne peut en temps voulu donner la main aux compagnies Buy et Fleury le jour du combat de Lang Nu.

Le colonel Bataille prescrira un panachage des diverses unités, qui n'est d'ailleurs qu'un rappel des instructions de Gallieni. Chaque groupe de manœuvre opérant sur l'un ou l'autre flanc du Tam Dao comprend en principe :

Deux, trois ou même quatre sections de tirailleurs,

Une section d'Européens (50 au maximum),

Un groupe de 40 à 60 miliciens de la garde indigène.

Ce dispositif donne toute satisfaction tant au point de vue tactique que pour le ravitaillement.

L'artillerie n'a pas été utilisée très souvent en raison de la nature touffue et accidentée des théâtres d'opérations, mais chaque fois qu'elle a pu

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

l'être, son rôle a été primordial. Son effet moral sur les pirates est considérable, et certaines organisations défensives n'auraient jamais pu être enlevées sans son intervention. C'est encore au 80 de montagne que l'on a recours. La batterie de 75 attelée mise à la disposition du colonel Bataille dans la colonne du Yen The ne peut être utilisée dans cette forêt dense, elle constitue un poids mort pour la colonne, et dès le 11 février elle regagne Hanoï.

Pour des raisons analogues, la section de mitrailleuses sur chevaux de bât, emmenée au Yen The, rend peu de services; le personnel, armé du mousqueton et particulièrement entraîné, est utilisé sous les ordres de son chef, le lieutenant Viraud, comme une unité de reconnaissance, qui subit d'ailleurs des pertes sensibles.

*
* *

Le fonctionnement des services dans les colonnes Lecreux, Muller, Juchereau de Saint-Denys est défectueuse, ce qui s'explique facilement : ces colonnes sont constituées avec des éléments disparates, éloignés les uns des autres, et lancés sans aucune préparation à la poursuite des pirates. Le colonel Bataille apporte tous ses soins à cette organisation. Un sous-intendant fait partie de la colonne du Yen The. Mais en toutes circonstances une surveillance sévère du ravitaillement sera de règle à tous les échelons. A propos des opérations du Tam Dao, le colonel Bataille écrit dans son rapport :

« Les tirailleurs ont trouvé leur riz dans le pays; des marchands annamites venus du Delta fournissaient les légumes et les condiments : grâce aux allocations de la masse de ravitaillement, ces vivres ont toujours pu être achetés en abondance. Quant aux gardes indigènes, sur la demande du commandant Bonifacy, je leur fis interdire de se faire nourrir à forfait par les habitants : la somme payée — 7 cents par jour — était manifestement trop faible, d'autant plus que certains se montraient trop exigeants à l'égard d'une population subissant une occupation militaire depuis plus de deux mois. D'ailleurs, dans le but d'éviter à cette population les manœuvres des spéculateurs qui, répandant le bruit d'un prochain pillage, se faisaient livrer riz, porcs, volailles, à vil prix, je priai le Quan An de la province du Vinh Yen de défendre aux indigènes la vente de ces denrées à des marchands étrangers. Cette mesure eut aussi pour résultat d'empêcher les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pirates de se ravitailler au moyen de coolies annamites qui les suivaient.

« Le ravitaillement des troupes européennes n'a pas laissé à désirer. Il fut rendu notablement plus facile lorsque, à la colonne du Day, on eût remplacé les coolies par des chevaux de bât. Malheureusement, certains chemins ne sont plus entretenus suffisamment pour permettre d'adopter partout ce système. Les ponts manquent, ou ont disparu, et ne sont remplacés ni par des rampes d'accès quand le cours d'eau est encaissé, ni par des radiers là où les pierres sont abondantes. »

Autre souci du commandement : la transmission du renseignement. Le télégraphe a rendu d'excellents services, mais limités en raison du petit nombre de bureaux installés, et de la difficulté d'établir et d'entretenir de nouvelles lignes à travers la brousse, ces lignes étant aisément coupées par les pirates. On a recours aux coureurs ou aux estafettes montées, mais à cet égard le manque de cavalerie au Tonkin se fait sentir, et pour la colonne du Yen The comme pour les colonnes suivantes au Phuc Yen, le peloton de « cavaliers de remonte » du Tonkin sera utilisé. Malgré la combinaison des différents modes de transmission, le commandement éprouve souvent des déboires, et bien des renseignements arrivent à destination ou incomplets ou trop tardivement. Dans les opérations se déroulant sur les deux flancs du Tam Dao, de novembre 1908 à janvier 1909, la situation en est rendue parfois critique, comme le fait ressortir le colonel Bataille :

« Les communications sont tellement difficiles d'un côté à l'autre que pendant presque tout le mois de décembre, des détachements appartenant respectivement aux colonnes commandées par les commandants de Saint-Denys et Desdouis, n'ont jamais pu pratiquement, se relier, et manœuvrer ensemble, bien que n'étant séparés, en projection horizontale, que par quelques centaines de mètres. Il fallait presque un jour entier, pour qu'un renseignement, émanant d'une troupe du versant ouest, parvînt au commandant des troupes du versant est : à titre d'exemple, la relation d'un événement de la nuit, connu à Vinh Ninh le matin, vers 8 heures, n'arrivait guère au bureau télégraphique le plus proche, à Vinh Yen (32 kilomètres) que vers 2 ou 3 heures de l'après-midi. Le télégramme parvenu à Thaï Nguyen parfois très tard, à cause de l'encombrement des lignes, était expédié par un coolie-tram ou une estafette à Huong Son : mais la soirée était déjà fort avancée. Dans ces conditions, tout mouvement combiné offrait peu de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

chances de réussite : pour accélérer ce service de communications, je demandai au général commandant supérieur le 12 décembre, l'envoi de trois appareils de télégraphie optique; mais lorsque les télégraphistes purent s'installer les flancs de la montagne se couvrirent de nuages presque sans interruption, et il fut impossible d'utiliser les appareils. »

MUSÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE III.

LES OPÉRATIONS DE POLICE INTÉRIEURE. (Suite.)

(DEPUIS LA DÉCLARATION DE GUERRE DE 1914.)

Au cours de la Grande guerre, les réductions importantes faites dans les cadres européens et même dans les effectifs des troupes indigènes incitent des Annamites réfugiés à l'étranger à tenter en Indochine une vaste agitation antifrançaise, qui trouve aussitôt l'appui pécuniaire des agents allemands.

Cette agitation se manifeste par des attaques de postes tout le long de la frontière sino-tonkinoise : les agresseurs sont des bandes chinoises comprenant parfois plusieurs centaines d'hommes, et commandées par des Annamites. A Ta Lung le 13 mars 1915, à Ba Xat le 8 août 1916, à Dong Van le 3 mars 1917, à Muong Khuong le 7 février 1918, à Pha Long le 9 juillet 1918, à Coc Pan le 4 septembre 1918, ils échouent complètement, mais ces tentatives continuelles maintiennent les troupes en alerte, et obligent à prélever, pour la défense des postes de la périphérie, des effectifs sur les réserves stationnées dans le Delta.

A l'intérieur, par contre, il faut en plusieurs circonstances organiser de véritables colonnes pour courir sus aux agitateurs.

*
* *

Dès les premiers mois de la guerre, les Allemands expulsés d'Indochine et réfugiés au Siam fomentent une rébellion dans le Haut Laos, sur le plateau de Tran Ninh, région où les descendants des guerriers de Luu Vinh Phuoc entretiennent un état d'esprit peu favorable aux Français.

Le mouvement naît le 10 novembre 1914 au poste de Sam Neua, où le

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

commissaire du gouvernement, M. Lambert, est assassiné. Le même sort est réservé à l'inspecteur de la garde indigène Tuyaa, envoyé pour châtier les rebelles avec une centaine d'hommes. Le chef des bandits, Léang Bao Dinh, convoque les mandarins, proclame l'indépendance des diverses régions de l'Indochine et la déchéance de la France, et annonce l'entrée des Allemands à Paris. Avec sa petite armée — qui ne dépasse pas 200 fusils — il vient mettre le siège devant Son La au milieu de décembre.

Pourchassé par un peloton de tirailleurs tonkinois de Yen Bay, Léang Bao Dinh se replie vers Dien Bien Phu, puis Muong Houm Xang Houng sur le Nam Ou.

Le commandement décide de faire occuper la haute vallée de cette rivière par une compagnie. Le capitaine Barjou se dirige vers Muong Ou Neua, suivi d'un convoi de 800 coolies portant trois mois de vivres. Sa marche se heurte aux plus grosses difficultés, car il n'existe sur la topographie de la région que des renseignements très incomplets ou faux. Le 13 mars, à Muong Ou Tai, la compagnie est attaquée en cours de route par les bandits : le capitaine est blessé, les coolies s'enfuient en abandonnant vivres et matériel. Le lieutenant Monceaux ramène ses hommes à Boun Neua, que les pirates assiègent aussitôt. Ils se retirent dès qu'ils apprennent l'arrivée d'une colonne de secours, la compagnie Paris.

Le capitaine Bochot, qui a pris le commandement de l'ensemble des deux compagnies Paris et Barjou, estime impossible, en raison des rigueurs de la saison, de se lancer à la poursuite des pirates. Il installe pour l'été la compagnie Paris à Boun Neua, l'autre compagnie à Muong Houng Xien Houng.

Le 12 juillet, Léang Bao Dinh reprend l'offensive, pille Muong Va, et occupe toute la vallée du Nam Ngai, qu'il met en coupe réglée. Le 3 août, il occupe Phong Saly, le 7 Ban Pou Soum, ce qui interdit toute communication entre les deux postes de Boun Neua et Muong Houn Xien Houng.

Le capitaine Paris, dont les vivres ne tardent pas à s'épuiser, doit évacuer Boun Neua, mais les pirates gagnent les Français de vitesse en installant un détachement d'avant-garde à Moc Pha. Ainsi commandent-ils désormais toute la haute vallée du Nam Ou.

Cette succession d'événements fâcheux pour les troupes françaises, et surtout pour le prestige de la France au Laos, amène le Gouverneur général, M. Roume, à envisager l'organisation d'une colonne d'une certaine envergure en vue de libérer complètement ce pays des bandes qui l'infestent.

Cette colonne doit commencer ses opérations dès la fin de la saison des

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

pluies. Elle comprend près de 3.000 hommes, provenant uniquement de formations indigènes :

Huit compagnies de tirailleurs tonkinois;
Deux compagnies de tirailleurs annamites;
Trois compagnies de garde indigène;
Une section d'artillerie de montagne;
Des fractions du génie;
Des services.

La région où vont se dérouler les opérations est très accidentée. C'est la continuation vers le Sud du plateau du Yunnan, avec des vallées étroites et profondes : l'altitude moyenne n'est pas inférieure à 1.500 mètres. La population est très clairsemée, et les ressources sont médiocres, les troupes devront être suivies de convois d'une organisation parfois difficile.

Le colonel Friquegnon, commandant des troupes, crée deux colonnes distinctes : au Nord, le commandant Dussault, chef du territoire militaire nouvellement créé à Lai Chau, doit s'avancer avec la valeur de cinq compagnies et une section d'artillerie, par la Rivière Noire et le Nam Nhié, son affluent vers le haut Nam Ou, tandis qu'au Sud le gros des forces marchera du Sud au Nord à l'ouest du cours de cette rivière, en formant rateau : le capitaine Bochot dirige un détachement central avec trois compagnies, il est flanqué à l'Ouest par deux compagnies et une demi-section d'artillerie (capitaine Marlats) qui marchent parallèlement à la frontière, à l'Est, par une compagnie (capitaine Moisy) qui suit le Nam Ou et protège la ligne de ravitaillement.

L'enlèvement du repaire de Moc Pha, le 7 décembre, par le détachement Bochot avec l'appui de l'artillerie lui permet d'entamer sa marche en direction du Nord, mais la flanc-garde de l'Ouest éprouve de grosses difficultés devant la position pirate de Ban Long Hai : le capitaine Marlats est tué, les pertes s'élèvent à 9 tués et 23 blessés. Le colonel Friquegnon se porte de ce côté avec les troupes du capitaine Bochot. Les pirates se retirent sur Phong Saly, où ils se retranchent. L'approche de la compagnie Moisy leur fait craindre d'être pris entre deux feux. Ils se replient vers le Nord, et redoutant aussi de tomber sous les coups de la colonne du commandant Dussault, ils se décident au début de janvier, à repasser en Chine.

Ils n'y trouvent sans doute pas l'accueil qu'ils attendaient, car le 23 janvier ils rentrent au Tonkin et descendent le cours de la Rivière Noire : ils assiègent le poste de Muong Boum, défendu par le sous-lieutenant de réserve Quesnel et 90 gardes indigènes. L'approche d'une colonne de

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Jeunes filles de Muong Lai.

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Luang Prabang. — Les éléphants royaux.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

secours les incite à se replier de nouveau sur la Chine le 31 janvier, non sans avoir laissé sous les murs de Muong Boum 33 des leurs.

Le 20 février 1916, ils tentent une nouvelle rentrée au Tonkin, par Hoang Ta Meun. Le commandant Dussault se rend au-devant d'eux avec plusieurs compagnies : les bandits tentent d'esquiver l'attaque en gagnant Phong To, mais un détachement de ce poste les arrête, leur inflige quelques pertes. Apprenant que le colonel Friquegnon se porte à leur rencontre avec un contingent de troupes important, ils passent en Chine pour la troisième et dernière fois; ils font leur soumission et rendent leurs armes au chef du poste chinois de Na Phu.

*
* *

Le Tonkin est resté calme pendant les premières années de la guerre, mais le 30 août 1917 un incident local, au pénitencier de Thaï Nguyen, constitue le prétexte d'une agitation qui s'étendra dans les mois suivants à travers plusieurs provinces.

Les détenus du pénitencier et leurs gardiens, miliciens de la « brigade » de garde indigène de Thai Nguyen, pillent le magasin d'armes de la brigade, mettent la ville à sac, tuent plusieurs Européens, et assiègent, pendant quatre jours, dans ses casernements, un détachement de 40 hommes du 9e colonial; les rebelles ne cèdent la place que sous la pression des troupes envoyées de Hanoï et de Dap Cau. Ils prennent la brousse, sous les ordres d'un sergent de la garde indigène, Cam, bien approvisionnés en armes et munitions, et aussi en argent, grâce au pillage de la caisse du Trésor.

Ils gagnent le Tam Dao et entrent dans la province de Vinh Yen, terrorisant les populations indigènes.

C'est alors qu'une colonne est organisée sous la direction du colonel Maillard. Elle est composée d'éléments hétérogènes qui ont été prélevés dans de très nombreuses garnisons : un peloton de légionnaires, un peloton de zouaves, un peloton du 9e colonial, deux compagnies de tirailleurs tonkinois, deux détachements de garde indigène, une section de 80 de montagne, cinq sections de mitrailleuses, toutes de corps différents.

Le colonel Maillard répartit ces effectifs en quatre groupes mixtes chacun d'environ 100 militaires indigènes (tirailleurs ou miliciens), 50 Européens (coloniaux, zouaves ou légionnaires) et une ou deux sections de mitrail-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

leuses. La section d'artillerie, à laquelle est accolé un soutien d'une vingtaine de coloniaux, reste à ses ordres directs.

Les opérations dureront quatre mois, du 20 septembre 1917 au 20 janvier 1918. Pendant près d'un mois, ce sera au sud de Vinh Yen, aux abords même du Fleuve Rouge, puis sur les flancs du Tam Dao, une succession de combats — dix, dont sept très meurtriers pour les pirates — que la bande ne pourra pas éviter en raison de la mobilité des groupes mixtes, se relayant constamment dans la poursuite, et faisant un large emploi des moyens automobiles. Au cours de cette période, le nombre des rebelles tombera de 165 à 51.

Aussi chercheront-ils, après le combat de Xom Boi, le 16 octobre, où ils laissent sur le terrain 19 des leurs, à fuir tout engagement, et ils se réfugient dans une région de forêts, inaccessibles à l'automobile. Franchissant le Song Cau, ils gagnent la zone très boisée de Phu Binh, limitrophe du Yen The, où ils trouvent des complices et du renfort parmi d'anciens partisans du De Tham, dont certains ont été libérés du pénitencier de Thai Nguyen le 30 août. Le colonel Maillard fait surveiller par des postes fixes tous les abords du refuge des rebelles, qui finissent par gagner le Yen The. Traqués par des reconnaissances, ils se scindent en deux fractions, dont l'une, de 18 hommes, se dirige vers Phu Lang Thuong. L'autre fraction essaie de regagner le Tam Dao.

L'une et l'autre sont gagnées de vitesse par les troupes françaises : la première fera sa soumission le 15 décembre, la deuxième acceptera encore le combat le 21, puis les 8 et 10 janvier, à Nui Phao, mais par suite des défections et des pertes elle est complètement détruite le 11 janvier; le sergent Cam, mortellement blessé la veille, se suicide pour ne pas tomber vivant entre les mains des Français.

*
* *

Vers la fin de 1918, il se produit une rébellion parmi les tirailleurs chinois de la région de Mon Cay. L'instigateur en est un pharmacien chinois, Tam Kam Say, condamné à mort par contumace pour sa participation à un complot découvert dans cette même région en 1915 et installé à Tong Hing, à la porte même du territoire français : il sait profiter du mécontentement soulevé parmi les tirailleurs par l'attitude de quelques cadres

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

européens que des circonstances de guerre ont fait envoyer au Tonkin sans être préparés au commandement délicat de troupes indigènes. Comment d'ailleurs l'occasion ne lui paraîtrait-elle pas favorable : à l'époque, il n'existe pour ainsi dire aucune troupe française en réserve dans le Delta, les compagnies annamites sont peu encadrées et il n'y en a pas une seule dans le 1er territoire militaire ou dans son voisinage immédiat, puisqu'on ne peut communiquer de l'intérieur du Tonkin avec ce territoire que par voie de mer.

Tam Kam Say a pour agent dans la garnison de Binh Lieu un caporal, Phong : le chef de bataillon Averlant, commandant du 1er territoire, mis, le 15 novembre 1918, au courant de ses menées, ordonne aussitôt, mais sans doute prématurément, l'arrestation de l'agitateur.

Les tirailleurs de Binh Lieu se révoltent, s'emparent de ce poste, puis de celui d'Hoan Mo, blessent ou tuent les cadres européens, enlèvent les armes et les munitions; au nombre d'une centaine, ils se portent le 19 sur le poste de Chuc Phai San : le chef de poste, un sergent indigène de milice, se joint aux rebelles. Grâce à la trahison de celui-ci, ils se rendent maîtres le même jour du poste de Dam Ha, où ils massacrent 5 miliciens de race annamite qui leur ont résisté. De là, ils rayonnent et pillent toute la région.

Des opérations sont aussitôt entreprises pour ramener le calme dans le 1er territoire militaire. Le 22 novembre, le commandant Averlant dispose de trois compagnies du 9e colonial, six compagnies de tirailleurs tonkinois, une brigade de garde indigène, quatre sections de mitrailleuses, une section de 80, soit près de 2.000 hommes. Son premier soin est de faire relever par des Français les tirailleurs chinois dans leurs garnisons, puis de répartir ses effectifs en groupes mobiles.

Les opérations sont longtemps entravées par les difficultés qu'éprouve le service de renseignements, en raison de la complicité ouverte ou tacite des habitants de la région, d'origine chinoise pour la plupart; ceux-ci manifestent à l'égard des rebelles tantôt de la sympathie, tantôt de la crainte, les servant toujours plus volontiers que les Français.

Pendant près de deux mois, ce ne seront que des courses désordonnées et vaines à la poursuite des pirates, qui sont très exactement renseignés sur les préparatifs des Français. A cet ennemi essentiellement mobile, le colonel Véron qui a pris la direction des opérations au milieu de janvier décide d'opposer des éléments légers qui s'adaptent mieux que les groupes mixtes à la guerre en forêt, harcèleront l'adversaire sans répit en lui tendant des embuscades et en luttant de vitesse avec lui. Il organise donc

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

trois « pelotons francs » composés chacun de 50 volontaires, l'un avec des tirailleurs de race chinoise, l'autre avec des tirailleurs de race annamite, l'autre avec des partisans. Grâce à ces dispositions, les rebelles sont talonnés sans arrêt. Surprise le 20 février 1919 à Dzung Hoa, la bande, qui a toutes les forces du colonel Véron derrière elle, se décroche difficilement, et passe en Chine.

Pendant ce temps l'agitateur Tam Kam Say a médité une opération sur mer en vue, soit de surprendre un poste côtier, soit de débarquer des renforts sur le littoral. Une jonque chinoise avec 80 hommes fait plusieurs tentatives de débarquement dans l'île de Vinh Thu, dans celle de Gou Tou, d'où les bandits sont repoussés, enfin à Tai Xa, pointe sud de l'île de Ke Bao, et à Dam Ha. Ces mouvements ont pu s'exécuter à l'insu de la petite flottille française, qui comprend le contre-torpilleur *Roosevelt*, deux contre-torpilleurs et quatre chaloupes armées : mais la côte, très découpée, parsemée de milliers d'îlots, est d'une surveillance très difficile à l'égard de navigateurs chinois pour qui la « piraterie de mer » est l'unique carrière depuis l'enfance et une véritable tradition.

De nouvelles incursions se produisent à ce moment dans la région de Nam Si sous l'impulsion du chef Lo Sap Giat, que les groupes francs et les troupes poursuivent activement pendant le mois de mars. Mais le mouvement s'étend du côté de la province de Quang Yen, et le général Noguès, commandant la 2e brigade, reçoit la direction de l'ensemble des opérations dans toute la région est du Tonkin.

Son plan est d'isoler les bandits, et de les contraindre, en empêchant leur ravitaillement, à repasser en Chine. Ce premier stade accompli, il s'agira de les y maintenir en faisant le « blocus des rebelles à l'extérieur ». Dans les deux stades de ce plan, le rôle de la flottille est de bloquer la côte, de fouiller les archipels de la baie d'Along et d'interdire notamment le chenal de Cam Pha, voie ordinaire de ravitaillement des rebelles. Du côté de la Chine, le général Phong, commissaire chinois de la police-frontière, est vivement sollicité d'apporter toute diligence à l'extermination des pirates réfugiés de l'autre côté de la frontière. Enfin, le général Noguès ordonne au commandant Pelud, qui commande le détachement principal, d'attaquer le gros de la bande, signalée à Pac Phit, et d'empêcher toute liaison entre celle-ci et Lo Sap Giat.

Un combat a lieu le 30 mars, à la suite duquel les pirates, très éprouvés, vont se terrer dans le massif presque impénétrable du Nui Ke Te, d'où le 12 avril ils atteignent Huong Thuong, et se dirigent vers le Dong Trieu.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Vue de Mon Cay. (Au fond : Tong Hing et la Chine.)

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Vue de Tong Hing. (Le pont qui relie Tong Hing à Mon Cay.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Le 16 au matin, ils pénètrent dans la concession Pivet, enlèvent Mme Pivet et son beau-frère M. Liebrecht, blessent grièvement Mme Liebrecht, et se réfugient dans la région de Trai Than.

Le général Noguès décide de l'y bloquer en faisant évacuer totalement les villages voisins, supprimant ainsi toute source de ravitaillement. Les pirates ne tardent pas à proposer une transaction; ils rendront les otages moyennant 50.000 piastres. Mais la population locale — composée en majeure partie de Mans — se range résolument aux côtés des Français; les dépôts de munitions de la bande tombent entre nos mains : une mission d'ordre politique, parallèlement à l'action militaire qui ne cesse pas, est alors confiée à un délégué du gouverneur général, M. Arnoux. Le 22 juin 1919, celui-ci obtient la livraison des otages sans rançon; les bandits se rendent ou passent en Chine. Le calme revient dans ces régions.

*
* *

Pendant que ces opérations se déroulent dans l'Est du Tonkin, l'agitation, après s'être calmée pendant deux ans au Laos, y renaît au début de 1918. Ce nouveau mouvement a son origine au Tonkin, dans le 4e territoire militaire, où un jeune sorcier méo, Batchai, se crée des adeptes, et entre en rébellion contre l'autorité française. Calmée rapidement de ce côté, l'effervescence gagne en octobre la région de Dien Bien Phu, où les partisans de Batchai — une centaine d'hommes, dont la moitié seulement est armée de fusils — terrorisent la population.

Entre novembre 1918 et février 1919 une colonne d'environ 200 tirailleurs, gardes et partisans, avec quelques sapeurs du génie, sous les ordres du commandant Dez, puis du capitaine Chatry, enlève repaires sur repaires, tous opiniâtrement défendus. Des soumissions nombreuses semblent annoncer la fin de la rébellion, mais au cours de l'été 1919 l'influence de Batchai s'est étendue dans toute la vallée du Nam Ou, et du côté du Sud vers Tran Ninh; les quelques éléments de garde indigène dispersés à travers ce vaste territoire seront constamment alertés : les Méos tendront des embuscades, déjoueront la poursuite, et attaqueront même le 1er novembre un poste, celui de Muong Heup, occupé par des miliciens et des tirailleurs annamites. La petite garnison résiste pendant quatre jours et cinq nuits, en dépit de ses pertes (un sergent européen tué et sept indi-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

gènes blessés), mais elle peut rompre le cercle d'investissement, et gagner Hat Sa.

A ce moment, le Gouverneur général décide de faire renforcer les unités du Haut Laos. Le commandant Prévost, puis le colonel Angeli, prennent le commandement des troupes, qui au début de 1920 sont rassemblées en deux groupements de même force. L'un, à l'Est, occupe avec quatre compagnies indigènes et quatre sections de mitrailleuses les régions de Xieng Khouang et de Sam Neua et reçoit initialement pour mission d'empêcher le mouvement insurrectionnel de s'étendre de ce côté; l'autre avec la valeur de trois à quatre compagnies indigènes et trois sections de mitrailleuses est réparti entre Dien Bien Phu, Muong Heup, Luang Prabang, Muong Khoua, c'est-à-dire au contact même des rebelles.

Les instructions données au colonel Angeli sont d'éviter l'action des «petits paquets», d'inquiéter les bandes et de les contraindre ainsi à se retirer dans leurs repaires, où on ne les attaquera qu'après la mise en œuvre de tous les moyens. Enfin, il conviendra de mettre à profit l'antagonisme des diverses races.

Cette manière de procéder amène à disloquer fréquemment les troupes, mais en définitive, chassés de repaire en repaire, les rebelles évacuent successivement le Pou Loi, puis la région de Pa Kha et Pou Fa Deum, où la compagnie Pesquidous leur livre trois durs combats les 29, 30 et 31 mars. La bande est complètement dispersée, et les opérations qui ont coûté 31 tués, dont un officier, et 91 blessés dont un officier, semblent devoir être complètement terminées dans cette région.

Cependant, en octobre 1920, Batchai, qui n'a été que blessé au printemps précédent, rentre en campagne, et il faut de nouveau organiser une colonne dont le commandant Dorey prend la direction. Elle comporte cinq compagnies de tirailleurs annamites ou tonkinois, et deux sections de mitrailleuses. La tactique consiste à isoler les rebelles dans les deux massifs de Pou Chom Chick et Pou Chom Chang, en plaçant des postes de barrages sur toutes leurs voies d'accès, vers le Nord et l'Est, puis avec trois compagnies partant de bases divergentes à fouiller la zone montagneuse, et à la nettoyer de pirates. Ces opérations se déroulent selon les prévisions : mais l'ennemi se défend avec acharnement. Il oppose notamment aux entreprises du détachement Pesquidous, une résistance qui dure quatre jours dans le village de Phya Cham et ses abords; la bande s'éparpille au moment de l'assaut et ses éléments valides vont rejoindre Batchai dans son repaire de Sung Quan Lao Van.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

L'exemple de Batchai est contagieux et tout le pays se soulève contre les Français; les habitants attaquent et pillent convois et courriers. C'est une véritable guerilla.

Fort heureusement, le sorcier a des ennemis parmi les Méos, et c'est par l'influence politique de l'un d'eux que le calme finira par renaître dans la région, où cependant l'activité des unités qui sillonnent le pays en tous sens est aussi du meilleur effet. Le 9 janvier, au cours d'une reconnaissance en vue de faire sa jonction avec la compagnie Limousin venant de Sen Chita, le détachement Pesquidous doit engager un dernier combat au village de Lao Kou. Le lendemain, les deux détachements réunis occupent Sung Quan Lao Van. Les soumissions vont dès lors commencer. Les partisans méos, alléchés par l'appât de récompenses pécuniaires, entament une lutte sans merci contre les pirates. Batchai n'est tué qu'en 1922, mais dès 1921 le commandant Dorey peut parcourir sans être inquiété, et en compagnie du commissaire du Gouvernement à Luang Prabang, la plupart des régions où se sont déroulées les opérations. Il convoque les Méos en deux points choisis, les invite à procéder à l'élection des chefs de village, des chefs de groupe de villages, et des chefs de canton. La paix est faite.

*
* *

L'après-guerre amène de nombreux incidents dans différentes contrées de l'Indochine. En 1921, c'est la région de Lang Son qui est particulièrement troublée, et une bande de 1.000 à 1.500 Chinois, avec 3 canons Krupp, tente même d'enlever cette place par surprise le 9 octobre 1921. Dong Dang est attaqué le 10. Jusqu'en janvier 1922, les postes de cette contrée sont constamment alertés par des incursions de pirates.

Il y a aussi cette année et l'année suivante de fréquents petits engagements dans la région de Mon Cay, à Bac Phong Sinh, Nam Si, Than Mai, Than Poun; Tam Kam Say est de nouveau l'instigateur de ces mouvements. En 1924, l'agitation est au contraire plus grande dans la région de Lao Kay, et aussi dans la province de Kontum en Annam.

En 1925 et 1926, c'est encore dans la zone Hoan Mo, Binh Lieu, Than Poun que des troubles se produisent, toujours sous l'action des chefs rebelles Tam Kam Say et Lo Sap Giat. Mais ces incidents locaux se doublent d'une menace plus générale résultant d'un vaste mouvement xénophobe

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

auquel les bolchéviques ne semblent pas étrangers. Au Quang Si et au Quang Tong, des réformistes annamites préparent ouvertement une agression contre le Tonkin, et le 31 octobre 1926 une bande de 500 fusils attaque, en territoire chinois, sur la route de Long Tchéou à Lang Son le Consul de France à Long Tchéou, M. Cadet, qui sera emmené en captivité pendant quelque temps, et son prédécesseur, M. Robert, qui est tué.

En 1927, troubles sur la Rivière Noire, à Haïphong, de nouveau dans la région de Mon Cay, où Tam Kam Say le 19 novembre est obligé d'accepter le combat dans la région de Bac Phong Sinh, y perd 20 tués et 30 blessés, et est ensuite abandonné par la plupart de ses partisans. Lo Sap Giat ne sera capturé qu'en mai 1929.

Un peu partout des incursions de pirates venus de Chine, des mouvements locaux obligent les troupes à des poursuites ou des reconnaissances, mais le 10 février 1930 la rébellion de deux compagnies de tirailleurs tonkinois à Yen Bay, rébellion au cours de laquelle deux officiers et trois sous-officiers européens sont tués, deux officiers et trois sous-officiers européens sont blessés, constitue la preuve d'un état d'esprit qui de la population civile a gagné certains éléments militaires indigènes, et nécessite une surveillance approfondie. L'Annam sera aussi le théâtre de nombreuses manifestations à tendances nationalistes ou bolchévistes et les autorités françaises, en ordonnant la réoccupation de certains postes abandonnés depuis longtemps, en prescrivant des déplacements fréquents de troupes, et des manœuvres de toutes armes, se préoccupent de «montrer la force pour éviter d'avoir à s'en servir».

*
* *

Les opérations qui ont lieu en Indochine à partir de 1914 font ressortir toutes les difficultés que le commandement a éprouvées au cours de la période troublée de la guerre en Europe et de l'après-guerre.

Les réductions d'effectifs apportées au corps d'occupation de 1914 à 1918 rendent malaisée la constitution des colonnes; la diminution du nombre des compagnies européennes, dont un petit noyau doit être maintenu par mesure de sécurité dans les Deltas, oblige à réduire fortement la proportion des troupes blanches parmi les unités d'opérations. Celles-ci d'ailleurs ont perdu quelque peu de leur valeur, parce qu'on y a versé en assez grand nombre des Hindous, soldats propres et disciplinés, mais peu

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

endurants, et qui constituent de véritables poids morts dans une campagne de brousse.

Par ailleurs l'encadrement européen laisse fort à désirer dans toutes les formations : il a été fait un large appel à des officiers ou sous-officiers des réserves mobilisés sur place, puis dès 1915 à des cadres de l'armée métropolitaine provenant de blessés ou d'anciens prisonniers. Certes, leur zèle n'est pas suspect, mais certains, qui débutent tard dans la carrière coloniale, ignorent tout des troupes indigènes. Leur méconnaissance de la mentalité, des coutumes, de la langue des tirailleurs est souvent à l'origine d'incidents fâcheux qu'il eût été facile d'éviter. A Binh Lieu notamment, en 1918, l'incompréhension dont le chef de poste fait preuve à l'égard de ses subordonnés indigènes constitue l'une des causes de la révolte des tirailleurs chinois.

Cette situation s'améliore dès la fin de la guerre, mais lentement; les officiers promus au cours des hostilités possèdent de belles qualités militaires : entrain, bravoure, sentiment élevé du devoir, et généralement longue expérience des contingents indigènes, qu'ils ont conduits au feu sur les champs de bataille d'Europe. Mais chez certains d'entre eux l'absence de culture générale rend difficile l'exercice du commandement de fractions de troupes dépassant en cours d'opérations l'effectif d'une compagnie, ou comprenant des détachements de toutes armes.

Or, les opérations dans l'Est du Tonkin en 1918 et 1919, et surtout au Laos, de 1914 à 1916 et de 1918 à 1921 nécessitent un esprit toujours en éveil et de très grandes qualités d'initiative, en raison de l'étendue des théâtres d'opérations, où les unités subordonnées sont fréquemment laissées à elles-mêmes. A la fin de janvier 1915, par exemple, alors que le gros des forces de la colonne Friquegnon — c'est-à-dire 4 ou 5 compagnies indigènes — s'échelonne tout le long de la Nam Ou sur environ 200 kilomètres, la brusque irruption des rebelles sortant de Chine pour attaquer le poste de Muong Boum rend impossible toute intervention du commandement, qui doit s'en remettre complètement à ses subordonnés. En la circonstance, ceux-ci savent parfaitement résister sur place, pendant que des camarades «marchent à la fusillade». Par contre, dans les opérations du Phuc Yen en 1917, le manque d'entrain et l'inexpérience d'un capitaine empêchent l'investissement du village de Thuong Le, le 24 septembre, et le gros de la bande de l'ex-sergent Cam profite de la brèche ainsi créée pour s'enfuir avant l'intervention de l'artillerie.

C'est peut-être l'organisation du service des renseignements qui souffre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

le plus de la disparition du cadre d'officiers d'avant-guerre. Avant 1914, presque tous les lieutenants et capitaines, chefs de postes, tenaient à honneur de parler les différents dialectes en usage dans leur circonscription administrative : revendiquant le commandement de celle-ci au cours de plusieurs séjours successifs, ils connaissaient à fond les particularités de telle ou telle région, les mœurs et les aspirations de telle ou telle race. Un pareil zèle n'était pas rare chez certains sous-officiers coloniaux. Il était dès lors possible de suivre l'indigène, de saisir les moindres mouvements de mécontentement, de connaître tous les déplacements d'agitateurs. Ce cadre tout à fait remarquable d'officiers et sous-officiers coloniaux est resté sur les champs de bataille d'Europe. L'expérience des choses et des gens d'Indochine, qui faisait sa force, ne s'improvise pas : c'est une œuvre de longue haleine. Aussi, le premier soin de tous les commandants de colonne est-il de réorganiser sur des bases sérieuses le service de renseignements, et il ne sera possible d'obtenir des résultats au cours des opérations contre Batchai, ou dans celles que dirige le général Noguès, que lorsqu'on se sera mis résolument à l'ouvrage dans ce sens. Ce ne fut pas toujours très aisé, mais le général Noguès note sa satisfaction, à partir de mars 1919, sans aucune restriction :

« Tout redevient normal, puis parfait, après la prise de service du Tuan Phu, Nguyen Bach, et nous obtînmes — à côté d'inévitables exagérations, à côté de fausses nouvelles lancées systématiquement par les pirates, et parfois par les autorités chinoises — des renseignements d'une précision remarquable... Pendant la période du 1er au 22 mars, nous avons pu manœuvrer à coup sûr, grâce aux renseignements précis fournis, chaque nuit, par le Tuan Phu de Lang Son et ses adjoints... »

On avait aussi trop oublié les principes d'une saine politique indigène, basée en grande partie sur l'antagonisme des races : c'est cependant en définitive l'hostilité des Mans qui permet d'enrayer l'avance des Chinois du côté du Dong Trieu en 1919; c'est la rivalité des « Méos noirs » à l'égard de Batchai qui amène la chute de l'influence de ce dernier. Le colonel Véron et le général Noguès utilisent aussi fort habilement l'émulation qui existe entre les groupes francs constitués dans la région de Mon Cay, et dont l'un ne comprend que des Chinois, l'autre que des Annamites.

Il faut cependant remarquer que le service de renseignement se heurte depuis 1914 à des difficultés ignorées avant cette date. Les mouvements qui se manifestent en Indochine ont des sources beaucoup plus lointaines, et même les services du gouvernement général n'ont pas toujours toutes les

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

facilités pour saisir les fils d'intrigues qui se nouent à Canton, à Pékin, parfois à Moscou ou à Berlin. La propagande bolcheviste, à partir de 1919, n'est pas niable, mais l'influence des Allemands est sensible dès le début des hostilités et les chefs rebelles puisent une grande assurance dans la pensée que des blancs soutiennent leurs revendications. Leur correspondance étale complaisamment les encouragements reçus des Allemands, et dans leurs illusions ils se voient promus aux plus hauts grades ou aux plus hautes fonctions. La lettre qui a motivé l'arrestation du caporal Phong, à Binh Lieu, fait miroiter aux yeux de son oncle, l'adjudant Heng, l'octroi d'un brevet de colonel; il ajoute :

« Ce sont des gens de quatre nations qui s'occupent de ce mouvement : les Allemands, le roi Than Tai, Lac Nhi Siu et les Chinois. Ils disposent de 20.000 hommes. Tous sont solidaires pour opérer contre les fonctionnaires occidentaux à chapeau blanc, etc... »

Un peu plus tard, les tirailleurs rebelles, répondant au capitaine Gautron, qui les a engagés à se soumettre, datent leur lettre du « quartier militaire de guerre de l'Allemagne », et ils avouent, pour expliquer leur révolte, que l'Allemagne leur offrait « comme solde mensuelle : 14 piastres à chaque soldat, 26 piastres à chaque sop tuong (caporal) et 40 piastres à chaque phoi tuong (sergent) ». Ils disent encore : « Des troupes arrivent par milliers et par dizaines de mille. Devant cette multitude de soldats, et pour gagner des soldes aussi élevées, qui ne voudrait pas se faire enrôler ».

Une proclamation des réformistes annamites, au nom du roi Than Taï déclare :

« Grâce au secours apporté par l'Allemagne, nous avons réussi à former 6 régiments de soldats... ceux qui savent la raison et le moment d'agir seront héroïques et sages, et l'affaire de reprise de notre pays sera vite terminée... »

Les chefs de bandes savent impressionner l'indigène, en se targuant de commander à des milliers de soldats, et en se parant de titres ronflants. En octobre 1921, le chef d'une bande d'environ cent pirates, dont une cinquantaine seulement sont armés, et qui attaque le poste de Bi Ha dans le 2e territoire militaire, s'est arrogé le titre de « général en chef » : il prétend opérer pour le compte de Nguyen Thuong Can « président de la république annamite ». Tam Kam Say, l'agitateur chinois de la région de Mon Cay, pharmacien à Tong Hing, prend un titre encore plus glorieux, celui de « Maréchal Dam Hiep des armées de terre et de mer pour l'indépendance de l'Annam démocratique ».

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

En résumé, le commandement se heurte à de grosses difficultés résultant de ce que les cadres européens, par suite des circonstances de guerre, ont perdu la tradition d'avant-guerre concernant le contact permanent avec l'indigène, la connaissance de son milieu, de sa langue, de sa mentalité. Par ailleurs, si la population indigène a dans son ensemble manifesté du loyalisme à l'égard des Français, certains éléments réfractaires ou révolutionnaires ont trouvé un appui sérieux à l'étranger de la part des Chinois xénophobes, des Allemands et à partir de 1919 des bolchéviques.

*
* *

Le commandement, dans une lutte qui absorbe parfois le quart de ses effectifs, et simultanément sur plusieurs fronts, n'éprouve pas uniquement des déboires en ce qui concerne les effectifs et le personnel d'encadrement. Le manque de matériel rend les opérations très lentes, et faute de moyens de communication et souvent faute de moyens de liaison et transmission il est impossible maintes fois de gagner de vitesse un adversaire toujours mobile. Le général Noguès en fait la constatation avec quelque amertume, en 1920, à propos de la campagne qu'il a dirigée dans la province de Quang Yen et le territoire de Mon Cay.

...« Ni routes, ni télégraphes. Nous reprenons la guerre d'il y a trente ans, avec le coureur indigène, allant à travers montagnes et forêts au risque des pirates, des tigres, des crues des torrents. Il faut deux et trois journées entières pour recevoir un ordre ou un renseignement dont l'exécution ou l'exploitation seront impossibles parce que tardives. Toutes ces lenteurs profitent aux pirates qui occupent une position centrale et connaissent à fond la région.

« Il est vraiment pénible de diriger des opérations de ce genre, sans aucun moyen, en arrivant du front[1] où T. P. S., T. S. F., téléphone, télégraphe, pigeons, avions renseignaient ou transmettaient de minute en minute.

« C'est la triste constatation, faite une fois de plus, mais avec une compa-

[1] Le général Noguès vient de quitter le front français après les affaires de Reims de 1918, où il a eu, au 1er corps colonial, un rôle particulièrement brillant.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

raison saisissante, de l'abandon de nos colonies au point de vue des moyens militaires. Ce n'est que sur leur territoire, en temps normal, que l'on se bat, et c'est toujours avec le plus vieil armement, avec les canons les plus démodés, avec les munitions les plus imparfaites, sans moyen de liaison, que nous sacrifions vie et santé. Nous avons pourtant devant nous maintenant mausers et mannlichers. Le temps des flèches est passé depuis un demi-siècle.

« La guerre d'Europe a, dit-on, dégarni les colonies. Nullement. Les cartouches 1874, qui ratent actuellement, rataient déjà il y a quinze ans ; les mitrailleuses Hotchkiss 1900, rebutées ici avant la guerre et en France depuis, sont encore là; les canons de 80 de montagne, ultra démodés et usés, sont notre seule artillerie. Seul le fusil-mitrailleur a amélioré la situation. Enfin, nul ne songe, en France, à nous envoyer quelques myriamètres de ce fil téléphonique si banal, quelques centaines d'appareils, quelques postes de T. S. F. de brigade ou de division, avec lesquels des liaisons parfaites abrégeraient, de mois entiers et de centaines de milliers de piastres, les opérations et les dépenses.

« C'est toujours la guerre au rabais, devenant, en fin de compte, plus chère. »

Ce tableau est pessimiste, mais donne une idée des difficultés rencontrées au cours de certaines colonnes, et aussi de l'effort qui a été réalisé en Indochine depuis 1920, puisqu'à l'heure actuelle les troupes en campagne disposent d'une artillerie tout à fait moderne, d'avions, de chars, d'auto-mitrailleuses, d'auto-canons, et qu'en tout temps un réseau radio permet de communiquer d'Hanoï avec six postes principaux et dix postes secondaires de la périphérie du Tonkin. Il faut aussi remarquer que le général Nogués a opéré dans une région absolument déshéritée au point de vue des communications, du fait de sa situation excentrique et de la nature tourmentée du terrain. Le colonel Maillard, au Phuc Yen en 1917, a pu faire un assez large emploi des moyens automobiles : les quinze voitures de tourisme mises à sa disposition lui permettent de transporter une centaine de combattants, et le 21 décembre c'est grâce à l'utilisation de ces moyens automobiles qu'un détachement peut être dirigé de Thai Nguyen sur Cu Van, et gagner de vitesse la bande du doi Cam, qui est attaquée aussitôt dans la forêt de Nui Phao. Ce combat amène la dispersion définitive de cette bande.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le matériel perfectionné, utilisé sur les champs de bataille d'Europe, n'est pas susceptible d'un rendement équivalent dans la brousse ou dans les régions montagneuses de l'Indochine,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tant que l'équipement économique du pays ne sera pas réalisé. Les chars permettraient évidemment de démolir aisément les parapets, les trous de loups, les réseaux de petits piquets édifiés autour des villages, mais quand ces villages gitent en pleine montagne, séparés des routes du Delta par deux cents kilomètres de brousse épaisse, comment les chars arriveraient-ils à pied d'œuvre? Les difficultés du terrain rendent aussi très précaire l'utilisation des avions : ceux-ci sont en effet soumis non seulement à de grosses variations atmosphériques, mais encore à des servitudes rigoureuses concernant l'installation de terrains d'atterrissage, et de dépôts d'essence et de lubréfiant. En 1919 et 1920, même si le commandement eût pu disposer des engins les plus modernes : avions, chars, auto-mitrailleuses, etc., les opérations contre Batchai n'auraient pas été beaucoup facilitées : dans le Haut Laos, les forêts sont inextricables, il n'est possible de circuler, en file indienne, que sur de rares sentiers escarpés, et à la saison sèche, c'est-à-dire dans les meilleures conditions de viabilité, il faut au moins dix jours à un coureur ou à un cavalier pour se rendre de Luang Prabang à Xieng Khouang, quinze jours d'Hanoï à Xieng Khouang et douze jours d'Hanoï à Sam Neua; à la saison des pluies, ces délais doivent être doublés ou triplés, et s'il s'agit de matériel quelque peu encombrant — comme les chars — le transport est pratiquement impossible.

La mitrailleuse a pu être utilisée en maintes circonstances; c'est la terreur du pirate et les troupes françaises la considèrent comme un renfort sérieux dans l'ordre matériel et peut-être surtout dans l'ordre moral. Mais quand il s'agit d'une poursuite rapide, elle constitue souvent un poids mort, les chevaux de bât ne peuvent pas passer partout, et c'est aux coolies qu'il faut avoir recours, ce qui présente quelque inconvénient, car le coolie n'est généralement pas très brave. Le général Noguès note au sujet de l'emploi des mitrailleuses trois faits typiques.

« Lors de la marche sur le Cao Lep et le Nui Khe Tre, le groupe Leguen, qui seul possédait une section de mitrailleuses à dos d'hommes, est toujours arrivé avec une avance considérable et avec un personnel en parfait état.

« Par contre, le groupe Poli, allant de Pho Ba Ché à Hon Gay, doit renvoyer ses mitrailleurs et leurs chevaux à son point de départ, le lit du torrent servant de sentier étant impraticable aux animaux.

« Dans le même massif et par les mêmes chemins, le groupe Thomas monte à 1.000 mètres d'altitude une mitrailleuse à dos de coolies. »

Si la mitrailleuse offre parfois le désavantage d'être peu maniable dans la

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VIe Section
BIBLIOTHÈQUE

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

brousse, par contre, le fusil-mitrailleur rend partout des services remarquables, et à l'affaire de Nam Si en novembre 1927, c'est cette supériorité de l'armement qui permet au lieutenant Bouju, commandant le détachement mobile de Bac Phong Sinh, de bousculer la bande de Tam Kam Say, qui sera dès lors abandonné par ses partisans.

La grenade est aussi un engin particulièrement utile dans les campagnes coloniales. Le canon de 80 termine au cours des campagnes de 1914 à 1920 une longue carrière en Indochine et, si démodé qu'il apparaisse, il décide parfois du résultat des affaires. A Moc Pha, le 7 décembre 1915, il suffit de 3 obus explosifs dans l'intérieur du poste pour jeter la panique dans la garnison de défense. Or, la position eût été imprenable par de l'infanterie livrée à ses seules forces. Elle comprend en effet un village fortifié construit à l'extrémité d'une croupe, dont les pentes abruptes dominent de tous côtés les profondes vallées adjacentes; de plus un blockhaus entouré de fossés, de talus, protégés par des palissades et des petits piquets, surplombe lui-même de plus de 50 mètres le village. Des ouvrages annexes flanquent les abords du village et du blockhaus.

Sans doute, le 75 a des effets plus terribles, mais il ne peut suivre les troupes partout. On en fait l'expérience à la colonne du colonel Maillard au Phuc Yen : l'attaque du village de Thuong Lê est retardée de vingt-quatre heures pour permettre à une section de 75 d'arriver à Hanoï. Mais les pirates profitent de ce répit pour s'esquiver.

Le canon de 58 peut rendre de bons services, mais il est peu maniable, et surtout son ravitaillement est très difficile dans la brousse. Incontestablement, c'est l'engin d'infanterie à tir courbe qui constitue la véritable artillerie des colonnes de la brousse tonkinoise.

Dans certains cas, les avions peuvent suppléer l'artillerie, et en 1927, le village rebelle de Contum, en Annam, a été bombardé par des aviateurs.

*
* *

Une des questions les plus épineuses a été celle du ravitaillement, notamment pour les colonnes qui ont opéré dans le Haut Laos, région absolument déshéritée.

La faible densité de la population ne permet pas de faire vivre la troupe sur le pays, et de recruter sur place des coolies en nombre suffisant pour former

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

les convois. Aussi le colonel Friquegnon, en 1915, fait-il acheter 840 animaux de bât, mulets du Yunnam ou chevaux de contrées montagneuses; par ailleurs le service de l'Intendance doit pousser le plus près possible de la zone d'opérations des dépôts de vivres importants, à Luang Prabang, Lai Chau, Muong Nhié, Muong Khoua, et ultérieurement Muong Houm Xien Huong.

Malheureusement, par suite de l'éloignement, des difficultés de communication, les dépôts de vivres ne peuvent être tous constitués en temps voulu; les animaux de bât donnent de sérieux mécomptes, et l'alimentation de la troupe est le principal souci du commandement, qui est maintes fois obligé d'interrompre des poursuites faute de ravitaillement. En décembre, à Bang Long Nai, où le colonel Friquegnon a rassemblé plusieurs compagnies, il est impossible de distribuer aux Européens du pain, du vin, des conserves, et tous se mettent au régime presque exclusif du riz.

En raison de la nature du terrain dans l'Est du Tonkin, le général Noguès n'utilise pour les ravitaillements de ses troupes que des coolies. L'organisation qu'il adopte est très analogue à celle que préconisait Gallieni, mais il bénéficie d'un avantage résultant des circonstances de la guerre; il lui est possible de militariser complètement les formations de porteurs dont il dispose. Beaucoup de recrues levées en vue d'un envoi en France n'ont pas encore été armées et instruites : elles sont groupées en unités provisoires de « porteurs », sur lesquelles le commandement a toute l'action désirable.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CROQUIS DU TONKIN ET DU LAOS (Nord) (DE 1897 A NOS JOURS)

N° II

kilomètres 10 5 0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100 110 kilomètres

YUNNAN

KOUANG-SI

TONKIN

LAOS

Dong Van
Louang Lan
Qoy Pan
Bao Lac
Binh Mang
Soc Giang
Dong Ca
San Sien
Trung Khanh
Phu
LUK KU
Na Kriang
Ban Ca
Ha Lang
Trung Tiang
Tap Ha
Lung Giao
Nguyen Binh
Nuoc Hai
Cao Bang
Ta Lung
Song Hang Giang
Long Tchéou
That Khe
Bi Nhi
Bi Nhi Quan
Na Cham
Nam Quan
Dong Dang
Lang Son
Song Thuong
Song Ki Kong
Thanh Moi
Dinh Lan
Hoanh Mo
Nam Si
Tong Hin
Binh Lieu
Chai Phai Son
Mon Cay
Druong Ho
Dam Ha
Vinh Thao
Ke Bao
Teka
Gou Tou
Song Luc Nam
Nui Ke Te
Pac Phit
Luc Nam
Phu Lang Thuong
Dong Trieu
Quang Yen
Haïphong
Hai Duong
Ha Dong
HANOÏ
Bac Ninh
BAC-NINH
Dap Cau
Thuong Yen
Bai Da
Phue Yen
Yen Lo
Xuan Lai
Kim An
Vinh Yen
Vinh Tri
Phu Da Phue
Son Tay
Song Nang
Na Lai
Kou ei Lei
Yen Tinh
Bac Kavi
Song Gam
Pou Kou ei Hei
Song Day
Cho Chau
Cho Moi
Chiem Hoa
Tuyen Quang
TUYEN-QUANG
Yen Bay
He Mong
Nui Tam
Nui Lang
Tam Dao
Phu Tho
FL. ROUGE
THAI-NGUYEN
Thai Nguyen
Mo Trang
Cho Phong
Am Dong
Cho Go
Ba Ha
Bac La
Nha Nam
S. Cau
Ha Chau
Sau Qua
Song Thao
Rivière Noire
Song Ma
Hoa Binh
Cho Bo
Nam Dinh
Thai Binh
Sam Neua
Son La
Dien Bien Phai
Mok Pha
Bandong Hai
Boun Neua
Ban Pou Soum
Phong Saly
Muong Houm Xang Houng
M. Ngay
Nam Hou
Nam Seng
M. Heup
N. Heup
Hat Sa
Lai Chau
Muong Du Né
Muong ou Tai
M. Boum
N. Nhié
Nam Kang
Phong Tho
Na Phiet
Hoang Ta Meun
Coc Leu
Lao Cay
Ho Kio
Ban Phiec
Ke Chau
Ban Lao
Pa Kha
Ban Lieu
Long Kolum
Na Sin
Yen Binh Xa
Pho Bang
Luc An Chau
Song Chay
Vinh Tuy
Nam Ric
Bac Quang
Na Giang
Man Mei
Pha Long
Muong Khuong
Xin Man
Po Ha
Hoang Su Phi
Dan Hoa
Ban Yeng
Ban Mo

Dressé au Service Géographique de l'Armée. Reproduction interdite.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CHAPITRE IV.

LES INTERVENTIONS À L'EXTÉRIEUR.

Les effets de la pacification des différents territoires de l'Indochine ne tardent pas à se faire sentir non seulement dans l'ordre économique, mais aussi dans l'ordre politique. On a écrit de M. Paul Doumer[1] : « Le Gouverneur général qui en s'éloignant de l'Indochine confiait à Mgr. Gendreau son regret de n'avoir pas eu le temps de lui faire bâtir une cathédrale aussi belle que celle de Saïgon, parce que l'église métropolitaine de Hanoï ne lui paraissait pas digne de la France, ne se croyait pas confiné par ses fonctions dans un rôle de financier et d'administrateur. Il pensait qu'il devait étendre bien au delà des frontières indochinoises le prestige du régime français, lui gagner des clients et des admirateurs, faire de l'Indochine une puissante base d'influence en Asie, dont la France aurait tôt ou tard l'occasion de se servir. Ses budgets lui procuraient les moyens de pratiquer une politique extérieure à laquelle, en cas de besoin, il pourrait donner le soutien immédiat du corps d'occupation réorganisé. Les missions d'études et de voisinage qu'il envoyait aux Indes Hollandaises et au Japon, les subventions accordées au collège des Frères de Bang Kok, où se dissipaient les antipathies et les préjugés de la jeunesse siamoise à notre égard, les postes médicaux, les dispensaires, les hôpitaux, les écoles franco-chinoises qu'il fondait et entretenait auprès de nos consulats en Chine pour renforcer, par le désintéressement et les services de nos médecins et de nos professeurs, l'ascendant moral de nos agents diplomatiques, la construction d'un magnifique hôtel des postes à Canton, — la métropole du négoce que tant de liens commerciaux unissent à l'Indochine, — les primes à la marine marchande, aux œuvres scientifiques, toutes ces dépenses sont des inno-

[1] « Un Gouverneur général de l'Indochine : Paul Doumer » par Pierre Ibos (général Ibos), *Correspondant* du 28 décembre 1931.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

vations dans le traditionnel domaine des Affaires étrangères, d'où M. Doumer prétend que le gouverneur général de notre empire d'Extrême-Orient ne doit pas être exclu... Pour lui, tout ce qui pouvait grandir le rayonnement de la France, tout ce qui pouvait la rendre sans cesse présente et agissante en Asie, grâce à la force et à la richesse de l'Indochine était digne de sollicitude et devait être tenté et prévu.»

Une première occasion d'intervenir à l'extérieur se présente au Gouverneur général Doumer en 1898. Il s'agit pour la France, désormais grande puissance extrême-orientale, de maintenir dans le Pacifique son prestige déjà ancien, mais que d'autres nations occidentales voudraient éclipser. La Chine est l'enjeu de cette course aux zones d'influence. Assurément, celle-ci, en raison de son état d'anarchie, ne semble devoir se régénérer que sous la direction, sous un véritable protectorat d'une puissance occidentale. Mais quelle sera, parmi les nations européennes, cette puissance privilégiée? Un violent esprit de rivalité les anime les unes et les autres, d'autant plus que la main-mise sur telle ou telle région de la Chine risquera de constituer dans certains cas une véritable menace pour l'expansion d'un pays voisin. Aussi tout avantage obtenu par une puissance fait-il l'objet de compensations que le Céleste Empire, cet autre «homme malade», est bien obligé d'accorder aux autres puissances de gré ou de force. C'est ainsi que les Russes ayant occupé Port Arthur, les Britanniques s'installent à Wei Hai Wei et les Allemands à Kiao Tchéou. Les Français, dont les intérêts en Extrême-Orient priment ceux de l'Allemagne, ne peuvent rester inactifs. L'occupation de Quang Tchéou Wan est décidée en octobre 1898. Ce point présente l'avantage de se trouver à proximité de l'Indochine, son port est profond et, selon l'opinion des officiers de marine, il serait possible d'installer là une base navale qui se conjuguerait harmonieusement avec celle de Saïgon. Même au point de vue commercial, certains esprits optimistes prédisent un bel avenir au nouveau port qui apporterait une sérieuse concurrence à celui de Hong Kong.

L'occupation de Fort Bayard, Hoi Tchéou et Nau Tchéou par deux compagnies du 9e d'infanterie de marine et une section d'artillerie se fait sans difficultés en novembre 1898 et ne provoque aucune réaction de la part des autorités chinoises. Mais les troupes s'étendent vers Than Hai, Moun Tao, Pe Se, Sin Tche, et le vice-roi de Canton se demande jusqu'où les Français étendront leurs positions. Il remplace les mandarins qui ont paru favorables aux envahisseurs par des mandarins xénophobes, et bientôt les affaires prennent une mauvaise tournure. Des jonques transportant des muni-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Clichés du Gouvernement général de l'Indochine.)

Vues de Quang Tchéou Wan.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tions sont arrêtées par les autorités françaises dans la rivière Mat Shé.

Un bataillon est alors créé pour l'occupation de ce territoire. Il n'a guère à intervenir jusqu'en octobre 1899. Des reconnaissances fréquentes autour de Tse Kam amènent le 4 novembre une réaction des Chinois, qui au nombre de 4 à 500 miliciens se portent de Mat Shiang à l'attaque des Français. Le lendemain un combat dans lequel l'artillerie joue le rôle principal ramène toute la région dans l'ordre. Cependant, quelques jours plus tard, les enseignes de vaisseau Gourlaguen et Koun, en mission topographique, sont assassinés. L'amiral Courrejolles fait saisir la canonnière qui porte le préfet chinois d'Haï Nan, garde ce fonctionnaire comme otage, et confie au lieutenant-colonel Marot, récemment nommé commandant supérieur des troupes, le soin de venger les deux officiers par une reconnaissance offensive en direction de Mat Shiang.

L'effectif total des troupes s'élève à ce moment à 2.500 hommes. Un millier environ participe à cette reconnaissance. Mat Shiang est solidement fortifié : les assaillants tournent la position par le nord, occupent et brûlent le village de Vong Lick.

Cette manifestation apparaît suffisante. La Chine accepte définitivement la « cession à bail » du territoire de Quang Tchéou Wan à la France. Le maréchal Sou est désigné pour délimiter la nouvelle possession française de concert avec l'amiral Courrejolles.

Quang Tchéou Wan, territoire militaire pendant quelques mois, devient bien vite assez calme pour qu'on puisse le transformer dès février 1900 en territoire civil relevant directement du gouverneur général de l'Indochine.

*
* *

A deux reprises différentes, en 1899 et 1900, des troubles xénophobes éclatent au Yunnan, à Mong Tseu, et à Yunnanfou. Le consulat de France de Mong Tseu est pillé en 1899; dans celui de Yunnan Fou, en 1900, le consul, ainsi que tous les Français en mission d'études du chemin de fer, sont pendant plusieurs jours prisonniers d'éléments louches de la population chinoise, sans que les mandarins aient cherché à faire sentir leur autorité pour assurer la protection des Français.

Ne serait-ce pas là une occasion pour la France de s'implanter définitivement dans cette région, riche et au climat tempéré, que beaucoup de bons

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

esprits considéraient à l'époque comme le prolongement naturel de l'Indochine vers le Nord. Trois ans plus tôt, dans une lettre écrite pendant la traversée qui le conduisait à Madagascar, Lyautey plaidait cette cause avec chaleur :

... « Il y a toute probabilité pour que nous soyons amenés un jour à nous arrondir du côté du Yunnan, ou du moins à y intervenir, ou à empêcher que d'autres y interviennent. Il y a donc tout intérêt à ce que la porte reste ouverte... Le Yunnan a été notre première raison de venir au Tonkin. C'est la pénétration de la Chine par le Sud, par le Fleuve Rouge, c'est-à-dire par le Yunnan, qui a amené ici les Garnier, les Harmand, les Dupuis. Une série d'engrenages nous a orientés sur la direction Lang Son, Quang Si et a écarté notre effort du Fleuve Rouge. Au point de vue économique, nous n'avons pas grand chose à faire au Quang Si, qui n'exportera jamais par notre voie ferrée, puisqu'il a un débouché naturel, la rivière de Canton. Pour le Chinois, le temps ne compte pas et jamais il ne détournera un rotin d'une voie, si longue soit-elle, qui ne lui coûte rien, pour transiter par une voie onéreuse...

« Pour le Yunnan, c'est autre chose, il n'a de débouchés pratiques que vers le Sud. C'est un cul de sac dont les portes sont tenues par le Tonkin, le Siam et la Birmanie, c'est-à-dire par nous et les Anglais. Ceux-ci ne travaillent en Haute Birmanie que pour arriver avant nous à Yunnanfou; il y a dix ans nous étions là bons premiers, mais voici qu'ils ont poussé leur chemin de fer jusqu'à Bamo; il n'est pas impossible qu'ils soient sur le Yang Tsé avant nous. Le Yang Tsé ! La pénétration en pleine Chine que Doudart de Lagrée et Garnier nous ont ouverte. Nous laisserons-nous arrêter par ce mirage de l'intégrité chinoise, des mandarins chinois, par toute cette façade qui signifie ici d'autant moins que le Yunnan est aussi peu chinois que possible?... »

Cette lutte de vitesse avec les Britanniques, le Gouverneur général Doumer l'a tentée en portant tous ses efforts vers la construction du chemin de fer Hanoï-Yunnanfou. Mais il s'est tenu prêt aussi à intervenir au besoin par des moyens moins pacifiques. En 1899, une colonne d'un bataillon est constituée à Lao Kay; en 1900, une colonne plus étoffée qui comprend trois bataillons et une batterie, se dispose à entrer au Yunnan pour y protéger les nationaux français insultés et molestés. Toutefois, dans les deux circonstances, et notamment en juillet 1900, lorsque le consul de France et ses compagnons purent, après bien des péripéties, atteindre la frontière française, il apparut sage de n'entrer en territoire chinois que

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

si les circonstances motivaient expressément cette intervention. En fait une telle intervention en juillet 1900 eut amené une fâcheuse dispersion des forces de l'Union Indochinoise, qui à ce moment même devait envoyer en toute hâte un petit corps expéditionnaire au Petchili.

*
* *

Des événements beaucoup plus graves que ceux du Yunnan se sont, en effet, déroulés à Pékin. Le 23 janvier 1900, l'Impératrice douairière fait déposer l'Empereur et prend la direction des affaires au nom du parti conservateur et xénophobe. C'est le prélude d'un vaste mouvement général contre les étrangers et les chrétiens, à l'instigation de nombreuses sociétés secrètes dont la plus agissante est celle des Boxers.

C'est d'Indochine que partent les premières troupes destinées à la protection des missionnaires et commerçants français installés au Petchili. En moins d'une semaine celles-ci sont à pied d'œuvre. Du 20 juin à la fin d'août, ces envois atteignent :

23 compagnies d'infanterie coloniale,
7 batteries,
1 peloton de «chasseurs annamites»,
Des auxiliaires, ouvriers et conducteurs d'artillerie.

Sans doute, pour compenser ces pertes, la métropole dirige sur l'Indochine deux bataillons de Légion étrangère, un bataillon de tirailleurs algériens, un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, et six batteries. Mais pendant plusieurs semaines le corps d'occupation d'Indochine se trouve sérieusement appauvri en unités d'infanterie blanche (près de la moitié) et en artillerie, et il est heureux qu'aucune difficulté ne se soit présentée à l'intérieur et qu'il n'ait pas été nécessaire de donner suite aux projets d'intervention au Yunnan.

Le colonel de Pélacot, puis le général Frey, envoyés d'Indochine, prennent successivement le commandement des forces françaises du Petchili en attendant l'arrivée du général Voyron débarqué le 21 septembre avec des troupes venant de France.

Le 28 août 1901, une partie des troupes du corps expéditionnaire sont retirées de Chine et dirigées sur le Tonkin pour y constituer la brigade mixte de réserve de Chine.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

A peine la situation s'est-elle éclaircie du côté de la Chine (tant au Petchili que sur la frontière sino-tonkinoise où les troupes françaises ont à intervenir en 1901 dans le 2e territoire militaire) qu'une agitation se produit sur les confins siamois, dans la vallée du Se Moun, affluent du Mékong. En avril 1902, les insurgés menacent la ville d'Oubon. Simultanément le représentant de la France à Bang Kok, M. Klobukowski, et le gouvernement siamois sollicitent le concours des autorités françaises, l'un en vue de la protection éventuelle à accorder aux nationaux français de la région frontière, l'autre pour le désarmement des rebelles s'ils passaient en territoire laotien.

A la même époque, des troubles, qui ont un caractère anti-français, se produisent de la part d'éléments siamois dans la province de Battambang : le personnel du consul de France dans cette ville est l'objet de plusieurs tentatives de meurtres.

La France, libérée de toute préoccupation du côté de la Chine, aurait pu être tentée de saisir cette occasion d'intervenir au Siam.

On trouve encore dans une lettre de Lyautey, de 1897, une appréciation intéressante sur les rapports qui, à son avis, devraient exister entre les deux pays. Il craint qu'une autre puissance occidentale ne mette la main sur le Siam : alors que la France y prenne position la première, car celui-ci fait partie intégrante de la presqu'île indochinoise et il en constitue le pays le plus riche.

« . . . Le Laos et le Haut Tonkin ne valent que comme *marches* de l'Indochine du Sud, de l'Indochine riche, Siam, Cambodge, Cochinchine, contre la Chine. Ces marches, nous les occupons, mais le plus beau morceau de l'Indochine riche est en train de nous passer sous le nez. »

Lyautey ne conçoit d'ailleurs l'occupation du Siam que « sous une condition absolue, c'est que nous ne fassions que du *protectorat* au Siam, du *vrai protectorat* et non pas de l'annexion déguisée avec toutes les charges d'une administration directe, notre nuée de fonctionnaires, notre magistrature ».

« Si nous n'allons pas au Siam, les Anglais iront. . . »

En 1903, la situation n'est plus tout à fait la même. Les Anglais, dont la guerre du Transvaal a quelque peu atténué les ambitions coloniales, et qui

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

se préoccupent surtout d'asseoir sur des bases stables leur situation en Égypte, ne semblent pas avoir de visées directes sur le Siam : ce dernier, à l'exemple du Japon, se montre d'ailleurs très jaloux de son indépendance et, par la constitution d'une armée équipée à l'européenne, il entend la faire respecter.

Du côté du Laos, l'incident de 1903 sera vivement réglé, sans que les troupes françaises aient à franchir la frontière. Le consul français d'Oubon parvient à se réfugier à Bassac. Quelques centaines d'insurgés traversent le Mékong, et attaquent Savannaket, mais sans succès. Des détachements de garde indigène, renforcés d'une compagnie de tirailleurs annamites et d'une section d'infanterie coloniale, suffisent à maintenir l'ordre.

La situation est beaucoup plus délicate dans la région de Battambang. Cette province est revendiquée par le Cambodge, et l'entrée d'une troupe française en territoire siamois risque d'amener de grosses difficultés et de soulever les passions au Siam, d'autant plus que depuis 1893 la France conserve des garnisons dans les provinces voisines, et toujours contestées, de Chantaboun et Pak Nam.

Néanmoins, il s'agit avant tout d'assurer la protection des ressortissants français, et pour parer à toute éventualité le Gouverneur général prescrit de renforcer les troupes qui occupent Chantaboun et Pak Nam. Une compagnie annamite est dirigée sur Pak Nam où existe déjà une compagnie; l'envoi d'une compagnie d'infanterie coloniale porte à trois compagnies et une section d'artillerie la garnison de Chantaboun; un chef de bataillon reçoit le commandement de l'ensemble de ces troupes. D'autre part une compagnie annamite, et un peloton d'infanterie coloniale se portent le 16 mai de Pursat, en territoire cambodgien, à Svaidoukéo poste milice frontière, en territoire siamois, à 70 kilomètres de Battambang, tandis qu'un peloton d'infanterie coloniale vient remplacer ce détachement à Pursat.

Le 18 mai, une amélioration de la situation permet de limiter les mouvements de troupes à ceux qui sont déjà prescrits. Le calme renaît partout peu à peu, et il est possible dans le courant de l'été de rappeler en Cochinchine une partie de ces éléments.

Toutefois, la situation délicate dans laquelle se trouve le petit corps d'occupation des provinces de Chantaboun et de Pak Nam amène les deux gouvernements français et siamois à un accord sur ce point. D'après la convention du 15 février 1904, la France évacue Chantaboun et Pak Nam, et le Cambodge reçoit en retour le territoire de Kratt, qui lui est limitrophe.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Solution bâtarde, car les habitants de ce territoire sont tous siamois, et une grave question reste pendante : celle des provinces de Battambang, Siem Reap et Sisophon — «l'Alsace-Lorraine Kmère» — revendiquées par le Cambodge, et d'ailleurs peuplées presque uniquement de Cambodgiens. Le Siam manifeste toutefois une grande bonne volonté en acceptant dans la province de Battambang la création d'une milice siamoise sous les ordres d'officiers français.

Une occasion favorable permet bientôt de donner satisfaction aux deux puissances en sauvegardant les amours-propres nationaux. En 1907, le Siam revendique le petit territoire de Dong Say, situé dans le Laos au point de jonction des routes qui relient le bassin du Moyen Me Nam aux provinces siamoises en bordure du Mékong. La France consent à la cession de ce territoire, au nord, et aussi à la rétrocession du territoire de Kratt, au sud; en retour elle obtient, au profit du Cambodge, la rétrocession des trois provinces de l'Alsace-Lorraine Kmère.

Le gouvernement de Bang Kok fait preuve d'un large esprit de conciliation en cédant, par le traité du 23 mars 1907, un territoire d'une superficie de 27.000 kilomètres carrés; mais Phya Katathorn, le gouverneur des trois provinces de Battambang, Siem Réap et Sisophon se montre moins accommodant. Moyennant un tribut rituel à la Cour siamoise, il était en fait le véritable souverain de ces régions, et bien que le roi l'eût largement dédommagé de la perte de ses fonctions par l'octroi d'une rente de 80.000 piastres, il voue à la France la haine la plus ardente, et suscite aussitôt une vive agitation dans les territoires rétrocédés. Les détachements français sont constamment inquiétés, et le poste de Mongkol Borey est attaqué, le 23 avril, par une bande de 300 hommes.

Les troupes françaises comportent deux compagnies (une cambodgienne, une annamite) et un groupe de 250 miliciens. Pendant près d'un an, elles sont constamment sur la brèche, et au cours des divers engagements, au nord vers Bassibao, au sud vers Phai Lin et Treng, elles éprouvent quelques pertes (un officier tué, deux officiers blessés).

Cependant, le principal agitateur, Visès Nhon, ancien haut-fonctionnaire siamois, est abandonné en mars 1909 par la plupart de ses partisans, et il repasse au Siam, où il est capturé par le général Siamois Schann.

L'ordre régnera désormais dans les provinces rétrocédées; la France vivra en parfaite amitié avec le Siam; des détachements siamois figureront au front français pendant la Grande Guerre, et l'un d'eux sera rattaché, au début de l'occupation rhénane, au 1er corps d'armée colonial.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

*
* *

A l'époque où les troupes de l'Union Indochinoise ont à intervenir sur les confins siamois, l'Extrême-Orient tout entier subit la violente secousse de la guerre russo-japonaise. Situation délicate pour la France : la Russie est son alliée, le Japon est l'alliée de l'Angleterre, dont elle vient elle-même de se rapprocher. Elle reste neutre, et ne peut accorder que temporairement, en avril 1904, dans la baie de Cam Ranh, une hospitalité très précaire à la flotte de l'amiral Rodjevinsky, qui rencontrera quelques semaines plus tard l'escadre japonaise à Tsoushima.

La guerre a des répercussions profondes sur l'état d'esprit des populations indochinoises. La démonstration évidente qu'une armée composée de jaunes, uniquement commandée par des jaunes, peut obtenir des résultats particulièrement brillants en face d'adversaires européens exalte le nationalisme des indigènes, et constitue pour les Européens un sujet légitime de crainte. Un Japon tout-puissant, mais qui souffre d'un trop-plein de population, ne serait-il pas tenté de rechercher vers l'Ouest quelque colonie de peuplement, et l'Indochine ne serait-elle pas précisément ce territoire rêvé, à quelques jours seulement de navigation de Yokohama et de Kobé, dans une situation géographique telle que l'antique rivale ennemie, la Chine, dont les provinces du Sud sont tributaires des Deltas indochinois pour l'alimentation, serait bien vite à sa merci. Après une période de deux ou trois années, pendant lesquelles la majorité des Japonais habitant ou circulant en Indochine sont soupçonnés d'espionnage, le loyalisme du Japon à l'égard de la France, loyalisme qui a trouvé son expression complète au cours de la guerre 1914 1918, ne fait plus aucun doute pour les autorités françaises. Les craintes formulées vers 1905 ne reposent d'ailleurs sur aucun fondement sérieux : le Japon a besoin de contrées de peuplement, mais l'Indochine, par son climat chaud et humide, ne saurait convenir à l'établissement d'une race habituée à un climat tempéré.

*
* *

La Grande Guerre permet à l'Union Indochinoise de s'acquitter de la dette contractée envers la mère-patrie depuis plus d'un demi-siècle. A son

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

tour, elle dépense son or, elle envoie son matériel et les produits de son sol ou de son sous-sol, elle met ses fils à la disposition de la métropole pour participer à l'œuvre commune de la défense nationale.

Dès 1912, le haut commandement avait envisagé l'envoi en France de troupes indochinoises, dans le cas de conflit européen. Le général Pennequin, l'un des animateurs, avec Mangin, de l'armée indigène, estimait que les forces expédiées outre-mer par l'Indochine pourraient atteindre 20.000 hommes. Cette opinion paraissait exagérée à l'époque, et cependant, de 1914 à 1918, 43.430 militaires indochinois viennent en Europe, et il convient d'y ajouter 48.981 travailleurs, militarisés et organisés en bataillons, ce qui porte à près de 100.000 l'appoint en personnel indigène fourni par l'Union Indochinoise à la métropole.

Les militaires indochinois ont constitué 4 bataillons de combattants et 15 bataillons d'étapes, et fourni des infirmiers coloniaux (9.019) et des ouvriers d'administration coloniaux (5.339).

Deux des bataillons combattants servent sur le front français; ils sont engagés au Chemin des Dames, en 1917, dans les Vosges, sur l'Aisne, à Reims en 1918, et y méritent par leur crânerie, leur tenue, leur attitude disciplinée toute l'estime du commandement. Il en est de même, d'ailleurs, des bataillons d'étapes : les 5.000 automobilistes qui en font partie se distinguent par leur sang-froid sous le feu, et leur grande habileté technique. Une compagnie d'étapes est rattachée au 8e régiment de tirailleurs algériens, et participe le 22 octobre 1916, devant Verdun, à la reprise des carrières d'Haudremont. Malgré des pertes qui atteignent le tiers de la compagnie, le moral reste parfait, et les Tonkinois rivalisent d'entrain avec les Algériens pour s'installer dans les tranchées allemandes en dépit du bombardement le plus violent.

A l'armée d'Orient, deux autres bataillons indochinois sont constamment employés à des reconnaissances, à des coups de main, à de petits combats, où leur attitude décidée et calme ne tarde pas à être remarquée. Ils se sentent d'ailleurs un peu plus dans leur ambiance naturelle que sur le front français, en certains points de ces secteurs tourmentés et montagneux et notamment en Albanie, au contact de bandes irrégulières avec lesquelles il faut ruser, lutter d'habileté et de vitesse, comme au Tonkin dans les cirques ou sur les pitons de la haute région.

Le général Henrys, commandant l'armée française d'Orient, leur donne d'ailleurs un beau témoignage de satisfaction dans la lettre qu'il écrivait le 29 août 1918 au général commandant en chef les armées alliées :

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une copie des citations à l'ordre de l'armée, du corps d'armée et de la division qui ont été accordées à des officiers et militaires servant au 1er bataillon de marche indochinois.

« Jusqu'à présent les deux bataillons indochinois qui font partie de l'armée d'Orient, s'étaient fait remarquer par leur aptitude à organiser les positions confiées à leur garde et par l'application qu'ils apportaient à l'exécution du service dans le secteur où ils étaient employés.

« Consciencieux, attentifs, animés de l'esprit du devoir, montrant en toutes circonstances une activité intelligente et silencieuse, ils ont toujours donné satisfaction aux chefs sous les ordres desquels ils sont placés.

« En cours de récentes opérations en Albanie, ces troupes ont donné la mesure de leur énergie et de leur esprit de sacrifice.

« Attaquées par les troupes autrichiennes très supérieures en nombre et qui étaient appuyées par une puissante artillerie de moyen et de gros calibre, nos Indochinois sont restés impassibles sous les violents bombardements qu'ils ont subis. Ils n'ont pas cédé un pouce de terrain malgré cette infériorité numérique et malgré les fatigues que leur imposait un terrain particulièrement difficile et une chaleur accablante.

« Répondant à la manœuvre de l'ennemi par la contre-attaque, ils ont refoulé les Autrichiens et leur ont infligé des pertes sérieuses.

« Aussi ai-je été heureux d'accorder des citations à ceux de ces militaires qui se sont plus particulièrement distingués au cours des opérations dont il s'agit.

« Peut-être estimerez-vous avec moi qu'il y aurait lieu de porter ces faits et ces citations à la connaissance du Gouverneur général de l'Indochine qui pourrait en informer la population placée sous sa haute autorité, en raison de l'heureuse répercussion que ces événements ne manqueront pas d'avoir sur leur esprit... »

A côté de ces citations ou félicitations collectives il convient de mentionner les nombreuses citations individuelles décernées à des militaires indochinois en service soit au front français, soit à l'armée d'Orient. A titre d'exemple, sur environ un millier de militaires indigènes entrant dans la composition du 21e bataillon indochinois, on relève, pour un séjour aux armées d'une durée de dix-huit mois :

1 citation à l'ordre de l'armée,
2 citations à l'ordre du corps d'armée,
4 citations à l'ordre de la division,
6 citations à l'ordre de la brigade,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

130 citations à l'ordre du régiment.

Beaucoup de régiments français n'ont pas à leur actif un pourcentage aussi honorable.

Aux côtés de leurs camarades des troupes régulières, les fonctionnaires européens de la garde indigène donnent aussi, pendant la grande guerre, le plus noble exemple : sur 300 inspecteurs ou gardes principaux, que leurs fonctions retiennent normalement en Indochine, 80 sollicitent instamment l'honneur de partir au front français, ainsi d'ailleurs que 15 d'entre eux déjà admis à la retraite. Sur ces 95 fonctionnaires, 31 sont tués et 22 blessés grièvement. Parmi ceux qui restent en Indochine et qui sont constamment sur la brèche au Laos et au Tonkin, on compte 6 inspecteurs ou gardes principaux tués, 5 assassinés, 1 blessé grièvement; en outre, 28 meurent de fatigues de leur dur métier de coureur de brousse. Cette proportion de 70 morts en service sur 315 fonctionnaires fait honneur à la garde indigène, et aussi à l'armée coloniale dont la très grande majorité de ces cadres sont issus.

En dehors du personnel européen et indigène, et bien qu'il y ait eu à organiser des colonnes au Laos et dans diverses régions du Tonkin, l'Union Indochinoise a pu aussi diriger sur la France une partie importante de son matériel de guerre : mortiers et canons de tous calibres, affûts et obus correspondants, armes portatives, matières premières indispensables pour la fabrication des munitions, des armements et des équipements.

*
* *

Depuis la guerre 1914-1918, l'Union Indochinoise a fourni des unités pour le service extérieur, soit en France même, soit en Chine — au Petchili, à Shang Haï et à Canton, — soit au Levant, soit au Maroc.

Deux bataillons venant directement du Tonkin débarquent en Syrie à la fin de 1920. L'un tient d'abord des postes sur la voie ferrée d'Adana à Alexandrette; en janvier 1921, il opère dans la vallée de l'Oronte, et participe en mars au sanglant combat de Tatal Ouchagui. L'autre bataillon prend part aux opérations dans le territoire des Alaouites.

Deux bataillons de mitrailleurs indochinois sont dirigés de France sur le Maroc en 1925, et leur attitude y est excellente, en dépit du véritable « dépaysement » que les circonstances leur imposent. Le général Boichut,

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

commandant supérieur des troupes, déclare que le 53e bataillon «laisse son souvenir attaché à des noms glorieux, Tafrant, Skiff Oued, Bab Hoceine, où il a montré son ardeur au combat et fait preuve d'une belle tenue au feu».

Le 28 novembre 1787, à Versailles, au nom de Nguyen An, souverain d'Annam, encore dépossédé, Mgr. Pigneau de Béhaine signait avec le gouvernement français un traité d'alliance offensive et défensive, limité toutefois en ce qui concerne la participation des troupes annamites à la région comprise entre les Moluques et le détroit de Malacca. Il faudra plus d'un siècle pour que ce traité reçoive sa pleine application. Mais les deux contractants ne marchandent pas leur peine : pendant plus de cinquante ans la France envoie les plus braves de ses enfants combattre et mourir en Indochine pour y faire régner l'ordre et la tranquillité, et les Indochinois, à leur tour, viennent acquitter leur dette envers la grande patrie commune jusque sur les champs de bataille du Nord-Est ou dans le bled marocain.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

(Cliché du Gouvernement général de l'Indochine.)

Hanoï. — Monument aux morts de la Grande Guerre.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CONCLUSION.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

CONCLUSION.

Parmi toutes les possessions françaises, l'Indochine a une individualité bien caractérisée. Ses habitants n'ont ni les mêmes mœurs, ni le même degré de civilisation, ni la même religion qu'aucun des autres sujets ou protégés de la France. Son sol, d'une fertilité sans égale, grande terre à riz de l'Extrême-Orient, son sous-sol, où la pioche du mineur découvre toutes sortes de minerais utiles ou de métaux précieux, en font une région privilégiée; on n'y rencontre ni les étendues désertiques d'un Sahara, ni les forêts équatoriales impénétrables aux humains. Au contact de grands peuples asiatiques, l'Indochine est comme une avancée de la patrie française aux confins du Pacifique. Par la beauté de ses paysages et le caractère original des races qui la peuplent, elle a inspiré toute une littérature, et une pléiade d'artistes, dont certains sont eux-mêmes issus du terroir. Enfin, depuis l'époque de Pigneau de Béhaigne, sa cause a suscité des enthousiasmes et des dévouements innombrables : l'Union Indochinoise a ses héros et ses martyrs.

Héros et martyrs, tous ces petits colons, isolés au plein cœur de la montagne annamite ou de la brousse, à la merci des pirates, luttant sous un soleil implacable pour la mise en valeur de ces terres lointaines, et dont beaucoup succombent à la tâche. Héros et martyrs, et très souvent au sens propre de ce dernier mot, ces missionnaires français, qui sans se détourner de leur but évangélique savent faire rayonner le nom de la France chez les peuplades les plus hostiles à toute pénétration étrangère. Héros et martyrs, ces fonctionnaires de tous grades, victimes du climat, victimes de l'hostilité des indigènes, comme l'un d'eux, Haïtce, que les Chinois de Mon Cay, en 1885, ligottent entre deux planches, et scient tout vivant comme une bûche de bois. Et sur ce tableau d'honneur, ceux qui eurent entre leurs mains les destinées de l'Indochine figurent en bonne place : trois gouverneurs ou résidents généraux meurent à leur poste : Paul Bert, Armand Rousseau, Maurice Long. Un autre, M. Van Vollenhoven, après avoir volontairement déposé l'uniforme du proconsul pour revêtir celui du sous-

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

officier colonial[1], vient trouver sur un champ de bataille de France la fin la plus glorieuse d'une courte et brillante carrière.

Mais dans la phalange des héros et des martyrs de la cause indochinoise, l'armée française occupe la plus belle place.

La conquête de l'Indochine demande près de trente ans d'efforts. Elle constitue une création continue et laborieuse. Saïgon, cellule initiale de l'occupation française, est défendue pendant deux ans avec des forces minimes; l'enlèvement des lignes de Chi Hoa, la prise de My Tho, de Bien Hoa, de Vinh Long, la destruction des débris de l'armée annamite de Nguyen Tri Phong, ne sont réalisés qu'aux prix de rudes souffrances de la part de ces soldats et marins, anémiés, en proie au paludisme et à la dysenterie, et qui marchent dans la boue des rizières avec le lourd shako ou un chapeau de paille insuffisant pour les garantir des rayons d'un soleil ardent. Au Tonkin, avec Garnier, avec Rivière, on combat un contre cent, et toujours de bonne humeur; dès l'été de 1883, la lutte devient plus âpre encore; il faut enlever d'assaut les citadelles les unes après les autres, il faut morceau par morceau conquérir tout le Delta tonkinois. Puis, pendant de longues années c'est une « guerilla » sanglante, déconcertante, épuisante, jusqu'au moment où l'institution des territoires militaires, sous l'impulsion des Gallieni, des Pennequin et des Vallière, asseoit définitivement l'autorité de la France jusqu'aux confins les plus extrêmes de l'Indochine.

Sans doute l'occupation du Cambodge, de l'Annam et surtout du Laos ne demande pas un effort militaire aussi considérable. Mais la pacification de l'Annam, qui exige néanmoins de nombreuses campagnes de 1883 à 1888, est facilitée par la main-mise de l'autorité française sur le pouvoir central, grâce à la présence à Hué même des forces nécessaires. Au Cambodge, l'établissement du protectorat est l'œuvre personnelle de marins audacieux et perspicaces, Doudart de Lagrée, et de la Grandière. Au Laos, l'action de M. Pavie bénéficie du passage en ce pays, quelques années plus tôt, de Doudart de Lagrée et Francis Garnier, et elle trouve un exemple et un appui dans le territoire voisin, dont le chef, le commandant Pennequin, sait amener, par une politique indigène réalisatrice, la paix et la tranquillité dans la région profondément troublée de la Rivière Noire.

Et en effet, l'armée française n'est pas seulement conquérante, elle est

[1] Le gouverneur général Van Vollenhoven a quitté le Tonkin comme sergent d'infanterie coloniale pour rejoindre le front français au printemps de 1915. Il fut tué comme capitaine d'infanterie coloniale le 15 juillet 1918.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

essentiellement organisatrice. Dès les premiers jours de l'occupation de l'Indochine, on trouve dans son sein des légions d'administrateurs vigilants, pleins d'initiative. Amiraux et généraux bâtissent des villes, déterminent le tracé de grandes artères, gouvernent avec sagesse d'immenses territoires. Aux échelons inférieurs, l'officier de tout grade dresse des cartes, construit des postes, des routes, des marchés, des dispensaires, des écoles; par une politique ferme, patiente, empreinte d'équité, il attire à la cause française les indigènes désormais garantis de l'arbitraire des mandarins, protégés des incursions des pirates, immunisés contre les maladies endémiques ou épidémiques qui déciment la race, jouissant dans leur vie matérielle des multiples améliorations apportées par les conquérants. Et dans cette lutte pour la civilisation, le simple soldat ne reste pas inactif, il est tour à tour maçon, terrassier, charpentier, menuisier, télégraphiste, infirmier, laboureur, instituteur.

Le rôle économique de l'armée française perd de son ampleur, à mesure que l'ordre et la paix règnent sur tous les territoires de l'Union Indochinoise. Mais la présence même de troupes instruites et entraînées constitue la garantie essentielle de cet ordre et de cette paix sans lesquels il n'est ni progrès ni civilisation. Ces belles unités restent d'ailleurs rarement l'arme au pied : des mouvements locaux, comme les incursions des réformistes chinois, le dernier soulèvement du De Tham, les troubles du Laos ou de la région de Mon Cay, les émeutes d'Annam, nécessitent maintes fois la constitution de colonnes, dont la plupart peinent durement; des bataillons montent la garde aux frontières du Yunnam et du Siam, occupent Quang Tchéou Wan, assurent la sécurité des nationaux français au Petchili, à Shang Haï et à Canton. Pendant ce temps, à travers la brousse, les médecins militaires, par leur science et leur dévouement, se rangent parmi les meilleurs artisans du ralliement des indigènes à la cause française; de nombreux officiers et sous-officiers parcourent le pays dans tous les sens pour établir le canevas et le tracé de cartes précises, particulièrement utiles à l'administration et au commerce; ils sont aidés dans cette tâche par les aviateurs, qui assument en même temps des services postaux ou sanitaires; les sapeurs du génie construisent et lancent des ponts, etc.

L'armée française peut donc être fière de son œuvre en Indochine : conquête, pacification, organisation, mise en valeur. Mais sa fierté est d'autant plus grande qu'elle a su associer à cette œuvre l'élément indigène lui-même. Fraternellement unis dans l'effort, dans la souffrance, et souvent aussi dans la mort, soldats français et indochinois participent ensemble

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

aux plus durs combats comme aux labeurs de la paix. Parmi les troupes indigènes, on ne compte pas plus de deux ou trois velléités de rébellion purement locales et vite étouffées, en regard de soixante-dix années du dévouement le plus généreux, de la soumission la plus complète à la voix des chefs. Le loyalisme des militaires indochinois s'affirme jusque sur les champs de bataille de France, sur les fronts de Macédoine, du Levant ou du Maroc.

*
* *

Dans les milieux annamites, travaillés par une insidieuse propagande de l'extérieur, on met parfois en doute l'utilité de ces dévouements, de ces souffrances acceptées joyeusement en commun : sans les Français, sans l'armée française, les pays qui constituent désormais l'Union Indochinoise ne se seraient-ils donc pas développés aussi vite et aussi bien, et n'auraient-ils pas atteint naturellement le degré de civilisation de certaines nations asiatiques, comme le Japon ou le Siam? Rien n'est moins sûr. Des peuples mêmes voisins, mêmes frères par le sang, ne se trouvent pas forcément dans les conditions identiques de développement, ou ne bénéficient pas des mêmes avantages d'ordre géographique. Au surplus, les faits seuls comptent : avant la venue des Français en Indochine, il n'existe, dans ces pays si variés, ni unité politique, ni entente économique, car l'essai de centralisation de l'Empereur Gia Long n'a pas eu de lendemain. Pas de routes; des petits ports côtiers, mais pas un seul grand port; un commerce insignifiant; aucune défense contre le choléra, la variole, les contagions de toutes sortes; l'argent et les honneurs dévolus à quelques centaines de mandarins, la famine, la pauvreté et les coups constituant le lot du reste de la population. Mais depuis que le drapeau tricolore flotte sur ces contrées, la population a plus que doublé en Cochinchine, parce que l'Annamite ne meurt plus comme autrefois de misère physiologique, de maladie ou d'inanition; grâce aux travaux de toutes sortes exécutés par les Français, et notamment aux travaux d'irrigation, il produit du riz en abondance, et aussi du café, du thé, de l'huile de palme, du caoutchouc, et toutes ces denrées, ces matières premières, il est assuré de les vendre, car le développement des chemins de fer et des ports lui offre des débouchés lointains. Partout, en Annam, dans le Delta tonkinois, sur les hauts plateaux du Laos, l'indigène bénéficie de la lutte entamée contre la jungle ou la terre

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

en friche par le colon français avec des capitaux français, et des méthodes nouvelles.

Cette prospérité contraste singulièrement avec l'état lamentable des provinces chinoises du Quang Si et du Quang Tong : là les terres demeurent incultes, les routes mandarines, bien rares, ne sont pas entretenues. Le réseau télégraphique est peu développé et d'un rendement médiocre; il n'y a aucune voie ferrée. Les populations sont terrorisées par les malfaiteurs ou décimées par la maladie. Ce tableau actuel des territoires limitrophes du Tonkin n'est-il pas identique à celui des pays de l'Indochine avant l'arrivée des Français? Si ces derniers n'avaient pas substitué par la force leur autorité à celle du gouvernement de Hué, l'anarchie continuerait à régner sur toutes ces belles contrées.

La force n'a jamais été employée au service d'une plus belle cause, ni pour asseoir une domination plus maternelle. Et ce qui, dans cette œuvre, constitue la beauté et la noblesse de l'armée française d'Indochine, c'est qu'elle a largement ouvert ses rangs à tous les nouveaux sujets de la France, faisant souvent de ses adversaires de la veille ses auxiliaires du lendemain. Dans le long défilé de ses héros et de ses martyrs, voici toute une pléiade de chefs illustres, d'officiers de tous grades, bâtisseurs des cités et conquérants des âmes; voici la masse des humbles, des soldats de France presque toujours anonymes, grelottant de fièvre, terrassés par la maladie et marchant quand même; voici enfin les petits tirailleurs jaunes, coiffés du salacco, ceux qui ont lutté dans la rizière de Cochinchine comme sur les pitons du Laos, derrière les murs de Tuyen Quang comme à l'assaut de Son Tay ou à la poursuite des pirates de la haute région tonkinoise. Tous portent avec fierté l'uniforme français. Cet uniforme, pour nos soldats indigènes, il est en effet le symbole des traditions que la France apporte dans les plis de son drapeau : l'ordre dans la cité, la tranquillité dans les chaumières, la paix régnant sur la terre des chers ancêtres.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.

Paulin Vial. — *Les premières années de la Cochinchine française.* (Challamel, 1874.)

De Barancourt. — *Les expéditions de Chine.* (Alyot, 1861.)

Pallu de la Barrière. — *Histoire de l'expédition de Cochinchine, en 1861.* (Berger-Levrault 1888.)

Capitaine Bouinais. — *La marine et les troupes coloniales en Cochinchine.*

Amiral Bonard. — *Rapport sur la prise de Vinh Long.*

Amiral Charner. — *Rapport sur la prise des lignes de Chi Hoa et de Mytho.*

Cultru. — *Histoire de la Cochinchine française.* (Challamel, 1910.)

Henri Villardan. — *Notice sur Francis Garnier.* (Société de l'imprimerie Thiolier, 1896.)

Bouinais et Paulus. — *L'Indochine française.* (Challamel, 1885.)

Revue maritime et coloniale (1872-1886).

Gautier. — *Les Français au Tonkin, 1787-1886.* (Challamel, 1887.)

Dick de Lonlay. — *Les combats du général de Négrier au Tonkin.* (Garnier, 1886.)

Capitaine Lecomte. — *Marches de Lang Son à Tuyen Quan.* (Berger-Levrault, 1888.)

Harmant. — *La vérité sur la retraite de Lang Son.* (A. Savine, 1892.)

Capitaine Armengaud. — *Lang Son, journal des opérations.* (Chapelot, 1901.)

Dupuis. — *Le Tonkin de 1872 à 1886.* (Challamel, 1910.)

Amiral Courbet. — *Notes et correspondance.* (Léon Chailly, 1896.)

Carayol. — *Au Tonkin et en Chine.* (Challamel, 1902.)

Commandant Chabrol. — *Opérations militaires au Tonkin.* (Charles Lavauzelle.)

Commandant Famin. — *Au Tonkin et sur la frontière du Quang Si.* (Challamel, 1895.)

Général Gallieni. — *Trois colonnes au Tonkin, 1894-1895.* (Chapelot, 1899.)

Capitaine Sénèque. — *Luttes et combats sur la frontière de Chine. — Cercle de Mon Cay, 1893-1894-1895.* (Charles Lavauzelle.)

Colonel Diguet. — *Annam et Indochine française.* (Challamel, 1908.)

Maréchal Lyautey. — *Lettres du Tonkin et de Madagascar (1894-1899).* [Armand Colin, 1921.]

Capitaine P. Masson. — *Souvenirs de l'Annam et du Tonkin.*

Rouyer. — *Histoire de l'Annam et du Tonkin depuis 1899.* (Ch. Lavauzelle.)

Capitaine Bastide. — *Soulèvement et prise de Hué en 1885.* (Fournier, Paris.)

Félix Julien. — *Doudart de Lagrée.* (Challamel, 1886.)

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

État-Major des troupes de l'Indochine. — *Les services militaires en Indochine.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.)

— — — *L'Aéronautique militaire de l'Indochine.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.)

— — — *Histoire militaire de l'Indochine française.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.)

Boudet et Masson. — *Iconographie de l'Indochine.* (Van Oest, 1931.)

Monfleur. — *Monographie de la Province du Darlac.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.)

Roland Meyer. — *Le Laos.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.)

— — *L'Annam.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931.)

Pierre Gourou. — *Le Tonkin.* (Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient.)

— — *La Cochinchine.* (Hanoï, Imprimerie d'Extrême-Orient.)

Morizon. — *Le Cambodge.* (Imprimerie d'Extrême-Orient.)

Le correspondant (octobre à décembre 1931).

Revue des Troupes coloniales.

Revues diverses.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TABLE DES CROQUIS.

	Pages
Plan de Saïgon et des lignes de Chi Hoa	64
Croquis de la prise de My Tho	64
Croquis de la prise de Bien Hoa	64
Croquis de la Cochinchine. Cambodge	82
Croquis de l'affaire du Pont de Papier	134
Croquis de la prise de Son Tay	134
Croquis de la prise de Bac Ninh	134
Croquis du Tonkin (1873-1886)	156
Croquis du Tonkin (1885-1896)	210
Croquis des Ba Chau	210
Croquis du Tonkin et du Laos (Nord) (de 1897 à nos jours)	302
Carte générale de l'Indochine	*in fine.*

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TABLE DES ILLUSTRATIONS.

		Pages.
Planche I.	— Une rizière dans le Delta de la Cochinchine.....	16
	Une rizière dans la Haute Région du Tonkin.	
Planche II.	— La montagne tonkinoise. Gorges de la Rivière Noire.....	20
	Un aspect du port de Saïgon.	
Planche III.	— Mgr Pigneau de Béhaine et son élève le prince Canh.....	26
	Le tombeau de l'évêque d'Adran.	
Planche IV.	— M. Paul Bert, Résident général en Annam-Tonkin.....	40
	M. de Lanessan, Gouverneur général de l'Indochine.	
	M. Paul Doumer, Gouverneur général de l'Indochine.	
Planche V.	— Assaut de la citadelle de Saïgon, par les forces franco-espagnoles, le 17 février 1859.....	48
	Attaque des lignes de Chi Hoa, le 24 février 1859. Prise de la Grande Redoute..	
Planche VI.	— Prise de Bien Hoa, le 18 décembre 1861.....	60
	Expédition de Cochinchine. Prise de deux batteries cochinchinoises sur la rivière de Fai Foa.	
Planche VII.	— Ambassade annamite à Paris (1863).....	66
	Le vice-amiral Bonard se rendant au palais de l'Empereur d'Annam pour la signature du traité de paix.	
Planche VIII.	— Combat d'Oudon (Cambodge), le 17 décembre 1866. La 6o^e^ compagnie d'infanterie de marine s'empare de la citadelle....	72
	Campement français devant Pnom Penh.	
Planche IX.	— Le vice-amiral Rigault de Genouilly.....	78
	Le vice-amiral Charner. Le contre-amiral Bonard.	
	Le vice-amiral de la Grandière.	
Planche X.	— Francis Garnier. Balny d'Avricourt. Sous-lieutenant de Trentinian.....	92
Planche XI.	— Henri Rivière.....	100
Planche XII.	— Le Pont de Papier. Le tombeau du Commandant Rivière.....	108
Planche XIII.	— Le vice-amiral Courbet.....	114

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pages.

PLANCHE XIV. — Gravure chinoise de 1883, représentant une «reprise» imaginaire de Son Tay par les Pavillons Noirs. La prise de Son Tay 118

PLANCHE XV. — Gravure chinoise de 1883, représentant les Français «repoussés» de Bac Ninh. Destruction d'un barrage sur le Song Cau 122

PLANCHE XVI. — Entrée des troupes françaises dans la citadelle de Hung Hoa. 130

PLANCHE XVII. — Li Houng Tchang, commandant des troupes chinoises dans les provinces limitrophes du Tonkin..... 138

PLANCHE XVIII. — Deux feuillets de l'Album du sergent Bobillot. Vue panoramique de Tuyen Quang et de ses abords..... 142

PLANCHE XIX. — Général Brière de l'Isle. Général de Négrier. Chef de bataillon Dominé 148

PLANCHE XX. — Soldats de l'infanterie de marine. Tirailleurs tonkinois et annamites 158

PLANCHE XXI. — Un chef pirate soumissionnaire. Le chef Déo Van Tri dans un groupe de fidèles..... 168

PLANCHE XXII. — Le fort de Ba Phuc. Les approches d'un ouvrage chinois.... 182

PLANCHE XXIII. — Le colonel Gallieni 186

PLANCHE XXIV. — Le chef d'escadrons Lyautey à son arrivée au Tonkin..... 198
Le chef d'escadrons Lyautey en voiture.

PLANCHE XXV. — Le maréchal Sou. Une réunion de chefs français et chinois à l'occasion des travaux d'abornement du Quang Si..... 206

PLANCHE XXVI. — Débarquement devant Hué. Attaque des forts de Hué..... 214

PLANCHE XXVII. — Hué : Le Palais de la Reine-Mère. Le Palais de l'Empereur d'Annam. Porte Ngo Môm..... 220

PLANCHE XXVIII. — Doudart de Lagrée..... 230

PLANCHE XXIX. — Le Mékong. Rapides de Luang Prabang. Le Mékong à Vien Tiane 234

PLANCHE XXX. — M. Van Vollenhoven, Gouverneur général de l'Indochine.. 242
M. Maurice Long, Gouverneur général de l'Indochine.
M. Albert Sarraut, Gouverneur général de l'Indochine.
M. Martial Merlin, Gouverneur général de l'Indochine.

PLANCHE XXXI. — Général Leblois. Général Puypéroux. Général Blondlat. Général Andlauer. Général Aubert. Général Billotte.... 246

PLANCHE XXXII. — Talung. Tra Linh..... 252

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pages.

PLANCHE XXXIII. — Vues du cap Saint-Jacques..... 256
PLANCHE XXXIV. — Le blockhaus de Pac Muong. Le poste de Quang Uyen..... 268
PLANCHE XXXV. — Le De Tham avec son fils se laisse photographier. Un des fortins du De Tham..... 278
PLANCHE XXXVI. — Jeunes filles de Muong Lai. Luang Prabang : les éléphants royaux 286
PLANCHE XXXVII. — Vue de Mon Cay. Vue de Tong Hing 290
PLANCHE XXXVIII. — Vues de Quang TchéouWan..... 304
PLANCHE XXXIX. — Hanoï : Monument aux morts de la grande guerre..... 316

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

TABLE DES MATIERES.

Pages.

Liste chronologique des Officiers généraux et Hauts Fonctionnaires représentants de la France en Indochine 5

Liste chronologique des Officiers généraux, Commandants en chef ou Commandants supérieurs des troupes de l'Indochine (à compter de 1883) 11

Liste chronologique des Officiers supérieurs ayant exercé les fonctions de chef d'état-major des troupes de l'Indochine (à compter de 1883) 13

INTRODUCTION.

CHAPITRE I. — Le milieu indochinois 15

CHAPITRE II. — Les débuts des Français en Indochine. La première « Union indochinoise » 25

CHAPITRE III. — Les Français en Indochine. La deuxième « Union indochinoise ». 34

LIVRE PREMIER.

LA CONQUÊTE ET L'OCCUPATION DU DELTA DU SUD : COCHINCHINE ET CAMBODGE.

CHAPITRE I. — Deux ans de « guerre de tranchées » : Saïgon et les lignes de Chi Hoa 45

CHAPITRE II. — La conquête de la Cochinchine orientale 57

CHAPITRE III. — La conquête de la Cochinchine occidentale 65

CHAPITRE IV. — L'occupation du Cambodge 69

CHAPITRE V. — La pacification et l'organisation du Delta du Sud 74

LIVRE II.

LA CONQUÊTE ET LA PACIFICATION DU TONKIN.

CHAPITRE I. — La première expédition du Tonkin : l'ère des conquistadors ... 85

CHAPITRE II. — La deuxième expédition du Tonkin : l'épopée du commandant Rivière 98

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Pages.

Chapitre III. — La deuxième expédition du Tonkin (*suite*). « Les petits paquets ». Le dégagement d'Hanoï 109

Chapitre IV. — La deuxième expédition du Tonkin (*suite*). Le dégagement du Delta 119

Chapitre V. — La guerre avec la Chine 135

Chapitre VI. — La pacification du Tonkin. La période des « colonnes en coups de lance » (1885-1891) 157

Chapitre VII. — La pacification du Tonkin (*suite*). Les territoires militaires. La politique de la « tache d'huile » (1891-1896) 178

LIVRE III.

L'OCCUPATION ET LA PACIFICATION DE LA CHAINE ANNAMITIQUE.

Chapitre I. — Les Français en Annam 213

Chapitre II. — Les Français au Laos 231

LIVRE IV.

LA DEUXIÈME « UNION INDOCHINOISE ».

Chapitre I. — Organisation militaire de l'Indochine depuis la conquête 239

Chapitre II. — Les opérations de police intérieure. De 1897 à la Grande Guerre 257

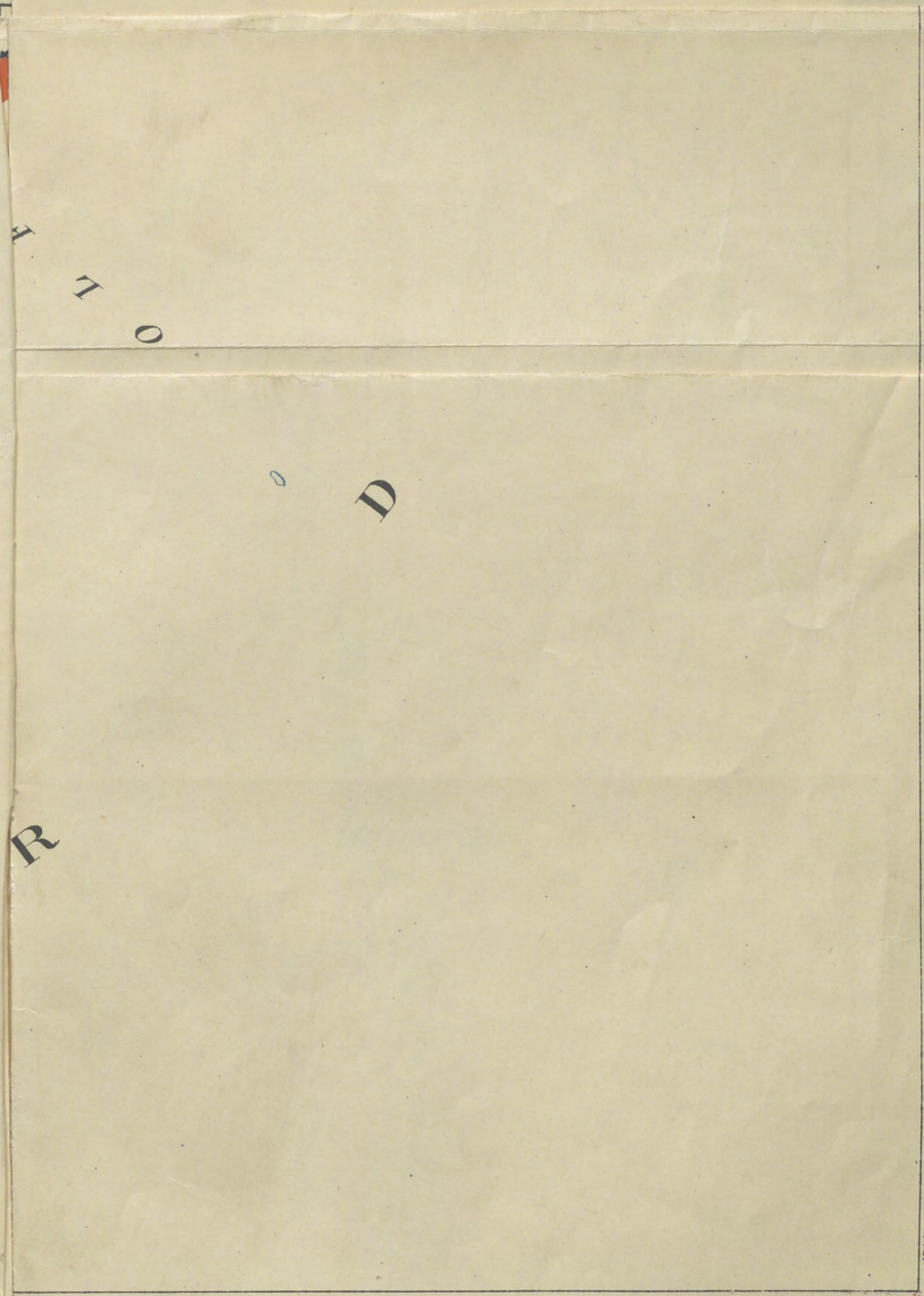
Chapitre III. — Les opérations de police intérieure (*suite*). Depuis la déclaration de guerre de 1914 284

Chapitre IV. — Les interventions à l'extérieur 303

CONCLUSION 319

Imprieerie Nationale. — J. 32594-32.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques



1487

Reproduction interdite.

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Université Côte d'Azur. Bibliothèques

Université Côte d'Azur. Bibliothèques